



**Gouvernement
du Canada**

**Government
of Canada**

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2018

Volume III

**Informations
et analyses
supplémentaires**

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2018

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Errata

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada 2018, des changements ont été effectués au Volume III, Section 11, Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, page 298 et aux Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, page 308. Un changement a également été effectué à la version anglaise du Volume III, Section 1, pour l'Office national du film.

Volume III

Comptes publics du Canada 2017–2018

Table des matières

Section

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Introduction		
1. États financiers des fonds renouvelables	7	7
2. Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la</i> <i>gestion des finances publiques</i>	125	123
3. Services professionnels et spéciaux	167	163
4. Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	177	173
5. Acquisition de machinerie et matériel	181	177
6. Paiements de transfert	191	187
7. Frais de la dette publique	199	195
8. Paiement de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	207	203
9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés	249	245
10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	269	263
11. Autres informations diverses	295	289
12. Index	335	327

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Introduction aux *Comptes publics du Canada*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes :

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 1

Comptes publics du Canada
2017-2018

États financiers des fonds renouvelables

Table des matières

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel.....	8
Bureau de la traduction	18
Commission canadienne des grains.....	29
CORCAN.....	43
Géomatique Canada	56
Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	65
Office national du film	76
Passeport Canada	92
Production de défense	103
Services immobiliers	105
Services optionnels.....	115

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Directeur exécutif,
Agence canadienne du pari mutuel
Steve Suttie

Directrice générale par intérim
Direction des services des finances et de la gestion des ressources
Adjointe par intérim au dirigeant principal des finances
Angela Murphy

Sous-ministre adjoint
Gestion intégrée
Dirigeant principal des finances
Pierre Corriveau

Le 28 mai 2018
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	4	487	(73)	890
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	457	457	451	451
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	461	944	378	1 341
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(1 319)	(663)	(1 373)	(157)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(9)	–	(138)
Autorisation fournie (employée)	(858)	272	(995)	1 046

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde débiteur (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10 215	10 036
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(702)	(807)
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice.....	72	84
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	9 585	9 313
Virement du Conseil du Trésor – besoin en matière de rémunération (crédit 30)	201	251
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	11 786	11 564

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre adjoint, Gestion intégrée d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément à la section 8.1 des *Procédures des comptes publics du receveur général du Canada*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à la section 8.1 des *Procédures des comptes publics du receveur général du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne du Fond portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fond. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément à la section 8.1 des *Procédures des comptes publics du receveur général du Canada*.

Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable. Les états financiers ont été préparés pour aider l'Agence canadienne du pari mutuel à satisfaire aux exigences de la section 8.1 des *Procédures des comptes publics du receveur général du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel ou le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 28 mai 2018
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Actif		
Actifs financiers		
Fonds en transit	14	25
Débiteurs (note 3)	300	243
	314	268
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance	–	14
Immobilisations corporelles (note 4)	2 125	1 919
	2 439	2 201
Passif		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	662	768
Indemnités de vacances	199	167
Obligation au titre des avantages futurs du personnel	93	89
	954	1 024
Actif net (note 6)	1 485	1 177
	2 439	2 201

Engagements contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Dépendance économique (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Chef des finances
Pierre Corriveau

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	9 883	10 206
Autres revenus	17	33
	9 900	10 239
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 364	3 087
Provision pour avantages futurs du personnel	4	22
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	3 691	3 557
Recherche sur les stupéfiants	213	244
Autres	943	1 242
Amortissement des immobilisations corporelles	457	451
Transport et télécommunications	255	287
Services publics, matériaux et fournitures	175	114
Locations	169	200
Autres charges	142	145
	9 413	9 349
Résultats nets	487	890
Actif net, à l'ouverture de l'exercice	1 177	1 005
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(179)	(718)
Actif net, à la fin de l'exercice	1 485	1 177

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	487	890
Éléments n'utilisant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	457	451
	944	1 341
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit	11	35
Diminution (augmentation) des débiteurs	(57)	3
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	14	(2)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer.....	(106)	(460)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances	32	(48)
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des avantages futurs du personnel.....	4	6
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	842	875
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(663)	(157)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(663)	(157)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	179	718
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à l'ouverture de l'exercice.....	10 036	9 318
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	10 215	10 036

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM ou le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor du Canada (« Conseil du Trésor ») pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de régler et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 21 mars 2012, l'ACPM a fait l'objet d'un virement d'affectation de 503 000 \$ du crédit 30 (besoins en matière de rémunération) du Conseil du Trésor. Cette augmentation de l'autorisation de dépenser vise à couvrir l'élimination des indemnités accumulées pour les départs volontaires des employés de l'ACPM qui ont choisi d'encaisser immédiatement les indemnités de départ accumulées. L'ACPM remboursera le Conseil du Trésor au cours des dix prochaines années, commençant pendant l'exercice clos le 31 mars 2013.

2. Principales méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et de l'actif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Des revenus sont tirés du pari mutuel, au moyen d'un prélèvement de 0,8 % sur chaque somme d'un dollar mise dans les hippodromes au Canada, et ces revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les paris sont faits. Les autres revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils sont gagnés.

b) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent l'encaisse et les chèques reçus avant le 31 mars mais non déposés avant l'exercice suivant.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement de traitement électronique des données	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

e) Avantages futurs du personnel

Prestations de retraite

Les employés admissibles de l'ACPM participent au régime de pension de la fonction publique, un régime de pension multi employeurs administré par l'État. Les cotisations de l'ACPM à ce régime sont passées en charges dans l'exercice où elles sont versées et représentent l'obligation totale de l'ACPM à l'égard du régime. La responsabilité de l'ACPM à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés admissibles de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'elles sont indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux indemnités. Le passif lié à l'indemnité perçue par les employés de l'ACPM est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

g) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers, et les indemnités payées au titre des congés de maladie sont incluses dans les activités d'exploitation à court terme, au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

h) Utilisation d'estimations

La préparation des présents états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges comptabilisés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers ainsi que des revenus et charges comptabilisés pour les périodes couvertes par les états financiers. Les principales composantes des états financiers, sous réserve de l'incertitude de mesure, comprennent l'obligation au titre des avantages futurs du personnel, les charges à payer, la provision pour mauvaises créances et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

3. Débiteurs

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	54	58
Tiers	246	185
Total	300	243

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions, mise hors service et radiations	Solde de clôture
Ameublement et équipement.....	1 956	18	–	1 974
Équipement de traitement électronique de données.....	2 279	645	(45)	2 879
Véhicules motorisés.....	160	–	–	160
Bâtiments.....	564	–	–	564
Terrains.....	98	–	–	98
Améliorations locatives.....	816	–	–	816
Total.....	5 873	663	(45)	6 491
	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements	Solde de clôture
Amortissement cumulé	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement.....	1 007	146	–	1 153
Équipement de traitement électronique de données.....	1 538	297	(45)	1 790
Véhicules motorisés.....	76	12	–	88
Bâtiments.....	517	2	–	519
Améliorations locatives.....	816	–	–	816
Total.....	3 954	457	(45)	4 366
Valeur comptable nette			2018	2017
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement.....			821	949
Équipement de traitement électronique de données.....			1 089	741
Véhicules motorisés.....			72	84
Bâtiments.....			45	47
Terrains.....			98	98
Améliorations locatives.....			–	–
Total.....			2 125	1 919

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2018	2017
Gouvernement du Canada.....	–	70
Tiers.....	662	698
Total des crédoiteurs.....	662	768

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – fin

6. Actif net

Le surplus cumulé est une accumulation du montant net des surplus et des déficits, de chacun des exercices, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les encaissements et les décaissements cumulatifs sur la durée de vie des fonds.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Surplus cumulé, au début de l'exercice	11 213	10 323
Résultats nets	487	890
Surplus cumulé, à la fin de l'exercice.....	11 700	11 213
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(10 036)	(9 318)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	(179)	(718)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	(10 215)	(10 036)
Actif net, à la fin de l'exercice	1 485	1 177

7. Engagements contractuels

L'ACPM loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre l'ACPM et Services publics et Approvisionnement Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. L'ACPM est aussi liée à d'autres obligations contractuelles pour la location d'équipements. Les versements futurs prévus se chiffrent comme suit :

	(en milliers de dollars)
2019.....	161
2020.....	162
2021.....	28
2022.....	5
2023 et par la suite	–

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACPM s'engage dans diverses poursuites judiciaires. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers.

9. Dépendance économique

L'ACPM est financée uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine (« Woodbine ») de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, Woodbine a généré 6 513 246 \$ (6 685 176 \$ en 2017), ou 66 % (66 % en 2017) du montant total des prélèvements de l'ACPM sur les paris mutuels. Au 31 mars 2018, 115 176 \$ (70 379 \$ en 2017) ou 47 % (38 % en 2017) des débiteurs – tiers de l'ACPM étaient des montants dus de cette organisation.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,
Services publics et Approvisionnement Canada
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Président-directeur général,
Bureau de la traduction
Services publics et Approvisionnement Canada
Stéphan Déry

Le 25 mai 2018
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(272)	1 522	3	8 529
Éléments n'affectant pas l'encaisse				
Amortissement	2 170	1 968	3 919	3 743
Perte sur aliénation	–	645	–	–
	2 170	2 613	3 919	3 743
Fonds provenant de l'exploitation.....	1 898	4 135	3 922	12 272
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(5 062)	(1 941)	(3 000)	(1 616)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés	–	(3)	–	(3)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(793)	(5 183)	(603)	(1 575)
	(5 855)	(7 127)	(3 603)	(3 194)
Autorisation fournie (employée)	(3 957)	(2 992)	319	9 078

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	26 474	28 229
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(11 441)	(11 787)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	7 899	9 581
Autres éléments.....	6 427	6 328
Autorisation nette fournie, à la fin d'exercice	29 359	32 351
Limite de l'autorisation (note 1).....	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée.....	49 359	52 351

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 25 mai 2018
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	–	3
Débiteurs (note 3)	9 672	11 537
Autres actifs (note 4)	1 031	878
	10 703	12 418
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	2	–
Immobilisations corporelles (note 5)	4 952	5 624
	4 954	5 624
	15 657	18 042
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	11 622	17 356
Indemnités de vacances et congés compensatoires	3 154	3 106
Indemnités de départ aux employés (note 7)	4 187	4 160
	18 963	24 622
Passif net (note 8)	(3 306)	(6 580)
	15 657	18 042

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus		
Services de traduction.....	117 623	126 306
Services d'interprétation	17 735	17 675
Services de terminologie	14 573	14 145
Autres.....	8 320	6 026
	158 251	164 152
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	94 490	92 934
Services professionnels et spéciaux	30 451	34 661
Services généraux et administratifs.....	21 426	17 924
Coûts d'occupation	4 996	5 337
Amortissement (note 5).....	1 968	3 743
Transports et télécommunications	1 417	1 351
Autres charges.....	1 177	531
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	643	(1 401)
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	161	543
	156 729	155 623
Résultats nets	1 522	8 529
Passif net, au début de l'exercice	(6 580)	(7 210)
Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(3)	(3)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8).....	1 755	(7 896)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	(3 306)	(6 580)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	1 522	8 529
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5).....	1 968	3 743
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	645	–
	2 613	3 743
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des fonds en transit	3	1
Diminution (augmentation) des débiteurs	1 865	(3 648)
Augmentation des autres actifs	(153)	(104)
(Augmentation) diminution des charges payées d'avance.....	(2)	19
(Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer	(5 734)	2 952
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	48	(135)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	27	(1 842)
	(3 946)	(2 757)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	(3)	(3)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	186	9 512
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5)	(1 941)	(1 616)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(1 941)	(1 616)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8)	(1 755)	7 896
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	28 229	20 333
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	26 474	28 229

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de la traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1er avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1er avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue, conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le Receveur général du Canada selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds à titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de la clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux selon la proportion de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés par le programme de normalisation de la terminologie, des services d'interprétation et des autres services sont constatés lorsque les services ont été rendus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain. Les débiteurs incluent l'estimation des revenus gagnés pour les services rendus et non facturés à la fin de l'exercice.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties à partir de l'année d'acquisition selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Selon la catégorie d'actif lors de la mise en service

e) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, le montant de certaines charges à payer, la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	7 899	9 581
Parties externes	1 774	1 957
	9 673	11 538
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs des tierces parties	(1)	(1)
Débiteurs nets.....	9 672	11 537

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

4. Autres actifs

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente.....	851	712
Autres avances.....	180	166
Total autres actifs.....	1 031	878

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique.....	1 930	–	102	2 032
Logiciels informatiques.....	30 506	1 205	1 933	33 644
Améliorations locatives.....	8 747	–	(1 898)	6 849
Actifs en construction.....	2 298	736	(1 962)	1 072
	43 481	1 941	(1 825)	43 597
Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique.....	(1 930)	(12)	(3)	(1 945)
Logiciels informatiques.....	(28 600)	(1 400)	(2)	(30 002)
Améliorations locatives.....	(7 327)	(556)	1 185	(6 698)
	(37 857)	(1 968)	1 180	(38 645)
Valeur comptable nette			2018	2017
			(en milliers de dollars)	
Matériel informatique.....			87	–
Logiciels informatiques.....			3 642	1 906
Améliorations locatives.....			151	1 420
Actifs en construction.....			1 072	2 298
			4 952	5 624

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Parties externes.....	10 816	10 817
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	625	970
	11 441	11 787
Charges à payer.....	181	5 569
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	11 622	17 356

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

7. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	4 160	6 002
Charge de l'exercice	643	(1 401)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(616)	(441)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	4 187	4 160

8. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF) représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	21 649	13 123
Résultats nets	1 522	8 529
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(3)	(3)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	23 168	21 649
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(28 229)	(20 333)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 755	(7 896)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(26 474)	(28 229)
Passif net, à la fin de l'exercice	(3 306)	(6 580)

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – fin

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

(en milliers de dollars)

Exercices se terminant le 31 mars	
2019	4 633
2020	494
2021	314
2022	277
2023 et par la suite.....	1 254
Total des obligations contractuelles	6 972

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon les exigences du receveur général du Canada en matière de rapports. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, le Comité ministériel de vérification a examiné les données financières contenues dans les états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement éclairé de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport sur les résultats ministériel* du ministère concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, qui ont exprimé une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2018, ainsi que les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Le système de comptabilité et les états financiers du Fonds ont évolué au fil des ans afin de répondre aux conditions changeantes. La Commission canadienne des grains a mis en œuvre le système SAP, hébergé par le groupe Services partagés du Regroupement des organismes centraux (SP-ROC) mené par le Secrétariat du Conseil du Trésor, afin de collaborer à l'amélioration de l'efficacité des systèmes de gestion financière et de respecter l'orientation du gouvernement du Canada.

Approuvée par :

Chef de la direction financière
Cheryl Blahey

Le 31 mai 2018
Winnipeg, Canada

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de l'autorisation fournie (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(2 275)	10 260	(4 424)	23 797
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	2 617	3 737	2 486
Fonds provenant (utilisés) de l'exploitation.....	(2 275)	12 877	(687)	26 283
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	8 843	4 688	7 007	3 558
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(11 118)	(699)	(7 694)	(3 177)
Autorisation fournie.....	–	(8 888)	–	(25 902)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée inutilisée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	127 990	118 677
Comptes créditeurs imputé au crédit à la fin de l'exercice	(2 771)	(3 535)
	125 219	115 142
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice	188	171
Autre.....	3 270	4 476
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	128 677	119 789
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	130 677	121 789

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Commissaire en chef, aux commissaires et au Comité ministériel de vérification du
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018 et les états des résultats et de l'actif net ainsi que des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne du Fonds portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers sont préparés afin d'aider le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à satisfaire aux exigences de la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, et ne doit pas être utilisé par des parties autres que le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 25 mai 2018
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Actif		
Actifs financiers		
Fonds en transit	1	3
Débiteurs (note 3)	5 656	9 760
Avances comptables	8	5
	5 665	9 768
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	155	220
Immobilisations corporelles (note 4)	11 031	8 963
	11 186	9 183
	16 851	18 951
Passif et actif net		
Passif		
Créiteurs et charges à payer (note 5)	3 338	3 237
Salaires à payer (note 6)	3 014	6 176
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer	1 979	1 728
Revenus reportés	876	835
Passif lié aux indemnités de départ (note 7)	2 238	2 516
	11 445	14 492
Actif net (note 9)	5 406	4 459
	16 851	18 951

Obligations contractuelles (note 10)

Passifs éventuels (note 11)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Administratrice générale
Patti MillerChef des finances
Cheryl Blahey

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018												2017	
	Assurance de la qualité		Assurance de la quantité		Recherche sur la qualité des grains		Protection des producteurs		Services internes		Total		Total	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Réel	
Produits														
Honoraires de service	45 248	55 604	2 822	3 706	–	–	–	32	–	–	48 070	59 342	70 604	
Crédits parlementaires (note 8)	–	–	–	–	4 993	5 660	–	–	306	256	5 299	5 916	5 301	
Services facultatifs	6 640	3 237	–	–	409	599	549	2	–	26	7 598	3 864	5 314	
Licences et wagons de producteurs	–	–	–	–	–	–	2 096	1 912	–	–	2 096	1 912	1 950	
Autres revenus	–	–	–	–	–	–	–	–	20	19	20	19	20	
	51 888	58 841	2 822	3 706	5 402	6 259	2 645	1 946	326	301	63 083	71 053	83 189	
Charges d'exploitation														
Personnel	21 679	20 877	1 293	1 185	5 942	4 955	3 673	3 314	13 037	11 458	45 624	41 789	41 607	
Locations	3 434	2 870	41	44	1 310	1 238	73	86	1 623	1 536	6 481	5 774	5 926	
Transport et communications ..	1 694	1 395	120	94	311	319	387	284	1 317	1 141	3 829	3 233	3 363	
Services professionnels	405	261	47	12	371	218	53	23	3 619	2 579	4 495	3 093	2 807	
Amortissement des immobilisations corporelles	–	971	–	142	–	1 061	–	87	–	360	–	2 621	2 398	
Machinerie et matériel	1 013	796	19	7	279	352	20	9	410	410	1 741	1 574	1 189	
Matériaux et fournitures	695	492	5	2	502	613	104	73	77	118	1 383	1 298	1 072	
Réparations et entretien	209	153	–	–	729	753	12	–	129	129	1 079	1 035	684	
Information	11	2	–	–	44	67	87	81	584	149	726	299	330	
Autres	–	2	–	–	–	1	–	–	–	75	–	78	11	
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	5	
	29 140	27 819	1 525	1 486	9 488	9 576	4 409	3 957	20 796	17 955	65 358	60 793	59 392	
Résultat net	22 748	31 022	1 297	2 220	(4 086)	(3 317)	(1 764)	(2 011)	(20 470)	(17 654)	(2 275)	10 260	23 797	
Actif net, au début de l'exercice													4 459	8 253
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice													(9 313)	(27 591)
Actif net, à la fin de l'exercice													5 406	4 459

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

États des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultats nets de l'exercice	10 260	23 797
Éléments sans incidence sur l'utilisation des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 621	2 398
Provision pour indemnités de départ	(3)	83
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles	(1)	5
	12 877	26 283
Paiement des indemnités de départ	(275)	(226)
Variation de la situation financière		
Fonds en transit.....	2	81
Débiteurs	4 104	1 432
Avances comptables	(3)	4
Charges payées d'avance.....	65	(101)
Créditeurs et charges à payer	101	1 519
Salaires à payer.....	(3 162)	2 488
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer.....	251	(214)
Produits reportés	41	(117)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	14 001	31 149
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 689)	(3 576)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles.....	1	18
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(4 688)	(3 558)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du		
Fonds, au cours de l'exercice	9 313	27 591
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	118 677	91 086
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	127 990	118 677

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Pouvoirs et mandat

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (« CCG », le « Fonds renouvelable » ou le « Fonds ») détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grains, ainsi que d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

Dans le but d'accomplir efficacement son mandat, la CCG vise le résultat stratégique suivant : les grains du Canada sont salubres, fiables et commercialisables et les producteurs de grains canadiens sont dûment rémunérés pour les livraisons de grains aux entreprises céréalières agréées.

L'architecture d'alignement des programmes de la CCG comporte cinq programmes. Le programme d'assurance de la qualité, le programme d'assurance de la quantité, le programme de recherches sur la qualité des grains et le programme de protection des producteurs contribuent à l'atteinte du résultat stratégique. Le programme de services internes vient appuyer tous les autres programmes de la CCG.

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés et il est autorisé à effectuer des prélèvements de 2 000 000 \$.

La CCG n'a pas effectué de prélèvement sur son autorisation nette fournie par le Conseil du Trésor pour l'exercice 2017-2018. Pour l'exercice 2017-2018, la CCG a reçu un montant total de 5 958 493 \$ en vertu de la *Loi de crédits* approuvé par le Parlement.

Les modifications à la *Loi sur les grains du Canada* sont entrées en vigueur le 1er août 2013. Par suite des modifications législatives et de la restructuration des droits, la CCG a procédé à une rationalisation de son personnel, de sa structure organisationnelle et de ses activités. Un modèle de financement révisé reposant sur un recouvrement intégral des coûts par le biais des droits d'utilisation et des crédits continus est entré en vigueur le 1er août 2013. Ce modèle de financement durable met fin à la dépendance de la CCG à l'égard des crédits fédéraux ponctuels annuels. Aux termes du nouveau barème des droits, la CCG a accumulé un excédent jusqu'au 31 mars 2018 en raison surtout d'un volume de grain manutentionné supérieur aux prévisions. La CCG a réduit et supprimé certains droits clés en date du 1er août 2017 et mis à jour les droits en date du 1er avril 2018 dans le but d'éviter l'accumulation supplémentaire de fonds excédentaires.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto assurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance. La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état consolidé de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les passifs au titre des indemnités de fin de contrat de travail et des indemnités de départ sont fondés sur les meilleures estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges;
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des revenus et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles et les passifs liés aux indemnités de départ et aux indemnités de fin de contrat de travail. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

b) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont touchés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une réclamation. La majorité des honoraires de services, tels que l'inspection et les activités de pesée, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus, mais qui ne sont pas encore touchés, sont présentés à titre de revenus reportés. Les revenus reportés sont touchés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont habituellement octroyées pour une période de 12 mois.

c) Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

d) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent la trésorerie et les chèques qui sont reçus avant le 31 mars, mais qui ne sont déposés que l'exercice suivant.

e) Crédits parlementaires

Le financement des activités provient principalement d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) selon laquelle la CCG est autorisée à dépenser les recettes. Certaines activités liées au programme de recherches sur la qualité des grains et aux audits internes sont financées par des crédits parlementaires continus par l'entremise des votes annuels. Ces crédits ont été constatés en tant que revenus du Fonds.

f) Débiteurs

Les débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêts ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours et présumés irrécouvrables.

g) Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds le 1er avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1er avril 1995 ont été constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité prévue, à compter du mois suivant leur mise en service, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les coûts liés aux immobilisations en cours de construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement commence à compter du mois suivant leur mise en service.

h) Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

i) Indemnités de départ

Les employés accumulent des indemnités de départ au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. La CCG constate les indemnités de départ acquises par les employés. L'obligation liée aux indemnités acquises par les employés est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

j) Indemnités de fin de contrat de travail

Les employés touchés par les modifications apportées à la *Loi sur les grains du Canada* et d'autres ajustements opérationnels ont droit à des indemnités de fin de contrat de travail, calculées selon les échelons salariaux en vigueur à la date de fin de contrat de travail comme le stipulent leurs conventions collectives. L'obligation est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

k) Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

l) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces droits à ces congés de maladie ne deviennent pas acquis et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers et les paiements au titre des prestations de maladie sont pris en compte dans les activités courantes lorsqu'ils sont engagés.

3. Débiteurs

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	188	171
Tiers.....	5 473	9 594
	5 661	9 765
Moins : la provision pour créances douteuses de tiers	(5)	(5)
	5 656	9 760

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

4. Immobilisations corporelles

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustement	Cessions	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions	Solde de clôture	2018	2017
(en milliers de dollars)											
Matériel scientifique.....	14 743	2 778	–	(104)	17 417	11 867	1 327	(104)	13 090	4 327	2 876
Matériel et mobilier de bureau.....	218	3	–	–	221	190	6	–	196	25	28
Matériel opérationnel	2 915	119	–	–	3 034	1 095	280	–	1 375	1 659	1 820
Véhicules automobiles	346	23	–	–	369	203	57	–	260	109	143
Matériel informatique et logiciels.	6 921	262	–	(20)	7 163	5 926	565	(20)	6 471	692	995
Améliorations locatives.....	4 510	–	572	–	5 082	3 452	386	–	3 838	1 244	1 058
Actifs en cours de construction	2 043	1 504	(572)	–	2 975	–	–	–	–	2 975	2 043
	31 696	4 689	–	(124)	36 261	22 733	2 621	(124)	25 230	11 031	8 963

Les actifs en cours de construction se composent des améliorations locatives et de logiciels conçus à l'interne.

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2018	2017
(en milliers de dollars)		
Autres ministères et organismes gouvernementaux	606	1 557
Tiers.....	2 732	1 666
Total des crédoiteurs.....	3 338	3 223
Charges à payer.....	–	14
	3 338	3 237

6. Salaires à payer

En raison d'ajustements opérationnels, une partie des membres du personnel de la CCG sont devenus admissibles à une disposition sur les indemnités de fin de contrat de travail. Par conséquent, la CCG a constaté une obligation relative aux indemnités de fin de contrat de travail dans les salaires à payer afin de tenir compte des coûts estimés de la rationalisation du personnel.

	2018	2017
(en milliers de dollars)		
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail, au début de l'exercice	365	101
Charges au cours de l'exercice.....	202	261
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(184)	3
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail, à la fin de l'exercice	383	365
Autres coûts salariaux, incluant les indemnités	2 631	5 811
Salaires à payer	3 014	6 176

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

7. Passif lié aux indemnités de départ

La CCG offre à ses employés des indemnités de départ selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement calculées selon les indemnités de départ réelles par employé.

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son budget de 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives de la CCG ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les montants présentés sont liés aux employés qui n'ont pas touché leur indemnité de départ et qui obtiendront le paiement au moment de leur départ de la fonction publique.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ, au début de l'exercice	2 516	2 659
Charge de l'exercice	(3)	83
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(275)	(226)
Passif lié aux indemnités de départ, à la fin de l'exercice	2 238	2 516

8. Crédits parlementaires

Le financement de la CCG provient d'une combinaison de crédits parlementaires continus, de l'autorisation de dépenser de nouveau les recettes, des excédents accumulés des exercices précédents et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$.

Le mode de financement public sert à comptabiliser les transactions qui touchent les crédits parlementaires. L'état des résultats et de l'actif net est établi selon la comptabilité d'exercice. En conséquence, les éléments présentés dans l'état des résultats et de l'actif net ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux que prévoient les crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et de l'actif net d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation de la CCG pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Le tableau qui suit détaille les crédits reçus et utilisés.

Crédits reçus et utilisés :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus	5 958	5 418
Affectations bloquées		
Solde non dépensé (périmé).....	(42)	(117)
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice.....	5 916	5 301

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

9. Actif net

Le capital d'apport correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports de capital à la constitution du Fonds.

L'excédent accumulé s'entend du cumul de l'excédent de chacun des exercices, déduction faite des déficits, depuis la constitution du Fonds.

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	4 941	4 941
Excédent accumulé		
Solde d'ouverture	118 195	94 398
Résultat net	10 260	23 797
Solde de clôture	128 455	118 195
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture	(118 677)	(91 086)
Variation des ressources nettes fournies	(9 313)	(27 591)
Solde de clôture	(127 990)	(118 677)
Total de l'actif net	5 406	4 459

10. Obligations contractuelles

La CCG loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent la CCG et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. La CCG a conclu 18 ententes d'occupation assorties d'échéances diverses allant jusqu'à dix ans. La CCG loue également des locaux directement auprès de l'Université du Manitoba en vertu d'un contrat de location.

Pour la période close le 31 mars 2018, la CCG a engagé des coûts de 5 082 293 \$ en lien avec ses obligations au titre de l'occupation (5 186 048 \$ en 2017). Les paiements futurs prévus par année financière sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2019.....	4 749
2020.....	4 661
2021.....	4 666
2022.....	4 381
2023 et par la suite	3 191

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

11. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la CCG peut être impliquée dans diverses actions en justice. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si l'un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers. Au 31 mars 2018, la CCG faisait l'objet de deux réclamations, tel qu'il est indiqué ci-après.

Des griefs ont été déposés contre la CCG en ce qui concerne les primes de fin de semaine dont il est fait mention dans la convention collective. Les questions n'ont toujours pas été mises au rôle aux fins d'arbitrage et le dénouement de ces réclamations ne peut être établi en date des présentes. Aucun montant au titre de cette éventualité n'a été constaté dans les états financiers.

Une réclamation a été déposée contre la CCG par des producteurs de grains alléguant avoir subi des pertes en raison d'un manquement d'un ancien titulaire de licence. La réclamation fait valoir des pertes totales invoquées contre la CCG de 1 723 637 \$, majorées des intérêts et des frais. La réclamation en est aux premières étapes des plaidoyers, et une défense a été déposée au nom de la CCG. En date des présentes, l'issue de cette réclamation ne peut être établie. Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers au titre de cette éventualité.

12. Opérations entre parties liées

La CCG est liée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé des frais d'occupation et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats et de l'actif net de la CCG, comme suit :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Revenus	(733)	(808)
Charges		
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux	8 441	7 717
Frais d'occupation.....	5 092	5 208
Améliorations locatives	1 374	1 772
Services professionnels et spéciaux	1 939	1 597
Autres.....	406	474
	16 519	15 960

À la fin de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les débiteurs, les créditeurs et les salaires à payer.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs.....	188	171
Créditeurs	606	1 557
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux à payer	317	962

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – *fin*

13. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable se composent des fonds en transit, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, des salaires à payer, des congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer, et des indemnités de départ. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, sauf pour les indemnités de départ et les indemnités de fin de contrat de travail, qui sont fondées sur les meilleures estimations de la direction. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. Pour la période close le 31 mars 2018, les six plus grandes entités intégrées représentaient 4 419 543 \$ ou 84 % du solde des débiteurs indépendants de la CCG (six entités pour 2 935 564 \$ ou 88 % en 2017).

14. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

Fonds renouvelable CORCAN

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a examiné ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Présidente-directrice générale par intérim,
CORCAN
Kelly Hartle

Directeur, Services financiers,
CORCAN
Chadi Haddad, MBA, CPA, CMA

Le 24 mai 2018
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	–	4 201	–	2 672
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	1 318	1 184	1 644	1 190
Fonds provenant de l'exploitation.....	1 318	5 385	1 644	3 862
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(1 500)	(2 049)	(850)	(174)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(1 100)	200	(150)	229
Autorisation fournie (employée)	(1 282)	3 536	644	3 917

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	20 488	15 622
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(17 851)	(14 371)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	3 972	1 822
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	6 609	3 073
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.....	11 609	8 073

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport des auditeurs indépendants

Au commissaire du Service correctionnel du Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds renouvelable de CORCAN pour se conformer à l'article 8.1 des *Instructions des comptes publics* du receveur général.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation de ces états financiers conformément à l'article 8.1 des *Instructions des comptes publics* du receveur général, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2018 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 8.1 des *Instructions des comptes publics* du receveur général.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds renouvelable de CORCAN de se conformer aux dispositions en matière d'information financière du Conseil du Trésor du Canada mentionnées ci-dessus. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds renouvelable de CORCAN et au Conseil du Trésor du Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de CORCAN et le Conseil du Trésor du Canada.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 24 mai 2018
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4).....	7 207	3 840
Stocks (note 5).....	11 752	12 594
	18 959	16 434
Actifs non financiers		
Immobilisations nettes (note 6).....	4 130	3 247
	23 089	19 681
Passifs		
Créditeurs (note 7).....	13 371	11 834
Revenus reportés	1 909	1 517
Salaires et vacances à payer.....	6 080	3 910
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	1 164	1 178
Obligation de location pour les immobilisations corporelles (note 14)	–	96
	22 524	18 535
Actif net (note 10).....	565	1 146
	23 089	19 681

Engagements (note 9)

Éventualités (note 13)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus (notes 3 et 11).....	81 215	70 051
Coût des marchandises vendues (note 11).....	81 212	69 016
Marge brute.....	3	1 035
Autres revenus		
Frais de formation, frais correctionnelles et autres frais (note 3).....	26 583	21 168
Divers.....	104	154
	26 687	21 322
Charges (note 12)		
Administration centrale/régionale.....	8 041	7 360
Programmes d'emploi et d'employabilité.....	11 132	9 140
Vente et commercialisation.....	3 316	3 185
	22 489	19 685
Résultats nets.....	4 201	2 672
Actif net, au début de l'exercice.....	1 146	3 494
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(4 866)	(5 024)
Autres.....	84	4
Actif net, à la fin de l'exercice (note 10).....	565	1 146

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	4 201	2 672
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	30	(195)
Amortissement (note 6).....	1 154	1 375
Perte sur cessions d'immobilisations	–	10
	5 385	3 862
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Débiteurs	(3 367)	1 469
Stocks	842	(746)
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	(44)	(174)
Créditeurs	1 537	(1 000)
Revenus reportés.....	392	1 296
Salaires et vacances à payer.....	2 170	491
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	6 915	5 198
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(1 953)	(155)
Paievements des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées.....	(96)	(19)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(2 049)	(174)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	4 866	5 024
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	15 622	10 598
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10).....	20 488	15 622

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou le « Fonds ») est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada (« SCC ») qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits no 4 de 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1er avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le « Conseil du Trésor »). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente l'actif net pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1er avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Principales méthodes comptables

a) Règles comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Le référentiel comptable utilisé dans la préparation des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants :

- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Conseil du Trésor;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges.

b) Constatation des revenus et des charges

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu et que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus, mais non réalisés sont inscrits comme revenus reportés.

La méthode de l'avancement des travaux est utilisée pour comptabiliser les contrats de construction. La détermination du degré d'avancement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues. Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

c) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement fédéral.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

e) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds fait des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

f) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivantes :

Matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Autres	3 ans

g) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (« le Régime ») administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de pension totales du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour pallier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement aux paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

h) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN, tel qu'il est stipulé dans leur convention collective, ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont constatées lorsque les employés rendent les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

i) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

j) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs et des créditeurs. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit de façon importante.

k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux méthodes comptables du Conseil du Trésor du Canada, exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'exercice, le SCC, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes financiers, les services de ressources humaines. Le coût de ces services n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation fournis par le SCC visent à compenser les coûts des salaires et les frais d'exploitation que CORCAN ne peut pas recouvrer grâce à la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Services partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le SCC et d'autres ministères fédéraux :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation.....	23 673	22 245
Formation, services correctionnels et autres frais.....	26 583	21 168
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation.....	51 621	43 822
	101 877	87 235

Les comptes débiteurs et créditeurs des parties apparentées sont présentés dans les notes 4 et 7, respectivement.

4. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les éléments suivants :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	3 972	1 822
Tiers.....	3 412	2 225
	7 384	4 047
Provision pour créances douteuses.....	(177)	(207)
	7 207	3 840

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Matières premières.....	7 557	6 580
Travaux en cours.....	245	317
Produits finis.....	4 863	6 305
	12 665	13 202
Provision pour stocks périmés.....	(913)	(608)
	11 752	12 594

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de clôture
(en milliers de dollars)				
Matériel	27 207	1 148	167	28 188
Améliorations locatives.....	1 343	–	–	1 343
Parc de véhicules	2 169	1 460	267	3 362
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition	120	–	120	–
Autres	114	–	–	114
	30 953	2 608	554	33 007
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions et radiations	Solde de clôture
(en milliers de dollars)				
Matériel	24 167	1 087	123	25 131
Améliorations locatives.....	1 339	3	–	1 342
Parc de véhicules	2 054	52	(184)	2 290
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition	32	12	44	–
Autres	114	–	–	114
	27 706	1 154	(17)	28 877
Valeur comptable nette			2018	2017
(en milliers de dollars)				
Matériel			3 057	3 040
Améliorations locatives.....			1	4
Parc de véhicules			1 072	115
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition			–	88
Autres			–	–
			4 130	3 247

7. Crédoiteurs

Les crédoiteurs comprennent les éléments suivants :

	2018	2017
(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada	1 233	2 744
Tiers.....	12 138	9 090
	13 371	11 834

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

8. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique (« RRFP »), dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. Depuis janvier 2013, d'importants changements, tels qu'instaurés dans la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, ont été apportés à la *Loi sur la pension de la Fonction publique* (la loi qui gouverne le RRFP), comme suit :

- les taux de cotisation de tous les participants présents et futurs du RRFP ont été haussés à compter de janvier 2013 dans le but d'atteindre, au fil du temps, un ratio de partage des coûts employeur-employé plus équilibré, soit de 50/50;
- l'âge auquel un nouvel employé, qui a commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1er janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations qu'il a versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, celui-ci étant le promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

À la suite de la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que les employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	1 178	1 547
Indemnités de cessation d'emploi	30	(195)
Indemnités versées pendant l'exercice	(44)	(174)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	1 164	1 178

9. Obligations contractuelles

CORCAN s'est engagé à payer un montant total de 1 457 938 \$ aux termes de contrats de location relatifs à l'entrepôt de Kingston, aux locaux de l'Administration centrale ainsi que d'autres engagements minimes. Le montant payé au cours de l'exercice pour l'entrepôt de Kingston était de 1 099 000 \$ (1 100 000 \$ en 2017).

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sont estimés comme suit :

	(en milliers de dollars)
2019	1 458
2020	1 450
2021	759
2022 et par la suite	6
	3 673

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

10. Actif net

L'actif net comprend les éléments suivants :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(20 488)	(15 622)
Déficit accumulé.....	(9 573)	(13 778)
Autres	84	4
Actif net à la fin de l'exercice.....	565	1 146

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente affectée (fournie) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

11. Information sectorielle

L'information sectorielle comprend les éléments suivants :

Exercice clos le 31 mars 2018	Fabrication	Construction	Textile	Services	Autres	Total
	(en milliers de dollars)					
Revenus	47 509	18 964	9 120	5 622	–	81 215
Coût des marchandises vendues	46 282	18 172	10 725	6 033	–	81 212
Marge brute.....	1 227	792	(1 605)	(411)	–	3
Actifs identifiables						
Débiteurs	2 082	3 643	275	758	449	7 207
Stocks.....	8 560	–	2 719	473	–	11 752
Immobilisations nettes.....	1 931	1 150	189	301	559	4 130
Amortissement des immobilisations	866	49	52	182	5	1 154
Exercice clos le 31 mars 2017	Fabrication	Construction	Textile	Services	Autres	Total
	(en milliers de dollars)					
Revenus	41 188	13 267	9 801	5 795	–	70 051
Coût des marchandises vendues	41 123	12 056	9 613	6 224	–	69 016
Marge brute.....	65	1 211	188	(429)	–	1 035
Actifs identifiables						
Débiteurs	1 696	656	322	503	663	3 840
Stocks.....	9 578	–	2 575	441	–	12 594
Immobilisations nettes.....	2 628	79	107	369	64	3 247
Amortissement des immobilisations	996	15	43	243	78	1 375

Fonds renouvelable CORCAN – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – fin

12. Charges

Le tableau suivant fournit le détail des charges de l'administration centrale et régionale, des programmes d'emploi et d'employabilité et des ventes et commercialisation par catégorie :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Salaires	11 221	8 425
Avantages sociaux	2 527	2 184
Services professionnels et spéciaux.....	6 053	6 291
Locations	1 559	1 514
Transports et télécommunications	389	374
Services publics, fournitures et approvisionnement.....	461	489
Autres dépenses	208	327
Réparation et entretien	59	76
Information	12	5
	22 489	19 685

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'existait aucune réclamation significative au 31 mars 2018.

14. Paiements futurs exigibles en vertu du bail et montant

Le 1er décembre 2015, CORCAN a signé une entente avec Giben America Inc. pour la location de matériel spécial en vertu d'un contrat de location-acquisition. Un montant de 120 438 \$ a été capitalisé, selon un taux d'intérêt implicite de 8 %. L'obligation correspondante est réglée à la fin du bail de cinq ans et est séparée à l'état de la situation financière entre les tranches à court terme et à long terme. Aucun paiement n'a été fait pendant l'exercice considéré puisque le bail a été racheté.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor et les exigences de rapport et les normes du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base consistante avec ceux de l'exercice précédent.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGSI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvée par :

Dirigeante principale des finances adjointe
Secteur de la gestion et des services intégrés
Grace Chenette, CPA, CMA

Dirigeante principale des finances adjointe
Grace Chenette, CPA, CMA
pour le sous-ministre adjointe,
Dirigeante principale des finances
Secteur de la gestion et des services intégrés
Cheri Crosby

Le 30 mai 2018
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	100	320	100	574
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	–	–	–
Fonds provenant de l'exploitation.....	100	320	100	574
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs (passifs)	–	(138)	–	36
Autorisation fournie (employée)	100	182	100	610

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	3 559	3 450
Imputation des crédateurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars.....	(929)	(1 002)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	2 630	2 448
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	7 630	7 448

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe et dirigeante principale des finances, Ressources naturelles Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada (« le Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2018, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers sont préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable de Géomatique Canada à satisfaire aux exigences de la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport s'adresse uniquement à la direction de Ressources naturelles Canada, et il ne doit pas être utilisé par des parties autres que Ressources naturelles Canada et le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 30 mai 2018
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	22	23
Stocks (note 4).....	51	48
	73	71
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	81	–
Immobilisations corporelles (note 5)	233	–
	387	71
Passif		
Créditeurs et charges à payer (note 6).....	1 024	1 050
Indemnités de vacances	84	64
Revenus reportés	141	30
	1 249	1 144
Passif net (note 7)	(862)	(1 073)
	387	71

Éventualités (note 8)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Sous-ministre adjointe
 Direction générale de la politique stratégique et des résultats
 Louise Métivier

Le 30 mai 2018

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État des résultats et de l'actif (passif) net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus		
Services	5 074	5 270
Produits	529	360
	5 603	5 630
Charges		
Services professionnels et spécialisés	2 115	1 333
Traitements et avantages sociaux	1 451	1 214
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 104	1 965
Services du ministère et du secteur	404	327
Location	85	71
Entretien et réparation	57	96
Transport et communications	29	40
Amortissement des immobilisations corporelles	26	–
Autres charges	10	10
Information	2	–
	5 283	5 056
Résultats nets	320	574
Passif net, au début de l'exercice	(1 073)	(717)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(109)	(930)
Passif net, à la fin de l'exercice	(862)	(1 073)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultat net	320	574
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5)	26	–
	346	574
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	1	(21)
Diminution (augmentation) des stocks	(3)	(24)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(81)	15
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(26)	359
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances	20	32
Augmentation (diminution) des revenus reportés	111	30
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des avantages sociaux futurs	–	(35)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	368	930
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5)	(259)	–
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	(259)	–
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	109	930
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	3 450	2 520
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	3 559	3 450

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits no 3 de 1993-1994* sous le nom de « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue du Conseil du Trésor du Canada le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 \$.

Le mandat du Fonds est d'engendrer des produits, des services et de l'expertise en géomatique qui peuvent être exploités à des fins commerciales. Les activités génératrices de recettes se servent ensuite de ces travaux pour produire des services et des produits commercialisables pour des clients particuliers du gouvernement fédéral, de l'industrie canadienne, du public canadien, des provinces, des territoires et d'autres pays.

2. Principales méthodes comptables

a) Référentiel comptable

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et du passif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme une charge;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- les droits contractuels ne sont pas divulgués dans les notes afférentes aux états financiers.

b) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les estimations les plus significatives utilisées dans la préparation des états financiers incluent le montant de certaines charges à payer, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles, la provision pour créances douteuses, la provision pour désuétude des stocks et les estimations liées à l'obligation au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus.

d) Charges

À moins d'indication contraire, les charges sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont engagées. Les frais de services internes de Ressources naturelles Canada engagés au nom du Fonds sont constatés dans les présents états financiers en tant que coûts des services du ministère et du secteur.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

e) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

f) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré de chaque titre.

g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par le Fonds depuis le 1er avril 1994 sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Machines et matériel	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 ans
Logiciels informatiques	4 ans
Autre équipement	10 ans
Véhicules	5 à 7 ans

h) Régime de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

i) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

j) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi déterminées selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût des indemnités gagnées est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

k) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est passé en charges à mesure qu'il est effectué et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers.

3. Débiteurs

Les débiteurs se détaillent de la façon suivante :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	–	5
Tiers.....	33	19
	33	24
Moins : provision pour créances douteuses pour les débiteurs avec des tierces parties	(11)	(1)
	22	23

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

4. Stocks

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Cartes topographiques.....	–	343
Cartes géographiques.....	51	48
	51	391
Moins : provision pour désuétude des stocks.....	–	(343)
	51	48

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Machines et matériel.....	1 610	49	(1 610)	49
Matériel informatique.....	1 186	141	(1 186)	141
Logiciels informatiques.....	57	–	(57)	–
Autre équipement.....	15	38	(15)	38
Véhicules.....	–	31	–	31
	2 868	259	(2 868)	259

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Machines et matériel.....	1 610	1	(1 610)	1
Matériel informatique.....	1 186	25	(1 186)	25
Logiciels informatiques.....	57	–	(57)	–
Autre équipement.....	15	–	(15)	–
Véhicules.....	–	–	–	–
	2 868	26	(2 868)	26

Valeur comptable nette	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Machines et matériel.....	48	–
Matériel informatique.....	116	–
Logiciels informatiques.....	–	–
Autre équipement.....	38	–
Véhicules.....	31	–
	233	–

Les catégories d'immobilisations corporelles ont été reclassées à partir du 1er avril 2017 aux fins de présentation pour s'aligner avec les comptes de rapports financiers du receveur général.

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	269	562
Tiers.....	755	488
	1 024	1 050

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 – fin

7. Actif (passif) net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Les apports de capital représentent la valeur des immobilisations corporelles financée par des contributions en capital lors de la création du Fonds.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(3 559)	(3 450)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés.....	(20)	(20)
Surplus cumulé.....	1 279	959
Actif (passif) net.....	(862)	(1 073)

8. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est inscrite dans les états financiers. Aucune réclamation à l'égard du Fonds n'était en cours au 31 mars 2018.

9. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

10. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de refléter la présentation adoptée de l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») conformément aux exigences de la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics* du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction compte tenu du principe d'importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection attentive, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des structures organisationnelles permettant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et les pouvoirs de la direction soient compris et appliqués dans l'ensemble de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par un auditeur externe, dont le rôle consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers donnent une image fidèle à la situation financière du Fonds au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers.

Approuvée par :

Présidente,
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Johanne Bélisle

Dirigeant principal des finances,
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Philippe Thompson

Le 28 mai 2018
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(5 722)	(7 843)	(5 309)	6 238
Éléments n'affectant pas l'encaisse	245	381	869	897
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(5 477)	(7 462)	(4 440)	7 135
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(24 561)	(14 585)	(14 561)	(7 426)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	2 009	3 053	42	(6 205)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés	–	–	–	(6)
Autorisation fournie (employée)	(28 029)	(18 994)	(18 959)	(6 502)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	153 035	174 137
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(11 997)	(16 141)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	1 474	826
Autres éléments	2 982	5 666
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	145 494	164 488
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	150 494	169 488

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapports de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics* du receveur général du Canada.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics* du receveur général du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne du Fonds portant sur la préparation des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2018, ainsi que de ses résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément à la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics* du receveur général du Canada.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés afin d'aider le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à satisfaire aux exigences de la section 8.1 des *Procédures des Comptes publics* du receveur général du Canada. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada ou le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
experts-comptables autorisés

Le 28 mai 2018
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Actif		
Actifs financiers		
Petite caisse	1	2
Débiteurs (note 3)	2 608	2 577
Revenus non facturés	8 581	9 805
	11 190	12 384
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance	453	454
Immobilisations corporelles (note 4)	27 175	13 206
	38 818	26 044
Passifs		
Comptes de dépôts	3 100	3 225
Créditeurs et charges à payer (note 5)	12 967	16 141
Indemnités de congé	4 091	3 654
Obligation pour indemnités de départ (note 6)	2 835	3 507
Revenus reportés	64 858	61 809
	87 851	88 336
Passif net (note 7)	(49 033)	(62 292)
	38 818	26 044

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus	150 181	158 252
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	104 380	99 426
Provision pour indemnités de départ.....	(489)	(700)
Services professionnels	39 355	38 153
Logement	7 568	7 569
Information	2 482	2 357
Matériels et fournitures.....	1 639	1 727
Entretien et réparation	878	810
Formation.....	724	652
Voyages	647	487
Amortissement des immobilisations corporelles	616	680
Location	108	85
Communications	87	22
Fret et courrier.....	29	529
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	–	217
	158 024	152 014
Résultats nets	(7 843)	6 238
Passif net, au début de l'exercice	(62 292)	(70 385)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	21 102	1 861
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10)	–	(6)
Passif net, à la fin de l'exercice	(49 033)	(62 292)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(7 843)	6 238
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	616	680
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	–	217
	(7 227)	7 135
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) de la petite caisse	1	1
Diminution (augmentation) des débiteurs	(31)	(1 641)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	1	(115)
Diminution (augmentation) des revenus non facturés.....	1 224	255
Augmentation (diminution) des comptes de dépôt	(125)	(38)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(3 174)	4 829
Augmentation (diminution) des indemnités de congé	437	251
Augmentation (diminution) des indemnités de départ	(672)	(767)
Augmentation (diminution) des revenus reportés	3 049	(4 339)
Total des variations de l'état de la situation financière.....	710	(1 564)
Paiement de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(6)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	(6 517)	5 565
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(14 585)	(7 426)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(21 102)	(1 861)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	174 137	175 998
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 7).....	153 035	174 137

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'OPIC acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour stimuler l'innovation.

L'OPIC est financé par un fonds renouvelable (le « Fonds ») qui a été établi le 1er avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et du passif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- les passifs au titre des indemnités de cessation d'emploi relève d'une estimation de la direction, et non d'une évaluation actuarielle;
- les passifs éventuels sont divulgués plutôt qu'enregistrés.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement des demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaire détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte du barème de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est complété avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie estimative, à compter du mois suivant leur acquisition, comme suit:

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	5 ans
Logiciels	3-10 ans
Matériel informatique	5-10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Ameublement	10 ans

Les coûts pour les actifs en construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés et l'amortissement débute à compter du mois suivant leur mise en service.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

c) Avantages sociaux futurs

Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi comme prévu dans leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont comptabilisées au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le budget de 2012, le Gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans les cas de démission et de départ à la retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en œuvre de cette mesure, les conventions collectives avaient offert trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluaient :

1. un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) tel que stipulé dans la convention collective, ou
2. un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou
3. une combinaison des options (1) et (2).

En rapport avec l'option (1) et (3), le Fonds a dû puiser à même l'obligation pour indemnités de départ dès que les conventions collectives sont entrées en vigueur.

Prestations de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

d) Utilisation d'estimations comptables

La préparation de ces états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et hypothèses comptables influant sur les montants de l'actif et du passif et la présentation des actifs ou passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses présentés pour la période. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, les revenus non facturés, les revenus reportés, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les obligations salariales à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

e) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est engagé.

3. Débiteurs

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Ministères et organismes.....	586	826
Parties externes.....	2 022	1 751
Débiteurs nets.....	2 608	2 577

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde, début de l'exercice	Acquisitions	Transferts	Aliénations	Solde, fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives.....	22 434	–	–	(22 065)	369
Logiciels	32 576	–	162	(709)	32 029
Matériel informatique	307	67	–	–	374
Équipement et outillage.....	158	–	–	–	158
Ameublement.....	494	–	–	–	494
Actifs en construction	11 188	14 518	(162)	–	25 544
	67 157	14 585	–	(22 774)	58 968
	Solde, début de l'exercice	Amortissement	Ajustements	Solde, fin de l'exercice	
Amortissement cumulé	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives.....	22 421	10	(22 065)	366	
Logiciels	30 918	530	(709)	30 739	
Matériel informatique	232	14	–	246	
Équipement et outillage.....	14	16	–	30	
Ameublement.....	366	46	–	412	
Actifs en construction	–	–	–	–	
	53 951	616	(22 774)	31 793	
Valeur comptable nette			2018	2017	
			(en milliers de dollars)		
Améliorations locatives.....			3	13	
Logiciels			1 290	1 658	
Matériel informatique			128	75	
Équipement et outillage.....			128	144	
Ameublement.....			82	128	
Actifs en construction			25 544	11 188	
			27 175	13 206	

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Ministères et organismes.....	4 267	3 150
Parties externes	8 700	12 991
	12 967	16 141

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

6. Obligation pour indemnités de départ

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Obligation pour indemnités de départ, début de l'exercice.....	3 507	4 274
Prestations payées au cours de l'exercice		
Pour retraite et départs de la fonction publique.....	(183)	(66)
Pour employés ayant choisi de liquider leurs indemnités de départ tel que convenu dans les conventions collectives	–	(1)
Dépense de l'exercice.....	(489)	(700)
Obligation pour indemnités de départ, fin de l'exercice	2 835	3 507

7. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les débours cumulés au cours de la durée de vie du Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé correspond à la somme des résultats nets d'exploitation de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	111 845	105 613
Résultats net	(7 843)	6 238
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés	–	(6)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	104 002	111 845
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(174 137)	(175 998)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	21 102	1 861
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(153 035)	(174 137)
Passif net, fin de l'exercice.....	(49 033)	(62 292)

8. Obligations contractuelles

L'OPIC loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent l'OPIC et Services publics et Approvisionnement Canada (anciennement connu sous le nom de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada) et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2019.....	5 870
2020.....	264
2021.....	204
2022.....	68
	6 406

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – fin

9. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, au contentieux, à la rémunération et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties concernées dans le cours normal des opérations.

10. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. En 2014-2015, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Services publics et Approvisionnement Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

Office national du film

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2018 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Office national du film (« l'Office »). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public. Ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de l'Office.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

L'Office fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits dans le but d'adhérer à la *Politique sur le contrôle interne* du Conseil du Trésor.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2016-2017 par le Bureau du contrôleur général du Canada (BCG). Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère, à l'adresse suivante : www.onf.gc.ca.

Le Bureau du vérificateur général, auditeur indépendant du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles internes de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
Claude Joli-Coeur

Directrice générale, Finances, opérations et technologie
(Dirigeante principale des finances)
Luisa Frate, CPA, CA

Le 12 juillet 2018
Montréal, Canada

Office national du film – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(74 375)	(64 954)	(61 895)	(62 162)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	1 772	–	3 496
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(74 375)	(63 182)	(61 895)	(58 666)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	–	(4 164)	–	(4 489)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	992	–	(760)
Autorisation fournie (employée)	(74 375)	(66 354)	(61 895)	(63 915)
Autorisation annuelle votée (employée).....	–	(67 346)	–	(63 155)
Autorisation législative du fonds renouvelable fournie (employée)	–	992	–	(760)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(6 210)	(6 215)
Imputation des créiteurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars.....	(3 582)	(4 569)
Autorisation nette législative du fonds renouvelable employée, à la fin de l'exercice	(9 792)	(10 784)
Limite de l'autorisation législative du fonds renouvelable	15 000	15 000
Autorisation législative du fonds renouvelable non employée reportée.....	5 208	4 216

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office national du film, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À mon avis, les opérations de l'Office national du film dont j'ai eu connaissance au cours de mon audit des états financiers ont été effectuées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la *Loi sur le cinéma* et au règlement administratif de l'Office national du film.

Pour le vérificateur général du Canada,
Tina Swiderski, CPA auditrice, CA
directrice principale

Le 12 juillet 2018
Montréal, Canada

Office national du film – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	6 868	3 689
Salaires à payer	2 111	2 082
Indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	4 818	2 921
Revenus reportés	456	388
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 6).....	71	209
Avantages sociaux futurs (note 7).....	3 161	2 712
Total des passifs nets.....	17 485	12 001
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	8 478	4 336
Débiteurs (note 8).....	3 660	1 709
Dépôts	65	90
Total des actifs financiers nets	12 203	6 135
Dette nette ministérielle	5 282	5 866
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	743	539
Stocks.....	95	142
Immobilisations corporelles (note 9)	11 268	9 617
Total des actifs non financiers.....	12 106	10 298
Situation financière nette ministérielle	6 824	4 432

Obligations contractuelles (note 10)

Passif éventuel (note 11)

Droits contractuels (note 15)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et
Président de l'Office National du Film du Canada
Claude Joli-Coeur

Membre du conseil d'administration
Keith Clarkson

Le 12 juillet 2018

Office national du film – suite

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2018	2017
	Résultats prévus		
Charges (note 12a)			
Productions audiovisuelles	36 790	36 010	32 451
Accessibilité et interaction avec l'auditoire	22 028	24 949	24 256
Services internes.....	8 881	11 621	10 212
Total des charges.....	67 699	72 580	66 919
Revenus (note 12b)			
Produits audiovisuels.....	2 230	2 533	2 813
Partenariats et préventes	1 856	5 051	1 921
Autres revenus.....	50	42	23
Total des revenus	4 136	7 626	4 757
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	63 563	64 954	62 162
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	75 916	63 204	63 282
Variations des montants à recevoir du Trésor.....	–	4 142	(127)
Revenu de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(12 353)	(2 392)	(993)
Situation financière nette ministérielle, début de l'exercice	4 432	4 432	3 439
Situation financière nette ministérielle, fin de l'exercice	16 785	6 824	4 432

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2018	2017
	Résultats prévus		
Revenu de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(12 353)	(2 392)	(993)
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 918	4 026	4 532
Amortissement des immobilisations corporelles	(2 762)	(2 375)	(2 346)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	12 156	1 651	2 186
Variation due aux stocks	–	(47)	11
Variation due aux charges payées d'avance	–	204	70
Variation nette de la dette nette ministérielle.....	(197)	(584)	1 274
Dette nette ministérielle, début de l'exercice	5 866	5 866	4 592
Dette nette ministérielle, fin de l'exercice	5 669	5 282	5 866

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.....	64 954	62 162
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	(2 375)	(2 346)
Variation des avantages sociaux futurs	(449)	–
Variations de l'état de la situation financière		
Variation des salaires à payer.....	(29)	(167)
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	(1 897)	(1 875)
Déboursé sur avantages sociaux futurs.....	–	(61)
Variation des créditeurs et charges à payer	(2 112)	1 235
Variation des débiteurs	1 951	(21)
Variation des dépôts	(25)	(10)
Variation des revenus reportés	(68)	57
Variation des charges payées d'avance.....	204	70
Variation des stocks	(47)	11
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	60 107	59 055
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	2 959	4 060
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	2 959	4 060
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	138	167
Encaisse utilisée pour les activités de financement	138	167
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada.....	63 204	63 282

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Statut et objectifs

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant de la ministre du Patrimoine canadien, l'Office national du film (« Office ») est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques;
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Cette autorisation stipule que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars.

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires votées annuellement. La présentation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 4 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Les montants des résultats prévus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectif intégré au *Plan ministériel 2017-2018*. Les montants des résultats prévus inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des dotations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

d) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges reliées aux productions audiovisuelles comprennent les coûts des activités pour le développement et la production d'œuvres audiovisuelles de toute forme. Les charges reliées à l'accessibilité et l'interaction avec l'auditoire incluent les activités nécessaires pour rendre les productions de l'Office accessibles, ce qui comprend la préservation et conservation de la collection ainsi que la promotion et la distribution des œuvres. Les services internes sont les charges encourues de façon à répondre aux activités et autres obligations générales de l'Office.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

e) Revenus

Les partenariats et préventes et les revenus de produits audiovisuels autres que les revenus de redevances sont comptabilisés lorsque les montants sont exigibles.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

f) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

g) Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 5 000 \$ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations corporelles</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	de 5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

Les sommes relatives aux travaux en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé et elles sont amorties conformément à la politique de l'Office.

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état de la situation financière et à la note 9 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence. L'Office n'inscrit pas à l'actif d'autres biens incorporels ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

i) Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses);
- dépôts liés aux productions à l'étranger.

Les passifs financiers sont constitués des créditeurs et charges à payer et des salaires à payer.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

j) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Absences rémunérées

Les employés ont droit à des congés de maladie et à des indemnités d'accident de travail prévus par leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Les jours de congé de maladie s'accumulent mais ne s'acquièrent pas, et permettent à l'employé d'être rémunéré pendant son absence pour raison de maladie en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés de maladie rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. L'Office comptabilise le coût des indemnités d'accident de travail à verser lorsque le fait à l'origine de l'obligation se produit. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre d'absences rémunérées. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

k) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Adoption de nouvelles normes comptables

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié cinq nouvelles normes comptables qui sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2017. Le 1er avril 2017, l'Office a adopté le chapitre SP 3380 « Droits contractuels », qui définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. L'adoption de ce chapitre a résulté en l'ajout de la note 15 sur les droits contractuels.

L'Office a aussi adopté les nouvelles normes comptables sur l'information relative aux apparentés (SP 2200), sur les actifs (SP 3210), sur les actifs éventuels (SP 3320) et sur les opérations interentités (SP 3420). L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence significative sur les résultats et la situation financière de l'Office, ni sur les informations fournies par voie de notes dans les états financiers de l'Office.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

4. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	64 954	62 162
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales non imputées aux autorisations	932	(1 011)
Variation des charges à payer non imputées aux autorisations.....	120	(78)
Variation nette pour avantages sociaux futurs	(449)	(61)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(2 375)	(2 346)
	(1 772)	(3 496)
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	4 026	4 322
Paieement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	138	167
	4 164	4 489
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	67 346	63 155

Autorisations fournies et utilisées

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies		
Budget principal des dépenses.....	74 375	61 895
Budget supplémentaire des dépenses.....	5 538	4 612
Moins		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(567)	(3 309)
Affectation bloquée.....	(12 000)	(43)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	67 346	63 155

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de l'Office :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs – Autres ministères et organismes.....	3 256	755
Crédoiteurs – Parties externes.....	3 612	2 792
Total des crédoiteurs.....	6 868	3 547
Charges à payer.....	–	142
Total des crédoiteurs et des charges à payer.....	6 868	3 689

6. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

L'Office a une entente pour la location d'équipement technique en vertu de deux contrats de location-acquisition. Les actifs ont été capitalisés en utilisant un taux d'intérêt implicite de 4 % pour le contrat de 2015-2016 et de 3 % pour le nouveau contrat de 2016-2017. Les obligations correspondantes seront remboursées pendant la durée du bail de 3 ans pour les deux contrats. Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 totalisent 138 \$ (2017 – 172 \$). Des intérêts de 5 \$ (2017 – 5 \$) sont imputés aux résultats.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
2018.....	–	143
2019.....	72	72
Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition.....	72	215
Moins : intérêts théoriques.....	(1)	(6)
Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	71	209

7. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accroissent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du Régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le Régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

En 2018, les charges pour les membres du groupe 1 et du groupe 2 s'élèvent à 3 278 \$ (2017 – 3 263 \$). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés. En 2017, pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,12 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,08 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

Indemnités de départ et absences rémunérées

Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique.

Au 31 mars 2018, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération de 0,96 % (2017 – 0,96 %), un taux d'actualisation de 2,18 % (2017 – 1,94 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ans.

Absences rémunérées

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquiescent pas. L'Office a également reconnu une obligation au titre d'indemnités d'accident de travail.

Pour calculer l'obligation au titre de congé de maladie, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 288 \$ (2017 – 280 \$), un taux d'augmentation des salaires de 0,96 % (2017 – 0,96 %), un taux d'utilisation annuel moyen de 2,6 % (2017 – 2,6 %), un taux d'actualisation de 2,18 % (2017 – 1,94 %), un taux de départ de 5,18 % (2017 – 5,18 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ou 65 ans selon la date de début d'emploi.

Pour calculer l'obligation au titre d'indemnités d'accidents du travail, l'Office utilise les dispositions du régime d'indemnités d'accident du travail applicable et un taux d'actualisation de 2,18 %.

Au 31 mars 2018, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et des absences rémunérées sont les suivants :

	Indemnités de départ	Absences rémunérées	Total
(en milliers de dollars)			
Solde au 31 mars 2016	853	1 798	2 651
Charge pour l'exercice.....	269	(104)	165
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(77)	(27)	(104)
Solde au 31 mars 2017	1 045	1 667	2 712
Charge pour l'exercice.....	(48)	550	502
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(26)	(27)	(53)
Solde au 31 mars 2018	971	2 190	3 161

8. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2018	2017
(en milliers de dollars)		
Débiteurs – Autres ministères et organismes.....	463	302
Débiteurs – Parties externes.....	3 555	1 730
	4 018	2 032
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes.....	(358)	(323)
Total des débiteurs	3 660	1 709

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

9. Immobilisations corporelles

	31 mars 2017	Additions	Aliénations et radiations		Transferts	31 mars 2018
(en milliers de dollars)						
Équipement technique						
Coût.....	18 961	724	–	–	–	19 685
Amortissement cumulé.....	(17 704)	(303)	–	–	–	(18 007)
	1 257	421	–	–	–	1 678
Logiciels et équipement informatique						
Coût.....	15 510	1 325	(48)	–	–	16 787
Amortissement cumulé.....	(11 781)	(1 690)	48	–	–	(13 423)
	3 729	(365)	–	–	–	3 364
Mobilier, équipement de bureau et autres						
Coût.....	544	–	–	–	–	544
Amortissement cumulé.....	(499)	(5)	–	–	–	(504)
	45	(5)	–	–	–	40
Améliorations locatives						
Coût.....	5 975	162	–	–	–	6 137
Amortissement cumulé.....	(3 051)	(377)	–	–	–	(3 428)
	2 924	(215)	–	–	–	2 709
Collection ¹	–	–	–	–	–	–
Travaux en cours.....	1 662	1 815	–	–	–	3 477
Total						
Coût.....	42 652	4 026	(48)	–	–	46 630
Amortissement cumulé.....	(33 035)	(2 375)	48	–	–	(35 362)
Valeur nette comptable.....	9 617	1 651	–	–	–	11 268

¹ La collection de l'Office a une valeur symbolique de 1 \$

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 414 \$ (2017 – 414 \$) moins l'amortissement cumulé de 192 \$ (2017 – 103 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 89 \$ (2017 – 74 \$).

Les aliénations et radiations de l'exercice de 48 \$ (2017 – 876 \$) sont reliées à l'abandon d'équipements désuets.

10. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2019	2020	2021	2022	2023-2032	Total
(en milliers de dollars)						
Locaux.....	4 574	1 793	792	788	6 871	14 818
Autres biens et services.....	8 028	2 505	85	5	–	10 623
Total.....	12 602	4 298	877	793	6 871	25 441

Les ententes pour la location de locaux totalisent 14 818 \$ et ont été signées avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Une entente avec SPAC de 9 098 \$ pour le déménagement du siège social de Montréal est inclus dans autres biens et services.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

11. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujéti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction est d'avis que dans l'éventualité où l'Office serait tenu responsable, le montant global du passif qui en résulterait ne serait pas significatif.

12. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principaux articles de dépenses et type de revenus.

(a) Charges

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux	40 096	38 591
Services professionnels et spécialisés	14 658	11 601
Location.....	6 049	5 961
Transport et communication	3 125	2 983
Amortissement des immobilisations corporelles	2 375	2 346
Matériel et fournitures	1 759	1 719
Réparations et entretien	1 182	1 253
Participation en espèces dans les coproductions.....	1 279	970
Redevances.....	1 157	724
Information.....	593	446
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire.....	229	289
Divers.....	78	36
	72 580	66 919

Revenus

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Partenariats et préventes	5 051	1 921
Redevances et abonnements	1 745	2 010
Copies de films et téléchargements.....	273	335
Plans d'archives	515	452
Divers.....	42	39
	7 626	4 757

Office national du film – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – fin

13. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada ainsi qu'avec ses principaux dirigeants, les proches parents de ceux-ci et les entités soumises au contrôle de ces personnes. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Ces transactions sont constatées à la valeur d'échange à l'exception des services non constatés à l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par SPAC, les services d'audit interne offerts par le Bureau du contrôleur général ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs – Autres ministères et organismes	463	173
Créditeurs – Autres ministères et organismes	3 256	755
Charges – Autres ministères et organismes	15 995	15 380
Revenus – Autres ministères et organismes	2 191	322

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2018, l'Office a loué des locaux de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un montant de 4 501 \$ (2017 – 4 871 \$). Ce montant est inclus dans les Charges – Autres ministères et organismes. Le montant des Charges – Autres ministères et organismes de 2018 inclus un montant capitalisé de 1 545 \$

14. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a une participation permanente de 14 %, soit 14 unités de 1 \$ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle au montant de 0 \$ (0 \$ en 2017).

15. Droits contractuels

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des droits aux ressources économiques découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir sur plusieurs années. Au cours de l'exercice, l'Office a conclu une entente avec un collaborateur d'une valeur de 1 540 \$, dont 1 377 \$ reste à être encaissé au cours des exercices ultérieurs.

	2019	2020	2021	2022	2023-2032	Total
	(en milliers de dollars)					
Droits contractuels	908	469	–	–	–	1 377

Fonds renouvelable de Passeport Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor énoncée dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent sauf en ce qui a trait au redressement décrit à la note 3. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité d'audit du ministère examine ces états financiers, lors de leur revue des états financiers ministériels. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion financière du Fonds élabore et distribue les politiques financières et comptables et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Adjoint au dirigeant principal des finances et
directeur général
Gestion financière
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Christopher Meyers, CPA, CA

Sous-ministre adjoint et
dirigeant principal des finances
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Daniel Mills, CPA, CMA

Le 28 mai 2018
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017 Redressé (note 3)	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
	Résultats nets	187 618	231 119	204 779
Éléments n'affectant pas l'encaisse	4 032	3 468	5 415	2 085
Fonds provenant de l'exploitation.....	191 650	234 587	210 194	308 854
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(40 612)	(127)	(25 986)	(1 107)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	1 892	–	(2 220)
Autorisation fournie.....	151 038	236 352	184 208	305 527

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017 Redressé (note 3)
	Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1 285 115
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(37 319)	(39 963)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	11 106	13 658
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	1 258 902	1 022 550
Limite de l'autorisation	–	–
Autorisation non employée reportée.....	1 258 902	1 022 550

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de la situation financière (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017 Redressé (note 3)
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs et avances (note 4).....	11 926	14 500
Stocks destinés à la revente (note 5).....	10 465	9 415
	22 391	23 915
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance (note 6).....	18 385	17 282
Stocks détenus pour fins de consommation (note 5).....	3 041	3 444
Immobilisations corporelles (note 7).....	6 848	9 817
	28 274	30 543
	50 665	54 458
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 8).....	45 916	44 940
Avantages sociaux futurs.....	2 462	2 090
	48 378	47 030
Actif net (note 9).....	2 287	7 428
	50 665	54 458

Obligations contractuelles (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des résultats et de l'actif (passif) net (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017 Redressé (note 3)
Revenus		
Droits gagnés.....	639 271	658 246
Revenus divers	234	271
	639 505	658 517
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux (note 11).....	237 758	199 347
Traitements et avantages sociaux.....	70 575	59 059
Fret, messagerie et camionnage	35 835	34 361
Matériel de passeport.....	32 869	32 586
Services de passeports dans les missions à l'étranger.....	6 402	7 192
Location	6 400	6 331
Imprimerie, papeterie et fournitures.....	5 580	700
Locaux	4 469	4 427
Amortissement des immobilisations corporelles.....	3 096	3 085
Information	2 788	2 488
Entretien et réparation	1 530	2 171
Voyages et déménagements.....	562	1 061
Provision pour avantages sociaux futurs.....	372	(1 008)
Services postaux et affranchissements	68	53
Services publics.....	2	2
Télécommunications	1	1
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	–	8
Autres.....	79	(116)
	408 386	351 748
Résultats nets	231 119	306 769
Actif (passif) net, au début de l'exercice	7 428	(1 666)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(236 260)	(297 675)
Actif net, à la fin de l'exercice (note 9)	2 287	7 428

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017 Redressé (note 3)
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	231 119	306 769
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 096	3 085
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	–	8
Provision pour avantages sociaux futurs	372	(1 008)
Résultats nets excluant les éléments n'affectant pas l'encaisse	234 587	308 854
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs et avances	2 574	(4 014)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	(1 103)	(5 695)
Diminution (augmentation) des stocks destinés à la revente	(1 050)	3 899
Diminution (augmentation) des stocks détenus pour fins de consommation	403	234
Augmentation (diminution) des créditeurs et des charges à payer.....	976	(4 496)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	236 387	298 782
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(127)	(1 107)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(127)	(1 107)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		
au cours de l'exercice.....	236 260	297 675
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	1 048 855	751 180
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 9).....	1 285 115	1 048 855

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le « Fonds ») a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

À compter du 2 juillet 2013, la responsabilité du programme de passeport et du Fonds est passée du ministère des Affaires Mondiales Canada (AMC) à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Le Fonds a aussi transféré ses activités de prestation de services et de traitement des demandes de passeports à Emploi et Développement Social Canada (EDSC) à compter du 2 juillet 2013.

Une autorisation permanente du Parlement, au montant de 1\$, autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour le fonds de roulement et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Méthode de comptabilisation

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 6 sous-section 4 de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables prescrites par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada puisque les revenus tirés des droits de demande de services de passeports sont comptabilisés au moment de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande tel qu'il est indiqué dans les règlements prescrivant les droits exigibles pour les services de passeports; et parce que le financement reçu du Conseil du Trésor au titre d'immobilisations corporelles est comptabilisé comme un apport en capital et non pas comme une réduction du coût de ces immobilisations corporelles.

b) Constatation des revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande, qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

c) Stocks

Les stocks de matériel et de fournitures sont évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette.

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules	8 ans
Matériel informatique	5 ans
Logiciels (achetés et développés)	3 à 10 ans
Machines et matériel	15 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile estimative de l'amélioration

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

e) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés du Fonds étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2017, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés.

3. Redressement des états financiers

Dans le cadre de l'initiative de la modernisation, le programme de Passeport effectue une transition vers le système mondial de gestion des cas (SMGC) et le système intégré de gestion des paiements et des revenus (SIGPR) d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour le traitement des demandes de passeports. Les charges affectées à cette initiative sont capitalisées dans les états financiers d'IRCC, qui détient et présente ces systèmes à titre d'immobilisations. IRCC charge ensuite des frais d'utilisation annuels au Fonds afin de tenir compte de son utilisation des systèmes.

Une révision de la comptabilisation de l'initiative de la modernisation a été réalisée au cours de l'exercice financier 2017-2018. Il a alors été déterminé que les dépenses affectées à l'initiative de la modernisation doivent être considérées à titre de frais payés d'avance afin de présenter adéquatement la contribution du Fonds ainsi que les services reçus d'IRCC dans le cadre de cette initiative. L'approche adoptée lors des exercices précédents ne présentait pas correctement la situation et le Fonds a donc apporté les corrections nécessaires, ce qui a occasionné un redressement rétroactif des soldes des années précédentes.

Suite à ce redressement, le solde cumulatif des frais payés d'avance a augmenté de 16,5 millions de dollars (10,9 millions de dollars en 2015-2016). Le solde d'ouverture de l'actif net a par conséquent augmenté de 10,9 millions de dollars et le solde de l'actif net à la fin de l'exercice a augmenté de 16,5 millions de dollars à l'état des résultats et de l'actif (passif) net.

Un montant de 7,2 millions de dollars présenté auparavant comme investissement dans l'initiative sur la modernisation à l'état des flux de trésorerie a été reclassé à titre de frais payés d'avance, alors que la charge d'utilisation de 1,6 millions de dollars relative à cette initiative est constatée en réduction des frais payés d'avance, résultant ainsi en une diminution nette de 5,6 millions du solde des frais payés d'avance en 2016-2017.

En outre, un ajustement a été apporté au solde d'ouverture de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds afin de refléter l'investissement initial effectué en 2014-2015 dans l'initiative sur la modernisation.

4. Débiteurs et avances

Le tableau ci-dessous présente le détail des débiteurs et avances du Fonds :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs et avances		
Débiteurs – Gouvernement du Canada	11 741	14 306
Débiteurs – Parties externes	185	194
	11 926	14 500

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

5. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks du Fonds, évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Stocks		
Stocks détenus pour fins de consommation	3 041	3 444
Stocks destinés à la revente	10 465	9 415
	13 506	12 859

Les stocks détenus pour fins de consommation sont principalement composés d'enveloppes pré-payées et de matériel informatique. Les stocks destinés à la revente sont des livrets de passeports.

Le coût des stocks utilisés reconnu en tant que dépenses dans l'État des résultats et de l'actif (passif) net du Fonds est 63 680 681 \$ pour 2017-2018 (61 234 359 \$ pour 2016-2017).

6. Frais payés d'avance

Le tableau ci-dessous présente le détail des frais payés d'avance:

	2018	2017 Redressé (note 3)
	(en milliers de dollars)	
Frais payés d'avance		
Frais payés d'avance – Initiative de la modernisation	17 937	16 548
Frais payés d'avance – Autres	448	734
	18 385	17 282

Dans le cadre de l'initiative de la modernisation, le programme de Passeport effectue une transition vers le système mondial de gestion des cas (SMGC) et le système intégré de gestion des paiements et des revenus (SIGPR) d'IRCC pour le traitement des demandes de passeports. Les charges affectées à cette initiative sont enregistrées en tant que frais payés d'avance dans les états financiers du Fonds. Les frais payés d'avance sont ensuite graduellement constatés comme dépenses afin de refléter l'utilisation des systèmes d'IRCC par le Fonds.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

7. Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations corporelles du Fonds détenues au cours de l'année :

Immobilisations corporelles	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie ¹	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	41	–	–	41
Matériel informatique	5 189	–	(65)	5 124
Logiciels	25 813	–	1 234	27 047
Véhicules	21	–	–	21
Machines et matériel	406	–	–	406
Actifs en construction	1 107	127	(1 234)	–
	39 836	127	(65)	39 898
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie ¹	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	23	3	–	26
Matériel informatique	3 851	919	(65)	4 705
Logiciels	18 686	2 153	–	20 839
Véhicules	9	2	–	11
Machines et matériel	191	19	–	210
	30 019	3 096	(65)	33 050
Valeur comptable nette			2018	2017
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie			–	–
Améliorations locatives.....			–	–
Mobilier de bureau.....			15	18
Matériel informatique			419	1 338
Logiciels			6 208	7 127
Véhicules			10	12
Machines et matériel			196	215
Actifs en construction			–	1 107
			6 848	9 817

¹ Le Plan de perfectionnement de la technologie a été amorti selon la période d'amortissement de la catégorie d'immobilisations des améliorations locatives.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

8. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le détail des crédoiteurs et charges à payer du Fonds :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs et charges à payer		
Crédoiteurs – Gouvernement du Canada	31 457	30 079
Crédoiteurs – Parties externes	6 107	8 056
Charges à payer – Parties externes	8 029	6 548
Retenues sur paiements aux entrepreneurs – Parties externes	323	257
	45 916	44 940

9. Actif (passif) net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'apport en capital constitue un accord de financement approuvé par le Conseil du Trésor visant à remplacer le financement habituel des autorités du Fonds pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu de nouvel apport en capital du Conseil du Trésor servant à financer les projets d'immobilisations corporelles du Fonds.

	2018	2017 Redressé (note 3)
	(en milliers de dollars)	
Actif (passif) net		
Surplus accumulé	1 206 928	975 809
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(1 048 855)	(751 180)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(236 260)	(297 675)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(1,285,115)	(1,048,855)
Apport en capital	80 474	80 474
Actif net, fin de l'exercice	2 287	7 428

10. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services de par la nature de ses activités.

Les versements futurs maximums prévus au contrat avec son fournisseur de passeports vierges, la location de locaux et les autres fournisseurs se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2019	51 088
2020	27 064
2021	26 963
2022	4 420
2023	4 393
	113 928

Fonds renouvelable de Passeport Canada – fin

Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – fin

11. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté à titre de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, à la location de locaux, aux services juridiques ainsi qu'aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Une partie intégrante des activités d'opération du Fonds est de percevoir les frais consulaires pour le compte de la division des affaires consulaires des AMC. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net. Pour l'exercice 2017-2018, le Fonds a perçu et remis aux AMC des frais consulaires de 98 831 700 \$ (101 001 725 \$ en 2016-2017).

Le coût présenté à titre de services professionnels et spéciaux à l'état des résultats et de l'actif (passif) net inclut les transactions suivantes avec Services Partagés Canada (SPC) et Emploi et Développement Social Canada (EDSC) :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Opérations entre apparentés		
Services liés aux technologies de l'information (SPC).....	22 467	14 685
Prestation de services, opérations et services internes (EDSC)	181 512	156 717
Traitement des demandes de passeport (EDSC).....	13 303	13 639
Transition et modernisation (EDSC).....	–	2 098
	217 282	187 139

Le tableau suivant présente le total des autres transactions entre apparentés telles que la location de locaux, les services juridiques et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Dépenses – Autres ministères et organismes	28 212	27 264

Fonds renouvelable de la production de défense

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») tels qu'exigés par la politique du Conseil du Trésor sur la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* selon les exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2018.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Sous-ministre adjointe
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada
André Fillion

Le 25 mai 2018
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds.....	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée.....	100 000	100 000

Compte de prêts de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense.....	(100 000)	(100 000)
Autorisation non employée reportée.....	-	-

Fonds renouvelable de la production de défense – fin

Notes afférentes aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital;
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions \$ en aucun temps.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tel qu'exigé par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,
Services publics et Approvisionnement Canada
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Robin Strang Lindsey
pour le sous-ministre adjoint délégué,
Direction générale des biens immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
Michael Mills

Le 25 mai 2018
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non auditée) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(3 625)	6 290	–	24 474
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(3 625)	6 290	–	24 474
Éléments affectant l'encaisse				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(2 500)	(13 665)	(2 600)	4 568
Autorisation fournie (employée)	(6 125)	(7 375)	(2 600)	29 042

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non auditée) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	264 742	239 910
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(448 607)	(355 549)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	233 078	183 041
Autres éléments	17 463	6 649
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	66 676	74 051
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée.....	216 676	224 051

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 25 mai 2018
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	1 220	86
Débiteurs (note 3).....	244 303	191 988
Autres actifs (note 4)	33 003	21 703
	278 526	213 777
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	29	115
	278 555	213 892
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	452 638	372 755
Indemnités de vacances et congés compensatoires	14 671	12 805
Dépôts de garantie des entrepreneurs.....	1 867	1 983
Indemnité de départ aux employés (note 6)	12 655	11 083
	481 831	398 626
Passif net (note 7)	(203 276)	(184 734)
	278 555	213 892

Obligations contractuelles (note 8)

Passifs éventuels (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus		
Services de biens immobiliers – autres ministères	1 689 039	1 538 540
Services de biens immobiliers – portefeuille Services publics et Approvisionnement Canada	241 466	223 041
Autres revenus	2 228	1 257
	1 932 733	1 762 838
Coût des ventes	(1 507 692)	(1 358 182)
Bénéfice brut	425 041	404 656
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	305 800	273 279
Services généraux et administratifs	64 110	62 930
Services professionnels et spéciaux	16 944	18 488
Coûts d'occupation	14 507	13 424
Services publics, fournitures et approvisionnements	6 261	5 616
Frais de recherche et développement	3 574	–
Transports et télécommunications	2 885	2 066
Indemnités de départ aux employés (note 6)	2 831	(1 921)
Autres charges	745	1 358
Location	675	1 672
Information	291	155
Achat de services de réparation et d'entretien	128	3 115
	418 751	380 182
Résultats nets	6 290	24 474
Passif net, au début de l'exercice	(184 734)	(137 192)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	(24 832)	(72 016)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 7)	(203 276)	(184 734)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultats nets	6 290	24 474
Variation de l'état de la situation financière		
Augmentation des fonds en transit	(1 134)	(28)
Augmentation des débiteurs	(52 315)	(16 446)
(Augmentation) diminution des autres actifs	(11 300)	1 588
Diminution des charges payées d'avance	86	1 289
Augmentation des créditeurs et charges à payer.....	79 883	64 601
Augmentation des indemnités de vacances et congés compensatoires	1 866	2 087
Diminution des dépôts de garantie des entrepreneurs	(116)	(2 737)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés	1 572	(2 812)
	18 542	47 542
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	24 832	72 016
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	239 910	167 894
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	264 742	239 910

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds ») est un mécanisme de financement pour le programme de Services de biens immobiliers (SBI). Ce programme fournit trois types de services immobiliers : la livraison de projets, la gestion des immeubles et des installations ainsi que des avis. Ces services sont rendus au portefeuille des biens immobiliers de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) ainsi qu'aux autres ministères du gouvernement du Canada. Selon la *Loi sur les fonds renouvelables*, le programme peut dépenser les revenus provenant de ces services sans l'approbation du Conseil du Trésor. La somme des dépenses ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 150 000 000 \$ la somme des recettes perçues.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels, les actifs éventuels ainsi que les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques sont constatés lorsque les services sont rendus. Les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de tiers de l'extérieur sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pensions de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes, le montant de certaines charges à payer, le passif lié aux indemnités de vacances et congés compensatoires et le passif lié aux indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	233 078	183 041
Parties externes	11 470	9 161
	244 548	192 202
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(245)	(214)
Débiteurs nets	244 303	191 988

4. Autres actifs

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente	32 392	21 194
Autres avances	611	509
Total autres actifs	33 003	21 703

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	434 302	349 306
Autres ministères et organismes gouvernementaux	14 305	6 243
	448 607	355 549
Charges à payer.....	4 031	17 206
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	452 638	372 755

6. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de se faire payer immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	11 083	13 895
Charge de l'exercice	2 831	(1 921)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(1 259)	(891)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	12 655	11 083

7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF) représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	55 176	30 702
Résultats nets.....	6 290	24 474
Surplus accumulé, fin de l'exercice	61 466	55 176
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(239 910)	(167 894)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(24 832)	(72 016)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(264 742)	(239 910)
Passif net, à la fin de l'exercice	(203 276)	(184 734)

Fonds renouvelable des Services immobiliers – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – fin

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2019.....	714 691
2020.....	272 221
2021.....	28 717
2022.....	14 986
2023 et les exercices suivants.....	34 741
Total des obligations contractuelles	1 065 356

9. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses opérations, le Fonds doit se défendre dans certains cas de litige. Les causes en instance sont évaluées à 13,4 million \$ (12,3 millions \$ en 2016-2017). Un règlement éventuel de ces litiges sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices pertinents.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable des Services optionnels

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,
Services publics et Approvisionnement Canada
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Sous-ministre adjointe,
Direction générale de l'approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Arianne Reza

Le 25 mai 2018
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018		2017	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	–	299	–	1 429
Éléments n'affectant pas l'encaisse	50	–	50	–
Fonds provenant de l'exploitation.....	50	299	50	1 429
Éléments affectant l'encaisse				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(50)	(1 797)	(50)	7 717
Autorisation fournie (employée)	–	(1 498)	–	9 146

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	13 132	17 502
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(12 354)	(15 197)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	925	887
Autres éléments	(1 512)	(1 503)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	191	1 689
Limite de l'autorisation (note 1)	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée	35 191	36 689

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 25 mai 2018
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	8 150	6 338
Avances remboursables de la taxe de vente	122	101
	8 272	6 439
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	12 365	15 197
Indemnités de vacances et congés compensatoires	77	86
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	43	38
	12 485	15 321
Passif net (note 6)	(4 213)	(8 882)
	8 272	6 439

Obligations contractuelles (note 7)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus		
Vaccins et médicaments	154 414	136 221
Services liés aux voyages et aux réinstallations	13 347	12 091
Services d'approvisionnement en communication.....	2 348	3 780
	170 109	152 092
Coûts des ventes	(165 145)	(145 918)
Bénéfice brut	4 964	6 174
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	2 370	2 429
Services généraux et administratifs.....	1 322	472
Services professionnels et spéciaux	844	1 555
Coûts d'occupation	120	185
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	5	(2)
Autres charges.....	4	106
Total des frais d'exploitation	4 665	4 745
Résultats nets	299	1 429
Passif net, au début de l'exercice	(8 882)	(8 974)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice (note 6).....	4 370	(1 337)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 6)	(4 213)	(8 882)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	299	1 429
Variation de l'état de la situation financière		
(Augmentation) diminution des débiteurs	(1 812)	7 929
(Augmentation) diminution des avances remboursables de la taxe de vente.....	(21)	33
Diminution des créiteurs et charges à payer	(2 832)	(8 063)
(Diminution) augmentation des indemnités de vacances et congés compensatoires	(9)	37
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	5	(28)
	(4 669)	(92)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6)	(4 370)	1 337
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	17 502	16 165
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	13 132	17 502

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères et organismes fédéraux, et aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds procure des vaccins et médicaments, fournit des services liés aux voyages et aux réinstallations, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n°4 de 1991-1992*, qui a été annulée et remplacée en 1996 par la section 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, dont le montant total ne devrait excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère sensiblement des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus liés aux vaccins et aux médicaments sont constatés selon un taux pondéré établi par contrat à prix fixe selon la proportion des biens totaux livrés à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont subies.

Les revenus liés aux services de voyages et aux réinstallations comprennent des rabais, commissions et honoraires, et ils sont constatés à l'utilisation.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et congés compensatoires sont comptabilisées au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pensions de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit sont rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	7 225	5 451
Autres ministères et organismes gouvernementaux	925	887
Débiteurs nets.....	8 150	6 338

4. Crédoiteurs et charges à payer

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	12 340	15 128
Autres ministères et organismes gouvernementaux	14	69
	12 354	15 197
Charges à payer.....	11	–
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	12 365	15 197

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – suite

5. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	38	66
Charge pour l'exercice.....	5	(2)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	–	(26)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	43	38

6. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF ») représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	8 620	7 191
Résultats nets.....	299	1 429
Surplus accumulé, fin de l'exercice.....	8 919	8 620
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice.....	(17 502)	(16 165)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	4 370	(1 337)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice.....	(13 132)	(17 502)
Passif net, à la fin de l'exercice.....	(4 213)	(8 882)

Fonds renouvelable des Services optionnels – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2018 – fin

7. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2019	649
2020	365
2021	–
2022	–
2023 et exercices suivants	–
Total des obligations contractuelles	1 014

8. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 2

Comptes publics du Canada 2017-2018

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Table des matières

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	126
Créances – radiations ou renonciations	131
Avances à justifier.....	136
Pertes de fonds et de biens publics	
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2017-2018.....	139
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2017-2018.....	140
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2017-2018	143
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2017-2018.....	148
Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	155

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Sommaire des remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description	Montant ¹
<i>Loi sur la gestion des finances publiques (Article 23)</i>	
Affaires autochtones et du Nord	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	35 154 669
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	976 236
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	1 986
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	400 495
Justice	
Ministère de la Justice	4 528 228
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans.....	43 400
Ressources naturelles	
Administration du pipe-line du Nord.....	5 315 360
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	2 356 507 605
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada.....	768 581 708
<i>Tarif des douanes (Article 115)</i>	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada.....	183 473 623
Total	3 354 983 310

¹ Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
En vertu de l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques	
Affaires autochtones et du Nord	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
C.P. 2017-0796, 20 juin 2017, fait remise des montants dus résultant de garanties d'emprunt ministérielles pour des logements dans des réserves.	35 154 669
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
C.P. 2017-0550, 19 mai 2017, sur recommandation de la ministre du Développement international et du Conseil du Trésor et en vertu du paragraphe 23(2.1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, fait remise au gouvernement de la Grenade de la somme de 539 099 \$US et des intérêts y afférents, pour une somme totale maximale de 980 000 \$CAN, qui représente la somme à payer par ce gouvernement au gouvernement du Canada au titre d'un accord de contribution conclu le 3 février 2005.	976 236
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
C.P. 2017-1506, 1 décembre 2017, fait remise de sommes payées ou à payer par Janet De La Torre à titre de remboursement des prestations reçues au cours des années d'imposition 2013 et 2014, aux termes de la <i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i> .	500
C.P. 2017-1507, 1 décembre 2017, fait remise de sommes payées ou à payer par Milca Kwangwari à titre de remboursement des prestations reçues au cours des années d'imposition 2009 et 2010, aux termes de la <i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i> .	1 486
Total	1,986
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
C.P. 2006-0366, 11 mai 2006, a accordé une remise des frais à payer pour l'acquisition du statut de résident permanent, lequel prévoit un remboursement du montant de 485 \$ aux personnes qui ont acquitté les frais de 975 \$ pour l'acquisition du statut de résident permanent, le ou après le 3 mai 2006.	485
C.P. 2017-0797, 20 juin 2017, a accordé une remise des frais payés pour l'examen des demandes de permis de résident temporaire, de permis de travail et de rétablissement du statut de résident temporaire, à certains étrangers s'étant vu refuser un permis de travail post diplôme et dont cette demande a été rejetée le 27 septembre 2016 ou avant.	4 945
C.P. 2017-0798, 20 juin 2017, a accordé une remise visant les droits ou frais de remplacement de passeports, cartes de résident permanent ou certificats de citoyenneté perdus, endommagés ou détruits en raison des feux de forêt survenus à Fort McMurray et dans ses environs (Alberta) en mai 2016.	129 340
C.P. 2017-1194, 22 septembre 2017, a accordé une remise des frais d'examen de la demande de visa de résident temporaire et les frais de prestation de services liés à la collecte de renseignements biométriques payés par certains étrangers qui participent aux Jeux Invictus de 2017 à Toronto.	12 455
C.P. 2018-0132, 12 février 2018, a accordé une remise à toute personne ayant payé pour une demande d'attribution de la citoyenneté visant un mineur, présentée au titre du paragraphe 5(1) de la <i>Loi sur la citoyenneté</i> durant la période commençant le 19 juin 2017 et se terminant le jour précédant la date d'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la citoyenneté, remise d'une somme de 430 \$, correspondant à une partie des droits de 530 \$.	253 270
Total	400,495

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
Justice	
Ministère de la Justice	
C.P. 1994-0269, 16 février 1994, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires fait par le conseil C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	4 528 228
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
C.P. 2009-0967, 11 juin 2009, remise à Bluewater Ferry Inc. et à Walpole-Algonac Ferry Line Ltd., exploitants de traversier sur la rivière St. Clair en Ontario, des droits à payer pour les services de déglacage fournis par la Garde côtière canadienne du 1 avril 2001 au 15 mai 2009, de même que d'une partie des droits à payer pour ces mêmes services au cours des années suivantes.	43 400
Ressources naturelles	
Administration du pipe-line du Nord	
C.P. 2018-0207, 6 mars 2018, remise à Foothills Pipe Lines Ltd. d'une somme, soit la portion de la somme versée par Foothills Pipe Lines Ltd. en application du paragraphe 29(1) de la <i>Loi sur le pipe-line du Nord</i> qui excède les frais engagés par l'Administration du pipe-line du Nord.	5 315 360
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
C.P. 1976-1026, 6 mai 1976, fait remise d'impôt payable en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances au projet Syncrude.	10 292 746
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	2 333 662 209
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu et de la TPS/TVH payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves.	5 535 104
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada.	3 325 813
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada, une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	66 732
C.P. 1994-0585, 14 avril 1994, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	5 500
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS/TVH payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).	2 495 336
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du Décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996.	435 314

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 2000-1767, 13 décembre 2000, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Manitoba) fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes du Manitoba dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	25 000
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College.	377 364
C.P. 2003-0989, 18 juin 2003, Décret de remise visant l'établissement indien de Camp Ipperwash, fait remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la TPS payés ou payables par des Indiens ou des bandes indiennes dans le Camp Ipperwash.	229 937
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, Décret modifiant le Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada.	46 302
C.P. 2017-0163, 24 février 2017, fait remise d'impôt sur le revenu, ainsi que des intérêts y afférents, payés ou à payer par Marie-Rose Denis pour les années d'imposition 2007 à 2009.	7 537
C.P. 2017-1506, 1 décembre 2017, fait remise de sommes payées ou à payer par Janet De La Torre à titre de remboursement de la prestation fiscale canadienne pour enfants, reçues pour l'année de base 2012, aux termes de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> .	1 263
C.P. 2017-1507, 1 décembre 2017, fait remise de sommes payées ou à payer par Milca Kwangwari à titre de remboursement de la prestation fiscale canadienne pour enfants, reçues pour les années de base 2008 et 2009, respectivement aux termes de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> .	1 448
Total	<u>2 356 507 605</u>

Sécurité publique et Protection civile

Agence des services frontaliers du Canada

C.P. 1964-5000, 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello.	1 135
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.	31 407
C.P. 1974-2522, 19 novembre 1974, remise de la TPS et des taxes d'accise sur certains genres de matériel publicitaire.	9 180
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période où les marchandises sont au Canada.	224 247
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.	110 042
C.P. 1978-3762, 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne et internationale.	868 958
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.	5 672
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger.	742 981 049
C.P. 1984-0867, 15 mars 1984, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	69 573
C.P. 1985-0277, 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la TPS sur les supports de transmission de données.	1
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messagerie.	832 590
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	323 121
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la TPS sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis.	2 650

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – fin

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de Pâques d'une catégorie non disponible au Canada.	56 959
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	23 034 062
C.P. 1992-2397, 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers.	304
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas.	30 758
Total	<u>768 581 708</u>
En vertu de l'article 115 sur le Tarif des douanes	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratoires.	322 385
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.	22 580
C.P. 1997-0952, 4 juillet 1997, remise des droits de douane et de la TPS en vertu de l'article 20 du Tarif des douanes sur l'eau-de-vie distillée qui bénéficie du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif du Chili et qui est importée au Canada par des distillateurs aux fins de l'embouteillage en entrepôt.	30 758
C.P. 1998-1456, 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis.	237
C.P. 2008-0815, 1 mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du Tarif des douanes en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire, sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire, et qui sont ensuite expédiés directement au Canada.	1 651 442
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du Décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge.	164 016 274
C.P. 2016-0509, 14 juin 2016, la remise est accordée des droits de douane payés ou payables en vertu du Tarif des douanes en respect des bateaux, classés sous la sous-position N° 8901.10 dans la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du Tarif des douanes, à l'exclusion de ceux produits au Canada.	17 429 947
Total	<u>183 473 623</u>

Créances – radiations ou renoncations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renoncations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

i. Approbation ministérielle

Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement comme suit :

- L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.
- Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.

ii. Approbation du Conseil du Trésor

L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute obligation, dette ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

iii. Autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire

- L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
- L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
- L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Codes

A	Radiation
B	Renonciation
C	Remise
D	Dispense

Créances – radiations ou renoncations

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur la gestion des finances publiques										
Affaires autochtones et du Nord										
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	A/B/C	23	558 222	–	–	² / 7b / 9b	277	35 778 587	300	36 336 809
Affaires mondiales										
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	A/B/C	30	1 703 056	–	–	² / S	2	25 560 351	32	27 263 407
Agriculture et Agroalimentaire										
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	A	393	29 762 267	–	–	–	–	–	393	29 762 267
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	A	315	1 527 554	–	–	–	–	–	315	1 527 554
Conseil privé										
Bureau du directeur général des élections.....	A	37	9 151	–	–	–	–	–	37	9 151
Défense nationale										
Ministère de la Défense nationale.....	A	55	234 213	–	–	–	–	–	55	234 213
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement.....	A/D	96	21 980	–	–	–	–	–	96	21 980
Agence Parcs Canada.....	A	34	513 557	–	–	–	–	–	34	513 557
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	A/C/D	6 906	81 168 048	–	–	² / 7c	33 743	200 041 280	40 649	281 209 328
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	A/C	506	114 878	–	–	² / 7c	3 671	789 661	4 177	904 539
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	A	1	20 625	–	–	–	–	–	1	20 625
Infrastructure et Collectivités										
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	A	1	84 840	–	–	–	–	–	1	84 840
Innovation, Sciences et Développement économique										
Ministère de l'Industrie.....	A/D	159	17 370 213	–	–	–	–	–	159	17 370 213
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	A/D	80	11 921 114	–	–	–	–	–	80	11 921 114
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	A/D	94	18 008 658	–	–	–	–	–	94	18 008 658
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	A	2	1 294 180	–	–	–	–	–	2	1 294 180
Agence spatiale canadienne.....	A	2	120	–	–	–	–	–	2	120
Conseil national de recherches du Canada.....	A	28	1 153 276	–	–	–	–	–	28	1 153 276
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	A	2	2 976 767	–	–	–	–	–	2	2 976 767
Statistique Canada.....	A/D	49	2 625	–	–	–	–	–	49	2 625
Justice										
Ministère de la Justice.....	C	–	–	–	–	²	59 896	4 528 228	59 896	4 528 228
Régistrare de la Cour suprême du Canada.....	A	1	90	–	–	–	–	–	1	90
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	A	2	6 438	–	–	–	–	–	2	6 438
Patrimoine canadien										
Ministère du Patrimoine canadien.....	A	4	608 867	–	–	–	–	–	4	608 867
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Ministère des Pêches et des Océans.....	A/C/D	232	100 678	–	–	²	1	43 400	233	144 078

Créances – radiations ou renoncations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Ressources naturelles										
Ministère des Ressources naturelles.....	A	43	9 830	–	–	–	–	–	43	9 830
Administration du pipe-line du Nord.....	C	–	–	–	–	²	1	5 315 360	1	5 315 360
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	A	2	1 404	–	–	–	–	–	2	1 404
Revenu national										
Agence du revenu du Canada.....	A	1 113 353	2 699 555 210	–	–	–	–	–	1 113 353	2 699 555 210
Santé										
Ministère de la Santé.....	A	245	664 008	–	–	–	–	–	245	664 008
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	A	50	69 066	–	–	–	–	–	50	69 066
Agence de la santé publique du Canada.....	A	17	90 849	–	–	–	–	–	17	90 849
Instituts de recherche en santé du Canada.....	A	2	15 825	–	–	–	–	–	2	15 825
Sécurité publique et Protection civile										
Agence des services frontaliers du Canada ...	A	85	413 432	–	–	–	–	–	85	413 432
Fonds renouvelable CORCAN.....	A	2	12 546	–	–	–	–	–	2	12 546
Service canadien du renseignement de sécurité.....	D	5	64	–	–	–	–	–	5	64
Service correctionnel du Canada.....	A	50	21 623	–	–	–	–	–	50	21 623
Services aux Autochtones										
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	A	99	15 269 419	–	–	–	–	–	99	15 269 419
Services publics et Approvisionnement										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	A	42	149 305	–	–	–	–	–	42	149 305
Transports										
Ministère des Transports.....	A	25	1 792 672	–	–	–	–	–	25	1 792 672
		1 123 072	2 887 226 670	–	–	–	97 591	272 056 867	1 220 663	3 159 283 537
Loi de l'impôt sur le revenu										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada ³	B/D	321 101	484 768 513	–	–	–	–	–	321 101	484 768 513
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	B	338 403	343 950 956	–	–	–	–	–	338 403	343 950 956
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	B	346	4 429 548	–	–	–	–	–	346	4 429 548
Loi sur la faillite et l'insolvabilité										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada.....	A	37 630	532 642 928	–	–	–	–	–	37 630	532 642 928
Transports										
Ministère des Transports.....	A	2	6 889	–	–	–	–	–	2	6 889
		37 632	532 649 817	–	–	–	–	–	37 632	532 649 817
Loi sur la sécurité de la vieillesse										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	C	37 344	105 720 287	–	–	–	–	–	37 344	105 720 287

Créances – radiations ou renoncations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur la taxe d'accise										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada ³	B	8 385	102 791 285	–	–	–	–	–	8 385	102 791 285
Loi sur l'agence canadienne d'inspection des aliments										
Santé										
Agence canadienne d'inspection des aliments	C	12 180	1 053 702	–	–	–	–	–	12 180	1 053 702
Loi sur l'assurance-emploi										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A	74 558	43 091 857	–	–	–	–	–	74 558	43 091 857
Loi sur le bureau du surintendant des institutions financières										
Finances										
Bureau du surintendant des institutions financières	A	5	4 398	–	–	–	–	–	5	4 398
Loi sur le financement des petites entreprises du Canada										
Innovation, Sciences et Développement économique										
Ministère de l'Industrie	A	968	60 967 452	–	–	–	–	–	968	60 967 452
Loi sur l'expansion des exportations										
Affaires mondiales										
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	A	–	2 595 974 536	–	–	–	–	–	–	2 595 974 536
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés										
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	D	90	9 000	–	–	–	–	–	90	9 000
Loi sur le ministère des Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	8	80 541	–	–	–	–	–	8	80 541
Loi sur le parlement du Canada										
Parlement										
Chambre des communes	A	27	12 376	–	–	–	–	–	27	12 376
Loi sur les allocations aux Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	1	4 248	–	–	–	–	–	1	4 248
Loi sur les douanes										
Sécurité publique et Protection civile										
Agence des services frontaliers du Canada	D	331	10 338 413	–	–	–	–	–	331	10 338 413
Loi sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	61	722 974	–	–	–	–	–	61	722 974

Créances – radiations ou renoncations – fin

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur les pensions										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	44	791 218	–	–	–	–	–	44	791 218
Sécurité publique et Protection civile										
Gendarmerie royale du Canada.....	C	2	60 730	–	–	–	–	–	2	60 730
		46	851 948	–	–	–	–	–	46	851 948
Loi sur les prêts aux apprentis										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	155	22 118	–	–	–	–	–	155	22 118
Loi sur les prêts aux petites entreprises										
Innovation, Sciences et Développement économique										
Ministère de l'Industrie.....	A	1	10 644	–	–	–	–	–	1	10 644
		1 954 714	7 174 681 283	–	–	–	97 591	272 056 867	2 052 305	7 446 738 150
Sommaire										
Radiations	A	1 236 014	6 119 917 610	–	–	–	34 638	200 528 574	1 270 652	6 320 446 184
Renoncations.....	B	395 797	697 093 500	–	–	–	237	25 107 919	396 034	722 201 419
Remises	C	49 526	106 834 719	–	–	–	62 716	46 420 374	112 242	153 255 093
Dispenses	D	273 377	250 835 454	–	–	–	–	–	273 377	250 835 454
		1 954 714	7 174 681 283	–	–	–	97 591	272 056 867	2 052 305	7 446 738 150

¹ Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.² Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 2.3 de cette section.³ Renoncation afférente aux dispositions d'allègement pour les contribuables provenant des lois déterminées.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Avances à justifier

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2018		Avances réglées en avril 2018		Avances en circulation au 30 avril 2018	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Affaires autochtones et du Nord						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	354	681 771	5	4 275	349	677 496
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	2	7 103	–	–	2	7 103
	356	688 874	5	4 275	351	684 599
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 508	28 506 321	55	1 210 692	3 453	27 295 629
Commission mixte internationale (section canadienne)	4	8 385	3	2 029	1	6 356
	3 512	28 514 706	58	1 212 721	3 454	27 301 985
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	44	31 575	42	28 975	2	2 600
Commission canadienne des grains	12	8 496	7	2 425	5	6 071
Commission canadienne du lait	1	400	–	–	1	400
	57	40 471	49	31 400	8	9 071
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants	290	475 940	48	34 623	242	441 317
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	5	8 555	–	–	5	8 555
	295	484 495	48	34 623	247	449 872
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	7	3 580	–	100 ¹	7	3 480
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor	136	220 777	4	344	132	220 433
Commissariat à l'intégrité du secteur public	1	500	1	500	–	–
Commissariat au lobbying	1	200	1	200	–	–
École de la fonction publique du Canada	1	1 826	–	–	1	1 826
	139	223 303	6	1 044	133	222 259
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	89	152 655	–	–	89	152 655
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	14	9 200	–	–	14	9 200
Bureau du directeur général des élections	39	46 036	3	9 198	36	36 838
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	4	3 590	–	–	4	3 590
Commissariat aux langues officielles	7	2 000	–	–	7	2 000
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2	600	–	–	2	600
	155	214 081	3	9 198	152	204 883
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	13 179	46 129 197	4 087	7 337 136	9 092	38 792 061
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	3	8 654	2	8 354	1	300
Centre de la sécurité des télécommunications	193	699 032	125	407 960	68	291 072
	13 375	46 836 883	4 214	7 753 450	9 161	39 083 433
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	269	434 786	4	4 149	265	430 637
Agence canadienne d'évaluation environnementale	8	6 180	–	–	8	6 180
Agence Parcs Canada	1 477	3 193 597	242	303 454	1 235	2 890 143
	1 754	3 634 563	246	307 603	1 508	3 326 960
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 584	3 537 639	32	32 393	1 552	3 505 246

Avances à justifier – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2018		Avances réglées en avril 2018		Avances en circulation au 30 avril 2018	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Finances						
Ministère des Finances	32	6 263	3	627	29	5 636
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	7	14 324	–	–	7	14 324
Bureau du surintendant des institutions financières	5	5 500	–	–	5	5 500
Bureau du vérificateur général.....	6	1 800	6	1 800	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	5	4 750	–	–	5	4 750
	55	32 637	9	2 427	46	30 210
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	49	79 551	–	–	49	79 551
Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	13	22 748	1	1 170	12	21 578
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie	152	259 484	49	27 292	103	232 192
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	3	3 580	–	–	3	3 580
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	24	24 605	4	1 520	20	23 085
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	8	1 550	–	–	8	1 550
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	92	114 024	–	–	92	114 024
Agence spatiale canadienne	13	47 450	1	1 182	13	46 268
Commission du droit d'auteur.....	1	2 500	–	–	1	2 500
Conseil de recherches en sciences humaines	1	100	–	–	1	100
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1	100	–	–	1	100
Conseil nationale de recherche du Canada.....	28	81 441	–	–	28	81 441
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien....	6	8 283	–	–	6	8 283
Statistique Canada	181	164 527	13	15 524	168	149 003
	510	707 644	67	45 518	444	662 126
Justice						
Ministère de la Justice	45	8 019 350	1	500	44	8 018 850
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	172	520 492	12	22 579	160	497 913
Bureau du directeur des poursuites pénales	14	5 700	–	–	14	5 700
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	13	16 391	–	–	13	16 391
Commission canadienne des droits de la personne	22	25 307	3	2 500	19	22 807
Registraire de la Cour suprême du Canada	7	3 866	–	–	7	3 866
Service administratif des tribunaux judiciaires	46	15 203	37	7 030	9	8 173
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	7	4 051	1	1 233	6	2 818
	326	8 610 360	54	33 842	272	8 576 518
Parlement						
Bibliothèque du Parlement	5	1 600	–	–	5	1 600
Chambre des communes.....	467	894 238	2	8 562	465	885 676
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	1	250	–	–	1	250
Bureau du directeur parlementaire du budget	1	200	–	–	1	200
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	1	500	–	–	1	500
Sénat	13	6 100	–	–	13	6 100
Service de protection parlementaire.....	49	67 397	24	33 397	25	34 000
	537	970 285	26	41 959	511	928 326
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	139	301 666	–	–	139	301 666
Bibliothèque et Archives du Canada.....	13	4 950	–	–	13	4 950
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	5	16 531	–	–	5	16 531
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	44	160,119	–	–	44	160,119
Office national du film	30	27 325	–	–	30	27 325
	231	510 591	–	–	231	510 591

Avances à justifier – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2018		Avances réglées en avril 2018		Avances en circulation au 30 avril 2018	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	247	210 027	190	140 543	57	69 484
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles.....	189	510 172	1	3 109	188	507 063
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	6	3 150	1	2 000	5	1 150
Office national de l'énergie.....	1	1 860	–	–	1	1 860
	196	515 182	2	5 109	194	510 073
Revenu national						
Agence du revenu du Canada.....	4 292	4 150 812	132	99 621	4 160	4 051 191
Santé						
Ministère de la Santé.....	322	1 004 685	74	32 428	248	972 257
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	65	57 559	11	1 550	54	56 009
Agence de la santé publique du Canada.....	93	174 507	23	23 612	70	150 895
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	5	10 757	1	500	4	10 257
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1	1 300	–	–	1	1 300
	486	1 248 808	109	58 090	377	1 190 718
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	103	290 410	–	–	103	290 410
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 237	1 106 129	45	57 860	1 192	1 048 269
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	5	19 977	–	–	5	19 977
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	7	18 102	–	–	7	18 102
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	36	45 107	–	–	36	45 107
Gendarmerie royale du Canada.....	2 012	22 029 616	1 095	18 259 491	917	3 770 125
Service canadien du renseignement de sécurité.....	131	10 411 433	4	6 583 121	127	3 828 312
Service correctionnel du Canada.....	2 802	4 445 903	44	68 641	2 758	4 377 262
	6 333	38 366 677	1 188	24 969 113	5 145	13 397 564
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	155	313 766	17	5 455	138	308 311
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 133	3 732 866	43	978 268	1 090	2 754 598
Commission de la fonction publique.....	57	118 745	–	–	57	118 745
Services partagés Canada.....	90	199 549	4	3 264	86	196 285
	1 280	4 051 160	47	981 532	1 233	3 069 628
Transports						
Ministère des Transports.....	511	439 274	5	20 952	506	418 322
Office des transports du Canada.....	8	16 864	–	–	8	16 864
	519	456 138	5	20 952	514	435 186
Total.....	36 463	144 424 981	6 508	35 792 138	29 956	108 632 843

¹ Règlement partiel.

Pertes de fonds et de biens publics

Les états suivants présentent l'information sur les pertes de fonds et de biens publics tel qu'exigé en vertu de la *Directive sur la gestion des fonds publics et des comptes débiteurs* du Conseil du Trésor.

Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2017-2018

(en dollars)

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Environnement et Changement climatique					
Agence Parcs Canada					
Perte de revenus due à un numéro de carte de crédit erroné.....	354	16 790	–	16 690	100
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Causes devant les tribunaux (estimation par l'ARC du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement)					
Impôt sur le revenu	69	33 587 197	–	1	1
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	37	13 151 382	–	1	1
Autres pertes administrées	6	928 818	–	1	1
	112	47,667,397	–	–	–
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Impôt sur le revenu	12	1 760 874	430 912	105 142	1 224 820
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	23	1 452 077	358 221	211 643	882 213
Autres pertes administrées	5	46 637	–	22 611	24 026
	40	3,259,588	789,133	339,396	2,131,059
	152	50 926 985	789 133	339 396	2 131 059
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>					
Non déclaration/Contrebande.....	2	1 821 654	–	1 821 654	–
Total.....	508	52 765 429	789 133	2 177 740	2 131 159

¹ Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2017-2018

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2017-2018	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires autochtones et du Nord					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Emploi non autorisé de carte d'achat (1 cas)	1	5 024	–	–	5 024
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas)	1	1 100	–	–	1 100
Perte de recette – paiement de traite (2 cas)		942	–	192	750
Utilisation non autorisée de coupon de taxi (1 cas)	1	21	–	21	–
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Fausse monnaie dans le dépôt bancaire (1 cas)	1	25	–	25	–
Perte d'avance à justifier (3 cas)	1	6 000	–	6 000	–
Perte de fonds de petite caisse (1 cas)	1	320	–	320	–
Perte de revenu consulaire (7 cas)	1	974	–	974	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Demande de prestation frauduleuse (5 cas)	20	37 840	5 316	–	32 524
Conseil privé					
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
Emploi frauduleux de carte d'achat (1 cas)	1	15	–	–	15
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Emploi frauduleux de carte d'achat (2 cas)	1	24 474	474	24 000	–
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Emploi non autorisé de carte d'achat (18 cas)	1	1 608	1 608	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (1 cas)	1	5 137	–	–	5 137
Vol de fonds de petite caisse (1 cas)	1	91	91	–	–
Agence Parcs Canada					
Carte de voyage non payée (5 cas)	1	1 825	–	76	1 749
Déficit net de la caisse (déficits bruts 52 602 \$; surplus bruts 28 825 \$)	1	23 776	–	23 776	–
Perte d'argent d'une voûte (1 cas)	1	666	–	666	–
Perte de fonds de petite caisse (1 cas)	1	204	–	204	–
Utilisation frauduleuse de carte d'achat (7 cas)	1	8 141	7 339	366	436
Vol d'argent d'une voûte (2 cas)	1	3 755	–	3 755	–
Vol de recette (2 cas)	1	1 645	–	1 645	–
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Déficit de caisse (6 cas)	1	450	–	450	–
Perte de dépôt (1 cas)	1	777	–	777	–
Perte due à une erreur administrative (1 cas)	1	4 410	–	4 410	–
Réclamation frauduleuse de la sécurité de la vieillesse (10 cas)	(S)	494 490	21 068	–	473 422
Réclamation frauduleuse de prestations d'assurance-emploi (104 179 cas)	(S)	176 993 293	44 126 831	74 137	132 792 325
Réclamation frauduleuse de prêts canadiens aux étudiants (20 cas)	(S)	361 592	7 457	–	354 135
Réclamation frauduleuse du régime de pensions du Canada (5 cas)	(S)	92 010	26 485	45 243	20 282
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Emploi non autorisé de carte de voyage (3 cas)	1	16 403	1 000	–	15 403
Perte de recette pour frais de service d'immigration (2 547 cas)		321 845	39 150	247 710	34 985
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires (1 cas)	1	1 718	–	–	1 718

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –**Survenues ou découvertes en 2017-2018 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2017-2018	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Justice					
Ministère de la Justice					
Vol de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	58	–	58	–
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Perte de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	40	–	40	–
Patrimoine canadien					
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Emploi frauduleux de billet de taxi (1 cas).....	1	13	–	13	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Emploi frauduleux de carte d'achat désignée dû à un vol d'identité (19 cas).....	1	35 114	30 059	–	5 055
Emploi non autorisé de carte d'achat désignée (3 cas).....	1	1 286	–	–	1 286
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (15 cas).....	1	38 962	–	–	38 962
Perte de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	143	–	143	–
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Perte de fonds de petite caisse (1 cas).....		76	76	–	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Demande de congé de maladie et autre congé falsifiée (1 cas).....	1	1 024	615	–	409
Emploi non autorisé de carte d'achat (1 cas).....	1	2 286	2 286	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	1	4 112	–	–	4 112
Paiement de salaire falsifié pour absence non consignée (16 cas).....	1	100 679	1 828	–	98 851
Santé					
Ministère de la Santé					
Emploi non autorisé de billet de taxi (2 cas)	1	13 936	–	–	13 936
Paiement inapproprié de frais d'études (1 cas).....	1	32 918	–	32 918	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Emploi non autorisé de carte d'achat (6 cas).....	1	288	288	–	–
Réclamation de voyage frauduleuse (1 cas).....	1	486	–	486	–
Agence de la santé publique du Canada					
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	1	3 956	–	–	3 956
Paiement de salaire et des frais d'études falsifié pour une formation non suivie (1 cas).....	1	28 617	–	–	28 617
Instituts de recherche en santé du Canada					
Demande de subvention falsifiée (1 cas).....	5	263 914	–	–	263 914
Endossement frauduleux d'instrument de paiement (1 cas).....	1	219 907	80 000	–	139 907
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada					
Emploi frauduleux de carte d'achat dû à un vol d'identité (1 cas).....	1	13 862	13 862	–	–
Gendarmerie royale du Canada					
Emploi frauduleux de carte d'achat (1 cas).....	1	104 555	14 555	80 070	9 930
Emploi frauduleux de carte de voyage (1 cas).....	1	3 164	–	3 164	–
Service correctionnel du Canada					
Perte de fonds de petite caisse (3 cas).....	1	985	–	985	–

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –
Survenues ou découvertes en 2017-2018 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2017-2018	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones Canada					
Demande de contribution falsifiée (1 cas).....	10	1 458 744	–	–	1 458 744
Emploi non autorisé de carte d'achat (3 cas).....	1	9 553	750	–	8 803
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Emploi frauduleux de carte d'achat (1 cas).....	1	1 923	1 923	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (6 cas).....	1	9 217	3 932	657	4 628
Trop-payé à un fournisseur (1 cas).....		511	–	–	511
Receveur général – Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance- emploi et les chèques de la Banque du Canada					
Endossement frauduleux (2 549 cas).....		2 029 289	2 027 522	1 767	–
Endossement irrégulier (62 cas).....		76 539	76 539	–	–
Non-endossé (1 259 cas).....		913 342	913 342	–	–
Paieement électronique mal dirigé (10 860 cas).....		8 345 320	6 144 574	1 193 445	1 007 301
Autre (999 cas).....		3 697 073	3 652 147	44 926	–
Transports					
Ministère des Transports					
Emploi non autorisé de billet de taxi (2 cas).....	1	31	–	31	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	1	4 212	4 212	–	–
Total.....		195 826 706	57 205 329	1 793 450	136 827 927

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2017-2018

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agriculture et Agroalimentaire				
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Vandalisme à de l'équipement (1 cas).....	1 500	–	1 500	–
Vandalisme à un édifice de l'État (1 cas).....	304	–	304	–
Vandalisme à une propriété de l'État (2 cas).....	3 500	–	3 500	–
Vol de véhicule de l'État (1 cas).....	5 000	–	5 000	–
Vol d'équipement (2 cas).....	37 539	–	37 539	–
Vol d'ordinateur (1 cas).....	1 705	–	1 705	–
Anciens Combattants				
Ministère des Anciens Combattants				
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 676	–	1 676	–
Conseil du Trésor				
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 800	–	–	1 800
Conseil privé				
Commissariat aux langues officielles				
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	390	–	390	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
Vol de batterie portable (1 cas).....	326	–	–	326
Vol de câble USB (4 cas).....	25	–	–	25
Vol de chargeur USB (1 cas).....	40	–	–	40
Défense nationale				
Ministère de la Défense nationale				
Vandalisme à un édifice (1 cas).....	1 033	–	1 033	–
Vol d'armes et d'accessoires (2 cas).....	108	–	108	–
Vol de tenue de combat (133 cas).....	8 716	6	8 710	–
Vol d'équipement de transport (1 cas).....	54 833	–	54 833	–
Vol d'équipement électrique (2 cas).....	70	–	70	–
Vol d'équipement non spécifique aux militaires (61 cas).....	3 683	3	3 680	–
Vol d'équipement spécifique aux militaires (107 cas).....	21 989	1 538	20 451	–
Vol d'équipement technique (17 cas).....	8 308	390	7 918	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	2 549	–	2 549	–
Vol d'outils (9 cas).....	4 565	–	4 565	–
Environnement et Changement climatique				
Ministère de l'Environnement				
Vol d'appareil photo numérique (1 cas).....	300	–	300	–
Vol de batterie et d'équipement (48 cas).....	3 215	–	3 215	–
Vol de BlackBerry (3 cas).....	600	–	600	–
Vol de câble d'ordinateur (15 cas).....	343	–	343	–
Vol de caméra et d'équipement audio (37 cas).....	20 850	–	20 850	–
Vol de contrôleur et de panneau solaire (2 cas).....	360	–	360	–
Vol de détecteur de plomb de fusil de chasse (1 cas).....	60	–	60	–
Vol de GPS et d'équipement (2 cas).....	550	–	550	–
Vol de lampe de poche (2 cas).....	600	–	600	–
Vol de moniteur d'ordinateur (1 cas).....	225	–	225	–
Vol de moteur de bateau (1 cas).....	5 683	–	5 683	–
Vol de radar Doppler (1 cas).....	30 000	–	30 000	–
Vol de trousse de premiers soins (1 cas).....	40	–	40	–
Vol d'enregistreur de données (1 cas).....	5 000	–	5 000	–
Vol d'équipement d'arrestation (4 cas).....	525	–	525	–
Vol d'équipement de terrain (1 cas).....	10 000	2 200	7 800	–
Vol d'équipement d'ordinateur (14 cas).....	1 910	–	1 910	–
Vol d'équipement iPhone (3 cas).....	130	–	130	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	4 500	–	4 500	–
Vol d'ouvre-garage à distance (1 cas).....	10	–	10	–
Vol d'uniforme (1 cas).....	60	–	60	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agence Parcs Canada				
Vandalisme à de l'équipement (2 cas).....	300	–	300	–
Vandalisme à de l'équipement électronique (1 cas).....	1 800	–	1 800	–
Vandalisme à du matériel et à de la fourniture (10 cas).....	5 360	–	5 360	–
Vandalisme à un bien immobilier (11 cas).....	8 906	–	8 906	–
Vandalisme à un édifice (13 cas).....	127 098	–	127 098	–
Vandalisme de meuble et d'aménagement (3 cas).....	1 445	–	1 445	–
Vol de cuivre (1 cas).....	3 500	–	3 500	–
Vol de matériel et de fourniture (6 cas).....	1 075	–	1 075	–
Vol de meuble et d'aménagement (3 cas).....	975	–	975	–
Vol d'équipement (11 cas).....	73 107	–	73 107	–
Vol d'équipement électronique (2 cas).....	3 795	–	3 795	–
Vol d'équipement informatique (2 cas).....	2 335	–	2 335	–
Famille, Enfants et Développement social				
Ministère de l'Emploi et du Développement social				
Vandalisme à un édifice et autre bien immobilier (2 cas).....	1 990	–	1 990	–
Vol de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Finances				
Ministère des Finances				
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 300	–	1 300	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	500	–	500	–
Vol d'ordinateur portable (2 cas).....	2 500	–	2 500	–
Bureau du surintendant des institutions financières				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Vol d'écouteurs (1 cas).....	9	–	9	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	839	–	839	–
Bureau du vérificateur général				
Vol d'équipement informatique (1 cas).....	100	–	100	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté				
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Vol d'ordinateur portable (2 cas).....	2 300	–	2 300	–
Innovation, Sciences et Développement économique				
Ministère de l'Industrie				
Vandalisme à un câble de transmission (1 cas).....	5 928	–	5 928	–
Vol de chaise (1 cas).....	1 175	–	1 175	–
Vol de clé USB (1 cas).....	170	–	170	–
Vol de pare-chocs (1 cas).....	4 962	–	4 962	–
Vol de sac de couchage (1 cas).....	169	–	169	–
Vol de téléphone cellulaire (1 cas).....	200	–	200	–
Vol de trousse de sécurité (1 cas).....	113	–	113	–
Vol d'équipement de mesure (2 cas).....	650	–	650	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 077	–	1 077	–
Vol d'outils divers (1 cas).....	300	–	300	–
Agence canadienne de développement économique du Nord				
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 550	–	1 550	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Vol d'ordinateur portable (2 cas).....	2 006	–	2 006	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Vandalisme à un immeuble (1 cas).....	268	–	268	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas).....	6 540	–	6 540	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2017-2018

– suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Conseil national de recherches du Canada				
Vandalisme à une porte d'édifice (1 cas).....	200	–	200	–
Vol de poste de travail informatique (1 cas).....	700	–	700	–
Vol de tablette (1 cas).....	2 500	–	2 500	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 600	–	1 600	–
Statistique Canada				
Vol d'ordinateur portable (2 cas).....	771	–	771	–
Justice				
Ministère de la Justice				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Vol de tablette (1 cas).....	1 000	–	1 000	–
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Perte de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Perte de carte d'identité et d'accès (2 cas).....	40	–	40	–
Perte de clé de bureau (1 cas).....	5	–	5	–
Parlement				
Chambre des communes				
Domage causé à un moniteur en raison d'un vol de bureau (1 cas).....	198	–	198	–
Vol d'appareil photographique (3 cas).....	1 191	–	1 191	–
Vol d'équipement photographique (2 cas).....	1 237	–	1 237	–
Vol d'ordinateur portable (4 cas).....	6 381	–	6 381	–
Patrimoine canadien				
Ministère du Patrimoine canadien				
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1,300	–	–	1,300
Vol d'une tablette (1 cas).....	2,200	–	–	2,200
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 075	–	1 075	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne				
Ministère des Pêches et des Océans				
Vandalisme à un édifice (5 cas).....	10 093	–	10 093	–
Vandalisme à de l'équipement de télécommunication (1 cas).....	1 434	–	1 434	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (6 cas).....	9 122	–	9 122	–
Vol d'autres équipements de transport (1 cas).....	4 900	–	4 900	–
Vol de machinerie et d'équipement (7 cas).....	13 440	–	13 440	–
Vol de matériel et de fourniture (4 cas).....	838	–	838	–
Vol d'équipement de télécommunication (5 cas).....	1 000	–	1 000	–
Vol d'équipement informatique (2 cas).....	2 800	–	2 800	–
Ressources naturelles				
Ministère des Ressources naturelles				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Vol de tablette (2 cas).....	5 150	–	5 150	–
Office national de l'énergie				
Vol d'ordinateur portable (2 cas).....	2 400	–	2 400	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national				
Agence du revenu du Canada				
Vol de BlackBerry (4 cas)	800	–	800	–
Vol de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Vol d'équipement de bureau (7 cas)	3 390	–	3 390	–
Vol d'ordinateur portable (8 cas)	14 809	–	14 809	–
Santé				
Ministère de la Santé				
Vol de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Vandalisme à un véhicule de l'État (36 cas)	35 158	–	35 158	–
Vandalisme à une propriété du gouvernement (1 cas)	2 836	–	2 836	–
Vol de badge d'inspecteur (3 cas)	120	–	120	–
Vol de BlackBerry (3 cas)	600	–	600	–
Vol de téléphone cellulaire (5 cas)	1 000	–	1 000	–
Vol d'ordinateur portable (2 cas)	2 000	–	2 000	–
Vol d'outil et d'accessoires (1 cas)	250	–	250	–
Agence de la santé publique du Canada				
Vol d'une tablette (1 cas)	1 500	–	1 500	–
Instituts de recherche en santé du Canada				
Vol d'ordinateur portable (2 cas)	2 000	–	2 000	–
Sécurité publique et Protection civile				
Agence des services frontaliers du Canada				
Vol d'article d'uniforme (4 cas)	2 065	–	2 065	–
Vol de badge (8 cas)	156	–	156	–
Vol de carte d'autorité (5 cas)	13	–	13	–
Vol de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Vol d'équipement (1 cas)	1 000	–	1 000	–
Vol d'équipement informatique (2 cas)	515	–	515	–
Gendarmerie royale du Canada				
Dompage à un véhicule de l'État (14 cas)	31 617	–	31 617	–
Dompage à un bien immobilier (1 cas)	3 200	–	3 200	–
Vandalisme à un bien immobilier (1 cas)	3 165	–	3 165	–
Vol de téléphone cellulaire (3 cas)	600	–	600	–
Vol d'équipement de télécommunication (3 cas)	18 020	–	18 020	–
Vol d'équipement électronique (2 cas)	535	–	535	–
Vol d'équipement informatique (1 cas)	1 094	–	1 094	–
Vol d'uniforme et d'équipement (32 cas)	5 450	–	5 450	–
Service correctionnel du Canada				
Dompage à la suite d'un incendie intentionnel (11 cas)	42 576	–	42 576	–
Dompage à la suite d'une perturbation de détenus (7 cas)	29 029	–	29 029	–
Dompage à une vitre (11 cas)	14 556	–	14 556	–
Dompage à la suite d'un bris intentionnel d'une conduite d'eau (2 cas)	5 661	–	5 661	–
Vandalisme à un bien et à de l'équipement (707 cas)	126 397	1 861	121 856	2 680
Vol de matériel (20 cas)	7 031	–	7 031	–
Vol d'équipement informatique (1 cas)	125	–	–	125
Vol d'ordinateur portable (2 cas)	1 366	–	1 366	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2017-2018

– fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services aux Autochtones				
Ministère des Services aux Autochtones Canada				
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 374	–	1 374	–
Services publics et Approvisionnement				
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Vandalisme à un immeuble (6 cas).....	4 301	–	4 301	–
Vol de BlackBerry (8 cas).....	1 600	–	1 600	–
Vol de clé de bureau (1 cas).....	275	–	275	–
Vol de clé USB (4 cas).....	580	–	580	–
Vol de corde d'alimentation (1 cas).....	20	–	20	–
Vol de fil électrique (1 cas).....	500	–	500	–
Vol de téléphone (1 cas).....	129	–	129	–
Vol d'écouteur (1 cas).....	98	–	98	–
Vol d'écran d'ordinateur (2 cas).....	410	–	410	–
Vol d'ordinateur portable (8 cas).....	9 827	–	9 827	–
Vol d'une carte d'accès (1 cas).....	15	–	15	–
Services partagés Canada				
Vol de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Vol de clé USB cryptée (1 cas).....	100	–	100	–
Vol d'équipement de télécommunication (2 cas).....	79 801	–	79 801	–
Vol d'ordinateur portable (3 cas).....	3 600	–	3 600	–
Transports				
Ministère des Transports				
Vandalisme à un véhicule de l'État (2 cas).....	412	–	412	–
Vol de barre lumineuse de véhicule (2 cas).....	582	–	582	–
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Vol de caméra (2 cas).....	700	–	700	–
Vol de carte d'accès (2 cas).....	30	–	30	–
Vol de carte d'identité (5 cas).....	33	–	33	–
Vol de clé USB (1 cas).....	180	–	180	–
Vol de certificat d'immatriculation d'un véhicule (1 cas).....	22	–	22	–
Vol de jeton Entrust (3 cas).....	15	–	15	–
Vol de tablette (3 cas).....	4 350	–	4 350	–
Vol de téléphone cellulaire (2 cas).....	400	–	400	–
Vol de vêtements et de fourniture de travail (1 cas).....	1 407	–	1 407	–
Vol d'insigne de sécurité (2 cas).....	360	–	360	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 271	–	1 271	–
Total	1 054 163	5 998	1 039 669	8 496

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2017-2018

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires autochtones et du Nord				
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien				
Perte de BlackBerry (4 cas)	800	–	800	–
Perte d'équipement géomatique (1 cas)	1 969	–	1 969	–
Affaires mondiales				
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				
Dommage suite à un incendie (1 cas)	15 000	–	15 000	–
Perte de BlackBerry (103 cas)	20 600	–	20 600	–
Perte de tablette (4 cas)	4 000	–	4 000	–
Perte d'inventaire consommable (2 cas)	162	–	162	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas)	2 000	–	2 000	–
Agriculture et Agroalimentaire				
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Dommage à de l'équipement (1 cas)	1 964	–	1 964	–
Dommage à un véhicule de l'État (24 cas)	58 771	–	58 771	–
Dommage à une propriété de l'État (3 cas)	2 825	–	2 825	–
Perte de BlackBerry (7 cas)	1 400	–	1 400	–
Perte de clé (1 cas)	195	–	195	–
Perte de téléphone cellulaire (2 cas)	400	–	400	–
Perte d'équipement (1 cas)	2 982	–	2 982	–
Commission canadienne des grains				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	1 314	–	1 314	–
Perte de BlackBerry (1 cas)	141	–	141	–
Perte de cartes d'identification et d'accès par proximité (21 cas)	155	–	155	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas)	165	–	165	–
Anciens Combattants				
Ministère des Anciens Combattants				
Perte d'ordinateur portable (2 cas)	2 000	–	2 000	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général				
Bureau du secrétaire du gouverneur général				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	5 849	–	5 849	–
Conseil du Trésor				
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Perte de BlackBerry (23 cas)	4 600	–	4 600	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
Perte de BlackBerry (1 cas)	135	–	135	–
Conseil privé				
Bureau du Conseil privé				
Perte de clé USB biométrique (1 cas)	175	–	175	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Dommage à un BlackBerry (1 cas)	184	–	184	–
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	4 403	–	4 403	–
Perte de BlackBerry (1 cas)	630	–	630	–
Bureau du directeur général des élections				
Perte de moniteur (3 cas)	792	–	792	–
Perte d'imprimante (4 cas)	752	–	752	–
Perte d'iPad (1 cas)	281	–	281	–
Perte d'ordinateur portable (7 cas)	6 868	–	6 868	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
Perte d'adaptateur USB (1 cas)	10	–	10	–
Perte de batterie (1 cas)	32	–	32	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Défense nationale				
Ministère de la Défense nationale				
Dommage à de l'équipement de transport (4 cas).....	9 124	–	9 124	–
Dommage à de l'équipement non spécifique aux militaires (3 cas)	209	–	209	–
Dommage à de l'équipement spécifique aux militaires (7 cas).....	444	–	444	–
Dommage à un édifice causé par l'eau (2 cas).....	16 200	–	16 200	–
Dommage à un édifice causé par un incendie (5 cas).....	14 040	–	4 264	9 776
Dommage à un édifice ou autre bien immobilier causé par un incendie (204 cas)	978 986	–	978 986	–
Dommage à un équipement de transport causé par un incendie (21 cas).....	1 473 007	–	1 473 007	–
Dommage à un ordinateur (2 cas).....	1 284	–	1 284	–
Dommage à un véhicule de l'État (42 cas).....	75 968	–	75 968	–
Dommage à une tenue de combat (71 cas).....	2 412	–	2 412	–
Perte d'armes et d'accessoires (431 cas).....	37 031	3 045	33 986	–
Perte de machinerie (14 cas).....	45 124	1 650	43 474	–
Perte de tenue de combat (2 547 cas).....	206 450	13 650	192 800	–
Perte d'équipement de télécommunication (111 cas).....	110 851	599	110 252	–
Perte d'équipement de transport (23 cas)	97 521	7 030	90 491	–
Perte d'équipement électrique (78 cas).....	60 921	215	60 706	–
Perte d'équipement non spécifique aux militaires (1 142 cas).....	213 363	11 321	202 042	–
Perte d'équipement spécifique aux militaires (1 009 cas).....	241 315	10 004	231 311	–
Perte d'équipement technique (149 cas).....	75 382	6 151	69 231	–
Perte d'ordinateur (38 cas).....	47 313	–	47 313	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas).....	1 200	–	1 200	–
Perte d'outils (248 cas)	32 393	1 747	30 646	–
Environnement et Changement climatique				
Ministère de l'Environnement				
Dommage à un véhicule de l'État (2 cas).....	24 364	–	24 364	–
Dommage à une remorque (2 cas).....	1 000	–	1 000	–
Agence Parcs Canada				
Dommage à de l'équipement (11 cas)	22 476	–	21 816	660
Dommage à de l'équipement électronique (1 cas).....	123	–	123	–
Dommage à un bien immobilier (17 cas).....	52 269	–	19 733	32 536
Dommage à un BlackBerry (13 cas).....	2 600	–	2 600	–
Dommage à un édifice (4 cas)	38 059	–	38 059	–
Dommage à un navire suite à un incendie accidentel (1 cas)	1 430 000	–	1 430 000	–
Dommage à un véhicule de l'État (78 cas).....	205 834	3 136	176 982	25 716
Dommage à une propriété publique suite à un incendie de forêt (1 cas).....	530 099	–	530 099	–
Dommage à une propriété publique suite à une inondation (2 cas)	3 291 362	–	3 282 582	8 780
Dommage à une propriété publique suite à une tempête (1 cas).....	192 800	–	192 800	–
Perte de BlackBerry (8 cas).....	1 600	–	1 600	–
Perte de matériel (3 cas).....	1 068	30	1 038	–
Perte d'équipement (1 cas).....	450	–	450	–
Perte d'équipement électronique (7 cas).....	2 424	–	2 424	–
Famille, Enfants et Développement social				
Ministère de l'Emploi et du Développement social				
Dommage à de l'équipement informatique (3 cas).....	500	–	500	–
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas).....	3 764	3 585	179	–
Dommage à une clé USB (7 cas).....	35	–	35	–
Dommage à une tablette (18 cas).....	27 500	–	27 500	–
Perte de BlackBerry (29 cas).....	5 800	–	5 800	–
Perte de clé USB (6 cas).....	75	–	75	–
Perte de matériel et de fournitures (580 cas).....	11 334	–	11 334	–
Perte d'équipement informatique (4 cas).....	975	–	975	–
Perte d'ordinateur portable (2 cas).....	100	–	100	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Finances				
Ministère des Finances				
Dommage à de l'équipement (1 cas)	65	–	65	–
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	1 480	–	1 480	–
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Perte de clé USB (3 cas)	135	–	135	–
Perte de matériel pour accès à distance (6 cas)	900	–	900	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada				
Perte de téléphone cellulaire (1 cas)	900	–	900	–
Bureau du surintendant des institutions financières				
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Bureau du vérificateur général				
Perte d'équipement de télécommunication (2 cas)	450	–	450	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté				
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration				
Perte de BlackBerry (4 cas)	800	–	800	–
Perte de clé USB cryptée (5 cas)	750	–	750	–
Perte d'équipement informatique (2 cas)	570	–	570	–
Perte d'ordinateur portable (2 cas)	2 300	–	2 300	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié				
Perte d'équipement de télécommunication et de pièce informatique (8 cas)	160	–	160	–
Infrastructure et Collectivités				
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Dommage à de l'équipement informatique (6 cas)	900	600	300	–
Dommage à un BlackBerry (20 cas)	4 000	–	4 000	–
Dommage à un ordinateur portable (20 cas)	29 238	–	29 238	–
Dommage à une imprimante (1 cas)	516	–	516	–
Dommage à une tablette (14 cas)	21 126	–	8 400	12 726
Perte de BlackBerry (4 cas)	800	–	800	–
Perte d'équipement informatique (8 cas)	340	–	340	–
Perte de moniteur d'ordinateur (2 cas)	540	–	540	–
Perte de tablette (3 cas)	4 527	–	4 527	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas)	1 086	–	1 086	–
Innovation, Sciences et Développement économique				
Ministère de l'Industrie				
Dommage à un véhicule de l'État (6 cas)	12 111	–	12 111	–
Perte d'antenne (1 cas)	2 467	–	2 467	–
Perte de BlackBerry (7 cas)	1 400	–	1 400	–
Perte de laser (1 cas)	167	–	167	–
Perte de mélangeur audio (1 cas)	832	–	832	–
Perte de moniteur (9 cas)	773	–	773	–
Perte de Polycom (1 cas)	270	–	270	–
Perte de projecteur (1 cas)	133	–	133	–
Perte d'équipement de laboratoire scientifique (6 cas)	17 863	–	17 863	–
Perte de récepteur (1 cas)	269	–	269	–
Perte de scanner (1 cas)	1 354	–	1 354	–
Perte de serveur (1 cas)	115	–	115	–
Perte de tablette (3 cas)	588	–	588	–
Perte de télévision (1 cas)	980	–	980	–
Perte d'ordinateur (2 cas)	681	–	681	–
Perte d'ordinateur portable (15 cas)	8 486	–	8 486	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	6 815	–	–	6 815
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Conseil national de recherches du Canada				
Dommages à une clôture de propriété (1 cas)	3 188	–	3 188	–
Perte de BlackBerry (8 cas)	1 600	–	1 600	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	–	200
Perte de meuble (1 cas)	500	–	–	500
Perte d'équipement (3 cas)	180	–	–	180
Perte d'équipement informatique (6 cas)	555	–	–	555
Perte d'imprimante (1 cas)	300	–	–	300
Perte d'ordinateur (1 cas)	250	–	–	250
Perte d'ordinateur portable (1 cas)	250	–	–	250
Statistique Canada				
Perte d'équipement (69 cas)	6 071	–	6 071	–
Perte d'équipement de télécommunication (3 cas)	250	–	250	–
Perte d'équipement informatique (4 cas)	234	–	234	–
Justice				
Ministère de la Justice				
Perte de BlackBerry (23 cas)	4,600	–	4,600	–
Perte de carte d'identité et d'accès (69 cas)	292	–	292	–
Perte de clé de bureau (16 cas)	80	–	80	–
Perte de colis (1 cas)	2,486	–	2,486	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas)	1,000	–	1,000	–
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Perte de BlackBerry (13 cas)	2 600	–	2 600	–
Perte de carte d'identité et d'accès (6 cas)	60	–	60	–
Perte d'équipement informatique (2 cas)	1 150	–	1 150	–
Registraire de la Cour suprême du Canada				
Perte d'iPhone (1 cas)	974	–	974	–
Parlement				
Chambre des communes				
Perte d'appareil photographique (1 cas)	277	–	277	–
Perte de disque dur externe (4 cas)	637	–	637	–
Perte de meubles en raison d'un incendie (1 cas)	2 045	–	2 045	–
Perte d'ordinateur (3 cas)	2 149	–	2 149	–
Bibliothèque du Parlement				
Perte de jetons SecurID (13 cas)	1 625	–	1 625	–
Perte de lecteur de code à barres (1 cas)	257	–	257	–
Patrimoine canadien				
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas)	2 000	–	2 000	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne				
Ministère des Pêches et des Océans				
Dommage à d'autres équipements de transport (1 cas)	285	–	285	–
Dommage à un édifice ou autre bien immobilier (incluant des ports pour petits bateaux) (20 cas)	4 786 463	1 700	4 784 763	–
Dommage à de l'équipement électronique (1 cas)	2 500	–	2 500	–
Dommage à de l'équipement informatique (1 cas)	630	–	630	–
Dommage à un véhicule de l'État (26 cas)	82 430	4 596	77 834	–
Perte de machinerie et d'équipement (6 cas)	32 084	–	32 084	–
Perte de matériel et de fourniture (3 cas)	1 155	–	1 155	–
Perte d'équipement électronique (3 cas)	7 862	–	7 862	–
Perte d'équipement informatique (3 cas)	1 985	–	1 985	–
Perte d'équipement de télécommunication (13 cas)	2 600	–	2 600	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Ressources naturelles				
Ministère des Ressources naturelles				
Dommage à un édifice (1 cas)	1 850	–	–	1 850
Dommage à un véhicule de l'État (5 cas)	18 022	–	18 022	–
Perte de BlackBerry (2 cas)	400	–	400	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	200	–	–
Perte de clé USB cryptée (19 cas)	1 615	–	765	850
Office national de l'énergie				
Perte de BlackBerry (4 cas)	400	–	400	–
Perte de carte d'accès (34 cas)	340	–	340	–
Revenu national				
Agence du revenu du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État (12 cas)	32 964	–	32 964	–
Perte de BlackBerry (21 cas)	4 200	–	4 200	–
Perte de jeton de transport en commun (1 cas)	153	–	153	–
Perte d'équipement de bureau (21 cas)	1 252	–	1 252	–
Perte d'équipement et de pièces informatiques et de télécommunications (170 cas)	8 593	–	8 593	–
Perte de téléphone cellulaire (12 cas)	2 400	–	2 400	–
Santé				
Ministère de la Santé				
Perte d'appareil périphérique Polycom (1 cas)	100	–	100	–
Perte de BlackBerry (8 cas)	1 600	–	1 600	–
Perte de clé USB (3 cas)	250	–	250	–
Perte de pièces d'ordinateur (1 cas)	2 000	–	2 000	–
Perte de téléphone cellulaire (5 cas)	1 000	–	1 000	–
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Dommage à un véhicule de l'État (62 cas)	136 453	795	48 614	87 044
Dommage à une clôture (1 cas)	3 500	–	3 500	–
Perte de BlackBerry (10 cas)	2 000	–	2 000	–
Perte de carte d'identité et de désignation (66 cas)	198	–	198	–
Perte de téléphone cellulaire (15 cas)	3 000	–	3 000	–
Perte d'une station d'accueil pour tablette (1 cas)	120	–	120	–
Agence de la santé publique du Canada				
Perte de BlackBerry (6 cas)	1 200	–	1 200	–
Perte de clé USB (1 cas)	150	–	150	–
Perte de téléphone cellulaire (2 cas)	400	–	400	–
Instituts de recherche en santé du Canada				
Perte de BlackBerry (2 cas)	260	–	260	–
Perte de clé USB (1 cas)	32	–	32	–
Sécurité publique et Protection civile				
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile				
Perte de BlackBerry (2 cas)	400	–	400	–
Agence des services frontaliers du Canada				
Perte d'article d'uniforme (68 cas)	30 065	66	29 999	–
Perte de carte de contrôle d'accès (176 cas)	2 297	128	2 169	–
Perte d'équipement (16 cas)	72	2	70	–
Perte d'équipement informatique (54 cas)	564	31	533	–
Perte de téléphone cellulaire (15 cas)	3 000	–	3 000	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État (2 cas)	2 758	–	2 758	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Gendarmerie royale du Canada				
Dommage à de l'équipement électronique (1 cas).....	180	–	180	–
Dommage à de l'équipement informatique (2 cas).....	25 928	–	25 928	–
Dommage à des biens immobiliers (9 cas).....	104 717	–	104 717	–
Dommage à un véhicule de l'État (603 cas).....	1 455 908	56 188	1 375 910	23 810
Perte d'équipement informatique (46 cas).....	26 941	–	26 941	–
Perte d'équipement de télécommunication (46 cas).....	224 191	–	224 191	–
Perte d'équipement électronique (29 cas).....	6 230	–	6 230	–
Perte de téléphone cellulaire (47 cas).....	9 400	–	9 400	–
Perte d'uniforme et d'équipement (9 cas).....	7 288	–	7 288	–
Service correctionnel du Canada				
Dommage à des biens et de l'équipement (20 cas).....	6 011	–	6 011	–
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (40 cas).....	155 407	–	125 288	30 119
Dommage à une vitre (1 cas).....	1 676	–	1 676	–
Dommage causé par un bris de conduite d'eau (7 cas).....	74 527	–	65 101	9 426
Perte d'actifs en inventaire (50 cas).....	14 477	–	14 427	50
Perte de BlackBerry (3 cas).....	600	–	600	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas).....	200	–	–	200
Perte d'ordinateur portable (1 cas).....	825	–	825	–
Services aux Autochtones				
Ministère des Services aux Autochtones Canada				
Perte de BlackBerry (5 cas).....	1 000	–	1 000	–
Services publics et Approvisionnement				
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Dommage à un BlackBerry (4 cas).....	800	–	800	–
Dommage à un écran d'ordinateur (3 cas).....	700	–	700	–
Dommage à un immeuble (1 cas).....	1 107	–	1 107	–
Dommage à un lecteur de carte (1 cas).....	112	–	112	–
Dommage à un ordinateur portable (3 cas).....	3 100	–	3 100	–
Dommage à un téléphone cellulaire (2 cas).....	400	–	400	–
Dommage à un véhicule de l'État (26 cas).....	34 052	1 679	32 373	–
Perte d'appareil multifonctionnel (2 cas).....	6 250	–	6 250	–
Perte de BlackBerry (23 cas).....	4 600	–	4 600	–
Perte de clé (1 cas).....	357	357	–	–
Perte de clé USB (1 cas).....	50	–	50	–
Perte d'écran d'ordinateur (1 cas).....	210	–	210	–
Perte de corde d'alimentation (1 cas).....	22	–	22	–
Perte de duplicateur de port (1 cas).....	50	–	50	–
Perte de téléphone cellulaire (5 cas).....	1 000	–	1 000	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas).....	1 200	–	1 200	–
Commission de la fonction publique				
Perte de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Services partagés Canada				
Dommage à de l'équipement informatique (1 cas).....	4 000	–	4 000	–
Dommage à un BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Perte de BlackBerry (3 cas).....	600	–	600	–
Perte de clé USB cryptée (1 cas).....	100	–	100	–
Perte d'équipement informatique (1 cas).....	12 000	–	12 000	–
Perte de téléphone cellulaire (3 cas).....	600	–	600	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas).....	1 200	–	1 200	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2017-2018 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Transports				
Ministère des Transports				
Dommage à un véhicule de l'État (30 cas)	55 437	–	32 913	22 524
Perte de BlackBerry (13 cas)	2 600	–	2 600	–
Perte de caméra (1 cas)	400	–	400	–
Perte de carte d'accès (5 cas)	75	–	75	–
Perte de carte d'identité (13 cas)	85	–	85	–
Perte de clé USB (3 cas)	540	–	540	–
Perte de jeton Entrust (20 cas)	100	–	100	–
Perte de jumelles (1 cas)	200	–	200	–
Perte d'équipement informatique (1 cas)	1 000	–	1 000	–
Perte de téléphone cellulaire (4 cas)	800	–	800	–
Total	17 323 855	128 505	16 920 233	275 117

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires autochtones et du Nord ²								
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien								
Demandes de contribution falsifiées								
(1 cas)	2015-2016	153 250	40 250 ¹	193 500	–	–	–	193 500
Dompage à un édifice de l'État (2 cas)								
	2016-2017	6 209	–	6 209	–	–	–	6 209
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas)								
	2014-2015	5 033	–	5 033	3 766	1 267	–	–
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat (1 cas)								
	2010-2011	10 188	8 444 ¹	18 632	3 437 ¹	–	–	15 195
Utilisation frauduleuse d'une carte de voyage (1 cas)								
	2010-2011	19 784	–	19 784	–	–	–	19 784
Affaires mondiales								
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement								
Factures gonflées par des fournisseurs et employés (1 cas)								
	2015-2016	1 728 000	–	1 728 000	–	188 761	1 539 239 ¹	–
Perte de revenu consulaire (4 cas)								
	2016-2017	26 912	–	26 912	–	10 189	14 827	1 896
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires (3 cas)								
	2003-2004	42 559	(410)	42 149	–	–	1 149	41 000
Utilisation frauduleuse de bons de taxi et de carte de voyage et d'achat (1 cas)								
	2015-2016	13 872	–	13 872	–	3 268	–	10 604
Utilisation inappropriée de fonds pour achats personnels								
	2010-2011	11 220	–	11 220	10 557 ¹	663	–	–
Vol de fonds de mission (3 cas)								
	2000-2001	935 794	–	935 794	–	–	–	935 794
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires								
	1994-1995	176 857	–	176 857	–	–	–	176 857
Agriculture et Agroalimentaire								
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire								
Dompage à une propriété de l'État (2 cas)								
	2016-2017	1 310	9 ¹	1 319	–	1 289	30	–
Vandalisme à un édifice de l'État (3 cas)								
	2016-2017	2 896	–	2 896	–	–	2 896	–
Vandalisme à une propriété de l'État (1 cas)								
	2015-2016	24 950	(2 165)	22 785	–	22 785	–	–
Commission canadienne des grains								
Mauvais usage des droits relatifs au réaménagement de l'effectif (1 cas)								
	2014-2015	9 670	50	9 720	–	–	–	9 720
Mauvais usage d'une carte de voyage d'employé du gouvernement (2 cas)								
	2011-2012	12 274	–	12 274	10 317	–	–	1 957
Mauvais usage d'une carte de voyage d'employé (4 cas)								
	2009-2010	13 472	–	13 472	12 588	–	–	884
Mauvais usage d'une carte de voyage désignée (1 cas)								
	2012-2013	1 162	–	1 162	–	–	–	1 162
Perte d'équipement de laboratoire scientifique (2 cas)								
	2016-2017	115	–	115	–	–	–	115
Anciens Combattants								
Ministère des Anciens Combattants								
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)								
	1995-1996	71 625	(19 185)	52 440	19 289	–	33 151 ¹	–
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire								
	2003-2004	27 888	–	27 888	–	–	27 888 ¹	–
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire								
	2004-2005	30 108	(18 908)	11 200	5 496	1 295	–	4 409

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs	
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (5 cas).....	2008-2009	378 004	(1)	378 003	44 689	–	330 797 ¹	2 517	
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (7 cas).....	2010-2011	743 112	–	743 112	141 218	–	601 894 ¹	–	
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire.....	2011-2012	49 698	–	49 698	–	–	49 698 ¹	–	
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (2 cas).....	1992-1993	97 219	(5 634)	91 585	38 800	4 800	18 584	29 401	
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (3 cas).....	2007-2008	51 893	(10 464)	41 429	13 645	1 111	–	26 673	
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (6 cas).....	2008-2009	83 556	(14 175)	69 381	15 047	–	39 985	14 349	
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (1 cas).....	2016-2017	26 817	–	26 817	–	300	–	26 517	
Conseil du Trésor									
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Demande de prestations falsifiée (Régimes de soins de santé et de soins dentaires) (5 cas).....									
	2013-2014	189 739	–	189 739	32 381	4 380	–	152 978	
Demande de prestations falsifiée (5 cas).....									
	2014-2015	70 725	–	70 725	3 829	233	–	66 663	
Demande de prestations falsifiée (4 cas).....									
	2015-2016	320 150	–	320 150	176	–	–	319 974	
Demande de prestations falsifiée (2 cas).....									
	2016-2017	10 552	–	10 552	–	–	–	10 552	
Perte de tablette (6 cas).....									
	2016-2017	3 036	–	3 036	–	1 453	1 583 ¹	–	
Perte d'ordinateur portatif (17 cas).....									
	2016-2017	3 413	–	3 413	–	1 114	2 299 ¹	–	
Conseil privé									
Bureau du Conseil privé									
Vol de coupons de taxi (2 cas).....									
	2009-2010	5 509	–	5 509	945	–	50	4 514	
Défense nationale									
Ministère de la Défense nationale									
Demande falsifiée par des fournisseurs et des entrepreneurs (1 cas).....									
	2016-2017	1 300 000	–	1 300 000	–	–	–	1 300 000	
Différence dans le compte du capital d'exploitation (BFC Wainwright).....									
	2013-2014	2 612	48	2 660	–	2 660	–	–	
Différence dans le compte du capital d'exploitation (NCSM Protecteur).....									
	2013-2014	5 500	1 050	6 550	–	6 550	–	–	
Différence dans le compte du capital d'exploitation (2 cas).....									
	2015-2016	1 990	(985)	1 005	–	–	–	1 005	
Dommages aux unités de logement résidentiels (72 cas).....									
	2015-2016	78 960	–	78 960	31 987	–	46 973 ¹	–	
Dommages aux unités de logement résidentiels (66 cas).....									
	2016-2017	222 452	–	222 452	21 163	–	201 289 ¹	–	
Emploi frauduleux d'une carte d'achat désignée – Winnipeg (1 cas).....									
	2015-2016	10 301	–	10 301	1 000	–	–	9 301	
Erreur de virement direct de fonds (2 cas).....									
	2016-2017	1 363	–	1 363	–	847	–	516	
Paieements frauduleux déposés dans un compte bancaire personnel – Ottawa.....									
	2007-2008	33 948	1 341	35 289	34 999	290	–	–	
Perte d'avance à justifier – Borden (2 cas).....									
	2011-2012	344	–	344	17	–	327 ¹	–	
Perte d'avance à justifier – Libye (1 cas).....									
	2011-2012	13 039	(12 849)	190	–	–	190 ¹	–	

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte d'avance à justifier –								
Ottawa (1 cas)	2012-2013	12 966	–	12 966	1 991	–	–	10 975
Perte d'avance à justifier (2 cas)	2015-2016	2 515	–	2 515	47	–	2 468 ¹	–
Perte d'avance à justifier (3 cas)	2016-2017	1 879	–	1 879	–	–	638 ¹	1 241
Perte d'avance permanente Kandahar –								
vol suspecté.....	2008-2009	20 538	(1 879)	18 659	9 632	–	–	9 027
Perte de fonds publics – 8 Wing Trenton –								
vol.....	2009-2010	3 870	2 688	6 558	2 688	–	–	3 870
Réclamations frauduleuses,								
encaissement de chèques et reçus de								
paye – USFC Ottawa.....	1999-2000	28 305	69 952	98 257	29 641	3 250	–	65 366
Réclamations frauduleuses – BFC								
Halifax (1 cas).....	2010-2011	68 374	872	69 246	–	–	–	69 246
Réclamations frauduleuses pour frais de								
scolarité – USFC Bruxelles	2002-2003	92 000	–	92 000	83 000	9 000	–	–
Vol d'équipement informatique et de								
périphérique d'ordinateur (1 cas)	2014-2015	281 094	652 840	933 934	–	–	–	933 934
Environnement et Changement climatique								
Ministère de l'Environnement								
Dommages à une résidence de l'État								
de Yellowknife par un ancien employé.....	2010-2011	13 986	–	13 986	10 461	33	–	3 492
Emploi frauduleux de carte de voyage (1 cas)...	2014-2015	7 307	–	7 307	2 887	–	–	4 420
Emploi non autorisé de carte d'achat (1 cas).....	2014-2015	5 319	–	5 319	5 153	–	166 ¹	–
Emploi non autorisé de carte d'achat (70 cas)....	2016-2017	16 433	–	16 433	11 447	4 979	7	–
Emploi non autorisé d'une carte de voyage								
désignée (7 cas).....	2012-2013	15 855	–	15 855	9 161	–	2 711	3 983
Emploi non autorisé d'une carte de voyage								
désignée (4 cas).....	2015-2016	8 617	–	8 617	7 483 ¹	1 134	–	–
Emploi non autorisé d'une carte de voyage								
désignée (4 cas).....	2016-2017	7 502	(1 134) ¹	6 368	–	3 380	–	2 988
Perte de la petite caisse (5 cas).....	2013-2014	7 894	(15) ¹	7 879	–	–	–	7 879
Agence Parcs Canada								
Carte de voyage non payée (5 cas)	2016-2017	3 244	–	3 244	132	3 020	92	–
Dommage à de l'équipement lourd (2 cas).....	2015-2016	127 000	–	127 000	–	1 918	125 082 ¹	–
Dommage à un bien immobilier (11 cas).....	2015-2016	45 298	–	45 298	15 023	5 000	25 275	–
Dommage à un bien immobilier (29 cas).....	2016-2017	161 086	–	161 086	20 630	14 875	125 581 ¹	–
Dommage à un véhicule de l'État (61 cas).....	2015-2016	130 235	–	130 235	3 938	–	125 797	500
Dommage à un véhicule de l'État (48 cas).....	2016-2017	103 336	–	103 336	1 427	–	100 795 ¹	1 114
Emploi non autorisé d'une carte de voyage								
(8 cas)	2016-2017	17 488	–	17 488	10 225	4 667	2 596 ¹	–
Utilisation frauduleuse d'une carte de voyage								
(6 cas)	2016-2017	12 656	–	12 656	11 441	954	261 ¹	–
Famille, Enfants et Développement social								
Ministère de l'Emploi et du								
Développement social								
Demandes frauduleuses d'application								
à l'égard des prêts canadiens aux								
étudiants (19 cas)	2009-2010	137 572	13 795	151 367	13 591	2 510	42 662	92 604
Païement de déplacement faussé (1 cas).....	2014-2015	5 025	(225) ¹	4 800	–	–	–	4 800
Perte de deniers publics :								
Fraude par un employé (2 cas).....	2006-2007	11 767	(769)	10 998	1 450	–	3 567	5 981
Opération frauduleuse par un employé								
(Sécurité de la vieillesse) (3 cas).....	2008-2009	115 669	(49 798)	65 871	18 393	–	673	46 805
Opération frauduleuse par un employé								
(Sécurité de la vieillesse) (1 cas).....	2016-2017	39 546	–	39 546	–	18 700	–	20 846

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (2 cas).....	2011-2012	14 000	300	14 300	13 880	–	–	420
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (1 cas).....	2012-2013	8 500	–	8 500	–	–	8 500	¹ –
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (3 cas).....	2014-2015	40 000	–	40 000	3 360	–	–	36 640
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (2 cas).....	2012-2013	11 003	2 803	¹ 13 806	–	–	–	13 806
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (75 cas).....	2013-2014	696 810	(3 833)	692 977	298 081	15 839	56 462	322 595
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (30 cas).....	2014-2015	266 102	–	266 102	56 924	12 082	14 280	182 816
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (25 cas).....	2015-2016	267 856	(17 064)	¹ 250 792	52 628	556	14 412	183 196
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (2 cas).....	2016-2017	40 701	(26 713)	¹ 13 988	806	–	–	13 182
Réclamations frauduleuses pour prestations :								
Allocations familiales.....	1991-1992	79 520	(5 817)	73 703	25 689	–	42 967	5 047
Allocations familiales.....	1993-1994	113 772	42 974	156 746	44 191	360	111 252	943
Prestations d'assurance-emploi (115 812 cas).....	2010-2011	136 713 797	(12 031 419)	¹ 124 682 378	96 283 170	¹ 257 846	28 141 362	¹ –
Prestations d'assurance-emploi (104 909 cas).....	2011-2012	128 656 145	(8 663 026)	¹ 119 993 119	89 182 514	¹ 2 126 082	13 866 616	¹ 14 817 907
Prestations d'assurance-emploi (112 693 cas).....	2012-2013	158 787 153	(11 674 929)	¹ 147 112 224	100 528 249	¹ 5 195 269	4 054 072	¹ 37 334 634
Prestations d'assurance-emploi (87 613 cas).....	2013-2014	127 571 441	(8 507 712)	¹ 119 063 729	77 210 222	¹ 5 567 021	2 426 241	¹ 33 860 245
Prestations d'assurance-emploi (80 696 cas).....	2014-2015	106 864 887	(8 989 179)	¹ 97 875 708	59 202 253	¹ 6 183 571	1 265 701	¹ 31 224 183
Prestations d'assurance-emploi (86 146 cas).....	2015-2016	117 596 841	4 096 772	¹ 121 693 613	63 649 669	¹ 12 781 440	702 366	¹ 44 560 138
Prestations d'assurance-emploi (103 342 cas).....	2016-2017	163 978 027	(6 117 594)	¹ 157 860 433	44 367 959	¹ 34 460 127	267 842	¹ 78 764 505
Régime de pensions du Canada.....	1990-1991	1 237 299	(1 025 534)	211 765	185 361	1 970	6 070	18 364
Régime de pensions du Canada.....	1991-1992	400 740	91 766	492 506	416 953	2 430	34 993	38 130
Régime de pensions du Canada.....	1992-1993	305 029	86 053	391 082	325 672	916	19 942	¹ 44 552
Régime de pensions du Canada.....	1993-1994	244 571	(39 300)	205 271	178 188	600	8 562	17 921
Régime de pensions du Canada.....	1994-1995	554 947	(190 296)	¹ 364 651	314 565	2 237	17 452	¹ 30 397
Régime de pensions du Canada.....	1995-1996	724 248	438 312	¹ 1 162 560	929 124	8 567	26 128	¹ 198 741
Régime de pensions du Canada.....	1996-1997	287 024	503 087	790 111	552 445	3 837	124 245	109 584
Régime de pensions du Canada.....	1997-1998	1 862 075	(1 005 820)	856 255	599 400	10 204	42 716	203 935
Régime de pensions du Canada.....	1998-1999	922 012	341 891	¹ 1 263 903	746 424	8 504	202 996	305 979
Régime de pensions du Canada.....	1999-2000	1 166 820	306 629	¹ 1 473 449	975 195	19 397	81 372	¹ 397 485
Régime de pensions du Canada.....	2000-2001	1 426 831	(354 731)	¹ 1 072 100	657 020	15 257	98 314	301 509
Régime de pensions du Canada.....	2001-2002	1 675 005	(717 491)	¹ 957 514	697 019	7 361	145 872	¹ 107 262
Régime de pensions du Canada.....	2002-2003	540 077	65 901	¹ 605 978	463 212	6 111	70 340	¹ 66 315
Régime de pensions du Canada.....	2003-2004	331 076	552 526	¹ 883 602	455 778	59 805	63 870	304 149
Régime de pensions du Canada.....	2004-2005	709 351	(89 691)	¹ 619 660	335 195	4 853	47 839	¹ 231 773
Régime de pensions du Canada.....	2005-2006	392 020	60 466	¹ 452 486	315 387	2 936	48 787	¹ 85 376
Régime de pensions du Canada.....	2006-2007	27 486	1 005 173	¹ 1 032 659	525 967	27 644	166 215	¹ 312 833
Régime de pensions du Canada.....	2007-2008	852 364	196 476	¹ 1 048 840	481 034	6 479	163 966	¹ 397 361
Régime de pensions du Canada.....	2008-2009	724 860	(382 632)	¹ 342 228	199 661	1 068	15 615	¹ 125 884
Régime de pensions du Canada (292 cas)...	2009-2010	606 033	475 415	1 081 448	556 735	11 900	22 976	489 837
Régime de pensions du Canada (336 cas)...	2010-2011	983 060	(559 636)	¹ 423 424	214 623	9 053	74 661	¹ 125 087

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Régime de pensions du Canada (36 cas).....	2011-2012	319 457	(59 857) ¹	259 600	119 650	8 996	51 221	79 733
Régime de pensions du Canada (35 cas).....	2013-2014	963 674	(188 688) ¹	774 986	74 957	19 594	27 021	653 414
Régime de pensions du Canada (61 cas).....	2014-2015	710 001	(1 941)	708 060	266 163	4 644	30 126	407 127
Régime de pensions du Canada (40 cas).....	2015-2016	491 332	24 123	515 455	153 120	–	149 858	212 477
Régime de pensions du Canada (12 cas).....	2016-2017	339 359	(72 583) ¹	266 776	3 250	7 648	12 601	243 277
Sécurité de la vieillesse.....	1985-1986	168 923	430 684	599 607	213 828	16 867	184 916	183 996
Sécurité de la vieillesse.....	1986-1987	173 459	68 877	242 336	97 864	–	143 876	596
Sécurité de la vieillesse.....	1987-1988	348 198	(103 471)	244 727	151 079	1 600	82 923	9 125
Sécurité de la vieillesse.....	1988-1989	1 149 776	(478 928)	670 848	236 695	–	271 880	162 273
Sécurité de la vieillesse.....	1989-1990	745 061	16 679	761 740	206 251	3 997	222 290	329 202
Sécurité de la vieillesse.....	1990-1991	450 788	34 157	484 945	120 607	–	192 431	171 907
Sécurité de la vieillesse.....	1991-1992	563 001	147 469	710 470	166 635	2 515	461 358	79 962
Sécurité de la vieillesse.....	1992-1993	541 650	565 793	1 107 443	178 770	268	821 811	106 594
Sécurité de la vieillesse.....	1993-1994	256 140	168 824	424 964	90 670	–	175 930	158 364
Sécurité de la vieillesse.....	1994-1995	1 076 882	138 857	1 215 739	209 131	–	775 160	231 448
Sécurité de la vieillesse.....	1995-1996	558 177	446 246	1 004 423	506 172	600	443 435	54 216
Sécurité de la vieillesse.....	1996-1997	556 744	1 014	557 758	49 428	4 157	419 849	84 324
Sécurité de la vieillesse.....	1997-1998	808 271	402 230	1 210 501	215 975	2 700	673 710	318 116
Sécurité de la vieillesse.....	1998-1999	955 473	203 073	1 158 546	323 019	6 022	422 651	406 854
Sécurité de la vieillesse.....	1999-2000	517 463	(63 522)	453 941	258 569	530	105 433	89 409
Sécurité de la vieillesse.....	2000-2001	985 419	(283 686) ¹	701 733	237 728	1 869	121 595	340 541
Sécurité de la vieillesse.....	2001-2002	3 658 263	(3 147 092)	511 171	126 468	8 683	97 019	279 001
Sécurité de la vieillesse.....	2002-2003	843 538	(248 553)	594 985	163 922	4 220	344 524	82 319
Sécurité de la vieillesse.....	2003-2004	2 330 524	(1 016 831)	1 313 693	157 551	1 814	98 812	1 055 516
Sécurité de la vieillesse.....	2004-2005	1 013 070	(694 547)	318 523	144 720	2 375	–	171 428
Sécurité de la vieillesse.....	2005-2006	718 362	(253 155)	465 207	82 005	5 400	167 638	210 164
Sécurité de la vieillesse.....	2008-2009	134 360	(18 514)	115 846	97 488	3 605	–	14 753
Sécurité de la vieillesse (15 cas).....	2009-2010	606 989	1 106 ¹	608 095	139 784	7 620	–	460 691
Sécurité de la vieillesse (2 cas).....	2010-2011	95 829	–	95 829	17 555	–	–	78 274
Sécurité de la vieillesse (1 cas).....	2011-2012	14 995	–	14 995	9 322	1 644	–	4 029
Sécurité de la vieillesse (15 cas).....	2012-2013	659 405	(8 707)	650 698	153 533	30 175	–	466 990
Sécurité de la vieillesse (16 cas).....	2013-2014	585 092	(696)	584 396	223 579	13 697	169 901	177 219
Sécurité de la vieillesse (41 cas).....	2014-2015	2 055 396	(156 249) ¹	1 899 147	596 187	19 829	111 068	1 172 063
Sécurité de la vieillesse (15 cas).....	2015-2016	795 157	143 ¹	795 300	167 654	641	–	627 005
Sécurité de la vieillesse (16 cas).....	2016-2017	1 174 919	(10 717) ¹	1 164 202	544	173 838	–	989 820
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions (2 cas).....	2011-2012	468 767	291 273 ¹	760 040	86 640	133 500	1	539 899
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions (3 cas).....	2012-2013	620 814	(287 412) ¹	333 402	95 222	2 496	82 102	153 582
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions (1 cas).....	2014-2015	390 540	–	390 540	–	–	–	390 540
Réclamations frauduleuses ou non justifiées de subventions et de contributions (2 cas).....	2015-2016	2 756 135	661 751 ¹	3 417 886	400	–	1 959 612	1 457 874
Finances								
Bureau du vérificateur général								
Perte d'équipement informatique (102 cas).....	2014-2015	2 295	(473) ¹	1 822	–	–	1 822	–
Perte d'équipement informatique (2 cas).....	2016-2017	123	(100) ¹	23	–	–	23	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté								
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration								
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	2016-2017	934	–	934	–	934	–	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Justice								
Service administratif des tribunaux judiciaires								
Dommege causé par l'eau à de l'équipement (2 cas).....	2016-2017	5 538	–	5 538	–	–	5 538	¹ –
Perte de dépôt (1 cas).....	2015-2016	3 610	–	3 610	1 400	250	1 960	¹ –
Parlement								
Sénat								
Perte suite à une revue des réclamations de frais de subsistance dans la région de la capitale nationale et/ou dépenses de voyages et/ou dépenses de bureau (15 cas).....	2015-2016	694 161	–	694 161	162 272	23 646	508 243	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne								
Ministère des Pêches et des Océans								
Dommege à un édifice ou autre bien immobilier (inclus des ports pour petits bateaux) (6 cas).....	2016-2017	393 046	–	393 046	–	–	293 046	100 000
Emploi frauduleux de billets de taxi (1 cas).....	2016-2017	85	–	85	–	–	85	¹ –
Emploi frauduleux de carte d'achat dû à un vol d'identité (70 cas).....	2016-2017	183 404	–	183 404	167 970	10 268	–	5 166
Emploi non autorisé de carte d'achat (2 cas).....	2016-2017	70	–	70	–	60	10	–
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (5 cas).....	2012-2013	9 582	2 546	12 128	9 213	¹ –	–	2 915
Emploi non autorisé de carte de voyage (9 cas).....	2013-2014	22 100	–	22 100	14 970	¹ 1 072	3 566	2 492
Emploi non autorisé de carte de voyage (17 cas).....	2014-2015	27 758	(3 411)	24 347	19 626	682	3 690	349
Emploi non autorisé de carte de voyage (12 cas).....	2015-2016	23 688	–	23 688	11 038	–	–	12 650
Emploi non autorisé de carte de voyage (24 cas).....	2016-2017	51 028	–	51 028	5 373	¹ –	–	45 655
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage désignée (258 cas).....	2011-2012	63 046	196	63 242	62 248	427	–	567
Paiement non autorisé à des fournisseurs et des entrepreneurs (1 cas).....	2012-2013	228 850	–	228 850	–	–	–	228 850
Perte de matériel et de fourniture (1 cas).....	2015-2016	37 500	–	37 500	–	37 500	–	¹ –
Perte d'un navire suite à un incendie (1 cas).....	2010-2011	50 000	–	50 000	–	–	15 000	35 000
Vol d'un véhicule de l'État (1 cas).....	2015-2016	14 200	–	14 200	–	–	14 200	¹ –
Ressources naturelles								
Ministère des Ressources naturelles								
Encaissement frauduleux des chèques de voyage (2 cas).....	2007-2008	12 895	–	12 895	8 664	–	–	4 231
Vol et utilisation non autorisée de coupons de taxi.....	2010-2011	769	–	769	–	–	–	769
Office national de l'énergie								
Avance à un bénéficiaire qui est ensuite décédé (1 cas).....	2016-2017	9,000	–	9,000	–	9,000	–	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national								
Agence du revenu du Canada								
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada et réclamations frauduleuses de paiement	2005-2006	7 752	–	7 752	7 085	667	–	–
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada.....	2008-2009	3 219	–	3 219	1 733	–	–	1 486
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (8 cas)	2012-2013	34 939	–	34 939	34 028	–	–	911
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (5 cas)	2013-2014	6 020	–	6 020	5 174	–	563	283
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (4 cas).....	2014-2015	2 839	–	2 839	1 973	–	–	866
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (3 cas)	2015-2016	1 588	–	1 588	973	–	–	615
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (5 cas)	2016-2017	21 605	–	21 605	–	17 172	–	4 433
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés et emploi non autorisé d'avance de voyage (1 cas)	2015-2016	2 257	–	2 257	1 373	884	–	–
Emploi non autorisé de cartes de voyage et réclamations de voyage falsifiées (2 cas) ...	2016-2017	5 350	–	5 350	4 992	–	–	358
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées (6 cas).....	2013-2014	77 379	–	77 379	46 877	3 111	17 772	9 619
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées (4 cas).....	2014-2015	52 768	–	52 768	49 145	–	–	3 623
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées (3 cas).....	2015-2016	10 610	–	10 610	3 106	–	–	7 504
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées (4 cas).....	2016-2017	25 002	–	25 002	21	216	–	24 765
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour):								
Impôt sur le revenu.....	2003-2004	12 026 416	–	12 026 416	8 622 886	–	3 374 237	29 293
Impôt sur le revenu.....	2004-2005	7 922 895	–	7 922 895	5 582 532	–	2 308 731	31 632
Impôt sur le revenu.....	2005-2006	9 648 565	–	9 648 565	6 176 108	–	3 124 453	¹ 348 004
Impôt sur le revenu.....	2006-2007	5 865 180	–	5 865 180	2 795 677	–	3 069 503	¹ –
Impôt sur le revenu.....	2007-2008	13 004 212	–	13 004 212	4 035 703	445	8 895 673	¹ 72 391
Impôt sur le revenu.....	2008-2009	15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 359 305	46 538	6 492 648	¹ 163 274
Impôt sur le revenu.....	2009-2010	7 428 731	–	7 428 731	3 454 276	25 845	3 597 356	¹ 351 254
Impôt sur le revenu.....	2010-2011	22 442 722	(20 048)	22 422 674	9 911 838	8 822	11 545 198	¹ 956 816
Impôt sur le revenu.....	2011-2012	4 611 681	–	4 611 681	2 299 398	138 511	1 344 004	¹ 829 768
Impôt sur le revenu.....	2012-2013	11 841 323	(6 594)	11 834 729	5 805 501	167 752	3 601 871	¹ 2 259 605
Impôt sur le revenu.....	2013-2014	8 814 118	(11 126)	8 802 992	2 531 601	100 647	3 414 000	¹ 2 756 744
Impôt sur le revenu.....	2014-2015	3 508 671	–	3 508 671	1 484 757	–	494 973	¹ 1 528 941
Impôt sur le revenu.....	2015-2016	4 594 597	(47 392)	4 547 205	1 401 779	–	558 637	¹ 2 586 789
Impôt sur le revenu.....	2016-2017	3 700 231	–	3 700 231	717 431	177 225	816 801	¹ 1 988 774

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2004-2005	4 581 548	–	4 581 548	1 292 319	–	3 139 246	149 983
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2005-2006	5 924 283	–	5 924 283	1 555 841	10 222	4 346 645	11 575
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2006-2007	8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 866 753	–	5 807 388	538
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2007-2008	17 198 434	–	17 198 434	3 453 267	–	13 691 324	53 843
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2008-2009	13 735 115	–	13 735 115	5 370 314	6 090	8 233 959	¹ 124 752
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2009-2010	7 265 375	–	7 265 375	2 057 505	24 284	4 828 876	¹ 354 710
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2010-2011	4 445 660	–	4 445 660	1 941 988	4 795	1 901 331	¹ 597 546
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2011-2012	13 871 865	–	13 871 865	8 337 516	19 594	5 180 874	¹ 333 881
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2012-2013	21 919 300	–	21 919 300	1 543 552	14 525	20 163 874	¹ 197 349
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2013-2014	18 502 691	–	18 502 691	748 677	90 536	17 287 207	¹ 376 271
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2014-2015	8 703 643	–	8 703 643	1 450 290	258	6 393 925	¹ 859 170
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2015-2016	1 251 325	–	1 251 325	338 643	250	854 000	¹ 58 432
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	2016-2017	1 188 685	–	1 188 685	501 713	5 152	235 108	¹ 446 712
Autres pertes administrées	2009-2010	111 065	–	111 065	58 665	–	30 700	21 700
Autres pertes administrées	2010-2011	161 040	–	161 040	155 829	694	3 087	1 430
Autres pertes administrées	2011-2012	431 140	–	431 140	148 060	–	274 223	8 857
Autres pertes administrées	2012-2013	47 923	–	47 923	25 893	–	–	22 030
Autres pertes administrées	2013-2014	30 089	–	30 089	2 353	–	–	27 736
Autres pertes administrées	2014-2015	209 003	–	209 003	21 022	–	176 767	¹ 11 214
Santé ²								
Ministère de la Santé								
Demande de contributions falsifiées (1 cas)	2012-2013	31 909	–	31 909	31 909	¹ –	–	–
Demandes de contributions faussées ou falsifiées (1 cas)	2009-2010	4 700 000	–	4 700 000	181 929	¹ –	4 518 071	¹ –
Emploi frauduleux de carte d'achat et de voyage (2 cas)	2014-2015	15 707	–	15 707	5 927	1 750	–	8 030
Trop-payé – Fournisseur de services de santé aux non assurés (3 cas)	2009-2010	3 877 981	(1 999 672)	¹ 1 878 309	1 870 000	¹ –	8 309	¹ –
Trop-payé – Fournisseur de services de santé aux non assurés (1 cas)	2013-2014	878 681	–	878 681	36 509	¹ –	842 172	¹ –
Agence canadienne d'inspection des aliments								
Dommmage à un véhicule de l'État lors d'un accident (87 cas)	2014-2015	103 497	150 552	¹ 254 049	37 428	–	203 644	¹ 12 977
Dommmage à un véhicule de l'État lors d'un accident (87 cas)	2015-2016	176 901	193 338	¹ 370 239	41 472	–	303 284	¹ 25 483
Dommmage à un véhicule de l'État lors d'un accident (79 cas)	2016-2017	199 733	4 812	¹ 204 545	5 667	–	191 450	¹ 7 428
Emploi non autorisé d'une carte de voyage désignée (12 cas)	2012-2013	44 290	644	¹ 44 934	40 687	–	207	4 040
Emploi non autorisé d'une carte de voyage (6 cas)	2014-2015	26 698	–	26 698	26 420	–	19	259

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Instituts de recherche en santé du Canada								
Demande de subvention falsifiée (1 cas)....	2013-2014	88 750	–	88 750	3 750	85 000	–	–
Perte d'un BlackBerry (2 cas)	2016-2017	349	–	349	–	–	349 ¹	–
Perte d'une clé USB cryptée (2 cas).....	2016-2017	64	–	64	–	–	64 ¹	–
Services aux Autochtones²								
Ministère des Services aux Autochtones Canada								
Demande de contributions falsifiées								
(1 cas)	2012-2013	84 017	(15 596)	68 421	–	–	–	68 421
Demande de prestations frauduleuses								
(2 cas)	2007-2008	149 674	(438)	149 236	29 750	–	32 072	87 414
Demandes de contributions faussées ou falsifiées (2 cas)								
	2009-2010	3 699 000	(97 107)	3 601 893	764 447	97 110	–	2 740 336
Demandes de contributions faussées ou falsifiées (1 cas)								
	2010-2011	260 827	–	260 827	170 000	24 000	–	66 827
Demandes de subventions et de contributions falsifiées (1 cas)								
	2016-2017	1 200 000	–	1 200 000	–	–	543 843	656 157
Demandes non supportées – Fournisseur de services de santé non assurés (1 cas)								
	2016-2017	7 623 092	–	7 623 092	–	–	–	7 623 092
Détournement de fonds gouvernementaux (1 case)								
	2016-2017	779 825	–	779 825	–	–	–	779 825
Réclamation frauduleuse dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec (1 cas)								
	2005-2006	60 000	–	60 000	–	–	9 000	51 000
Trop-payé – Fournisseur de services de santé aux non assurés (2 cas)								
	2009-2010	6 805 708	(5 764 849)	1 040 859	5 000	–	341 020	694 839
Trop-payé – Fournisseur de services de santé aux non assurés (1 cas)								
	2013-2014	218 885	–	218 885	–	75 000	143 885	–
Trop-payé – Fournisseur de services de santé aux non assurés (1 cas)								
	2015-2016	360 255	–	360 255	–	–	–	360 255
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État (1 cas)								
	2009-2010	19 222	–	19 222	7 886	2 469	–	8 867
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement et salaire non gagné (1 cas)								
	2013-2014	141 423	–	141 423	22 365	–	–	119 058
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement (1 cas)								
	2015-2016	11 963	–	11 963	–	–	–	11 963
Sécurité publique et Protection civile								
Agence des services frontaliers du Canada								
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>								
Non déclaration/Contrebande	2013-2014	5 163 486	–	5 163 486	5 000	–	5 158 486 ¹	–
Autres infractions.....	2013-2014	27 266	–	27 266	17 623	–	–	9 643
Gendarmerie royale du Canada								
Dompage à un véhicule de l'État (18 cas).....								
	2015-2016	92 111	–	92 111	26 878	–	65 233 ¹	–
Dompage à un véhicule de l'État (848 cas).....								
	2015-2016	2 158 520	334 428	2 492 948	637 700	18 328	1 836 920 ¹	–
Dompage à un véhicule de l'État (691 cas).....								
	2016-2017	1 542 328	–	1 542 328	56 329	30 038	1 455 961 ¹	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (33 cas).....								
	2016-2017	75 691	–	75 691	27 751	–	47 940 ¹	–
Vol de pièces à conviction (1 cas).....								
	2013-2014	116 231	322	116 553	300	1 800	541	113 912
Service correctionnel du Canada								
Dompage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (55 cas).....								
	2015-2016	94 053	–	94 053	18 136	–	67 467	8 450
Dompage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (50 cas).....								
	2016-2017	211 766	103 ¹	211 869	15 238	22 567	150 664 ¹	23 400
Dompage à la suite d'un incendie intentionnel (11 cas).....								
	2015-2016	393 095	–	393 095	–	–	391 794	1 301

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Domage à la vitrine (9 cas)	2015-2016	4 300	–	4 300	148	–	3 687	465
Domage à la vitrine (233 cas)	2015-2016	12 609	–	12 609	100	–	12 009	500
Perte d'actifs en inventaire (90 cas)	2016-2017	233,186	–	233,186	–	–	233,036	150
Vandalisme à un bien et à l'équipement (418 cas)	2015-2016	48 994	–	48 994	1 217	–	45 249	2 528
Vandalisme à un bien et à l'équipement (372 cas)	2016-2017	94 221	–	94 221	1 976	–	82 763	9 482
Vol d'ordinateur portable (372 cas)	2016-2017	3 100	2 ¹	3 102	–	–	3 102 ¹	–
Services publics et Approvisionnement								
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux								
Domage à un édifice (6 cas)	2016-2017	33 859	(2 679) ¹	31 180	21 884	–	5 541 ¹	3 755
Emploi non autorisé de carte d'achat (3 cas)	2014-2015	5 669	(312)	5 357	2 386	–	9	2 962
Emploi non autorisé de carte de voyage (4 cas)	2015-2016	8 697	–	8 697	7 244	21	–	1 432
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas)	2016-2017	4 037	–	4 037	–	4 037	–	–
Erreur administrative sur dépôt direct (1 cas)	2015-2016	9 053	–	9 053	8 698	355	–	–
Fraude - Caisse de retraite de la fonction publique	2006-2007	1 185 000	(912 069)	272 931	85 566	1 400	129 767	56 198
Fraude - Caisse de retraite de la fonction publique	2007-2008	87 464	(49 031)	38 433	1 870	–	–	36 563
Fraude - Caisse de retraite de la fonction publique	2008-2009	58 187	74 834	133 021	6 053	–	109 830	17 138
Fraude - Caisse de retraite de la fonction publique	2011-2012	71 131	–	71 131	11 355	–	2 000	57 776
Fraude - Employé de la paye	2006-2007	250 000	–	250 000	83 281	7 958	–	158 761
Malfaisance par un employé	2007-2008	2 775 542	–	2 775 542	965 529	12 715	1 478 486 ¹	318 812
Perte de fonds attribuable à un acte illégal	2004-2005	3 452 066	–	3 452 066	478 848	11 446	2 948 744	13 028
Programme des commandites (2 cas)	2007-2008	2 568 561	–	2 568 561	1 248 512	–	–	1 320 049
Programme des commandites	2008-2009	2 140 000	–	2 140 000	122 808 ¹	15 000	2 002 192 ¹	–
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique	2007-2008	2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977	–	98 160	17 882
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique	2009-2010	211 459	–	211 459	111 442	3 172	52 245	44 600
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique	2010-2011	145 480	–	145 480	82 758	750	14 623	47 349
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique	2012-2013	174 014	–	174 014	94 425	9 941	–	69 648
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique	2013-2014	497 792	–	497 792	181 150	25 662	5 398 ¹	285 582
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique	2014-2015	124 567	–	124 567	114 794	7	9 766	–
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique (9 cas)	2015-2016	169 594	–	169 594	7 717	2 285	121 882	37 710
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique (11 cas)	2016-2017	21 214	(3 375) ¹	17 839	5 246 ¹	10 107	–	2 486
Utilisation frauduleuse de coupons de taxi (2 cas)	2009-2010	21 156	–	21 156	530	240	1 156	19 230
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat	2009-2010	4 087	–	4 087	2 099	–	–	1 988
Receveur général - Direction du contrôle du remboursement des chèques								
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada - Paiements électroniques mal dirigés (11 220 cas)								
	2016-2017	27 023 363	424 318 ¹	27 447 681	24 646 128 ¹	846 368	1 955 185 ¹	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Instituts de recherche en santé du Canada								
Demande de subvention falsifiée (1 cas).....	2013-2014	88 750	–	88 750	3 750	85 000	–	–
Perte d'un BlackBerry (2 cas)	2016-2017	349	–	349	–	–	349 ¹	–
Perte d'une clé USB cryptée (2 cas)	2016-2017	64	–	64	–	–	64 ¹	–
Services aux Autochtones²								
Ministère des Services aux Autochtones Canada								
Demande de contributions falsifiées								
(1 cas)	2012-2013	84 017	(15 596)	68 421	–	–	–	68 421
Demande de prestations frauduleuses								
(2 cas)	2007-2008	149 674	(438)	149 236	29 750	–	32 072	87 414
Demandes de contributions faussées ou falsifiées (2 cas)								
	2009-2010	3 699 000	(97 107)	3 601 893	764 447	97 110	–	2 740 336
Demandes de contributions faussées ou falsifiées (1 cas)								
	2010-2011	260 827	–	260 827	170 000	24 000	–	66 827
Demandes de subventions et de contributions falsifiées (1 cas)								
	2016-2017	1 200 000	–	1 200 000	–	–	543 843	656 157
Demandes non supportées – Fournisseur de services de santé non assurés (1 cas)								
	2016-2017	7 623 092	–	7 623 092	–	–	–	7 623 092
Détournement de fonds gouvernementaux								
(1 cas)	2016-2017	779 825	–	779 825	–	–	–	779 825
Réclamation frauduleuse dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec (1 cas)								
	2005-2006	60 000	–	60 000	–	–	9 000	51 000
Trop-payé – Fournisseur de services de santé aux non assurés (2 cas)								
	2009-2010	6 805 708	(5 764 849)	1 040 859	5 000	–	341 020	694 839
Trop-payé – Fournisseur de services de santé aux non assurés (1 cas)								
	2013-2014	218 885	–	218 885	–	75 000	143 885	–
Trop-payé – Fournisseur de services de santé aux non assurés (1 cas)								
	2015-2016	360 255	–	360 255	–	–	–	360 255
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État (1 cas)								
	2009-2010	19 222	–	19 222	7 886	2 469	–	8 867
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement et salaire non gagné (1 cas)								
	2013-2014	141 423	–	141 423	22 365	–	–	119 058
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement (1 cas)								
	2015-2016	11 963	–	11 963	–	–	–	11 963
Sécurité publique et Protection civile								
Agence des services frontaliers du Canada								
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>								
Non déclaration/Contrebande	2013-2014	5 163 486	–	5 163 486	5 000	–	5 158 486 ¹	–
Autres infractions	2013-2014	27 266	–	27 266	17 623	–	–	9 643
Gendarmerie royale du Canada								
Dommage à un véhicule de l'État (18 cas)								
	2015-2016	92 111	–	92 111	26 878	–	65 233 ¹	–
Dommage à un véhicule de l'État (848 cas)								
	2015-2016	2 158 520	334 428	2 492 948	637 700	18 328	1 836 920 ¹	–
Dommage à un véhicule de l'État (691 cas)								
	2016-2017	1 542 328	–	1 542 328	56 329	30 038	1 455 961 ¹	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (33 cas)								
	2016-2017	75 691	–	75 691	27 751	–	47 940 ¹	–
Vol de pièces à conviction (1 cas)								
	2013-2014	116 231	322	116 553	300	1 800	541	113 912
Service correctionnel du Canada								
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (55 cas)								
	2015-2016	94 053	–	94 053	18 136	–	67 467	8 450
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (50 cas)								
	2016-2017	211 766	103 ¹	211 869	15 238	22 567	150 664 ¹	23 400
Dommage à la suite d'un incendie intentionnel (11 cas)								
	2015-2016	393 095	–	393 095	–	–	391 794	1 301

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2017-2018	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Transports								
Ministère des Transports								
Destruction d'un édifice par un incendie (2 cas)	2014-2015	120 504	–	120 504	33 046	2 450	85 008	–
Dompage à un terrain causé par un déchargement illégal de déchets dangereux (1 cas).....	2016-2017	951 711	(540 946) ¹	410 765	–	–	410 765	–
Dompage à un véhicule de l'État (27 cas).....	2016-2017	107 485	–	107 485	30 956	7 106	69 423	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (7 cas).	2015-2016	16 504	–	16 504	4 709	999	9 309 ¹	1 487
Réclamation de déplacement falsifiée (7 cas)....	2009-2010	7 939	–	7 939	3 812	–	–	4 127
Total.....		1 345 306 013	(65 428 232)	1 279 877 781	676 350 486	69 897 696	237 000 843	296 628 756

¹ Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

² Certaines pertes ont été transférées du ministère de la Santé et du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère des Services aux Autochtones Canada à cause d'une réorganisation

Section 3

Comptes publics du Canada
2017-2018

Services professionnels et spéciaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux.....	168

Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Services professionnels et spéciaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Affaires autochtones et du Nord						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	9 858 545	–	100 034 847	490 846	29 107 112	3 565 752
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	100 965	–	–	1 260	132 880	47 048
	9 959 510	–	100 034 847	492 106	29 239 992	3 612 800
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	38 068 342	–	6 375 938	252 703	29 672 958	3 925 126
Commission mixte internationale (section canadienne).....	147 280	–	400	–	37 903	123 187
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	5 588 461	–	–	–	–	–
Investir au Canada	133 839	–	–	–	144 760	9 149
	43 937 922	–	6 376 338	252 703	29 855 621	4 057 462
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	13 955 523	–	7 061 568	92 002	39 550 636	3 437 690
Commission canadienne des grains	817 316	–	–	10 339	328 852	305 379
	14 772 839	–	7 061 568	102 341	39 879 488	3 743 069
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants.....	45 966 580	–	–	394 405 368	2 156 670	1 745 634
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	196 848	–	–	–	–	97 480
	46 163 428	–	–	394 405 368	2 156 670	1 843 114
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	265 449	–	–	26 890	547 915	401 155
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	1 136 131	–	–	140 834	28 105 517	2 740 603
Commissariat à l'intégrité du secteur public	328 779	–	–	2 435	255 491	40 394
Commissariat au lobbying	342 818	–	–	2 695	414 648	38 076
École de la fonction publique du Canada.....	680 206	–	–	40 860	7 576 165	824 500
	2 487 934	–	–	186 824	36 351 821	3 643 573

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2018/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé;
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 \$.

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
63 251 114	24 110 122	2 184 139	13 984 691	740 274	1 162 492	3 239 784	18 457 999	270 187 717
83 437	42 636	15 849	478 003	69 361	14 735	70 734	101 547	1 158 455
63 334 551	24 152 758	2 199 988	14 462 694	809 635	1 177 227	3 310 518	18 559 546	271 346 172
21 083 378	30 077 002	69 710 064	4 447 339	15 937 563	21 039 979	18 580 941	13 510 133	272 681 466
–	–	23 333	1 199 313	25 274	–	42 052	162 355	1 761 097
–	–	–	–	–	–	–	–	5 588 461
–	138 903	3 600	–	2 138	45 833	50	4 879	483 151
21 083 378	30 215 905	69 736 997	5 646 652	15 964 975	21 085 812	18 623 043	13 677 367	280 514 175
3 221 988	3 074 590	3 644 239	9 958 868	898 608	80 886	4 099 870	17 648 765	106 725 233
323 494	399 562	9 533	89 154	133 776	1 314	494 785	179 839	3 093 343
3 545 482	3 474 152	3 653 772	10 048 022	1 032 384	82 200	4 594 655	17 828 604	109 818 576
1 647 631	162 302	1 178 919	–	493 306	585 311	1 056 548	5 564 312	454 962 581
–	–	53 122	–	13 546	–	81 616	16 311	458 923
1 647 631	162 302	1 232 041	–	506 852	585 311	1 138 164	5 580 623	455 421 504
–	17 779	–	–	17 483	342 426	74 752	273 430	1 967 279
4 991 615	17 022 127	1 172 065	4 140 741	738 947	552 207	5 718 063	52 921 858	119 380 708
108 972	78 596	3 654	–	12 558	–	24 061	89 754	944 694
270 060	158 909	3 305	–	10 161	107 304	23 140	46 036	1 417 152
70 229	353 546	282 729	–	201 463	54 762	1 679 684	422 160	12 186 304
5 440 876	17 613 178	1 461 753	4 140 741	963 129	714 273	7 444 948	53 479 808	133 928 858

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	975 853	–	–	–	31 100 569	2 889 697
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	343 373	–	3 250	18 051	91 412	262 209
Bureau du directeur général des élections	1 768 193	–	–	110 281	26 754 711	900 850
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	28 014	–	–	–	220 518	26 329
Commissariat aux langues officielles	237 393	–	89 140	7 788	220 875	362 624
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	165 954	–	–	–	21 804	428 900
	3 518 780	–	92 390	136 120	58 409 889	4 870 609
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	387 356 814	–	2 342 837 578	197 962 391	130 832 124	21 658 757
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	85 350	–	–	715	25 656	22 664
Comité externe d'examen des griefs militaires	117 720	–	–	2 988	94 732	131 754
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	89 201	–	–	615	1 693	60 941
	387 649 085	–	2 342 837 578	197 966 709	130 954 205	21 874 116
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	18 985 131	–	52 781 269	159 639	9 730 031	7 493 267
Agence canadienne d'évaluation environnementale ...	685 383	–	–	–	390 338	538 677
Agence Parcs Canada	3 904 924	–	132 412 749	117 968	7 118 633	6 927 209
	23 575 438	–	185 194 018	277 607	17 239 002	14 959 153
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social ...	390 227 841	–	–	8 218 073	195 737 511	7 654 420
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail ...	472 932	–	–	–	–	100 913
	390 700 773	–	–	8 218 073	195 737 511	7 755 333
Finances						
Ministère des Finances	1 896 958	–	–	50 160	1 912 209	574 529
Agence de la consommation en matière financière du Canada	670 139	–	–	270	404 540	227 420
Bureau du surintendant des institutions financières ...	26 660	–	–	420	7 255 322	311 155
Bureau du vérificateur général	2 381 026	–	–	45 813	344 621	610 135
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	72 609	–	–	5 366	1 497 112	393 276
	5 047 392	–	–	102 029	11 413 804	2 116 515
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	272 960 637	–	7 132	122 713 465	52 720 231	4 544 733
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	2 790 627	–	–	34 064	1 958 052	8 176 316
	275 751 264	–	7 132	122 747 529	54 678 283	12 721 049
Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada	1 106 603	–	28 816 881	32 656	8 688 762	1 006 340

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
1 234 310	787 385	1 796 869	205 725	603 409	244 125	1 381 932	3 288 324	44 508 198
123 345	282 764	74 366	15 766	29 195	44 379	252 561	14 279	1 554 950
68 330	3 442 755	318 599	109 912	240 331	1 033 707	901 177	421 208	36 070 054
–	59 728	14 020	–	6 539	–	93 634	166 431	615 213
21 517	641 814	48 147	233 992	57 928	73 056	248 808	155 823	2 398 905
–	–	29 102	9 940	3 154	–	7 901	186 680	853 435
1 447 502	5 214 446	2 281 103	575 335	940 556	1 395 267	2 886 013	4 232 745	86 000 755
15 634 468	30 156 354	92 503 172	14 539 319	5 481 000	35 393 387	138 769 734	542 377 891	3 955 502 989
21 178	91 736	1 146	–	14 846	–	1 343	21 889	286 523
15 133	88 491	14 727	–	11 204	–	30 891	–	507 640
32 537	6 265	2 584	–	24 517	–	44 611	473 297	736 261
15 703 316	30 342 846	92 521 629	14 539 319	5 531 567	35 393 387	138 846 579	542 873 077	3 957 033 413
11 419 346	7 810 599	3 598 503	28 776 328	1 726 371	2 366 970	6 310 939	7 222 289	158 380 682
2 795 161	677 322	1 093	17 699	54 583	–	148 216	36 676	5 345 148
4 379 079	686 755	4 902 049	6 706 738	1 096 370	802 507	2 786 832	48 109 720	219 951 533
18 593 586	9 174 676	8 501 645	35 500 765	2 877 324	3 169 477	9 245 987	55 368 685	383 677 363
11 406 322	13 922 303	7 451 660	2 773 776	1 596 850	801 095	10 991 780	2 630 971	653 412 602
–	–	8 617	–	63 692	–	51 405	697 526	1 395 085
11 406 322	13 922 303	7 460 277	2 773 776	1 660 542	801 095	11 043 185	3 328 497	654 807 687
3 714 474	293 546	575 094	9 362	931 403	221 295	648 902	1 139 252	11 967 184
465 260	–	2 609	–	202 231	42 317	201 455	1 504 384	3 720 625
1 110 007	–	200 948	–	787 937	306 508	1 538 420	3 176 128	14 713 505
8 545	76 764	167 772	–	954 676	14 015	870 851	157 565	5 631 783
793 917	–	340 045	–	201 526	8 775	614 443	278 409	4 205 478
6 092 203	370 310	1 286 468	9 362	3 077 773	592 910	3 874 071	6 255 738	40 238 575
9 523 550	5 748 728	4 260 373	510 471	623 973	3 617 670	3 135 353	3 238 664	483 604 980
111 493	230 123	1 179 136	–	240 540	24 829	526 850	552 350	15 824 380
9 635 043	5 978 851	5 439 509	510 471	864 513	3 642 499	3 662 203	3 791 014	499 429 360
2 683 606	3 987 568	1 345 615	1 995 582	193 373	183 343	557 667	586 900	51 184 896

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie	21 856 608	–	587 719	338 853	63 803 294	4 798 721
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	35 340	–	–	–	138 670	2 620
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	865 702	–	86 090	–	401 841	390 199
Agence de promotion économique du Canada atlantique	357 362	–	41 731	6 308	952 980	281 786
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	1 454 320	–	–	18 414	1 687 777	169 247
Agence spatiale canadienne	3 940 713	–	57 866 795	92 894	1 079 680	700 698
Commission du droit d'auteur.....	255 512	–	–	571	–	34 837
Conseil de recherches en sciences humaines	170 775	–	–	4 512	1 079 931	224 940
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	228 054	–	–	8 908	1 769 562	224 576
Conseil national de recherches du Canada.....	10 227 876	–	20 437 242	325 858	12 246 138	806 117
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	434 231	–	–	–	293 099	99 235
Statistique Canada	3 315 684	–	–	308 898	12 896 975	1 470 037
	43 142 177	–	79 019 577	1 105 216	96 349 947	9 203 013
Justice						
Ministère de la Justice	2 301 386	–	–	373 323	10 025 673	3 039 223
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	321 788	–	–	1 125	572 284	165 231
Bureau du directeur des poursuites pénales	1 161 812	–	–	92 878	331 653	693 063
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	644 752	–	–	32 548	798 253	320 008
Commission canadienne des droits de la personne	33 781	–	–	11 082	420 934	73 254
Registraire de la Cour suprême du Canada	261 458	–	797	–	150 105	315 625
Service administratif des tribunaux judiciaires	1 473 262	–	311 495	10 441	738 970	3 005 549
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	356 629	–	–	45 427	2 266 440	1 529 975
	6 554 868	–	312 292	566 824	15 304 312	9 141 928
Parlement						
Chambre des communes	1 639 817	–	–	305 080	14 697 036	476 141
Bibliothèque du Parlement	52 696	–	–	6 080	1 555 064	10 865
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	45 241	–	–	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	144 845	–	–	–	36 897	–
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	18 780	–	–	–	441 113	–
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	–	–	–	–	–	3 793
Sénat	426 576	–	–	56 590	167 824	17 934
Service de protection parlementaire.....	1 373 244	–	–	83 178	908 092	–
	3 701 199	–	–	450 928	17 806 026	508 733
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	2 699 630	–	129 209	41 282	5 251 913	2 346 513
Bibliothèque et Archives du Canada.....	2 220 986	–	–	34 175	2 705 601	679 224
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	452 945	–	–	1 710	105 122	209 109
Commission des champs de bataille nationaux	40 290	–	36 258	–	13 542	10 550
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	85 011	–	–	–	1 411 440	759 058
Office national du film	51 837	–	10 046 421	–	1 334 195	173 803
	5 550 699	–	10 211 888	77 167	10 821 813	4 178 257

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
14 738 441	10 747 285	2 656 824	6 460 711	1 277 605	2 065 910	5 385 414	3 255 618	137 973 003
264 229	–	–	22 100	79 779	22 464	58 837	1 403 687	2 027 726
800 310	74 069	145 691	–	121 203	49 042	270 363	2 112 836	5 317 346
840 574	290 623	93 034	–	203 045	45 216	512 227	782 171	4 407 057
47 494	106 813	570	41 496	75 179	–	237 654	80 845	3 919 809
537 204	1 147 330	1 982 763	35 211 322	184 295	752 420	704 298	6 285 049	110 485 461
9 054	92 975	–	–	21 187	155 169	7 564	98 732	675 601
161 173	128 114	34 610	–	328 673	57 723	231 614	242 274	2 664 339
13 951	188 576	58 815	–	490 791	189 594	271 181	272 198	3 716 206
3 551 353	2 797 784	3 563 876	13 412 453	2 002 616	1 985 486	3 930 413	–	75 287 212
233 404	415 534	6 679	–	83 090	43 359	370 814	3 461 091	5 440 536
460 997	35 885	2 156 474	470 000	682 741	233 916	2 877 397	7 842 624	32 751 628
21 658 184	16 024 988	10 699 336	55 618 082	5 550 204	5 600 299	14 857 776	25 837 125	384 665 924
1 730 908	563 266	2 441 522	545 185	5 346 524	113 647	3 144 648	8 138 102	37 763 407
2 522 668	370 951	10 627	–	9 568 154	134 993	698 499	272 376	14 638 696
44 586 748	42 250	722 357	–	1 269 874	97 853	319 843	3 152 628	52 470 959
378 507	323 102	82 453	–	102 043	1 521 240	461 841	648 857	5 313 604
31 716	74 875	–	5 775	78 430	69 105	183 935	730 904	1 713 791
156	6 000	1 023 835	20 926	279 422	6 184	121 553	241 738	2 427 799
203 024	92 576	3 434 983	–	119 916	94 991	262 992	359 950	10 108 149
315 619	698 786	191 623	–	240 617	48 334	657 890	806 201	7 157 541
49 769 346	2 171 806	7 907 400	571 886	17 004 980	2 086 347	5 851 201	14 350 756	131 593 946
788 994	1 407 125	160 052	1 149 452	3 982 798	936 094	2 331 885	162 657	28 037 131
76 552	435 273	40 616	–	270 456	255 371	333 281	22 292	3 058 546
48 118	85 840	–	–	5 836	–	1 512	516	187 063
4 851	33 605	–	–	3 984	–	18 513	–	242 695
6 713	4 400	51 267	–	20 423	–	32 064	49 062	623 822
–	18 325	–	–	2 135	–	–	–	24 253
319 242	1 637 765	–	619 588	587 687	41 109	534 919	60 439	4 469 673
101 165	205 600	21 602 271	–	42 879	–	69 448	27 037	24 412 914
1 345 635	3 827 933	21 854 206	1 769 040	4 916 198	1 232 574	3 321 622	322 003	61 056 097
1 949 895	748 803	2 330 345	1 457 296	757 950	19 333	1 835 008	11 183 319	30 750 496
577 964	57 330	1 763 365	–	274 676	102 666	571 845	4 192 470	13 180 302
190 017	124 417	7 011	2 818 180	66 051	179 989	148 072	619 555	4 922 178
39 711	–	478 926	–	18 155	33 497	10 318	178 394	859 641
19 511	604 763	151 679	117 204	369 061	47 519	630 096	14 357	4 209 699
133 984	1 120 742	125 190	224 363	202 928	–	289 179	1 752 210	15 454 852
2 911 082	2 656 055	4 856 516	4 617 043	1 688 821	383 004	3 484 518	17 940 305	69 377 168

Services professionnels et spéciaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans	123 497 173	–	317 420 873	743 320	16 399 291	5 682 724
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	38 156 758	–	5 402 218	398 741	12 069 684	2 519 196
Administration du pipe-line du Nord	125 441	–	–	–	19 970	709
Commission canadienne de sûreté nucléaire	575 733	–	154 775	30 270	8 494 047	1 698 882
Office national de l'énergie	752 882	–	319 485	–	4 865 182	300 815
	39 610 814	–	5 876 478	429 011	25 448 883	4 519 602
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	170 749 034	–	13 225	1 925 720	118 386 946	2 878 204
Santé						
Ministère de la Santé	13 323 844	–	515 676	236 955 408	28 371 154	5 600 382
Agence canadienne d'inspection des aliments	6 535 684	–	1 477 950	1 005 914	22 821 837	2 820 581
Agence de la santé publique du Canada	5 411 786	–	332 681	1 034 479	18 145 226	2 285 304
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	9 086	–	–	310	79 698	60 850
Instituts de recherche en santé du Canada	99 199	–	–	11 125	1 901 678	237 186
	25 379 599	–	2 326 307	239 007 236	71 319 593	11 004 303
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	2 567 130	–	–	10 845	2 796 098	2 079 727
Agence des services frontaliers du Canada	43 654 605	–	234 700	35 828 938	121 425 751	6 135 915
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	3 903	–	–	420	69 680	61 479
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	41 099	–	–	–	1 185	153 155
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	43 818	–	–	2 220	168 059	49 427
Commission des libérations conditionnelles du Canada	350 090	–	–	37 882	291 581	390 481
Gendarmerie royale du Canada	102 560 549	–	25 675 761	86 339 897	64 726 681	–
Service correctionnel du Canada	19 227 249	–	2 790 013	165 623 305	16 696 867	4 382 370
	168 448 443	–	28 700 474	287 843 507	206 175 902	13 252 554
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones Canada	1 451 686	–	679 520	171 440 729	3 776 356	566 106
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	348 811 678	524 750 355	358 241 191	606 941	84 664 114	42 110 935
Commission de la fonction publique	577 141	–	–	77 462	3 780 762	306 764
Services partagés Canada	11 118 000	–	22 299 637	170 869	158 200 272	2 150 690
	360 506 819	524 750 355	380 540 828	855 272	246 645 148	44 568 389
Transports						
Ministère des Transports	25 126 773	–	48 258 447	912 257	17 451 419	3 659 313
Office des transports du Canada	42 366	–	–	8 505	161 683	170 384
	25 169 139	–	48 258 447	920 762	17 613 102	3 829 697
Total.....	2 178 698 067	524 750 355	3 543 780 661	1 430 312 647	1 461 200 282	191 937 798

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
16 558 587	17 633 637	8 025 953	37 564 640	1 919 831	2 249 521	11 391 008	10 362 048	569 448 606
7 313 879	5 952 420	3 728 964	17 798 483	1 484 056	2 017 125	4 208 465	1 314 749	102 364 738
10 155	14 694	–	–	–	–	–	10 000	180 969
493 994	571 477	578 958	1 016 911	340 378	396 487	1 986 315	774 848	17 113 075
487 544	1 030 382	383 254	664 135	334 308	275 702	983 835	2 638 926	13 036 450
8 305 572	7 568 973	4 691 176	19 479 529	2 158 742	2 689 314	7 178 615	4 738 523	132 695 232
67 217 311	776 645	6 247 176	458 749	6 569 941	328 560	11 223 626	5 543 970	392 319 107
21 465 019	12 860 886	3 185 981	14 050 632	1 311 423	7 447 428	6 218 604	12 293 205	363 599 642
7 673 484	383 263	1 376 259	16 658 783	1 943 810	390 581	2 084 649	10 743 858	75 916 653
1 414 178	1 819 383	49 273	17 590 646	688 462	2 187 549	2 516 559	29 280 252	82 755 778
754 814	28 637	–	384 651	27 011	14 985	71 466	66 294	1 497 802
1 502	160 844	361 441	6 506	701 495	256 088	447 176	790 874	4 975 114
31 308 997	15 253 013	4 972 954	48 691 218	4 672 201	10 296 631	11 338 454	53 174 483	528 744 989
2 847 646	1 265 443	1 829 651	59 965	566 744	344 294	1 477 653	832 912	16 678 108
19 971 410	969 829	24 570 271	4 584 584	310 697	1 013 794	3 973 427	15 129 297	277 803 218
–	115 950	3 717	–	20 939	–	10 156	5 000	291 244
–	384	–	–	13 864	25 375	13 705	–	248 767
64 190	–	5 950	44 217	21 936	64 728	71 609	465 796	1 001 950
796 917	11 911	4 128	–	29 088	–	268 021	150 722	2 330 821
25 178 938	2 997 070	138 318 035	1 310 400	1 536 657	10 622 409	16 468 893	3 464 456	479 199 746
18 401 828	3 770 470	12 977 093	548 124	865 009	1 318 211	40 913 812	63 570 007	351 084 358
67 260 929	9 131 057	177 708 845	6 547 290	3 364 934	13 388 811	63 197 276	83 618 190	1 128 638 212
7 690 938	2 555 999	296 820	42 380	403 614	217 918	1 546 622	3 545 516	194 214 204
22 100 932	128 255 031	38 422 009	44 997 879	2 392 099	5 233 755	9 808 904	369 113 998	1 979 509 821
1 210 522	752 481	299 288	–	92 896	66 661	603 347	1 984 018	9 751 342
856 408	63 278 735	4 716 699	195 872	232 835	1 555 633	8 000 676	1 816 307	274 592 633
24 167 862	192 286 247	43 437 996	45 193 751	2 717 830	6 856 049	18 412 927	372 914 323	2 263 853 796
15 277 002	18 337 047	3 808 943	13 213 963	1 772 683	2 455 282	6 902 660	10 449 834	167 625 623
19 462	145 040	–	–	65 328	56 260	232 750	115 341	1 017 119
15 296 464	18 482 087	3 808 943	13 213 963	1 838 011	2 511 542	7 135 410	10 565 175	168 642 742
474 104 403	432 995 514	491 628 118	323 970 290	87 245 413	117 005 797	364 240 840	1 328 748 451	12 950 618 636

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

Comptes publics du Canada
2017-2018

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	178

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2018/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 \$ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 \$) et le nombre total d'entrepreneurs.

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Affaires autochtones et du Nord					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	995 000	–	18 930 302	–	19 925 302
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	444 164	41 412 032	22 219 829	64 076 025
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	3 487 700	28 737 339	–	32 225 039
Conseil du Trésor					
École de la fonction publique du Canada	–	–	1 215 278	–	1 215 278
Conseil privé					
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	33 000	–	33 000
Bureau du directeur général des élections	–	6 405	–	–	6 405
	–	6 405	33 000	–	39 405
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale	–	171 253 741	256 177 933	64 428 517	491 860 191
Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	9 048 553	–	9 048 553
Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	653 904	–	653 904
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	79 083	–	79 083
	–	171 253 741	265 959 473	64 428 517	501 641 731
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement	–	203 936	776 555	–	980 491
Agence Parcs Canada	1 979 092	366 604 999	45 307 263	8 035 606	421 926 960
	1 979 092	366 808 935	46 083 818	8 035 606	422 907 451

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Finances					
Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	938 307	–	938 307
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	656 054	545 870 000	–	–	546 526 054
Innovation, Sciences et Développement économique					
Agence spatiale canadienne	–	4 342 158	–	–	4 342 158
Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	18 425	–	18 425
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	4 340	–	4 340
Conseil national de recherches du Canada	–	7 063	44 494 806	–	44 501 869
Statistique Canada	–	–	2 235 650	–	2 235 650
	–	4 349 221	46 753 221	–	51 102 442
Justice					
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	59 280	–	59 280
Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	181 670	–	181 670
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	2 858 662	–	2 858 662
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	1 481 597	–	1 481 597
	–	–	4 581 209	–	4 581 209
Patrimoine canadien					
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	6 050 926	–	6 050 926
Commission des champs de bataille nationaux	–	26 067	43 810	–	69 877
	–	26 067	6 094 736	–	6 120 803
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans	653 097	194 037 759	32 133 931	1 190 352	228 015 139
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles.....	–	5 236 847	32 674 057	–	37 910 904
Office national de l'énergie	–	–	299 039	–	299 039
	–	5 236 847	32 973 096	–	38 209 943
Santé					
Ministère de la Santé	–	18 110	4 292 996	–	4 311 106
Agence de la santé publique du Canada.....	–	12 658	454 415	–	467 073
	–	30 768	4 747 411	–	4 778 179
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada	–	578 968	57 482 374	–	58 061 342
Gendarmerie royale du Canada.....	114 574	3 735 645	81 881 639	1 052 596	86 784 454
Service correctionnel du Canada.....	–	6 979 754	110 517 204	–	117 496 958
	114 574	11 294 367	249 881 217	1 052 596	262 342 754

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	6 450 812	183 706 872	297 095 146	549 383	487 802 213
Services partagés Canada.....	–	–	19 438 829	–	19 438 829
	6 450 812	183 706 872	316 533 975	549 383	507 241 042
Transports					
Ministère des Transports.....	–	90 879 657	14 820 201	142 332	105 842 190
Total.....	10 848 629	1 577 432 503	1 111 828 546	97 618 615	2 797 728 293

Section 5

Comptes publics du Canada
2017-2018

Acquisition de machinerie et matériel

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de machinerie et matériel	182

Acquisition de machinerie et matériel

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de machinerie et matériel, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

Acquisition de machinerie et matériel

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Affaires autochtones et du Nord			
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	199 257	–	564 759
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	1 299	–	–
	200 556	–	564 759
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 649 701	–	14 433 481
Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	4 019
Investir au Canada	–	–	48 301
	3 649 701	–	14 485 801
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 998 704	–	584 398
Commission canadienne des grains	22 981	–	153 626
	4 021 685	–	738 024
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants	3 244	–	8 275
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	–	–
	3 244	–	8 275
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	5 518	–	278 580
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	1 396 709
Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	–
Commissariat au lobbying	–	–	17 208
École de la fonction publique du Canada	–	–	240 372
	–	–	1 654 289
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	32 253	–	302 278
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	3 217	–	42 472
Bureau du directeur général des élections	–	–	69 015
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	–	–	305 320
Commissariat aux langues officielles	30 576	–	46 065
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	140 756
	66 046	–	905 906

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie ³	Total
2 627 496	1 350 637	2 050 606	–	109 139	786 465	7 688 359
37 042	–	1 461	–	8 273	376	48 451
2 664 538	1 350 637	2 052 067	–	117 412	786 841	7 736 810
15 823 924	8 774 868	20 002 725	–	1 658 546	7 199 248	71 542 493
276 234	–	27 873	–	3 467	–	311 593
78 466	–	34 149	–	–	–	160 916
16 178 624	8 774 868	20 064 747	–	1 662 013	7 199 248	72 015 002
8 763 532	23 188 247	1 134 517	296 212	82 096	7 311 262	45 358 968
408 617	3 718 746	198 473	–	66 529	190 379	4 759 351
9 172 149	26 906 993	1 332 990	296 212	148 625	7 501 641	50 118 319
1 263 751	–	300 598	–	188 757	14 521	1 779 146
168 115	–	26 323	–	48 096	–	242 534
1 431 866	–	326 921	–	236 853	14 521	2 021 680
303 702	1 170	19 100	–	4 941	1 447	614 458
4 696 541	–	471 329	–	80 293	21 251	6 666 123
45 708	–	14 856	–	–	–	60 564
229 147	–	2 153	–	4 007	–	252 515
165 350	–	605 812	–	93 363	23 251	1 128 148
5 136 746	–	1 094 150	–	177 663	44 502	8 107 350
4 357 672	1 456 027	1 288 283	–	61 743	17 213	7 515 469
502 031	16 258	29 448	–	13 012	55 835	662 273
2 304 507	–	152 626	–	68 992	64 762	2 659 902
195 235	5 817	545	–	5 395	972 780	1 485 092
110 349	–	131 939	–	12 422	3 778	335 129
40 649	–	11 581	–	1 996	–	194 982
7 510 443	1 478 102	1 614 422	–	163 560	1 114 368	12 852 847

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale.....	961 420 644	785 943 953	271 165 603
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.....	–	–	597
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	–	–	29 149
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	–	–	20 934
	961 420 644	785 943 953	271 216 283
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement.....	3 532 056	20 992	2 029 838
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	–	–	68 785
Agence Parcs Canada.....	12 915 801	–	1 398 582
	16 447 857	20 992	3 497 205
Famille, Enfants et Développement social			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	230 871	–	6 711 674
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	–	–	–
	230 871	–	6 711 674
Finances			
Ministère des Finances.....	10	–	89 620
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	–	–	14 062
Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	223 473
Bureau du vérificateur général.....	25 061	–	44 658
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	33 891
	25 071	–	405 704
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	68 723	–	1 444 834
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	66 814
	68 723	–	1 511 648
Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	43 243	–	89 503
Innovation, Sciences et Développement économique			
Ministère de l'Industrie.....	631 158	–	5 243 152
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	–	–	5 379
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	5 813	–	510 036
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	110 128	–	24 486
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	28 774
Agence spatiale canadienne.....	62 955	–	678 004
Commission du droit d'auteur.....	–	–	1 028
Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	31 677
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	–	46 544
Conseil national de recherches du Canada.....	1 236 236	–	296 565
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	–	418 578
Statistique Canada.....	–	–	1 146 781
	2 046 290	–	8 431 004

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie ³	Total
253 180 642	176 930 955	26 532 987	5 462 890	3 558 514	400 259 741	2 884 455 929
1 425	–	16 429	–	–	–	18 451
303 383	–	46 628	–	–	1 216	380 376
63 610	–	1 590	–	1 265	8 403	95 802
253 549 060	176 930 955	26 597 634	5 462 890	3 559 779	400 269 360	2 884 950 558
4 393 764	18 543 577	919 219	–	258 273	2 666 625	32 364 344
233 143	229	375 060	–	6 983	142	684 342
3 574 660	2 178 015	1 679 809	283 022	200 257	7 945 551	30 175 697
8 201 567	20 721 821	2 974 088	283 022	465 513	10 612 318	63 224 383
27 746 031	1 013 623	14 686 615	–	767 096	131 461	51 287 371
92 229	–	–	–	13 168	–	105 397
27 838 260	1 013 623	14 686 615	–	780 264	131 461	51 392 768
1 864 594	–	135 764	–	18 825	11 276	2 120 089
579 519	–	178 022	–	–	–	771 603
2 850 627	–	871 110	–	–	80 209	4 025 419
726 943	–	48 474	–	807	5 352	851 295
863 569	21 692	131 405	–	12 117	7 417	1 070 091
6 885 252	21 692	1 364 775	–	31 749	104 254	8 838 497
8 032 593	138 630	3 406 942	–	278 947	104 768	13 475 437
676 889	8 280	856 573	–	10 403	39 232	1 658 191
8 709 482	146 910	4 263 515	–	289 350	144 000	15 133 628
376 768	–	826 695	–	2 877	32 915	1 372 001
10 209 848	2 031 587	4 817 093	140 312	87 182	1 578 612	24 738 944
107 955	–	149 840	–	37	–	263 211
268 937	–	44 505	–	24 800	26 883	880 974
285 917	–	131 475	–	31 856	–	583 862
111 280	–	50 782	–	2 729	221	193 786
4 725 356	65 851 162	178 656	1 884	30 730	799 710	72 328 457
6 239	–	12 240	–	–	934	20 441
361 663	–	19 643	–	1 522	384	414 889
633 780	–	21 167	–	3 852	288	705 631
8 010 222	32 793 815	960 246	8 175 752	141 440	4 497 446	56 111 722
255 599	–	162 703	–	1 565	–	838 445
8 781 629	361 204	1 245 581	–	100 689	1 168 738	12 804 622
33 758 425	101 037 768	7 793 931	8 317 948	426 402	8 073 216	169 884 984

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Justice			
Ministère de la Justice	1 941	–	401 586
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	22 724
Bureau du directeur des poursuites pénales	34 628	–	77 426
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	433 788
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	40 254
Registraire de la Cour suprême du Canada	70 205	–	36 631
Service administratif des tribunaux judiciaires	158 766	–	1 385 362
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	34 578
	265 540	–	2 432 349
Parlement			
Chambre des communes	87 643	2 776	1 661 748
Bibliothèque du Parlement.....	–	–	33 926
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	–
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	16 511
Sénat	4 153	–	78 189
Service de protection parlementaire.....	29 552	156 612	91 865
	121 348	159 388	1 882 239
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien.....	18 192	–	1 517 816
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	412 570
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	37 583	–	140 884
Commission des champs de bataille nationaux.....	87 794	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	570	–	247 895
Office national du film.....	–	–	154 919
	144 139	–	2 474 084
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans	137 300 132	168 976	14 561 935
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles.....	670 763	–	146 415
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	146 967	–	85 238
Office national de l'énergie	–	–	16 741
	817 730	–	248 394
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	221 450	–	170 124
Santé			
Ministère de la Santé	1 592 030	–	527 500
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	3 378 229	–	1 713 276
Agence de la santé publique du Canada.....	82 250	–	177 542
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	22 293
Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	–	34 633
	5 052 509	–	2 475 244

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie ³	Total
2 880 595	12 057	1 275 409	–	155 371	90 614	4 817 573
244 490	–	50 961	–	2 584	–	320 759
726 033	10 696	500 978	–	13 813	21 687	1 385 261
938 441	–	274 188	–	5 283	–	1 651 700
826 997	–	133 277	–	1 361	–	1 001 889
1 213 496	189 575	234 284	–	284	153 039	1 897 514
2 463 079	4 115	1 109 228	–	60 792	1 225 557	6 406 899
2 364 202	2 187	146 759	–	64 334	20 887	2 632 947
11 657 333	218 630	3 725 084	–	303 822	1 511 784	20 114 542
10 030 580	–	1 432 663	–	353 163	2 557 405	16 125 978
1 545 751	4 094	74 697	–	29 316	30 392	1 718 176
2 252	–	811	–	–	–	3 063
142 173	–	5 394	–	–	–	147 567
321 465	–	41 613	–	18 909	–	398 498
939 292	8 438	309 786	–	87 834	220 691	1 648 383
395 848	4 726 786	24 425	–	22 215	137 689	5 584 992
13 377 361	4 739 318	1 889 389	–	511 437	2 946 177	25 626 657
1 489 400	1 025 668	724 829	–	42 689	602 076	5 420 670
1 332 910	41 018	383 434	–	15 098	321 418	2 506 448
318 851	–	263 708	–	9 122	–	770 148
30 704	6 581	–	32 095	8 662	25 976	191 812
2 904 104	–	124 835	–	35 759	–	3 313 163
1 897 154	–	76 012	–	–	1 325 104	3 453 189
7 973 123	1 073 267	1 572 818	32 095	111 330	2 274 574	15 655 430
16 605 270	25 034 843	9 847 570	976 123	534 058	26 184 545	231 213 452
8 639 088	10 109 627	3 070 389	–	700 045	1 816 686	25 153 013
3 132 605	366 597	170 281	–	–	62 195	3 963 883
1 326 362	–	19 903	–	–	6 713	1 369 719
13 098 055	10 476 224	3 260 573	–	700 045	1 885 594	30 486 615
25 764 680	–	6 929 604	–	259 583	1 665 725	35 011 166
10 133 736	34 790 718	2 168 823	1 821	668 674	5 647 175	55 530 477
2 894 720	6 109 175	447 247	–	1 522 093	759 554	16 824 294
4 598 244	5 838 599	417 120	393 870	317 526	974 370	12 799 521
238 900	–	14 512	–	–	169	275 874
699 996	–	197 994	–	4 519	2 035	939 177
18 565 596	46 738 492	3 245 696	395 691	2 512 812	7 383 303	86 369 343

Acquisition de machinerie et matériel – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Sécurité publique et Protection civile			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	81 579	–	539 335
Agence des services frontaliers du Canada	417 626	2 636 591	24 930 903
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	325	–	235
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	24 188
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	59 736	–	155 799
Gendarmerie royale du Canada.....	114 768 783	16 638 320	83 693 243
Service correctionnel du Canada.....	13 692 527	229 407	4 069 537
	129 020 576	19 504 318	113 413 240
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	1 513 725	–	263 293
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	393 131	–	10 026 123
Commission de la fonction publique.....	–	–	187 304
Services partagés Canada.....	1 293 328	–	35 141 645
	1 686 459	–	45 355 072
Transports			
Ministère des Transports.....	22 467 070	19 790	10 211 577
Office des transports du Canada	–	–	4 724
	22 467 070	19 790	10 216 301
Total.....	1 286 840 127	805 817 417	503 990 930

¹ Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 551 337 373 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 324 304 230 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 367 427 563 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 43 770 961 \$.

² Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation; etc.

³ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie ³	Total
1 849 967	–	696 094	–	123 242	–	3 290 217
18 739 721	7 620 303	2 664 432	–	86 876	2 631 231	59 727 683
22 223	–	1 345	–	396	–	24 524
9 591	–	155	–	–	–	9 746
349 821	–	31 522	–	2 239	–	407 770
332 339	–	157 517	–	7 919	4 109	717 419
43 326 645	12 437 175	8 820 919	495 667	6 037 809	11 030 077	297 248 638
16 080 028	4 313 796	5 611 372	496 106	–	20 522 265	65 015 038
80 710 335	24 371 274	17 983 356	991 773	6 258 481	34 187 682	426 441 035
1 055 191	16 002 689	715 634	4 265	128 587	177 443	19 860 827
30 729 160	2 111 030	36 912 646	2 462 725	324 845	49 098 649	132 058 309
841 473	749	130 344	–	4 391	4 636	1 168 897
443 201 414	–	844 107	658 274	40 669	816 905	481 996 342
474 772 047	2 111 779	37 887 097	3 120 999	369 905	49 920 190	615 223 548
5 964 729	188 692	2 997 980	698 525	69 915	7 390 944	50 009 222
413 626	–	104 134	–	1 075	348 447	872 006
6 378 355	188 692	3 102 114	698 525	70 990	7 739 391	50 881 228
1 051 674 228	469 339 747	175 170 585	20 579 543	19 828 051	571 906 500	4 905 147 128

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

Comptes publics du Canada
2017-2018

Paiements de transfert

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de transfert	192

Paiements de transfert

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice, par ministère et organisme, sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Paiements de transfert

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Affaires autochtones et du Nord			
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	7 737 777	712 516 226	600 305 248
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	10 000	2 021 155	755 368
	7 747 777	714 537 381	601 060 616
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	443 832	256 133 879	–
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	300 315 561	873 836 464
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants.....	3 785 179 574	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	647 449	–	–
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	338 777	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	48 209	–	–
	386 986	–	–
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé.....	110 126	–	–
Bureau du directeur général des élections.....	–	–	–
	110 126	–	–
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale.....	1 824 186	1 424 639	590 342
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement.....	187 247	1 060 690	12 738 328
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	–	–	245 500
Agence Parcs Canada.....	–	–	301 164
	187 247	1 060 690	13 284 992
Famille, Enfants et Développement social			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	53 922 346 190	32 646 708	1 582 516 376

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2018/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 \$.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
–	5 824 929 546	12 092 699	–	7 157 581 496
–	7 921 827	–	–	10 708 350
–	5 832 851 373	12 092 699	–	7 168 289 846
4 196 491 514	72 414 190	13 523 933	–	4 539 007 348
31 186 806	64 448 788	9 781	–	1 269 797 400
10 722 449	18 768 479	–	–	3 814 670 502
–	–	–	–	647 449
707 302	30 000	–	–	1 076 079
–	–	–	–	48 209
707 302	30 000	–	–	1 124 288
–	–	–	–	110 126
–	2 231 441	–	–	2 231 441
–	2 231 441	–	–	2 341 567
145 712 272	5 087 182	5 873	–	154 644 494
27 570 666	156 886 148	1 692 086	–	200 135 165
–	3 581 660	–	–	3 827 160
153 158	14 834 964	3 770 642	–	19 059 928
27 723 824	175 302 772	5 462 728	–	223 022 253
1 435 928	963 017 050	94 758 587	–	56 596 720 839

Paiement de transfert – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Finances			
Ministère des Finances	–	–	68 477 044 738
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	63 359 714	–	566 009 449
Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	2 941 953	2 226 289 214
Innovation, Sciences et Développement économique			
Ministère de l'Industrie	–	487 429 916	729 408 533
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	388 266	6 686 507	15 976 050
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	98 273 178	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	–	109 115 593	662 173
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	62 817 480	459 000
Agence spatiale canadienne	82 381	8 486 202	–
Conseil de recherches en sciences humaines	756 635 673	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 165 593 171	–	–
Conseil national de recherches du Canada.....	–	182 207 722	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	151 085	31 474 688	–
Statistique Canada.....	–	–	–
	1 922 850 576	986 491 286	746 505 756
Justice			
Ministère de la Justice	942 286	–	346 056 008
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	–
	942 286	–	346 056 008
Parlement			
Chambre des communes.....	–	–	–
Sénat	48 948	–	–
	48 948	–	–
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	35 077 077	117 628 408	272 969 985
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	–
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	–	–	–
	35 077 077	117 628 408	272 969 985
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans.....	83 289 714	405 436	1 205 000
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles	5 904 596	247 645 292	530 883 800
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	40 132	–	–
Office national de l'énergie.....	92 625	–	–
	6 037 353	247 645 292	530 883 800

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
492 810 000	183 278	–	–	68 970 038 016
14 820 312	653 038 033	7 229 902	–	1 304 457 410
–	101 199 077	1 278 275 388	–	3 608 705 632
5 633 000	633 712 062	–	–	1 856 183 511
–	11 613 497	4 888 621	–	39 552 941
–	147 698 131	20 854 475	–	266 825 784
–	153 078 621	21 114 810	–	283 971 197
–	115 742 807	41 086 407	–	220 105 694
41 766 413	10 612 954	–	–	60 947 950
–	–	–	–	756 635 673
–	–	–	–	1 165 593 171
23 182 162	88 647 042	–	–	294 036 926
–	120 150 626	34 507 071	–	186 283 470
–	100 000	–	–	100 000
70 581 575	1 281 355 740	122 451 384	–	5 130 236 317
734 523	39 440 546	83 781	–	387 257 144
–	475 745	–	–	475 745
734 523	39 916 291	83 781	–	387 732 889
1 022 560	–	–	–	1 022 560
428 814	57 000	–	–	534 762
1 451 374	57 000	–	–	1 557 322
12 863 502	792 225 000	28 517 128	–	1 259 281 100
44 075	1 482 849	–	–	1 526 924
–	20 830 000	–	–	20 830 000
12 907 577	814 537 849	28 517 128	–	1 281 638 024
159 014	43 803 264	–	–	128 862 428
2 844 119	118 439 416	–	–	905 717 223
732 279	1 831 367	–	–	2 603 778
–	2 383 933	–	–	2 476 558
3 576 398	122 654 716	–	–	910 797 559

Paiement de transfert – fin
 (en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	333 553 350	–	–
Santé			
Ministère de la Santé	–	–	109 179 347
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	7 176 596	–	–
Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	1 653 151
Instituts de recherche en santé du Canada.....	981 923 934	–	–
	989 100 530	–	110 832 498
Sécurité publique et Protection civile			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	–	–	615 546 741
Gendarmerie royale du Canada.....	223 267 365	–	14 230 000
Service correctionnel du Canada	–	–	–
	223 267 365	–	629 776 741
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	3 409 562	258 711 126	480 512 360
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	–	–	–
Transports			
Ministère des Transports	227 498	159 534 129	67 922 167
Total.....	61 380 037 340	3 079 476 488	77 527 296 506

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
-	-	-	-	333 553 350
-	1 616 042 065	-	-	1 725 221 412
-	-	-	-	7 176 596
1 956 715	213 499 694	-	-	217 109 560
-	53 481 407	-	-	1 035 405 341
1 956 715	1 883 023 166	-	-	2 984 912 909
993 945	181 503 363	7 103 860	-	805 147 909
95 269	873 031	-	-	238 465 665
-	251 510	2 007 042	-	2 258 552
1 089 214	182 627 904	9 110 902	-	1 045 872 126
-	2 795 324 789	10 026 693	-	3 547 984 530
-	-	579 548 157	(572 758 174)	6 789 983
191 156	15 353 826	33 754 921	-	276 983 697
5 014 257 953	15 067 226 208	2 194 851 857	(572 758 174)	163 690 388 178

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada
2017-2018

Frais de la dette publique

Table des matières

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	200

Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent :

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes et escomptes à l'émission de la dette non échue;
- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

Frais de la dette publique

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2018
Dette non échue			
Intérêt sur les obligations négociables¹			
À payer en monnaie canadienne			
CA135087A461 – Sept 2017.....	1,50	–	49 692 232
CA135087A610 – Juin 2023.....	1,50	14 200 000 000	213 000 000
CA135087A875 – Mars 2018.....	1,25	–	92 798 949
CA135087B378 – Sept 2018.....	1,25	7 816 551 000	112 107 108
CA135087B451 – Juin 2024.....	2,50	13 800 000 000	345 000 000
CA135087B865 – Mars 2019.....	1,75	9 346 000 000	177 880 236
CA135087B949 – Déc 2047.....	1,25	8 223 369 000	102 332 101
CA135087C855 – Sept 2019.....	1,75	16 093 000 000	291 748 891
CA135087C939 – Déc 2064.....	2,75	4 750 000 000	113 186 274
CA135087D275 – Août 2017.....	1,25	–	39 417 952
CA135087D358 – Déc 2048.....	2,75	14 900 000 000	386 674 921
CA135087D507 – Juin 2025.....	2,25	13 100 000 000	294 750 000
CA135087D929 – Mars 2020.....	1,50	23 200 000 000	348 000 000
CA135087E265 – Fév 2018.....	1,25	–	122 388 200
CA135087E349 – Mai 2017.....	0,25	–	1 645 067
CA135087E596 – Sept 2020.....	0,75	26 000 000 000	168 956 808
CA135087E679 – Juin 2026.....	1,50	13 500 000 000	202 500 000
CA135087E752 – Nov 2017.....	0,25	–	13 557 851
CA135087F254 – Mars 2021.....	0,75	25 500 000 000	127 591 299
CA135087F338 – Mai 2018.....	0,25	8 123 893 000	26 738 700
CA135087F585 – Sept 2021.....	0,75	15 000 000 000	112 500 000
CA135087F668 – Août 2018.....	0,50	9 491 748 000	58 943 308
CA135087F825 – Juin 2027.....	1,00	15 000 000 000	140 479 302
CA135087F908 – Nov 2018.....	0,50	9 835 124 000	64 229 172
CA135087G328 – Mars 2022.....	0,50	15 000 000 000	75 000 000
CA135087G401 – Fév 2019.....	0,50	12 366 000 000	75 278 748
CA135087G658 – Mai 2019.....	0,75	15 450 000 000	115 103 093
CA135087G732 – Sept 2022.....	1,00	15 600 000 000	122 661 852
CA135087G815 – Août 2019.....	0,75	15 126 000 000	91 408 383
CA135087G997 – Déc 2050.....	0,50	2 228 842 000	5 329 333
CA135087H235 – Juin 2028.....	2,00	9 000 000 000	71 342 014
CA135087H318 – Nov 2019.....	1,25	15 600 000 000	107 918 546
CA135087H490 – Mars 2023.....	1,75	15 000 000 000	78 151 128
CA135087H565 – Fév 2020.....	1,25	14 400 000 000	56 583 592
CA135087H722 – Déc 2051.....	2,00	1 500 000 000	7 386 301
CA135087H805 – Mai 2020.....	1,75	9 600 000 000	13 549 315
CA135087TZ75 – Mars 2021.....	10,50	567 361 000	59 572 905
CA135087UE28 – Juin 2021.....	9,75	286 188 000	27 903 330
CA135087UL60 – Déc 2021.....	4,25	8 201 961 000	347 023 217
CA135087UM44 – Juin 2022.....	9,25	206 022 000	19 057 035
CA135087UT96 – Juin 2023.....	8,00	2 358 552 000	188 684 160
CA135087VH40 – Juin 2025.....	9,00	2 303 156 000	207 284 040
CA135087VS05 – Déc 2026.....	4,25	7 870 957 500	333 017 956
CA135087VW17 – Juin 2027.....	8,00	4 035 975 000	322 878 000
CA135087WL43 – Juin 2029.....	5,75	10 883 378 000	626 561 262
CA135087WV25 – Déc 2031.....	4,00	8 357 104 000	332 787 967
CA135087XG49 – Juin 2033.....	5,75	12 338 905 000	713 035 615
CA135087XQ21 – Déc 2036.....	3,00	7 478 991 000	223 366 024

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2018
CA135087XW98 – Juin 2037	5,00	12 631 295 000	654 017 223
CA135087YF56 – Juin 2017	4,00	–	53 595 565
CA135087YK42 – Déc 2041	2,00	7 754 479 500	154 395 130
CA135087YL25 – Juin 2018.....	4,25	7 734 665 000	348 920 178
CA135087YQ12 – Juin 2041	4,00	15 174 137 000	610 834 756
CA135087YR94 – Juin 2019	3,75	16 392 000 000	657 744 196
CA135087YZ11 – Juin 2020.....	3,50	13 100 000 000	458 500 000
CA135087ZH04 – Déc 2044.....	1,50	8 770 454 000	130 967 777
CA135087ZJ69 – Juin 2021	3,25	11 500 000 000	373 750 000
CA135087ZS68 – Déc 2045.....	3,50	16 400 000 000	574 000 000
CA135087ZU15 – Juin 2022.....	2,75	12 700 000 000	349 250 000
		575 796 108 000	12 192 977 012
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation....		827 765 000	–
		574 968 343 000	12 192 977 012
À payer en devises étrangères			
US135087C776 – Fév 2019	1,63	3 865 200 000	61 193 234
US135087E426 – Mars 2018	1,13	–	48 402 047
US135087H643 – Nov 2022	2,00	3 865 200 000	28 989 000
US912828UN88 / US716442AD02 – Juin 2019 / Juin 2018	8,25-9,70	25 226 872	2 416 153
XS0477543721 – Jan 2020.....	3,50	3 170 600 000	107 598 189
		10 926 226 872	248 598 623
Moins : titres détenus par le gouvernement		24 721 251	1 727 365
		10 901 505 621	246 871 258
		585 869 848 621	12 439 848 270
Titres au détail			
Obligations d'épargne du Canada ²			
S50 – 1995/96-2017/18	0,50	–	519 866
S51 – 1996/97-2018/19	0,50	117 555 362	1 055 743
S52 – 1997/98-2017/18	0,50	–	786 470
S54 – 1998/99-2018/19	0,50	62 516 929	436 136
S55 – 1998/99-2018/19	0,50	4 549 057	30 519
S56 – 1998/99-2018/19	0,50	903 456	6 491
S57 – 1998/99-2018/19	0,50	751 452	4 904
S58 – 1998/99-2018/19	0,50	1 421 140	10 063
S59 – 1999/00-2019/20	0,50	799 134	5 432
S60 – 1999/00-2019/20	0,50	35 513 618	248 157
S61 – 1999/00-2019/20	0,50	3 137 187	20 603
S62 – 1999/00-2019/20	0,50	1 404 491	9 369
S63 – 1999/00-2019/20	0,50	790 400	5 324
S64 – 1999/00-2019/20	0,50	1 479 237	10 123
S65 – 2000/01-2020/21	0,50	1 347 306	8 722
S107 – 2007/08-2017/18	0,50	–	–
S108 – 2007/08-2017/18	0,50	–	360 512
S109 – 2007/08-2017/18	0,50	–	36 374
S110 – 2007/08-2017/18	0,50	–	13 410
S111 – 2007/08-2017/18	0,50	–	11 580
S112 – 2007/08-2017/18	0,50	–	17 280
S113 – 2008/09-2018/19	0,50	4 854 773	26 647
S114 – 2008/09-2018/19	0,50	116 876 774	707 421
S115 – 2008/09-2018/19	0,50	16 364 262	91 755
S116 – 2008/09-2018/19	0,50	6 431 765	38 347
S117 – 2008/09-2018/19	0,50	3 331 730	19 039
S118 – 2008/09-2018/19	0,50	3 941 937	22 126
S119 – 2009/10-2019/20	0,50	4 236 682	21 645
S120 – 2009/10-2019/20	0,50	84 887 255	535 489
S121 – 2009/10-2019/20	0,50	6 460 250	35 033
S122 – 2009/10-2019/20	0,50	2 673 927	14 050
S123 – 2009/10-2019/20	0,50	1 354 879	7 018
S124 – 2009/10-2019/20	0,50	1 495 460	8 841
S125 – 2010/11-2020/21	0,50	1 234 408	6 573
S126 – 2010/11-2020/21	0,50	123 451 368	772 223

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2018
S127 – 2010/11-2020/21	0,50	11 596 517	62 924
S128 – 2011/12-2021/22	0,50	145 668 826	917 945
S129 – 2011/12-2021/22	0,50	8 370 985	64 400
S132 – 2014/15-2017/18	0,50	–	846 298
S133 – 2015/16-2018/19	0,50	362 196 988	2 721 382
S134 – 2016/17-2019/20	0,50	463 300 610	3 685 396
S500 – 2017/18-2021/22	0,50	26 956 935	61 325
S924 – 2016/17-2017/18	0,50	–	–
S925 – 2016/17-2017/18	0,50	–	–
S926 – 2016/17-2017/18	0,50	–	1 619
S927 – 2017/18-2017/18	0,50	–	375
S928 – 2017/18-2018/19	0,50	41 062	52
S929 – 2017/18-2018/19	0,50	50 853	42
S930 – 2017/18-2018/19	0,50	441 930	184
		<i>1 628 388 945</i>	<i>14 265 227</i>
Obligations à prime du Canada ²			
P3 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	117 274 801	2 027 514
P4 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	12 657 962	245 428
P5 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	3 255 811	65 205
P6 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	2 105 578	42 326
P7 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	10 718 373	251 150
P8 – 1999/00-2019/20	1,40	7 434 377	159 940
P9 – 1999/00-2019/20	0,80-0,90	38 984 631	520 006
P10 – 1999/00-2019/20	0,80-0,90	11 613 601	159 460
P11 – 1999/00-2019/20	0,80-0,90	4 580 315	63 049
P12 – 1999/00-2019/20	0,80-0,90	3 601 669	48 265
P13 – 1999/00-2019/20	0,80-0,90	8 438 218	110 633
P14 – 2000/01-2020/21	0,80	10 042 633	125 546
P57 – 2007/08-2017/18	0,70	–	–
P58 – 2007/08-2017/18	1,40-0,80	–	270 611
P59 – 2007/08-2017/18	1,40-0,80	–	80 649
P60 – 2007/08-2017/18	1,40-0,80	–	44 569
P61 – 2007/08-2017/18	1,40-0,70	–	19 057
P62 – 2007/08-2017/18	1,40-0,70	–	54 424
P63 – 2008/09-2018/19	0,70	7 056 814	60 970
P64 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	73 321 548	1 027 935
P65 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	37 744 239	581 149
P66 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	15 611 432	246 392
P67 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	7 417 584	146 560
P68 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	9 350 417	162 823
P69 – 2009/10-2019/20	1,40	10 964 595	163 159
P70 – 2009/10-2019/20	0,80-0,90	37 759 468	365 321
P71 – 2009/10-2019/20	0,80-0,90	22 506 427	217 118
P72 – 2009/10-2019/20	0,80-0,90	8 875 635	86 748
P73 – 2009/10-2019/20	0,80-0,90	7 255 290	64 947
P74 – 2009/10-2019/20	0,80-0,90	5 605 667	56 356
P75 – 2010/11-2020/21	0,80	5 392 474	46 336
P76 – 2010/11-2020/21	0,80-0,90	54 859 770	525 592
P77 – 2010/11-2020/21	0,80-0,90	38 205 785	365 641
P78 – 2011/12-2021/22	1,40-0,80	70 706 847	950 312
P79 – 2011/12-2021/22	1,40-0,80	34 257 233	465 772
P84 – 2014/15-2017/18	1,20-1,40	–	573 974
P85 – 2014/15-2017/18	1,20-1,40	–	368 810
P86 – 2015/16-2018/19	0,80-0,90	65 200 127	608 331
P87 – 2015/16-2018/19	0,80-0,90	50 228 664	449 819
P88 – 2016/17-2019/20	0,80-0,90	87 315 613	799 048
P89 – 2016/17-2019/20	0,80-0,90	32 596 916	285 702
P500 – 2017/18-2021/22	0,80	38 664 819	136 757
P501 – 2017/18-2021/22	0,80	1 706 581	4 960
P974 – 2016/17-2017/18	0,80	–	1 209
P975 – 2016/17-2017/18	0,80	–	–
P976 – 2016/17-2017/18	0,80	–	54 831
P977 – 2017/18-2017/18	0,80	–	29 581
P978 – 2017/18-2018/19	0,80	58 305	139

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2018
P979 – 2017/18-2018/19	0,80	421 093	565
P980 – 2017/18-2018/19	0,80	3 465 058	2 310
		957 256 370	13 136 999
		2 585 645 315	27 402 226
Billets à moyen terme			
À payer en devises étrangères			
US135087C289 – Déc 2019	1,85	64 420 000	1 208 909
US135087C362 – Déc 2019	variable	64 420 000	865 967
US135087C446 – Déc 2020	2,30	64 420 000	1 487 781
US135087D436 – Juin 2020	variable	128 840 000	1 722 302
US135087D766 – Sept 2020	variable	322 100 000	4 305 756
US135087D840 – Sept 2020	variable	64 420 000	863 837
US135087E83 – Août 2021	variable	64 420 000	870 119
US135087E913 – Août 2019	1,45	64 420 000	915 820
US135087F415 – Fév 2020	1,28	193 260 000	2 400 335
US135087F746 – Juillet 2019	variable	193 260 000	2 645 290
US135087G249 – Sept 2019	variable	128 840 000	1 678 430
US135087G579 – Jan 2020	variable	322 100 000	4 360 389
XS1046844590 – Mars 2020	variable	161 050 000	2 234 026
XS1065374024 – Mai 2020	variable	161 050 000	2 176 587
XS1168167333 – Jan 2021	0,15	237 795 000	348 475
XS1280908945 – Août 2018	variable	322 100 000	3 991 488
		2 556 915 000	32 075 511
Total des intérêts sur la dette non échue		591 012 408 936	12 499 326 007
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2016-2017		–	236 143 716
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2017-2018		110 700 000 000	758 013 465
		110 700 000 000	994 157 181
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2016-2017		–	4 190 304
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2017-2018		2 590 690 240	31 061 706
		2 590 690 240	35 252 010
		113 290 690 240	1 029 409 191
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables		–	118 993 000
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations à rendement réel		–	(126 216 328)
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations en devises étrangères		–	6 446 629
Ajustement à l'indice des prix à la consommation des obligations à rendement réel		–	969 695 625
		–	968 918 926
Total de l'amortissement de primes et d'escomptes sur d'autres dettes		113 290 690 240	1 998 328 117
Réévaluation des swaps de devises	divers	7 834 922 434	(281 638 788)
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts	divers		12 836 362
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	divers	3 466 833 608	
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	divers	3 202 324 348	185 480 451
Autre dette non échue	divers	2 393 208 872	80 858 067
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue		721 200 388 438	14 495 190 215
Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts)			
Régimes de retraite du secteur public			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes	divers	164 762 178	
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	46 356 962 588	1 844 155 903
Compte de convention de retraite des parlementaires	divers	142 829 500	10 865 768
Compte d'allocations de retraite des parlementaires	divers	557 559 308	20 997 204

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2018
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique.....	divers	314 775 347	–
Compte de pension de retraite de la fonction publique.....	divers	92 536 360 415	3 829 428 464
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve.....	divers	(83 308 325)	
Compte de convention de retraite			
CCR n° 1 – Forces canadiennes.....	divers	430 166 136	17 565 432
CCR n° 1 – Fonction publique.....	divers	1 241 175 803	50 240 945
CCR n° 1 – Gendarmerie royale du Canada.....	divers	34 456 839	1 410 248
CCR n° 2 – Fonction publique.....	divers	688 734 759	28 510 933
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	2 690 544	–
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	13 116 767 456	540 781 523
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges).....	divers	234 358 307	3 331 441
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres).....	divers	897 280	13 129
		<i>155 739 188 135</i>	<i>6 347 300 990</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite.....	divers	15 080 000 000	(2 169 000 000)
Société d'État et autres entités consolidées.....	divers	94 712 000	(156 297 000)
		<i>170 913 900 135</i>	<i>4 022 003 990</i>
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés.....		31 202 000 000	826 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la Gendarmerie royale du Canada.....		7 981 000 000	281 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres.....		1 938 000 000	53 000 000
Régime de congés de maladie.....		1 754 000 000	42 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants.....		60 047 000 000	1 869 000 000
Indemnisation des accidents du travail.....		1 536 000 000	36 000 000
Sociétés d'État consolidées et autres entités.....		335 309 000	8 946 000
	divers	<i>104 793 309 000</i>	<i>3 115 946 000</i>
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs.....		<i>275 707 209 135</i>	<i>7 137 949 990</i>
Autres passifs			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada).....	divers	31 863 746	2 620 160
Compte des rentes sur l'État.....	divers	134 645 885	7 698 609
Comptes de dépôt			
Corporation de développement des investissements du Canada			
Retenues – Privatisation.....	divers	16 872 208	–
Société de gestion Canada Hibernia			
Fonds de réserve pour abandon.....	divers	99 098 558	847 864
Code canadien du travail – Appels sur recouvrement de salaire.....	divers	4 564 921	31 256
Dépôt en garantie pour échanges de devises.....		96 432 440	–
Dépôts de garantie aux entrepreneurs.....	divers	12 018 943	55 792
Dépôts de garantie générale.....	divers	7 528 687	–
Comptes ne portant pas intérêt.....		339 698 742	–
		<i>576 214 499</i>	<i>934 912</i>
Comptes en fiducie			
Comptes en fiducie gérés	divers	215 349	1 815
Service canadien du renseignement de sécurité			
Bourses scolaires.....	divers	26 737	197
Service correctionnel du Canada			
Fonds de fiducie des détenus.....	divers	17 298 763	4 372
Fonds de successions.....	divers	14 750	–
Fonds des bandes indiennes.....	divers	591 365 827	14 441 632
Comptes de succession des Indiens.....	divers	27 740 700	216 943
Comptes d'épargne des Indiens.....	divers	26 834 997	258 151
Convention de règlement relative aux pensionnats indiens			
Paievements d'expérience commune.....	divers	82 977 285	646 516
Gendarmerie royale du Canada – Caisse fiduciaire de bienfaisance.....	divers	2 278 020	13 691
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être – Anciens Combattants.....	divers	1 078 908	65 423
Comptes ne portant pas intérêt.....		706 784	–
		<i>750 538 120</i>	<i>15 648 740</i>
Total des comptes de dépôt et en fiducie.....		<i>1 326 752 619</i>	<i>16 583 652</i>

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2018
Autres comptes à fins déterminées			
Comptes d'assurance et de prestations de décès			
Compte de prestations de décès de la fonction publique.....	divers	3 714 705 845	149 738 670
Compte de prestations de décès de la Force régulière.....	divers	185 203 386	7 725 389
Comptes ne portant pas intérêt.....		2 673 162	–
		3 902 582 393	157 464 059
Comptes de pension			
Compte de pension pour les agents des rentes.....	divers		–
Compte de régimes contributif – Employés recrutés sur place.....	divers	82 075	–
Gendarmerie royale du Canada			
Caisse de pension des personnes à charge.....	divers	14 055 572	620 658
		14 137 647	620 658
Autres comptes			
Programme Agri-investissement.....	divers	5 436 212	55 130
Programme Agri-stabilité.....	divers	47 594 104	–
Fonds des écoles publiques – Ontario et Québec.....	5,00	2 677 771	133 889 ³
Service administratif des tribunaux judiciaires			
Compte spécial.....	divers	8 321 174	53 001
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens.....	divers	42 091 034	415 997
Comptes ne portant pas intérêt.....		154 151 578	–
		260 271 873	658 017
Revenus reportés – Comptes à fins déterminées⁴			
Accords à frais partagés – Recherche – Agriculture.....	divers	–	63 872
Conseil de recherches en sciences humaines – Fonds de fiducie.....	divers	–	1 655
Total des autres comptes à fins déterminées.....		4 176 991 913	158 808 261
Allocations de droits de tirage spéciaux.....	divers	– ⁵	70 503 955
Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs.....		5 670 254 163	256 214 637
Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts)			
Commission des champs de bataille nationaux – Fonds de fiducie.....	divers	919 243	5 911
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution			
par les hydrocarbures causée par les navires.....	divers	412 203 667	6 179 165
Compte de fiducie Mackenzie King.....	divers	225 000	3 758
Dons pour la recherche sur la santé.....	divers	75 000	26 967
Conseil de recherches en sciences humaines			
Fonds pour les boursiers de la Reine.....	divers	250 000	2 611
Comptes ne portant pas intérêt.....		3 628 874 658	–
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés.....		4 042 547 568	6 218 412
Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation.....		1006 620 399 304	21 895 573 254
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement).....		(4 042 547 568)	(6 218 412)
Total des frais de la dette publique.....		1002 577 851 736	21 889 354 842
Composé de :			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives			
avant provision et redressements de consolidation.....			20 838 585 737
Total de la provision des frais de la dette publique.....			1 056 987 517
Redressements de consolidation.....			(6 218 412)
Total des frais de la dette publique.....			21 889 354 842

¹ Les mois et années pour chaque série d'obligation négociable correspondent au mois et à l'année d'échange.² Les années pour chaque série d'obligation correspondent à l'année d'émission et à l'année d'échange.³ Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.⁴ Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume 1.⁵ Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de changes à la section 8 du volume 1.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 8

Comptes publics du Canada

2017-2018

Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjudés par une cour

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État	208
Paiements à titre gracieux.....	232
Montants adjudés par une cour	235

Paiements de réclamations contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 1 000 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements de réclamations contre l'État

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires autochtones et du Nord	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu	1 284
Nom retenu	1 359
Règlement de la réclamation d'un défaut de protection des terres identifiées par Denesuline	
Robert Watchman Pitblado LLP en fiducie pour	
La Première Nation de Black Lake, Fond du Lac et Hatchet Lake	15 000
Règlement de réclamations d'abus	
Firmes d'avocats variées en fiducie pour	
Noms retenus (585)	40 907 796
Règlement d'une réclamation d'obligation de prendre des mesures d'adaptation	
Nom retenu	25 000
Règlement d'une réclamation liée à des allégations de consultation inappropriée et de violation des modifications à la <i>Loi sur l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon</i>	
Ratcliff & Company LLP en fiducie pour	
Aishihik, Premières Nations de Champagne, Little Salmon Carmacks et Conseil des Tlingit de Teslin	125 000
Règlement d'une réclamation liée à la responsabilité, la renonciation aux réclamations, l'engagement de ne pas poursuivre et l'accord d'indemnisation	
Jock A	10 000
Règlement d'une réclamation liée à la violation de l'obligation fiduciaire et l'incapacité de protéger la terre contre les dommages environnementaux	
Première Nation des Chippewas de Nawash	8 000 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	8 500
Règlement d'une réclamation liée à une agression sexuelle présumée sur un étudiant à une école fédérale de jour	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu	54 625
Règlement d'une réclamation liée à une incitation présumée à la rupture d'un contrat et à des déclarations diffamatoires faites par des employés du ministère	
Alway C	7 500
Règlement d'une réclamation liée au statut de certaines concessions minières dans une zone située au confluent de la rivière Indian et du ruisseau Ruby au Yukon	
MW Law Offices en fiducie pour	
6176 Yukon Ltd, Gullen R, NNHATU Resources LTD et The Estate of Risby P.	520 000
Règlement en vue de la réintégration au statut de membre sous le projet de loi C-31	
Terence P. Glancy en fiducie pour	
Poitras E, Twinn W	282 424
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (23)	6 454
	49 964 942
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Règlement d'une réclamation liée à un licenciement	
Eggenstein B pour	
Agro B	4 588
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (69)	14 393
	18 981

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Assurance Economical pour	
Koster M D	1 400
Bullock's Auto Body Ltd pour	
Castellon J	2 080
Intact Assurance pour	
Osborne A	1 558
Saskatchewan Government Insurance pour	
Borsheim E	2 944
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu	1 055
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (35)	4 372
	<u>13 409</u>
Commission canadienne des grains	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	2 000
Nom retenu	6 500
Nom retenu	6 500
Nom retenu	20 000
Nom retenu	45 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4)	758
	<u>80 758</u>
	<u>94 167</u>
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	30 600
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	5 000
Règlement d'une réclamation liée aux prestations d'invalidité	
Michel Drapeau Law Office en fiducie pour	
Nom retenu	1 600
Nom retenu	20 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (11)	1 432
	<u>58 632</u>
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu	3 271
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	113 449
Règlement d'une réclamation liée aux cotisations des participants en vertu du Régime de soins de santé de la fonction publique (RSSFP)	
Crawford P	1 671
Règlement lié à une demande de contrôle judiciaire	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck srl en fiducie pour	
Alliance de la Fonction publique du Canada	4 886
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (21)	4 828
	<u>128 105</u>
École de la fonction publique du Canada	
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu	1 043
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	459
	<u>1 502</u>
	<u>129 607</u>

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Règlement d'une réclamation pour le remboursement de dépenses	
Nom retenu	2 327
Règlement hors cour pour des coûts liés à une requête en révision judiciaire	
Nom retenu	3 540
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4)	1 218
	7 085
Bureau du directeur général des élections	
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu	8 500
Nom retenu	8 500
	17 000
Commissariat aux langues officielles	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	10 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (6)	1 597
	11 597
	35 682
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Paiement pour des dommages environnementaux en Allemagne	
Bima	248 341
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, Allemagne	
Bafu	38 778
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Noms retenus (2)	2 446
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule de l'État	
Alberta Adventure Divers Inc	8 926
Aviva Insurance Company of Canada pour	
Anthony D.	4 069
Coughlin M.	9 614
Maki W.	6 928
Bings D.	2 286
Braithwaite Boyle en fiducie pour	
Lavoie L.	2 500
Brun-Way Highways Operations Inc	19 169
CAA Insurance pour	
Naftel W.	2 233
Calgary United Cabs	1 201
Claims Pro ITF pour	
Tim Hortons	2 239
Compagnie d'assurance Allstate pour	
Hussey M.	1 167
Compagnie d'assurance Certas Direct pour	
Rideough S.	6 040
Shirton D.	5 741
Compagnie d'assurance Intact pour	
Martin A.	8 441
Rice A.	6 050
Compagnie d'assurance la Personnelle pour	
Harris C.	2 605
Larrivee C.	7 013
MacIntosh R.	6 726
Walsh T.	1 389
Compagnie d'assurance Primum pour	
Flaathen C.	3 027
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour	
Smith C.	1 411
Smith K.	1 527

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Crawford & Company pour	
Brown G.....	2 257
Dion J.....	3 234
Economical Insurance pour	
Corcoran W.....	7 668
Mayer R.....	2 573
Pelletier J F.....	2 779
Thomas R.....	1 507
Himelfarb Proszanski LLP en fiducie pour	
Grant N.....	75 000
Hood D.....	2 044
Infrastructure Manitoba.....	13 329
Insurance Corporation of British Columbia.....	4 074
Insurance Corporation of British Columbia pour	
D&S Bulldozing Ltd.....	13 877
Minni R M.....	2 863
Nicklin J L.....	1 146
Weatherell S.....	2 475
John A Davis Law Corporation en fiducie pour	
Ogmundson T.....	37 750
Koren S.....	5 718
Les Locaux du Haut St-Jacques Inc.....	1 897
Maess C.....	2 253
Portage La Prairie Mutual Insurance Company pour	
Whitford D.....	2 678
Rodin Law Firm en fiducie pour	
El Tassi M.....	70 000
Saskatchewan Government Insurance pour	
Schmalz B.....	2 671
Smith E.....	1 374
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Bosman M.....	4 305
Bowkett G.....	2 408
Ultra Electronics Maritime Systems.....	1 515
Workers' Compensation Board – Alberta en fiducie pour	
Jurykoski N.....	285 000
Règlement de réclamation concernant des déclarations inexactes faites par négligence	
Courbetis S.....	1 827
Curry D.....	21 135
Fauteux M.....	3 740
Mariani D.....	5 783
Nightingale C.....	47 068
Skinner M.....	19 518
Règlement de réclamation dû à une rupture de contrat	
1117322 Ontario Inc.....	65 000
Règlement de réclamation pour des frais juridiques	
Benson Buffett pour	
10565 Nfld Inc.....	481 519
Feist B.....	1 000
Règlement de réclamation pour dommage aux équipements loués	
Enns Brothers.....	3 648
J&B Cycle and Marine Company Ltd.....	3 970
Mikey's General Sales & Repair.....	3 625
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
Europcar.....	4 574
Industrial Access SA.....	4 644
Règlement de réclamation pour perte d'opportunités financières	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu.....	200 000
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux biens	
Carrier E.....	5 380
Compagnie d'assurance Certas Direct pour	
Catenacci M.....	3 683
Compagnie d'assurance Intact pour	
Brace J.....	5 964

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Compagnie d'assurance la Personnelle pour	
Istvan Z.....	3 564
Economical Insurance pour	
MacDonald E.....	12 906
Gallant D.....	1 114
Gilliam B.....	2 127
Gusnoski R.....	2 689
Harvey D.....	1 586
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Martin D.....	1 064
K&L Land Partnership.....	2 200 000
Lagace A.....	2 586
McCully M.....	1 123
Mikey's General Sales & Repair.....	1 102
Ministère des Finances de l'Ontario, Ministère des Richesses naturelles et Forêts.....	57 601
Oldford L.....	1 013
Perry J.....	1 610
Saskatchewan Government Insurance pour	
Buchanan N.....	1 917
Smith's RV Center.....	1 683
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Zinger J.....	1 751
Webb W.....	1 107
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux biens personnels	
Aklah A.....	1 009
Audlakiak S.....	1 696
Haniliak G.....	1 279
Hitkokok E.....	1 191
Ishulutaq J.....	1 000
Klingenberg P.....	2 743
Kruse H.....	3 946
Nagano P.....	2 331
Nakashook R.....	1 000
Pedersen H.....	1 040
Sembsmoen V.....	1 053
Taylor B.....	4 018
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux effets/biens personnels	
1728069 Ontario Ltd.....	1 045
2143491 Ontario Ltd.....	3 142
Andrew D.....	24 495
Atsanilk T.....	1 000
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour	
Hern C&J.....	1 000
Hern C&J.....	17 059
Hilborn C.....	9 674
Jensen P.....	15 867
Klevorick M.....	1 049
Mark Wainberg en fiducie pour	
Reynolds S.....	2 500
McNary Feed Lot Ltd.....	3 793
R & V White Ranches Ltd.....	14 600
Schlaht A.....	14 741
Staples Farms Ltd.....	2 883
Ville de Winnipeg.....	2 863
Règlement de réclamation pour remboursement des frais de voyages	
Hemmingsen M.....	1 000
Règlement de réclamation suite à des blessures corporelles	
Bima pour	
Vierke F.....	7 138
Boland Howe LLP en fiducie pour	
Fulford L.....	10 000
Cox & Palmer en fiducie pour	
Skinner T.....	72 500
Duranleau Sevigny C.....	7 591

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Howard Yegendorf & Associates en fiducie pour Payne G.....	50 500
Millars Law en fiducie pour Charron G.....	200 000
Mills Pittman Twyne en fiducie pour Estate of Ryan D&J.....	200 000
Nom retenu.....	130 000
Ross & McBride LLP en fiducie pour Piekarczyk-Vacca R.....	360 000
Wagners en fiducie pour Youden G.....	91 167
Règlements ministériels en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Noms retenus (8).....	120 503
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (112).....	34 306
	5 553 605
Environnement et Changement climatique	
Ministère de l'Environnement	
Accident impliquant un véhicule de l'État Insurance Corporation of British Columbia pour Services financiers ARI Inc.....	1 116
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Nom retenu.....	27 500
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi Nom retenu.....	1 455
Règlement hors cour pour réclamation lié à un accident Robertson Stromberg en fiducie pour Nom retenu.....	460 000
Règlement hors cour pour réclamation liée à un contrat de déneigement Forestell Designed Landscape.....	3 431
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (60).....	9 762
	503 264
Agence canadienne d'évaluation environnementale	
Règlement d'une réclamation pour retard dans la transmission de documents Laurin J.....	3 028
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1).....	193
	3 221
Agence Parcs Canada	
Indemnisation de coûts associés à la décontamination d'un terrain vendu Ville d'Annapolis Royal.....	10 000
Indemnisation pour blessures corporelles Nom retenu.....	60 000
Indemnisation pour dommage causé à un bateau Geico Marine Insurance.....	7 559
Lowe R.....	3 664
Indemnisation pour dommage causé à un lampadaire Le Havre de Berthier-sur-Mer Inc.....	5 124
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule Brown B, Saskatchewan Government Insurance.....	4 151
Compagnie d'assurance générale Dominion du Canada.....	15 848
Hrehorsky C.....	1 171
Intact compagnie d'assurance.....	2 392
Konschuh Trucking Ltd.....	3 157
Laprairie D, Laprairie P.....	3 056
Nadeau's Collision Services Ltd, Stephenson Z.....	2 715
Poletto J.....	1 614
Schultz A.....	1 470
Sécurité Nationale compagnie d'assurance.....	2 191
Signal Collision Kimberley.....	2 966
Société d'assurance publique du Manitoba.....	5 742
TD Assurance.....	7 890
The Hertz Corporation.....	2 288
Wapple P.....	4 592

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Indemnisation pour dommage causé à une sculpture	
Buetter G, Tinney R.....	2 588
Indemnisation pour dommages causés à une cabine en raison d'un refoulement d'égout	
Gawley M.....	7 614
Indemnisation pour perte d'articles personnels causée par un feu	
Pine C.....	1 514
Ryan S.....	1 684
Schlosser K.....	1 022
Indemnisation pour perte d'effets personnels	
Aucoin M.....	1 132
Indemnisation pour perte due à un vol	
West Coast Helicopters Maintenance & Contracting Ltd.....	1 633
Indemnisation pour frais de relocalisation	
Mercure M.....	6 964
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu.....	38 268
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu.....	6 037
Nom retenu.....	20 000
Remboursement des coûts pour l'éclairage public	
Sports Villas Resort Inc.....	11 517
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (79).....	21 549
	<u>269 112</u>
	775 597
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Compensation des frais liés aux remplacements de passeports et visas	
Patel L.....	1 247
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Noms retenus (5).....	8 703
Règlement d'une réclamation concernant l'attribution de contrat	
Nom retenu.....	7 502
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (3).....	98 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> pour indemnisation pour perte salariale et pour indemnisation pour majoration aux fins de l'impôt aux évaluateurs médicaux dû à une pratique discriminatoire	
Nom retenu.....	180 752
Règlement d'une réclamation liée à des griefs devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Noms retenus (4).....	33 000
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (37).....	324 583
Règlement d'une réclamation pour frais de voyage en raison d'une erreur administrative	
Williams S.....	2 934
Règlement d'une réclamation pour pertes financières dues à une erreur administrative dans le traitement des réclamations du régime de pensions du Canada	
Nom retenu.....	22 150
Règlement d'une réclamation pour une plainte devant la Commission de l'assurance-emploi du Canada	
Nom retenu.....	2 322
Règlement d'une réclamation relative à une violation présumée de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i>	
Noms retenus (5).....	247 870
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4 338).....	113 131
	<u>1 042 194</u>
Finances	
Ministère des Finances	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4).....	688
Bureau du surintendant des institutions financières	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1).....	11
	<u>699</u>

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Règlement d'une réclamation des frais liés à un droit d'auteur	
Dan Pollack Law en fiducie pour	
Komarechka D	2 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu	10 000
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu.....	50 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	5 000
Règlement d'une réclamation pour abandon de la poursuite judiciaire	
Beaudoin Bouchard et Associés en fiducie pour	
Nom retenu.....	15 000
Dunton Rainville en fiducie pour	
Nom retenu.....	20 000
Nom retenu	50 000
Remboursement des frais liés à une erreur administrative pour un passeport	
Giordano S.....	1 523
Remboursement des frais liés à une erreur administrative pour un visa de résident temporaire	
Dhillon T S	2 377
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (66)	14 899
	<u>170 799</u>
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	20 000
Nom retenu	115 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (5)	1 352
	<u>136 352</u>
	<u>307 151</u>
Infrastructure et Collectivités	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Règlement d'une réclamation	
Name withheld.....	1 687
Règlement d'une réclamation existante engagée dans un projet lié au transport de pièces surdimensionnées	
Groupe Signature sur le Saint-Laurent	63 000 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	165
	<u>63 001 852</u>
Innovation, Sciences et Développement économique	
Ministère de l'Industrie	
Indemnisation pour les coûts associés suite à une faille d'un rapport de Nuans	
Varcoe C.....	5 777
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu	1 221
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu	23 440
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	232 105
Règlement d'une réclamation pour la reprogrammation des équipements radio sur la bonne fréquence	
Orizon Mobile pour	
Mohawk Council of Kahnawake fire dept	1 040
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (27)	4 245
	<u>267 828</u>
Agence canadienne de développement économique du Nord	
Règlement hors cour d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	5 000

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	117
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	811
Commission du droit d'auteur	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (2)	251
Conseil national de recherches du Canada	
Règlement hors cour d'une réclamation liée à une violation au contrat	
Nom retenu	115 000
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	665
	115 665
Statistique Canada	
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
Budget Car and Truck Rental – Calgary	1 073
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Soto J.C.	6 089
Règlement d'une plainte en matière de droits de la personne entre l'Alliance de la Fonction publique du Canada et le Conseil du Trésor et les Opérations des enquêtes statistiques	
Noms retenus (2 169)	10 108 314
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
Nom retenu	36 000
Règlement d'une réclamation pour une plainte en médiation devant la Commission canadienne des droits de la personne	
Nom retenu	40 000
Règlement hors cour d'un litige sur une question de ressources humaines	
Nom retenu	3 400
Nom retenu	5 800
Nom retenu	25 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (5 759).....	1 338 590
	11 564 266
	11 953 938
Justice	
Ministère de la Justice	
Réclamation d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	1 386
Règlement hors cour pour le paieement de frais judiciaires	
Avocat pour	
Nom retenu.....	3 737
Règlement hors cour pour l'application des coûts anticipés	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu.....	907
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu.....	12 276
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu.....	17 520
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu.....	66 696
Remboursement de prélèvements injustifiés	
Nom retenu	6 291
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (30)	6 253
	115 066

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Règlement d'une réclamation liée à des affaires juridiques	
Brauti Thorning Zibarras LLP en fiducie pour	
Nom retenu.....	25 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Noms retenus (2)	21 676
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (5)	1 881
	<u>48 557</u>
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
Règlement hors cour pour une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (2)	127 146
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	170
	<u>127 316</u>
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	8 200
Nom retenu	25 118
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	315
	<u>33 633</u>
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	10 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (7)	4 274
	<u>14 274</u>
	<u>338 846</u>
Parlement	
Chambre des communes	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	15 000
Nom retenu	17 165
Nom retenu	18 778
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	60 000
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux	
Nom retenu	5 000
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	217
	<u>116 160</u>
Sénat	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	5 000
Service de protection parlementaire	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	9 817
Nom retenu	16 600
Règlement d'une réclamation suite à un accident de véhicule motorisé	
Travelers Canada	8 221
	<u>34 638</u>
	<u>155 798</u>

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Déail et bénéficiaire	Montant
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
Réclamaions pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Noms retenus (2)	5 813
Règlement de réclamation pour dommage aux équipements loués	
Carrosserie Autozone.....	2 106
DomeGuys International LLC.....	2 745
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	1 200
Règlement hors cour pour réclamation liée à un grief	
Noms retenus (2)	168 850
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (19)	5 219
	<u>185 933</u>
Bibliothèque et Archives du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	10 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	481
	<u>10 481</u>
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	286
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Réclamaions pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu	1 863
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	212
	<u>2 075</u>
Office national du film	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	622
	<u>199 397</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Indemnisation pour dommage à des effets personnels	
Intact compagnie d'assurance pour	
Côté A.....	1 474
Indemnisation pour perte de profits liée au processus contractuel	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Noms retenus (2)	268 000
Indemnisation suite à un accident impliquant un hélicoptère	
Johnson H.....	2 151
Indemnisation suite à un accident impliquant un navire de l'État	
Autorité du Port de St John's	74 118
Ourdoors (1983) Ltd	19 809
Indemnisation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État	
B & C Auto Collision	1 145
Compagnie d'assurance Aviva du Canada pour	
Cassidy G F.....	3 072
Horne A.....	6 836
Compagnie d'assurance Sécurité Nationale pour	
Ritchie J & P.....	2 176
Dent Busters Collision Centre.....	1 916
Family Insurance Solutions Inc pour	
Leahy P.....	4 043
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Chen J	4 090
Intact compagnie d'assurance pour	
Hazen D	1 947
Joy D.....	11 603
Walsh G & M.....	5 853

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Primum compagnie d'assurance pour Oakley J.....	16 835
RT Gruben Services Ltd.....	11 557
Slater Vecchio S E N C R L en fiducie pour Knutson G.....	395 020
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu.....	1 250
Nom retenu.....	1 602
Nom retenu.....	1 951
Nom retenu.....	2 143
Règlement d'un grief en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu.....	2 500
Nom retenu.....	26 000
Règlement d'un grief ministériel	
Nom retenu.....	1 093
Nom retenu.....	2 963
Nom retenu.....	3 000
Nom retenu.....	5 952
Nom retenu.....	17 630
Nom retenu.....	19 131
Nom retenu.....	250 000
Règlement d'une réclamation d'indemnisation pour perte salariale Anstey B.....	8 004
Règlement d'une réclamation liée à des blessures personnelles Whitelaw Twining Law Corporation en fiducie pour Nom retenu.....	10 000
Règlement pour dommage à des effets personnels Laurendeau Rasic S E N C R L en fiducie pour Nom retenu.....	275 000
Me Jean Guy Campeau pour Nom retenu.....	26 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (75).....	19 332
	<u>1 505 696</u>
Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Paiement au Manitoba dans le cadre d'une entente incluant un règlement et une renonciation de réclamations relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats Province du Manitoba.....	490 352
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu.....	1 952
Nom retenu.....	2 550
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (13).....	4 106
	<u>498 960</u>
Office national de l'énergie	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3).....	455
	<u>499 415</u>
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Règlement hors cour de poursuites judiciaires liées à des dommages et intérêts et à des dommages punitifs et exemplaires Nom retenu pour Nom retenu.....	100 000
Règlement hors cour d'une réclamation de frais associés à un grief Cooper G M.....	1 282
Nom retenu.....	2 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu.....	5 000
Nom retenu.....	20,000
Règlement d'une réclamation liée à une plainte devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique Nom retenu.....	10 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (46).....	7 162
	<u>145 444</u>

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Santé	
Ministère de la Santé	
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu	1 242
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	1 500
Nom retenu	4 500
Nom retenu	5 000
Nom retenu	7 500
Nom retenu	40 227
Nom retenu	80 000
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck S E N C R L en fiducie pour	
Nom retenu.....	3 442
Nom retenu.....	7 746
Règlement d'une réclamation liée à un litige	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu.....	181 000
Règlement d'une réclamation liée à une décision du Tribunal canadien des droits de la personne	
Assemblée des Premières Nations.....	100 000
First Nations & Family Caring.....	100 000
Règlement hors cour pour indemnisation provisoire	
Gange Collins Holloway en fiducie pour	
Nom retenu.....	25 000
Nom retenu.....	25 000
Nom retenu.....	25 000
Nom retenu.....	25 000
Nom retenu.....	25 000
Nom retenu.....	25 000
Nom retenu.....	25 000
Nom retenu.....	25 000
Nom retenu.....	25 000
Règlement pour des dommages à un hôtel	
The Explorer Hotel.....	3 068
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (49)	8 490
	768 715
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Adam Aboughoushe Professional Corporation en fiducie pour	
Condrotte T	95 000
Alberta Motor Association Insurance Company pour	
Vincent L	2 966
Feehan Law Office en fiducie pour	
Duguay H.....	138 700
Iginla and Company en fiducie pour	
Duguay J	95 413
Intact compagnie d'assurance pour	
Attwell-Robichaud S	1 577
Saskatchewan Government Insurance pour	
101041132 Saskatchewan Ltd	7 347
Sugimoto & Company en fiducie pour	
Geransky A	6 000
The Manitoba Public Insurance Corporation pour	
7121326 Manitoba Ltd	2 800
The Wawanesa Mutual Insurance Company pour	
Buziak V L.....	4 330
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu	7 618
Règlement d'une réclamation liée à des dommages à un véhicule de location	
Canada Damage Recovery pour	
Enterprise Rent A Car	1 621
Règlement d'une réclamation liée à des frais de réinstallation	
Noms retenus (2)	6 282
Règlement d'une réclamation liée à des frais de transport	
BrettYoung Seeds Limited.....	24 017

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à des frais de réinstallation	
Noms retenus (2)	6 282
Règlement d'une réclamation liée à des frais de transport	
Brett Young Seeds Limited	24 017
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Ella Forbes-Chilibeck Professional Corporation en fiducie pour	
Nom retenu	13 000
Nom retenu	1 495
Nom retenu	1 500
Nom retenu	1 875
Nom retenu	1 990
Nom retenu	2 174
Nom retenu	5 000
Nom retenu	8 000
Nom retenu	10 000
Nom retenu	20 000
Nom retenu	45 205
Nom retenu	60 041
Nom retenu	92 400
Noms retenus (750)	1 500 000
Noms retenus (794)	3 231 455
Règlement d'une réclamation liée aux certificats d'exportation	
Crocco Hunter en fiducie pour	
Calvin D Anderson & Son Inc	5 000
Règlement d'une réclamation liée aux dommages des biens personnels d'un fonctionnaire	
Nom retenu	1 424
Règlement hors cour pour une réclamation liée au retardement d'une cargaison	
Springs Intellectual Property Law en fiducie pour	
Nom retenu	20 000
Règlement hors cour pour une réclamation liée à une enquête réglementaire	
Newton Wong & Associates Professional Corporation en fiducie pour	
Toronto Sun Wah Trading Inc	10 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (53)	12 867
	<u>5 437 097</u>
Agence de la santé publique du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	8 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (10)	2 447
	<u>10 447</u>
	<u>6 216 259</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Indemnisation versée au Service de police de la ville de Montréal pour une conférence	
Ville de Montréal	1 588 494
Règlement d'un litige	
Brauti Thorning Zibarras LLP en fiducie pour	
Charron M, Rajab J	7 500
Règlement lié à une demande de contrôle judiciaire	
Nom retenu	14 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4)	437
	<u>1 610 431</u>
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour des frais d'entrepôt	
Nutrifresh West Ltd	2 446
Indemnisation pour dommages à la propriété	
Coastal Pacific Xpress Inc	27 015
Grah V	1 769
Kerwin Partners s r l en fiducie pour	
Nom retenu	7 923
Noms retenus (2)	7 585
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
Allstate du Canada, compagnie d'assurance pour	
Christensen W	1 720

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Chan M K.....	1 026
Liu J.....	2 698
Intact compagnie d'assurance pour	
Nom retenu.....	14 988
Lingenfelter G.....	1 662
Nom retenu.....	3 104
Skeena Rent A Car Ltd.....	4 826
Smith D.....	1 228
Thompson A.....	3 205
Van Leyen R.....	2 061
Young B.....	1 564
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de l'État	
Pace Law Firm en fiducie pour	
Nom retenu.....	20 000
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu.....	2 040
Règlement de réclamation en matière d'emploi	
Nom retenu.....	5 000
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (3).....	14 566
Règlement de réclamation liée aux dommages provenant d'une détention	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Noms retenus (3).....	240 000
Nom retenu.....	5 346
Règlement d'une réclamation des frais judiciaires pour abandonner la poursuite judiciaire	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck s r l en fiducie pour	
Nom retenu.....	3 000
Règlement d'une réclamation en raison d'une rupture de contrat	
Telecore Inc.....	15 000
Règlement d'une réclamation liée à des griefs devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Noms retenus (2).....	28 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (114).....	26 118
	443 890
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	
Règlement à l'amiable d'une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (2).....	110 000
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu.....	12 000
Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation liée à l'emploi	
Kim Spencer McPhee Barristers.....	6 048 819
Klein Lawyers LLP.....	6 127 321
Noms retenus (35).....	1 147 679
Société professionnelle M Bastarache en fiducie pour	
Noms retenus (144).....	6 732 721
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Access Communications Co-Operative Ltd.....	1 879
Alberta Gold Taxi.....	8 000
Alberta Health Services pour	
Lindblom W.....	6 294
Alberta Motor Association Insurance Company pour	
Broen T.....	1 467
O'Day L.....	17 050
Tysiakiewicz S.....	2 117
Annis J.....	4 600
Applegarth C.....	1 500
Assiff Law Office en fiducie pour	
MacKenzie W.....	39 966

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Assurance Economical pour	
Bush B	6 731
Fry M	2 412
Avery J	2 000
Aviva Canada Inc pour	
McCormack K	7 089
Simmons C	3 230
Babb Law Office en fiducie pour	
Hayworth L	150 000
Black Mountain Irrigation District pour	
Meier D	7 780
Bragg's Auto Body pour	
Seaward G	2 047
Brideau E	4 249
Bush & Company en fiducie pour	
Simpson O	15 000
Caliber Paint & Body Inc pour	
Carlson D	2 609
Camps D	1 500
Canadian Direct Insurance pour	
Batchelar G	5 482
Carstairs O	2 000
Collett D	1 204
Compagnie d'assurance Allstate pour	
Burrill J	3 691
Carberry M	1 673
Schriever B	4 872
Compagnie d'assurance générale Dominion du Canada pour	
Brunt J, Brunt S	1 866
Compagnie d'assurance Intact pour	
Carstairs O	21 022
Chipp M	9 121
Cutarm L	4 454
Edward T	5 152
George D	2 769
Goodship N	5 900
Jarvis L	1 213
Johnson M	1 421
Lehouillier S	3 705
Mann P	8 881
Saucier M	5 653
Szautner K	3 636
Compagnie d'assurance Primum pour	
Daredia A	14 112
McWade D	3 373
Compagnie d'assurance Unifund pour	
Annis J	2 948
Lester N	8 313
Copps Services Inc pour	
Meunier M	1 461
Cougar Paint & Collisions Inc pour	
Carpenter J	1 278
Daigneault J	1 000
Dartmouth Motors	2 177
DeAngelo Brothers Corporation	4 567
Delorme C	3 111
Dent Busters pour	
White J	2 377
DeRidder J	5 400
Echelon Assurance pour	
Bremer S	4 125
Enterprise Rent A Car	3 392
Family Insurance Solutions pour	
Sansregret D	1 490
Fang J	1 809

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Fidelis Law en fiducie pour Maillet M	17 500
Flatland Auto & Truck pour Killian T	2 221
Foley M	2 312
Get Visual.....	1 452
Gouvernement de l'Alberta.....	4 785
Greig L	4 131
Hak's Auto Body Ltd pour Brown R	1 262
Henderson B	1 695
Husak B	1 500
Inder & Griffin en fiducie pour Thomas M	110 000
Insurance Corporation of British Columbia pour Al Brahi N	5 483
Albertson C	3 366
Badior S	16 410
Barley B	2 836
Bell K.....	12 846
Bitz A, Bitz V	3 653
Canvin H.....	5 612
Carr R.....	1 714
Colson A	4 930
Cooper H.....	1 306
Coquillo C	1 035
De Viet K	2 505
Dhaliwal H.....	4 285
Dhaliwal P	9 232
Dibella A.....	6 424
Direct Buy Furnace Ltd	2 333
Downton E	2 220
Egelstad S	1 101
Fell G	2 175
Gardner G	5 768
Gill K	7 564
Hayre K.....	4 503
Healey N.....	3 533
Hopkins R	1 125
Janz G	4 232
Karimi B	2 026
Kerry C	6 166
Kilpatrick S	4 742
Lee J.....	9 879
Lee J, Son S.....	1 692
Li H.....	1 407
Lulat Y	5 052
Lutz C	1 309
MacCabee Farms Ltd	8 360
Mak A	18 517
Mann R	1 386
Marchand M.....	3 383
McAuley S	34 560
Nay B.....	32 423
Neilson D	6 787
O'Dalaigh A.....	4 146
Onciul M	1 248
Patel K	1 616
Presgrave R	12 033
Prevette G	1 441
Prinz P.....	3 737
Quaedvlieg J.....	2 486
Rai S	2 040
Randhawa R	11 557
Ravi P.....	1 576
Richert D.....	3 408

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Ronalds S	2 857
Rooprai S	3 799
Rouse M.....	1 422
Ryll A.....	1 885
Schaerer C.....	1 491
Shaw L.....	2 500
Shuembom E.....	1 279
Shum F.....	1 502
Slade K.....	1 840
Strycharek B.....	4 892
Taylor B.....	1 443
Topham C.....	2 403
Tran T.....	3 444
Tremblett S.....	2 006
Tso B.....	5 338
Wall J.....	25 699
Ward B.....	3 065
White S.....	3 165
Xu Y.....	4 573
Yeon K.....	3 535
Yim C.....	1 453
Irving Collision Repairs pour	
Crawford A.....	3 120
Joe's Autobody Repair Ltd pour	
Nelson D.....	1 428
Kause J.....	1 300
Kidd Contractors Ltd pour	
Heartbreakers Bar & Grill.....	3 765
Kingsway Toyota Collision Repair Centre pour	
McConaghy J.....	1 471
Leblanc J.....	1 444
Lehal Law Corporation en fiducie pour	
Bharj S.....	36 288
LMAR Group Ltd pour	
Klyne M.....	1 546
Location de voitures Avis.....	5 443
Maaco Collision Center pour	
Dennis L.....	1 321
Mah T.....	1 000
Massei H.....	3 150
McKie M.....	5 800
McNally Gervan LLP en fiducie pour	
Yusuf A.....	125 000
MDSI pour	
Chen J.....	3 630
Menniti T.....	1 166
Murphy J.....	1 536
Murray S.....	3 035
Neufeld Z.....	2 000
Noms retenus (57).....	8 384 408
Olson J.....	1 244
Parker R.....	1 700
Patten N.....	3 200
Pavlovskii K.....	1 800
Peacock R.....	4 000
Pearlman Lindholm en fiducie pour	
O'Brien C.....	62 000
Perrin D.....	2 500
Pickering K.....	2 700
Precision Collision pour	
Osmond A.....	2 119
Province du Manitoba.....	2 196
R & W Custom Collision pour	
Gateway Regional Victim Services.....	2 478

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Radford M	2 832
Redline Custom Autobody Ltd pour McCann J	1 131
Ritter J	1 575
Riviere M.....	1 500
Roy D.....	16 372
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances pour Robinson T.....	3 645
Saskatchewan Government Insurance pour Barrete M.....	13 889
Berg J.....	8 475
Brownhat C.....	2 736
Cook W.....	4 583
Gattinger L.....	6 865
Genaille G.....	3 665
Gottfried M.....	16 247
Grenier A.....	8 436
Haile S.....	1 708
Harris S.....	3 124
Marshall H.....	1 392
Nayneecassum H.....	3 095
Niebergall J.....	1 157
Paul J.....	2 080
Pereyma L.....	42 306
Q2 Loup Negotiators Ltd.....	2 101
Service de police de la Première Nation File Hills.....	6 176
Shingoose A.....	3 127
Silva H.....	3 043
Teichreb C.....	1 659
Tumack D.....	1 572
Vranai D.....	3 392
Warren D.....	1 270
Wishart D.....	1 109
Schmidt J.....	2 500
SCM Insurance Services en fiducie pour Société de condominium 0122336.....	3 043
Security National Insurance Company pour Bystrawski A.....	2 190
Goebel T.....	3 188
MacDonald R.....	12 778
Shamrock Maintenance and Autobody Ltd pour Precision Communications Solutions Ltd.....	4 313
Société d'assurance publique du Manitoba pour Abel M.....	2 682
Archer L.....	1 674
Beaudry R.....	1 473
Burbidge A.....	3 214
Coss R.....	4 985
Desaulniers S.....	2 145
Ducharme J.....	8 938
Elias C.....	9 381
Francois J.....	1 354
Gartly R.....	7 192
Hare B.....	2 247
Hiebert G.....	2 217
Lesage J.....	1 973
Martinez B.....	1 268
McCabe D.....	1 770
Singh S.....	5 385
Tait-Linklater A.....	2 162
Société de condominium 0122336.....	17 149
Stephens R.....	1 196
TD Assurance pour Hodgkinson J.....	2 019
Teklesembet S.....	3 300

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
The Co-operators pour	
Antoine L.....	7 675
Francis T.....	1 089
Porter M.....	2 481
Stiopu P.....	4 512
Victoor C.....	2 802
Trademark Plumbing & Heating Ltd.....	1 460
UAP Inc.....	6 887
United Services Automobile Association pour	
Simpers P.....	20 626
Ushok K.....	1 477
Vadnais D.....	1 000
Ville de Kelowna.....	5 448
Ward A.....	2 577
Watson W.....	7 965
Wawanesa Assurance pour	
Gagner S.....	1 052
Gibb T.....	1 780
Kochetova O.....	1 297
Korzenowski D.....	5 628
McKinnon S.....	1 269
Nienader L.....	1 567
Westland Insurance Company Ltd pour	
Cairns F.....	2 002
White Water Marine Ltd.....	3 266
WorkSafe BC pour	
Botto L.....	23 011
Zeng J.....	4 055
Zinkan G.....	1 223
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Adam G.....	7 000
Assurance Economical pour	
Atlantic Road Construction and Paving.....	3 126
Bilodeau P.....	1 029
Buquel B.....	1 499
Buzz's Autobody Ltd pour	
Gutowski B.....	2 018
Cal's Hardware Ltd pour	
Arrigoni M.....	1 067
Carpet Superstores pour	
Chevalier J.....	1 842
Carriage Lane Estates Corporation.....	1 540
Compagnie d'assurance Intact pour	
Hendriksen A.....	19 321
Cournoyer M.....	1 512
Crouse J.....	1 095
D&J Waldner Construction pour	
Hills V.....	1 241
Despins B, Despins L.....	5 000
Dubuc R.....	1 465
Dunn K.....	15 541
Eidsness V.....	2 445
El Ali R.....	1 000
Ettinger B.....	1 048
Firoozi M.....	1 155
Gateway Property Management Corporation.....	1 361
Goulet D.....	1 890
Haley J.....	2 940
Horizon Motel.....	1 107
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Lambert A.....	4 101
Schnieder H.....	3 000
Wall J.....	5 613
Weller M.....	1 518
Zeller L.....	3 294

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Isford C.....	1 864
Janke C.....	2 000
Jones P.....	12 377
Katz K.....	1 500
Kirk C.....	1 000
Lafrance Avocats d'Affaires Inc en fiducie pour Forêt Hereford Inc.....	40 000
MacDonald J.....	1 500
MacMullin D.....	1 035
McMunn & Yates Building Supplies pour Première Nation Dakota Tipi.....	6 271
Noms retenus (2).....	235 000
Okeson D.....	5 000
Okeson M.....	4 500
Parsons W.....	1 400
Peltier E.....	1 162
Postman K.....	2 543
Redwood Inn & Suites.....	1 722
Sanden M.....	3 000
Scott A.....	1 961
Sylvester D.....	1 391
The Carpenter Edmonton Ltd pour Braden Equities Inc.....	1 129
Tong M.....	1 904
Topstorey Contracting.....	4 560
WideUse Construction & Design pour Zheng J.....	24 990
Winstanley D.....	5 710
Règlement de réclamation pour préjudice corporelle Burchells LLP en fiducie pour Bunch C.....	50 000
Cox W.....	5 000
Engel Law en fiducie pour Brisebois K.....	6 500
Chief Body L.....	5 762
Erika Norheim Professional Corporation en fiducie pour Cunningham A.....	17 400
Dormer A.....	10 000
Hanna D.....	24 417
Lattery L.....	40 337
Symyrozum J.....	14 000
FH&P Lawyers LLP en fiducie pour Hall L.....	65 000
Harper Grey LLP en fiducie pour Pourmohammadbaghera S.....	175 000
Kelly J.....	85 000
Langevin Morris Smith LLP en fiducie pour Tunnillie N.....	5 000
Marcel Simonot en fiducie pour Crain F.....	5 000
Martell S, Stang D.....	17 600
McLennan Ross LLP en fiducie pour McBain R.....	8 594
Mintz Law en fiducie pour Clyburn A.....	50 000
Noms retenus (32).....	3 856 756
Peter Andrew Abrametz Legal Professional Corporation en fiducie pour Young C.....	5 000
Ratzlaff M.....	2 500
Ratzlaff S.....	15 000
Watkins G.....	9 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
Delorme Enterprises Ltd	1 659
MD Charlton Company Ltd	15 642
Noms retenus (2)	35 864
The Good Samaritan Society pour	
Olfert G	24 457
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (287)	120 927
	<u>35 221 962</u>
Service correctionnel du Canada	
Indemnisation pour dommages causés à un véhicule	
Alberta Motor Association Insurance Company pour	
Tedla R	3 151
Canada Damage Recovery pour	
Enterprise Rent A Car	1 113
Certas Home and Auto Insurance Company pour	
Stott B	3 050
Compagnie Intact Assurance pour	
Morris E	5 249
Munro R	2 456
Dawson K	2 286
Innisfail Collision Centre pour	
Reberger J	1 226
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Duke P C	2 274
La compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour	
Brookson Y	2 000
Maillette L	3 589
Wallacey's Conley Collision pour	
Cottam K	1 933
Indemnisation pour perte et/ou dommages aux biens personnels	
Noms retenus (5)	7 178
Indemnisation pour réclamation faite à l'Ombudsman de l'approvisionnement	
Simner Corporation	4 838
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Noms retenus (3)	7 064
Règlement d'accidents de véhicules motorisés	
Noms retenus (3)	296 624
Règlement de grief d'employé	
Noms retenus (6)	183 843
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (8)	116 000
Règlement de réclamation en vertu du Tribunal canadien du commerce extérieur	
Medi+Sure Canada Inc	2 750
Règlement hors cour pour erreurs et/ou omissions du Service correctionnel du Canada	
Noms retenus (24)	12 981 605
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (799)	123 006
	<u>13 751 235</u>
	<u>51 149 518</u>
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones Canada	
Règlement d'une plainte liée à une présumée discrimination	
Nom retenu	200 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	3 500
Règlement d'une réclamation liée à un recours collectif contre l'opération Retour à la maison pour des pertes personnelles de membres des Premières nations causées par l'inondation de 2011 au Manitoba	
Mckenzie Lake Lawyers LLP	
Anderson C, Anderson K, Anderson P, Dauphin River Fisheries Company Ltd, François M, Stagg M, Stagg N, Travers B, Traverse L	
Traverse M	45 141 500
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	207
	<u>45 345 207</u>

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Indemnisation pour perte de profits liée au processus d'évaluation des soumissions	
Nom retenu	12 000
Indemnisation pour perte financière suite à une erreur administrative – Pension de retraite de la fonction publique	
Noms retenus (2)	30 036
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Noms retenus (2)	2 299
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nehmé M.	369 927
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Noms retenus (4)	89 033
Règlement d'une réclamation liée à un processus d'approvisionnement	
Nom retenu	2 046
Resolve Real Property Expertise Inc.	5 213
Règlement d'une réclamation pour dommage à une propriété	
Noms retenus (3)	210 750
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux	
Noms retenus (2)	375 000
Règlement d'une réclamation pour services rendus	
MBM Intellectual Property Law LLP en fiducie pour 1395804 Ontario Ltd	1 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (51)	8 708
	<u>1 106 512</u>
Commission de la fonction publique	
Règlement pour dommages et frais légaux	
Nom retenu	1 346
Nom retenu	4 000
Nom retenu	30 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (13)	1 927
	<u>37 273</u>
Services partagés Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (25)	5 301
	<u>1 149 086</u>
Transports	
Ministère des Transports	
Règlement d'une réclamation	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu	4 400 000
Règlement d'une réclamation concernant la conception et la construction de murs de protection pour contrecarrer l'érosion des propriétés au bord de l'eau	
Laurendeau Rasic s e n c en fiducie pour	
Noms retenus (6)	137 500
Règlement d'une réclamation liée à des travaux de réfection effectués sur une propriété de l'État	
Noms retenus (2)	130 400
Règlement d'une réclamation liée à un accident	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Noms retenus (2)	800 000
Règlement d'une réclamation liée à une cessation d'emploi	
Nom retenu	160 000
Règlement d'une réclamation liée à l'entretien d'un mur de protection	
Jean-Guy Campeau en fiducie pour	
Noms retenus (2)	13 250
Règlement d'une réclamation liée à l'émission d'un certificat médical	
Nom retenu	10 000

Paiements de réclamations contre l'État – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu	300 000
Règlement d'une réclamation pour blessures, pertes et dommages suite à la révocation d'un certificat médical	
Nom retenu	18 250
Règlement d'une réclamation pour pertes économiques	
Détenu en fiducie par un avocat pour	
Nom retenu.....	450 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (30)	8 378
	6 427 778
Office des transports du Canada	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	167
	6 427 945
Règlements soumis à des accords de confidentialité	
¹ Noms retenus (6)	11,772,306
Total.....	257 841 964

¹ En raison des accords de confidentialité associés à ces réclamations, les montants ont été exclus des sous-totaux ministériels.

Paiements à titre gracieux

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire consenti à titre de don dans l'intérêt public, sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements à titre gracieux

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires autochtones et du Nord	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Paiement aux oeuvres de bienfaisance du prince au Canada pour souligner la visite royale du prince de Galles et de la duchesse de Cornwall	
Société Qajuqturvik.....	30 000
Tumikuluit Saipaaqivik	15 000
	45 000
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Indemnisation pour dommages corporels	
Li F.....	2,950
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Ajustement d'allocation pour relève d'un aidant familial	
Noms retenus (26)	193,180
Indemnisation de frais associés aux services dentaires	
Lovick D.....	3,875
	197,055
Conseil privé	
Bureau du directeur général des élections	
Remboursement des frais engagés à la suite de l'annulation d'une réunion	
Dicerni R.....	195
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des frais de déplacement des invités pour le programme de reconnaissance des Forces armées canadiennes	
Balbeuna R	616
Collins J.....	612
Comeau S.....	664
Desjardins P.....	835
Desmarais T.....	1 392
Ford L.....	1 235
HRG Worldwide pour	
Desrochers J.....	219
Molina S.....	996
Thyer N.....	1 475
Lavalliere J.....	208
Slade E.....	435
Indemnisation pour dommages corporels	
Thomson R.....	41 529
White D.....	24 000
Indemnisation pour pertes de biens personnels	
Flavin T.....	297
Indemnisation pour un grief	
Cabinet juridique Michel Drapeau pour	
Bossé F.....	8 000
Durand D.....	50 000
Paiement aux victimes touchées par l'incident d'une grenade de 1974 à la base des Forces canadiennes de Valcartier	
Noms retenus (149).....	6 895 640
	7 028 153

Paievements à titre gracieux – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Environnement et Changement climatique	
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Raby L.....	1 000
Remboursement d'appareils auditifs	
Nom retenu.....	7 580
	<u>8 580</u>
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Paievements inférieurs à 100 \$ (10).....	600
Innovation, Sciences et Développement économique	
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Règlement pour violation présumée du contrat	
Nom retenu.....	6 000
Services consultatifs fiscaux – Phénix	
Cochrane A.....	200
	<u>6 200</u>
Justice	
Ministère de la Justice	
Paievement bienveillant pour frais judiciaires	
JFK Law Corporation en fiducie pour	
Mikisew Cree Première Nation.....	99 000
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Paievements inférieurs à 100 \$ (2).....	166
	<u>99 166</u>
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
Paievements inférieurs à 100 \$ (2).....	84
Office national du film	
Paievement pour un projet de film non réalisé	
Nom retenu.....	18 000
	<u>18 084</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Indemnisation pour frais funéraires	
Maison funéraire Humphreys' Ltée pour	
Nom retenu.....	25 579
Santé	
Ministère de la Santé	
Paievement au gouvernement du Manitoba pour aborder les priorités des effets critiques sur la santé	
Manitoba Health.....	5 000 000
Paievement au gouvernement du Québec à l'appui du système de santé de la province	
Gouvernement du Québec.....	9 907 229
Régime d'aide extraordinaire	
Nom retenu.....	120 000
	<u>15 027 229</u>
Instituts de recherche en santé du Canada	
Indemnisation pour les frais juridiques	
Fonds de recherche du Québec.....	37 644
	<u>15 064 873</u>

Paielements à titre gracieux – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Sécurité publique et Protection civile	
Gendarmerie royale du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à des biens personnels	
Wheeldon M.....	1 950
Indemnisation pour frais de réinstallation	
Bond D.....	20 881
	22 831
Transports	
Ministère des Transports	
Amendes collectées à la suite de poursuites en vertu de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i> , qui ont été versées au Fonds Avenir Lac-Mégantic pour aider à la reprise économique	
Fonds Avenir Lac-Mégantic.....	250 000
Total.....	22 769 266

Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgarion, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Montants adjugés par une cour

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires autochtones et du Nord	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Autorisation – Cour d'appel de l'Ontario	
C60706	
Adjugé des frais judiciaires	
Services juridiques autochtones en fiducie pour	
Gehl L.....	20 379
Autorisation – Cour du Banc de la Reine de l'Alberta	
I601-05247	
Adjugé des frais judiciaires	
Osler, Hoskin & Harcourt LLP en fiducie pour	
Anterra Energy Inc	4 000
Autorisation – Cour fédérale	
T-1427-15	
Adjugé des frais judiciaires	
Devlin Gailus Watson Barristers & Solicitors en fiducie pour	
Enge W et l'Alliance des Métis de North Slave	84 230
T-1618-15	
Adjugé des frais judiciaires	
Hensel Barristers Professional Corporation en fiducie pour	
Première Nation des Algonquins du Lac Barrière.....	350 000
T-2205-14	
Adjugé des frais judiciaires	
Donovan & Company en fiducie pour	
Good M.....	28 921
T-2579-91	
Adjugé des frais judiciaires	
Commission hydro-électrique du Manitoba	764 000
Ministre des Finances de l'Ontario	2 100 000
Ministre des Finances du Manitoba.....	736 000
Adjugé pour dommages	
Major Sobiski Moffat LLP en fiducie pour	
Roger Southwind au nom de la Première Nation du Lac seul	33 244 110
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
CV-09-372025-CP	
Adjugé pour les intérêts accumulés du jugement sommaire	
Wilson Christen Barristers LLP en fiducie pour	
Brown M.....	2 967
Autorisation – Cour supérieure du Québec	
500-17-048861-093	
Adjugé des frais spéciaux	
Schulze D pour	
Descheneaux S, Yantha S et Yantha T de la Première Nation Abénakis d'Odanak	48 573
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
S052368	
Adjugé pour la collection de loyers en arriérage	
Cowichan Tribes.....	11 120
S110843	
Adjugé des frais judiciaires	
Blake, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour	
Atlantic Waste Systems Ltd	7 019
Autorisation – Cour suprême du Canada	
S.C.C.36692	
Adjugé des frais judiciaires	
Blake, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour	
Hamlet of Clyde River, Nammautaq Hunters & Trappers Organization et Natanine J.....	6 984

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour suprême du Yukon	
<i>S.C. 13-A0159</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Taku River Tlingit Première Nation.....	25 000
	<u>37 433 303</u>
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1580-09</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Abdelrazik A	60 000
<i>T-405-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gareau P	4 000
	<u>64 000</u>
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1806-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Bruce D A	750
<i>T-1907-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Northrup H.....	3 500
Northrup H	871
<i>T-2092-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Duncan Craig LLP en fiducie pour	
Lien D D	2 000
	<u>7 121</u>
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-2271-16</i>	
Adjugé des frais administratifs	
Fowler R	50
Autorisation – Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador	
<i>2006 08T 109</i>	
Adjugé pour dommages	
Benson Buffet en fiducie pour	
10565 Nfld Inc	885 986
	<u>886 036</u>

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Environnement et Changement climatique	
Agence canadienne d'évaluation environnementale	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1832-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fiducie Skeenawild Conservation	35 000
First Peoples Law Corporation.....	50 000
Peter Grant Law Corporation	50 000
<i>Autorisation – Cour d'appel fédérale</i>	
<i>A-437-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
C Allan Donovan Law Corporation en fiducie pour	
Haisla Nation.....	425 004
JFK Law Corporation	164 056
JFK Law Corporation en fiducie pour	
Gitxaala Nation	515 231
Mandell Pinder LLP en fiducie pour	
Nadleh Whut'en Band&Nak'azdli Whut'en Band.....	234 900
Michael Lee Ross Barrister and Solicitor en fiducie pour	
Gitga'at First Nation	328 833
NG Ariss Fong Lawyers en fiducie pour	
Kitasoo Xaï'xais Band Council and Heiltsuk	243 336
White Raven Law Corporation en fiducie pour	
Haida Nation	233 878
	2 280 238
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1533-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Leahy T E.....	250
<i>Autorisation – Cour d'appel fédérale</i>	
<i>A-281-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Hamza Talpur en fiducie pour	
Hong A.....	1 350
<i>A-9-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour	
Therrien S	5 000
<i>Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
<i>CV-11-436848</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Cavaluzzo LLP en fiducie pour	
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.....	350 000
<i>Autorisation – Cour Suprême du Canada</i>	
<i>31809-31810</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Laroche Martin, Avocat pour	
Confédération des syndicats nationaux.....	35 485
	392 085

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>IMM-4640-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Poulton Law Office Professional Corporation en fiducie pour	
Hosseini S H	2 000
<i>T-1-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Jacques Beauchemin avocat en fiducie pour	
Ajjawi H.....	5 000
<i>T-1584-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Waldman and Associates en fiducie pour	
Hassouna A A	5 000
<i>T-2095-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven Cameron Ballantyne & Yazbeck s r l en fiducie pour	
Blois D.....	1 000
<i>T-213-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Green and Spiegel s r l en fiducie pour	
Parkhomenko P	5 000
<i>T-2154-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Mamann Sandaluk & Kingwell s r l en fiducie pour	
Bandukda M S.....	5 000
<i>T-232-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gerami Law Professional Corporation en fiducie pour	
Thelwell J E	2 000
<i>T-27-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Embarkation Law Corporation en fiducie pour	
Gucake T G	5 000
<i>T-273-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Situ C.....	5 000
<i>T-438-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gerami Law Professional Corporation en fiducie pour	
Sakr M	5 000
<i>T-6-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Matthew Jeffery Barrister & Solicitor en fiducie pour	
Madanat T	5 000
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-51-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Poulton Law Office Professional Corporation en fiducie pour	
Oberlander H.....	19 067
	<hr/>
	64 067
	<hr/>
Infrastructure et Collectivités	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur	
<i>PR-2016-062</i>	
Adjugé pour opportunité d'affaire perdue	
Slenke Inc	70 000
	<hr/>

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Justice	
Ministère de la Justice	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1072-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Kohlenberg D	2 500
<i>T-392-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fernandes Hearn s r l en fiducie pour	
McKeil Marine Ltd.....	10 686
	<u>13 186</u>
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-429-00</i>	
Adjugé des prestations de pension	
Corbett M C	62 370
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1468-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Miller Thomson LLP en fiducie pour	
Teva Canada Limited	750
<i>T-872-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Miller Thomson LLP en fiducie pour	
Teva Canada Limited	750
	<u>1 500</u>
	<u>77 056</u>
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
<i>Autorisation – Cour d'appel fédérale</i>	
<i>A-264-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling WLG LLP en fiducie pour	
Shoan B.....	1 461
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
<i>Autorisation – Cour d'appel fédérale</i>	
<i>A-264-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling WLG LLP en fiducie pour	
Shoan B.....	1 461
	<u>2 922</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1718-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Clifford Shiels S E N C R L en fiducie pour	
Kinghorne S	2 396

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Ressources naturelles	
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
<i>Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
16-56872	
Coûts sur une motion	
Gowling WLG (Canada) LLP en fiducie pour	
Greening F	30 000
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
<i>Autorisation – Cour d'appel de la Colombie-Britannique</i>	
CA43363	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Veracity Capital Corporation.....	20 734
<i>Autorisation – Cour d'appel de l'Ontario</i>	
C62491	
Adjugé relatif aux impôts	
McCarthy Tetrault S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Slate Asset Management	20 000
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
17-T-43	
Adjugé des frais judiciaires	
Alibhai A	1 362
T-1013-15	
Adjugé des frais judiciaires	
Grenon J T	7 937
T-1283-16	
Adjugé relatif aux impôts	
Gingell C	2 500
T-1736-14	
Adjugé des frais judiciaires	
Hillis V & Deegan G L	94 487
T-1842-15	
Adjugé des frais judiciaires	
Felesky Flynn S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Cybernius Medical Ltd.....	1 000
T-1958-14	
Adjugé des frais judiciaires	
Davies Ward Phillips & Vineberg S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Rosenberg M.....	16 271
T-1996-14	
Adjugé relatif aux impôts	
Cloth J	2 989
T-280-17	
Adjugé relatif aux impôts	
Succession de Wayne Alan Howard	500
T-345-17	
Adjugé relatif aux impôts	
Pomeroy's Masonry Ltd	2 700
T-387-16	
Adjugé des frais judiciaires	
Leblanc Donaldson en fiducie pour	
6075240 Canada Inc	3 967
T-557-17	
Adjugé des frais judiciaires	
Keller Williams Referred Realty Inc	9 023
T-908-12	
Adjugé des frais judiciaires	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
BP Canada Energy Company	11 535

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-180-16</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
DS Avocats en fiducie pour	
Montminy M.....	3 811
<i>A-249-16</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McCarthy Tetrault S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Club Intrust.....	9 782
<i>A-341-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Leblanc Donaldson en fiducie pour	
6075240 Canada Inc.....	3 658
<i>A-385-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
BP Canada Energy Company.....	6 047
<i>A-406-14</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Gittens & Associates en fiducie pour	
Peach H.....	5 505
<i>A-456-10</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Boudreau Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Robertson R, Saunders R.....	3 109
<i>A-475-15</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Alexander College Corp.....	14 397
<i>Numéro de jugement retenu</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Nom retenu.....	6 230
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>31-1422211</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Brandy D T.....	5 000
<i>CV-16-11423-00CL</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McCarthy Tetrault S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Slate Asset Management.....	20 000
<i>CV-17-1165-00</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Pallett Valvo S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Berdeklis S, Grossi G, Mainiero M.....	13 349
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>1546870</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
McInerney P H.....	2 357
<i>S122244</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Veracity Capital Corporation.....	19 371
Autorisation – Cour suprême du Canada	
<i>37467</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Veracity Capital Corporation.....	1 556

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>Autorisation – Cour canadienne de l'impôt</i>	
<i>2004-3561(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Boudreau Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Robertson R, Saunders R.....	38 656
<i>2005-1631(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Davies Ward Phillips & Vineberg S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Potash Corporation de la Saskatchewan Inc.....	33 328
<i>2012-3401(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McCarthy Tetraault S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Club Intrust.....	29 084
<i>2012-4171(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Cherevaty L.....	46 019
<i>2012-4559(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Boateng K.....	4 325
<i>2012-5023(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Milot Law en fiducie pour	
Eun-Sook L.....	26 644
<i>2012-950(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
CIT Group Securities Inc.....	500
<i>2013-2968(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Palmer-Amour E.....	5 000
<i>2013-4000(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
KPMG cabinet juridique S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Ike Enterprises Inc.....	101 739
<i>2013-4435(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Gittens & Associates en fiducie pour	
Peach H.....	1 835
<i>2014-2006(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
LaBarge Weinstein S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Grimes K et Ozerdinc M E administrateurs de la fiducie pour la famille Ozerdinc Numéro 2.....	130 933
<i>2014-3307(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Parthiban J.....	250
<i>2014-3670(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Milot Law en fiducie pour	
Chaplin J.....	5 114
<i>2014-385(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Lenczner Slaght Royce Smith Griffin S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Teranet Inc.....	8 664
<i>2014-4563(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Aird & Berlis S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Triple M Metal LP.....	21 124
<i>2015-1802(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Milot Law en fiducie pour	
Selak T.....	20 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>2015-2693(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
DLA Piper (Canada) S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Joe E	6 598
<i>2015-3909(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thompson D J en fiducie pour	
Ashworth M	3 910
<i>2015-465(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Landy J	1 000
<i>2016-1159(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Pittiglio R	1 000
<i>2016-2813(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Chitalia J	764
<i>2016-307(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Bernard D	1 185
<i>2016-4465(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Gunn A R en fiducie pour	
Cway Logistics Ltd	150
<i>2016-4471(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Price J D	100
<i>2016-906(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Davrey K	3 500
<i>2017-111(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Barry A M	100
<i>2017-1910(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Rosen Kirshen Tax Law en fiducie pour	
Valovic D, Valovic I	525
<i>2017-224(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McEachnie C	200
<i>2017-658(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Smith D A	200
<i>Numéros de jugement retenus (8)</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Noms retenus (8)	508 198
	<u>1 309 822</u>
Santé	
Ministère de la Santé	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-2223-14 et T-1653-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Apotex Inc	200 000
<i>T-748-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Kelly Santini S E N C R L en fiducie pour	
Chickoski W	3 900

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour fédérale et Cour d'appel fédérale	
<i>T-1381-07 et A-117-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
The Winning Combination Inc.....	1 183 507
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-414-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck S E N C R L en fiducie pour	
Haydon M.....	1 042
	<u>1 388 449</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>IMM-3197-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Subodh S Bharati Barrister & Solicitor en fiducie pour	
Scotland R.....	3 390
<i>IMM-3233-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Shannon Black S E N C R L en fiducie pour	
Saadeldin O.....	750
<i>T-186-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Sodhi G.....	1 500
<i>T-491-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Thomas T.....	300
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-477-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Lapointe Rosenstein Marchand Melançon S E N C R L en fiducie pour	
Globe Union Canada Inc.....	1 720
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CR-17-90000167-00MO</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Subodh S Bharati Barrister & Solicitor en fiducie pour	
Scotland R.....	61 761
<i>CV-15-5510</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Danson Recht S E N C R L en fiducie pour	
Gill A.....	1 200
<i>M038/17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Jared Will & Associates en fiducie pour	
Ali K.....	30 000
Autorisation – Cour suprême du Canada	
<i>35388</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Legal Services Society en fiducie pour	
Sinnappillai S.....	22 291
	<u>122 912</u>

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-2243-16</i>	
Règlement de dépenses	
Queen's Prison Law en fiducie pour	
Dorsey F.....	1 400
<i>T-640-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Smith W	300
<i>T-67-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ouellette G	684
	2 384
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation – Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan	
<i>2006 SKQB 483</i>	
Adjugé pour dommage matériel	
Merchant Law Group en fiducie pour	
Clysdale C, Clysdale R, Clysdale R, Isaacs B, Isaacs B, Isaacs M, McCormick N	35 000
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-234-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dentons Canada S E N C R L en fiducie pour	
Herrera-Morales J.....	8 651
Autorisation – Cour provinciale du Nouveau-Brunswick	
<i>32605601</i>	
Adjugé en vertu d'une ordonnance de probation	
Bayne Sellar Ertel Carter en fiducie pour	
Gouvernement du Canada et autres organisations variées.....	550 000
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>2921/14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ledroit Law en fiducie pour	
Doe J.....	43 000
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>M137219</i>	
Adjugé pour dommages	
Webster and Associates en fiducie pour	
Parlby J	2 610 821
<i>M144055</i>	
Adjugé pour dommages	
Infinity Law Corporation en fiducie pour	
McLatchie D	427 366
	3 674 838
Service canadien du renseignement de sécurité	
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>ONSC 4259</i>	
Remboursement de frais	
Champ & Associates en fiducie pour	
Almaki N, Almalki S, Almalki Y, Kandar B	30 000
<i>CV-11-1555-00</i>	
Remboursement de frais	
Anser Law Professional Corporation en fiducie pour	
Mejid A.....	5 000
	35 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Service correctionnel du Canada	
Autorisation – Cour du banc de la Reine de l'Alberta	
1603 08489	
Adjugé des frais judiciaires	
Erika Norheim Professional Corporation en fiducie pour	
Nom retenu.....	300
Autorisation – Cour fédérale	
T-1097-15	
Adjugé des frais judiciaires	
Grace, Snowdon & Terepocki LLP en fiducie pour	
Nom retenu.....	1 000
T-1108-14	
Adjugé des frais judiciaires	
Todd Sloan en fiducie pour	
Nom retenu.....	3 505
T-1249-17	
Adjugé des frais judiciaires	
Queen's Prison Law Clinic pour	
Nom retenu.....	192
T-1251-17	
Adjugé des frais judiciaires	
Queen's Prison Law Clinic pour	
Nom retenu.....	125
T-1795-16	
Adjugé des frais judiciaires	
Queen's Prison Law Clinic pour	
Nom retenu.....	900
T-1881-16	
Adjugé des frais judiciaires	
Queen's Prison Law Clinic pour	
Nom retenu.....	1 000
T-2063-15	
Adjugé pour les biens personnels	
Nom retenu.....	500
T-2165-16	
Adjugé des frais judiciaires	
Queen's Prison Law Clinic pour	
Nom retenu.....	1 500
T-2269-14	
Adjugé pour les biens personnels	
Nom retenu.....	81
T-368-17	
Adjugé des frais judiciaires	
Queen's Prison Law Clinic pour	
Nom retenu.....	600
T-384-17	
Adjugé des frais judiciaires	
Queen's Prison Law Clinic pour	
Nom retenu.....	500
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
A-209-16, A-210-16 et A-211-16	
Adjugé des frais judiciaires	
Todd Sloan en fiducie pour	
Nom retenu.....	2 635

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
2552/15	
Adjugé des frais judiciaires	
Mckenzie Lake Lawyers LLP en fiducie pour	
Nom retenu.....	17 720
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
S140297	
Adjugé des frais judiciaires	
Grace, Snowdon & Terepocki LLP et Webster & Associates en fiducie pour	
Nom retenu.....	12 707
S30560	
Adjugé des frais judiciaires	
Grace, Snowdon & Terepocki LLP en fiducie pour	
Nom retenu.....	3 500
Autorisation – Cour suprême de la Nouvelle-Écosse	
Amh 437994	
Adjugé des frais judiciaires	
Dalhousie Legal Aid Service pour	
Nom retenu.....	2 500
TRU-460162	
Adjugé des frais judiciaires	
Satellite Tax Law en fiducie pour	
Nom retenu.....	1 500
	50 765
	<u>3 885 899</u>
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
T-918-17	
Adjugé des frais judiciaires	
Conway Baxter Wilson LLP en fiducie pour	
Assemblée des Premières Nations, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada et al	19 000
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
15-66977	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling WLG (Canada) S E N C R L/s r l en fiducie pour	
176026 Canada Inc	15 000
Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur	
PR-2016-058	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau Dumoulin S E N C R L en fiducie pour	
Le Groupe Conseil Bronson Consulting Group Inc	4 700
	<u>19 700</u>
Transports	
Ministère des Transports	
Autorisation – Cour du banc de la reine Winnipeg-Centre	
CI 17-01-11272	
Adjugé des frais judiciaires	
Thompson Dorfman Sweatman LLP en fiducie pour	
Omnitrax Inc	2 233

Montants adjugés par une cour – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1353-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dallas L R.....	2 000
<i>T-348-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Oceanex Inc	1 500
<i>T-461-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Walsh J E.....	125
<i>T-444-15</i>	
Adjugé pour des frais judiciaires et dommages subis au sein de l'industrie	
Parlee McLaws LLP en fiducie pour	
Rotor Maxx Support Ltd	92 000
	97 858
Total.....	48 029 952

Section 9

Comptes publics du Canada
2017-2018

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires autochtones et du Nord	250
Agriculture et Agroalimentaire	252
Environnement et Changement climatique	254
Famille, Enfants et Développement social	256
Infrastructure et Collectivités.....	256
Innovation, Sciences et Développement économique	258
Justice.....	260
Patrimoine canadien.....	260
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	260
Ressources naturelles	262
Santé.....	264
Sécurité publique et Protection civile	264
Services aux Autochtones	264
Services publics et Approvisionnement.....	266
Transports	266

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Affaires autochtones et du Nord					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Aide à la gestion des urgences	-	-	-	-	-
Association des trappeurs Cris	-	-	-	-	-
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak	-	-	-	-	-
Entente concernant la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik	-	-	-	-	25 645
					21 671
					<i>244 068</i>
Entente sur les inondations du Nord	-	-	-	-	-
Négociations de traité trilatéral	-	-	-	-	-
Procédés de vérification des réclamations finales sous le <i>Protocole</i> <i>d'entente concernant le programme d'assistance sociale pour les Indiens</i>	-	-	-	-	-
Projet pilote du bien-être communautaire – Documentaire jeunesse avec le Ministère du Développement du Nord et des Mines – Secrétariat du Cercle de feu	-	-	-	-	-
Protection contre les inondations	-	-	-	-	-
Protection des forêts	-	-	-	-	504
					1 083
					<i>9 871</i>
Routes des réserves	-	-	-	-	-
Services sociaux	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	26 149
					22 754
					<i>253 939</i>

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	64	-	-	64
-	-	-	-	-	-	75	-	-	75
5 779	-	9 690	-	-	15 469	213	-	-	15 682
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	(a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	(a)
-	-	-	-	-	-	-	77	-	77
-	-	-	-	-	-	-	39	-	39
-	-	-	-	-	-	191	614	-	805
-	-	-	-	-	25 645	-	-	-	25 645
-	-	-	-	-	21 671	-	-	-	21 671
-	-	-	-	-	244 068	-	-	-	244 068
-	26	-	-	-	26	-	-	-	26
-	53	-	-	-	53	-	-	-	53
-	123 201	-	-	-	123 201	-	-	-	123 201
-	-	-	-	6 029	6 029	-	-	-	6 029
-	-	-	-	6 029	6 029	-	-	-	6 029
-	-	-	-	139 500	139 500	-	-	-	139 500
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
174	-	-	-	-	174	-	-	-	174 (a)
50	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
50	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	9 069	-	-	9 069	-	-	-	9 069
-	-	1 300	-	-	1 804	-	-	-	1 804
-	5 624	1 192	-	-	7 899	-	-	-	7 899
31 886	67 230	33 938	-	-	142 925	-	-	-	142 925
800	-	-	-	-	800	-	-	-	800
5 700	5 073	-	-	-	10 773	-	-	-	10 773 (a)
16 900	112 568	-	-	-	129 468	-	-	-	129 468 (a)
173 250	-	-	-	-	173 250	-	-	-	173 250
270 126	-	-	-	-	270 126	-	-	-	270 126
4 925 063	-	-	-	-	4 925 063	-	-	-	4 925 063
174 100	26	1 300	-	6 029	207 604	64	77	-	207 745
275 826	10 750	1 192	-	6 029	316 551	75	39	-	316 665
4 979 852	302 999	52 697	-	139 500	5 728 987	404	614	-	5 730 005

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
2011 Canada – Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et au rétablissement des pâturages	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et au rétablissement de l'approvisionnement en fourrage.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	4 906	-
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	52
2012 Canada – Ontario Initiative d'aide au transport du fourrage et du bétail	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2012 Canada – Québec Initiative d'aide au transport des animaux et du fourrage	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	113
2013 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative d'aide aux producteurs de fraises.....	-	-	-	-	-
	-	-	(6)	-	-
	-	-	750	-	-
2014 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide contre l'influenza aviaire	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2014 Canada – Manitoba Initiative d'aide à l'approvisionnement en fourrage et au transport	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2016 Canada – Alberta Initiative d'aide aux éleveurs d'animaux atteints de tuberculose bovine	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative de l'éclosion de feu bactérien	-	-	489	-	-
	-	-	783	-	-
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative secteur du sirop d'érable.....	-	-	-	-	-
	-	-	440	-	-
	-	-	590	-	-
2016 Canada – Saskatchewan Initiative d'aide en tuberculose bovine	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2017 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2017 Canada – Québec Initiative d'aide aux entreprises agricoles affectées par des épisodes exceptionnels de grêle	-	-	-	-	6 487
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	6 487

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1 176	-	1 176	-	-	-	1 176
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	793	793	-	-	-	793
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	105	105	-	-	-	105
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1 399	1 399	-	-	-	1 399
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	6 948	-	-	-	6 948	-	-	-	6 948
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	4 906	-	-	-	4 906
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	67 428	141 359	22 538	-	231 377	-	-	-	231 377
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	222	-	-	-	222
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	113	-	-	-	113
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	(6)	-	-	-	(6)
-	-	-	-	-	750	-	-	-	750
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2 340	-	-	-	2 340	-	-	-	2 340
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	2 216	-	2 216	-	-	-	2 216
-	-	-	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
-	-	-	8 216	-	8 216	-	-	-	8 216
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	489	-	-	-	489
-	-	-	-	-	783	-	-	-	783
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	440	-	-	-	440
-	-	-	-	-	590	-	-	-	590
-	-	63	-	-	63	-	-	-	63
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	63	-	-	63	-	-	-	63
-	-	-	-	6 369	6 369	-	-	-	6 369
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	6 369	6 369	-	-	-	6 369
-	-	-	-	-	6 487	-	-	-	6 487
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	6 487	-	-	-	6 487

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Agri-protection – Contributions.....	205	8 859	1 316	2 477	26 728
	236	9 050	1 282	2 771	26 813
Agri-stabilité – Contributions	4 771	131 411	25 268	73 651	829 999
	–	3 586	–	–	(27 066)
	–	4 415	–	–	42 290
Agri-stabilité – Subventions	1 653	79 552	25 870	63 263	1 009 564
	3 468	–	9 656	6 467	–
	1 971	–	21 926	1 604	–
	7 562	–	71 355	35 191	–
Cultivons l'avenir 2 – Programmes à frais partagés	4 254	3 581	3 972	3 829	34 877
	3 790	3 923	3 674	3 768	29 936
	19 044	19 044	18 368	18 622	148 976
Initiatives Agri-risques – Activités de renforcement des capacités administratives.....	–	45	93	38	1 496
	–	–	–	–	562
	–	45	93	38	2 882
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programmes complémentaires de sécurité du revenu	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	10 745	15 015	13 004	5 626	518 004
Programme Agri-investissement – Contributions	–	–	–	–	20 036
	–	–	–	–	24 986
	–	–	–	–	238 728
Programme Agri-investissement – Subventions	43	1 299	948	1 040	–
	101	1 411	1 039	1 097	–
	1 038	20 422	13 177	14 743	16 812
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	150	–
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	387	4 509	3 991	3 675	4 000
Programme de démarrage d'Agri-investissement – Contributions.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	92 514
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	102	1 069	902	813	–
Stratégie emploi jeunesse – Programme objectif carrière.....	9	29	45	–	178
	–	14	–	–	204
	61	301	438	234	5 309
Total du portefeuille ministériel	7 979	17 399	16 030	13 851	62 736
	6 098	18 813	28 844	9 240	124 791
	45 363	271 368	174 589	220 912	2 873 440
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Accord Canada – Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec	–	–	–	–	241
	–	–	–	–	240
	–	–	–	–	9 403
Accord concernant les relevés hydrométriques	384	84	267	295	969
	448	72	230	324	1 133
	7 526	726	2 658	4 974	28 775
Entente Canada avec les provinces et territoires concernant le suivi de la qualité de l'eau	48	228	–	29	164
	48	234	–	29	155
	192	870	–	115	899
Entente Canada concernant le suivi de la qualité de l'eau du bassin du Saint-Laurent – Atlantique.....	–	–	–	–	37
	–	–	–	–	35
	–	–	–	–	160
Entente Canada – Québec sur le plan du Saint-Laurent	–	–	–	–	4 427
	–	–	–	–	5 065
	–	–	–	–	46 665

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
60 865	95 411	230 633	207 460	17 751	651 705	–	–	–	651 705
57 667	88 487	262 956	233 973	18 261	701 496	–	–	–	701 496
1 404 674	1 722 450	4 572 250	3 683 493	329 644	12 777 611	–	–	–	12 777 611
(65 741)	–	12 848	108 187	2 977	34 791	–	–	–	34 791
81 058	–	90 316	83 168	10 281	311 528	–	–	–	311 528
1 207 123	587 386	1 782 027	1 460 450	298 358	6 515 246	–	–	124	6 515 370
–	7 893	(417)	–	(239)	26 828	–	–	–	26 828
–	10 226	(290)	–	(77)	35 360	–	–	13	35 373
–	376 424	(28 790)	–	(1 943)	459 799	–	–	46	459 845
48 146	16 218	39 753	31 914	13 848	200 392	783	463	762	202 400
48 737	19 455	40 510	51 997	11 623	217 413	597	649	820	219 479
225 588	90 993	199 704	207 777	57 441	1 005 557	3 142	1 205	3 809	1 013 713 (f)
–	520	667	1 428	158	4 445	–	–	–	4 445
–	484	672	878	156	2 752	–	–	–	2 752
–	2 677	3 592	6 294	759	16 380	–	–	–	16 380
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
248 516	38 604	45 996	190 826	62 001	1 148 337	340	–	416	1 149 093
–	–	–	–	–	20 036	–	–	–	20 036
–	–	–	–	–	24 986	–	–	–	24 986
–	–	–	–	–	238 728	–	–	–	238 728
28 661	20 497	55 207	34 969	4 912	147 576	–	–	2	147 578
27 445	19 788	53 156	43 327	4 912	152 276	–	–	2	152 278
368 341	255 123	629 901	461 325	59 075	1 839 957	–	–	17	1 839 974
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	150	–	–	–	150
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
(3)	(1)	(1)	–	–	(5)	–	–	–	(5)
95 682	56 248	97 388	248 182	22 849	536 911	–	–	10	536 921
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	92 514	–	–	–	92 514
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
(1)	(1)	(1)	(3)	–	(6)	–	–	–	(6)
22 600	14 355	25 801	63 999	5 020	134 661	–	–	7	134 668
151	100	106	130	74	822	–	–	–	822
211	82	88	168	86	853	–	–	–	853
1 561	668	529	928	752	10 781	–	–	–	10 781
72 082	140 639	338 860	386 304	45 850	1 101 730	783	463	764	1 103 740
215 114	138 520	447 406	419 508	45 242	1 453 576	597	649	835	1 455 657
3 574 307	3 221 644	7 469 820	6 355 204	843 030	25 049 677	3 482	1 205	4 429	25 058 793
–	–	–	–	–	241	–	–	–	241
–	–	–	–	–	240	–	–	–	240
–	–	–	–	–	9 403	–	–	–	9 403
2 094	1 299	1 693	1 977	1 921	10 983	1 071	–	514	12 568
2 059	1 056	1 297	1 736	1 678	10 033	2 359	–	(388)	12 004
47 827	16 981	20 477	31 578	14 604	176 126	8 558	–	1 574	186 258
–	–	–	–	–	469	43	–	–	512
–	–	–	–	–	466	36	–	–	502 (a)
–	–	–	–	–	2 076	169	–	–	2 245 (a)
–	–	–	–	–	37	–	–	–	37
–	–	–	–	–	35	–	–	–	35
–	–	–	–	–	160	–	–	–	160
–	–	–	–	–	4 427	–	–	–	4 427
–	–	–	–	–	5 065	–	–	–	5 065
–	–	–	–	–	46 665	–	–	–	46 665

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
LEP – Loi sur les espèces en péril	–	–	–	–	399
	–	–	–	–	373
	–	–	–	–	2 621
Pâtes et papier	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	3 672
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	1 151
Programme national pancanadien de surveillance de la pollution atmosphérique	128	213	220	177	1 652
	136	226	234	189	1 758
	678	1 130	1 167	941	8 773
Régularisation de la rivière des Outaouais	–	–	–	–	105
	–	–	–	–	101
	–	–	–	–	2 710
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	–	–	–	–	246
	–	–	–	–	246
	–	–	–	–	4 463
Total du portefeuille ministériel	560	525	487	501	8 290
	632	532	464	542	9 156
	8 396	2 726	3 825	6 030	109 292
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Apprentissage et la garde des jeunes enfants	7 383	3 547	11 710	9 733	87 447
	–	–	–	–	–
	7 383	3 547	11 710	9 733	87 447
Ententes sur le développement de la main d'oeuvre	1 565	444	2 074	1 863	–
	–	–	–	–	–
	1 565	444	2 074	1 863	–
Ententes sur le développement du marché du travail	139 190	28 302	92 748	103 405	641 927
	128 179	28 773	93 424	103 860	671 383
	1 249 672	267 561	850 481	913 863	6 076 201
Ententes sur le marché du travail relatif aux personnes handicapées.....	4 578	1 376	8 290	5 951	45 893
	4 578	1 376	8 290	5 951	45 893
	64 097	19 259	116 065	83 312	642 501
Fonds canadien pour l'emploi	7 181	2 064	12 954	10 316	113 992
	8 013	2 247	14 353	11 439	125 856
	29 903	8 399	53 640	42 812	469 970
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	–	–	–	–	–
	1 391	240	1 188	521	5 649
	12 288	3 546	11 457	9 041	70 639
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux (SIGEI)	15	15	15	15	15
	26	26	26	26	26
	1 298	1 298	1 298	1 298	1 298
Total du portefeuille ministériel	159 912	35 748	127 791	131 283	889 274
	142 187	32 662	117 281	121 797	848 807
	1 366 206	304 054	1 046 725	1 061 922	7 348 056
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	2 156	–	–	–	–
	4 430	–	–	–	121
	102 448	30 006	105 500	378 600	895 232
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	–	–	–	–	26 995
	1 613	42	670	296	18 073
	54 283	21 952	36 951	32 415	220 780
Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	3 495	–	360	294	3 080
	3 635	–	7 939	–	29 096
	71 351	13 250	176 679	15 990	962 861

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	399	-	-	-	399
-	-	-	-	-	373	-	-	-	373
-	-	-	-	502	3 123	35	-	-	3 158
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	273	3 945	-	-	-	3 945
-	-	19	-	-	19	-	-	-	19
-	25	58	-	-	83	-	-	-	83
2 267	9 852	10 070	7 345	41	29 575	-	-	-	29 575
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1 151	-	-	-	1 151
2 510	269	241	688	929	7 027	38	13	13	7 091
2 671	287	257	732	988	7 478	41	14	14	7 547
13 329	1 431	1 280	3 652	4 932	37 313	203	68	68	37 652
105	-	-	-	-	210	-	-	-	210
101	-	-	-	-	202	-	-	-	202
2 710	-	-	-	-	5 420	-	-	-	5 420
-	-	-	-	-	-	-	-	-	(a)
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	4 463	-	-	-	4 463
4 709	1 568	1 953	2 665	2 850	24 108	1 152	13	527	25 800
4 831	1 368	1 612	2 468	2 666	24 271	2 436	14	(374)	26 347
66 133	28 264	31 827	42 575	20 352	319 420	8 965	68	1 642	330 095
146 481	15 621	13 848	45 631	51 036	392 437	2 453	2 387	2 391	399 668
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
146 481	15 621	13 848	45 631	51 036	392 437	2 453	2 387	2 391	399 668
27 420	2 306	1 899	7 680	9 384	54 635	788	-	871	56 294
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 420	2 306	1 899	7 680	9 384	54 635	788	-	871	56 294
672 330	52 482	44 405	141 211	319 339	2 235 339	4 612	3 548	4 237	2 247 736
677 837	52 325	43 573	130 756	310 320	2 240 430	4 443	2 539	3 735	2 251 147
6 075 927	480 216	407 004	1 172 792	2 794 249	20 287 966	41 530	29 137	36 474	20 395 107
76 411	8 965	10 853	25 190	30 744	218 251	1 249	1 249	2 089	222 838
76 411	8 965	10 853	25 190	30 744	218 251	1 249	1 249	1 249	221 998
1 064 785	125 510	151 937	352 665	430 417	3 050 548	3 664	2 710	4 998	3 061 920
192 748	18 172	15 806	58 206	65 418	496 857	1 105	1 016	1 022	500 000
211 365	19 925	17 393	64 286	70 399	545 276	1 054	1 061	1 067	548 458
787 746	74 002	64 747	238 231	264 636	2 034 086	4 067	3 902	3 952	2 046 007
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7 810	415	459	1 742	2 908	22 323	339	-	240	22 902
73 899	3 163	5 497	9 684	37 225	236 439	1 510	180	3 170	241 299
15	15	15	15	15	150	15	15	15	195
26	26	26	26	26	260	26	26	26	338
1 298	1 298	1 298	1 298	1 298	12 980	1 298	1 298	1 298	16 874
1 115 405	97 561	86 826	277 933	475 936	3 397 669	10 222	8 215	10 625	3 426 731
973 449	81 656	72 304	222 000	414 397	3 026 540	7 111	4 875	6 317	3 044 843
8 177 556	702 116	646 230	1 827 981	3 588 245	26 069 091	55 310	39 614	53 154	26 217 169
32 262	9 746	-	-	-	44 164	-	-	-	44 164
32 914	11 899	-	500	-	49 864	-	-	-	49 864
1 021 445	357 416	92 700	300 000	735 000	4 018 347	65 000	39 811	39 936	4 163 094
-	13	-	-	-	27 008	-	-	-	27 008
12 787	3 723	1 169	1 183	3 070	42 626	-	-	-	42 626
337 508	40 771	97 653	87 544	127 061	1 056 918	-	-	-	1 056 918
143 835	5 218	2 587	22 948	22 172	203 989	-	-	-	203 989
223 946	10 008	8 963	36 245	182 628	502 460	-	-	-	502 460
1 960 148	58 816	115 626	520 632	530 931	4 426 284	-	-	-	4 426 284

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées.....	36 800	12 833	48 658	28 822	8 191
	1 657	2 275	427	49	–
	38 457	15 108	49 085	28 871	8 191
Fonds pour l'infrastructure verte.....	–	18 411	–	–	5 670
	–	29 421	–	–	2 640
	–	47 832	–	–	8 919
Fonds pour les infrastructures du transport en commun.....	1 330	5	16 633	7 785	–
	46	427	65	–	–
	1 376	431	16 698	7 785	–
Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures nationales.....	–	–	–	1 119	2 575
	–	–	–	298	13 688
	–	–	–	1 418	19 332
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures provinciales-territoriales – Fonds des petites collectivités.....	4 229	672	3 668	7 668	766
	3 174	1 663	2 491	10 188	33
	7 404	2 335	6 190	19 545	817
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures provinciales-territoriales – Projets nationaux et régionaux.....	41 853	8 872	23 735	28 739	–
	261	5 628	9 077	18 207	–
	42 114	20 106	42 520	53 518	–
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires.....	12 500	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	175 000	175 000	159 800	175 000	150 000
Programme de l'autoroute entre Inuvik et Tuktoyaktuk.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	102 363	40 793	93 054	74 427	47 277
	14 816	39 456	20 669	29 038	63 651
	492 433	326 020	593 423	743 142	2 396 258
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires.....	5 762	3 456	30 549	22 211	97 355
	12 634	3 946	22 912	18 717	146 033
	18 396	7 402	53 461	40 928	243 388
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Accord sur la croissance du commerce et des investissements en Atlantique.....	372	223	819	819	–
	–	–	–	–	–
	372	223	819	819	–
Partenariat du tourisme du Canada atlantique.....	–	3 325	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	3 325	–	–	–
Agence spatiale canadienne					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	–	–	–	–	2
	–	–	–	–	164
	–	–	–	–	907
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	6 134	7 004	31 368	23 030	97 357
	12 634	3 946	22 912	18 717	146 197
	18 768	10 950	54 280	41 747	244 295

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
125 469	22 423	42 037	46 088	37 982	409 303	8 754	1 256	1 481	420 794
-	-	127	-	1 014	5 549	-	-	1 511	7 060 (a)
125 469	22 423	42 164	46 088	38 996	414 852	8 754	1 256	2 991	427 853 (a)
3 987	474	-	-	-	28 542	-	-	-	28 542
8 546	4 351	-	-	-	44 958	-	-	-	44 958
127 105	4 825	-	-	130 000	318 681	-	-	71 000	389 681
146 440	822	212	12 369	58 672	244 268	27	-	-	244 295
1 985	-	62	13 486	21 100	37 171	-	-	-	37 171
148 424	822	274	25 855	79 772	281 437	27	-	-	281 464
68	-	-	-	-	68	-	-	-	68
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
291 895	-	5 000	-	88 000	545 021	-	-	-	545 021
-	-	-	-	-	3 694	-	-	-	3 694
-	-	-	-	-	13 986	-	-	-	13 986 (a)
-	-	-	-	-	20 750	-	-	-	20 750 (a)
36 594	4 918	5 989	18 020	29 874	112 398	14 306	3 206	18 458	148 368
25 986	15 396	7 089	19 123	11 229	96 372	10 201	1 821	5 368	113 762 (a)
65 194	25 204	13 558	38 227	42 387	220 861	24 506	5 027	23 826	274 220 (a)
12 464	30 768	45 279	40 070	59 753	291 533	19 500	4 044	-	315 077
8 024	5 402	16 141	1 272	21 646	85 658	34 313	-	-	119 971 (a)
20 488	43 493	81 585	41 342	84 620	429 786	53 813	4 044	-	487 643 (a)
-	-	10 000	-	-	22 500	-	-	-	22 500
-	-	-	-	3 050	3 050	-	-	-	3 050 (a)
157 365	165 000	175 000	162 500	175 000	1 669 665	181 953	182 680	182 910	2 217 208
-	-	-	-	-	-	6 350	-	-	6 350
-	-	-	-	-	-	57 000	-	-	57 000
-	-	-	-	-	-	194 000	-	-	194 000 (a)
501 119	74 382	106 104	139 495	208 453	1 387 467	48 937	8 506	19 939	1 464 849
314 188	50 779	33 551	71 809	243 737	881 694	101 514	1 821	6 879	991 908
4 255 041	718 770	623 560	1 222 188	2 031 767	13 402 602	528 053	232 818	320 663	14 484 136
322 722	9 816	26 683	113 729	93 267	725 550	1 060	2 215	583	729 408
295 172	29 447	23 926	85 297	96 023	734 107	1 590	4 029	583	740 309
617 894	39 263	50 609	199 026	189 290	1 459 657	2 650	6 245	1 165	1 469 717
-	-	-	-	-	2 233	-	-	-	2 233
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	2 233	-	-	-	2 233
-	-	-	-	-	3 325	-	-	-	3 325
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	3 325	-	-	-	3 325
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
-	-	-	-	-	164	-	-	-	164
-	-	-	-	-	907	-	-	-	907
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	50 123	48 500	49 476	44 267	192 366	-	-	-	192 366
322 722	9 816	26 683	113 729	93 267	731 110	1 060	2 215	583	734 968
295 172	29 447	23 926	85 297	96 023	734 271	1 590	4 029	583	740 473
617 894	89 386	99 109	248 502	233 557	1 658 488	2 650	6 245	1 165	1 668 548

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Justice					
Ministère de la Justice					
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique	2 222	452	3 867	2 556	24 898
	2 207	480	3 898	2 646	27 670
	64 135	11 760	116 677	66 753	763 560
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	6	–	–	–	3 240
	–	–	–	–	–
	6	–	–	–	3 240
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	–	–	211	–	830
	–	–	211	–	830
	2 936	102	2 607	–	17 791
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	152 818	60 285	183 401	143 830	1 073 162
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation.....	300	399	633	407	1 051
	346	378	697	453	1 246
	4 464	4 758	7 697	5 185	8 357
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridique)	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	6 619	2 466	9 642	6 817	59 334
	6 644	2 473	9 737	6 953	59 061
	224 359	76 905	310 382	215 768	1 866 110
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Fonds du Canada pour la présentation des arts	100	–	–	–	–
	100	–	–	–	–
	1 539	–	–	–	–
Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	3 100	–	–	–	–
Programme de soutien au sport.....	277	257	297	289	657
	277	257	297	289	657
	3 736	3 131	4 239	3 845	9 123
Programme des langues officielles dans l'enseignement	4 291	4 785	11 140	25 995	67 321
	4 291	6 662	10 739	24 781	67 288
	143 438	110 968	304 582	962 090	3 285 329
Total du portefeuille ministériel	4 668	5 042	11 437	26 284	67 978
	4 668	6 919	11 036	25 070	67 945
	151 813	114 099	308 821	965 935	3 294 452
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Conservation de la ouananiche et des stocks de reproduction issus des activités d'écloseries et d'élevage	–	–	–	15	–
	–	–	–	26	–
	–	–	–	92	–
Détection environnementale de l'ADN (ADNe) d'espèces aquatiques envahissantes	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Enquête sur la pêche récréative au Canada	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
46 651	5 865	5 340	12 531	15 346	119 728	–	–	–	119 728
60 645	5 267	4 534	12 076	16 204	135 627	–	–	–	135 627
1 530 794	144 404	119 673	305 725	408 826	3 532 307	24 435	–	7 605	3 564 347
15 898	564	–	784	2 076	22 568	–	–	–	22 568
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
15 898	564	–	784	2 076	22 568	–	–	–	22 568
1 838	445	669	1 599	1 764	7 356	–	–	–	7 356
1 838	735	620	1 689	1 764	7 687	–	–	–	7 687
33 693	13 815	17 725	38 268	37 397	164 334	6 832	65	2 336	173 567
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
1 925 707	186 426	221 324	477 798	607 184	5 031 935	112 958	29 111	36 825	5 210 829
1 825	1 084	1 790	1 321	1 285	10 095	322	434	438	11 289
1 522	871	1 527	1 371	1 293	9 704	300	650	394	11 048
20 345	12 266	13 463	16 052	15 857	108 444	4 193	5 656	4 046	122 339
–	–	–	–	–	–	2 448	2 616	1 343	6 407
–	–	–	–	–	–	2 461	2 457	1 338	6 256
–	–	–	–	–	–	36 972	33 882	20 098	90 952
117 205	13 099	13 726	29 786	38 160	296 854	5 215	4 310	2 662	309 041
114 998	12 014	12 608	28 687	36 950	290 125	5 206	4 367	2 613	302 311
3 526 437	357 475	372 185	838 627	1 071 340	8 859 588	185 390	68 714	70 910	9 184 602
–	–	–	–	–	100	–	–	–	100
–	–	–	–	–	100	–	–	–	100
–	–	–	–	–	1 539	–	–	–	1 539
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	900	–	–	4 000	–	88	50	4 138
912	312	303	438	477	4 219	252	252	252	4 975
912	312	303	438	477	4 219	252	252	252	4 975
11 456	4 236	4 391	6 127	6 537	56 821	4 041	3 069	3 583	67 514
82 786	13 930	8 493	15 882	19 317	253 940	2 862	1 423	2 826	261 051
86 268	14 506	8 984	15 792	19 431	258 742	2 918	2 248	1 423	265 331
3 235 369	443 802	301 639	466 435	494 003	9 747 655	63 885	31 784	49 537	9 892 861
83 698	14 242	8 796	16 320	19 794	258 259	3 114	1 675	3 078	266 126
87 180	14 818	9 287	16 230	19 908	263 061	3 170	2 500	1 675	270 406
3 246 825	448 038	306 930	472 562	500 540	9 810 015	67 926	34 941	53 170	9 966 052
–	–	–	–	–	15	–	–	–	15
–	–	–	–	–	26	–	–	–	26
–	–	–	–	–	92	–	–	–	92
–	–	–	–	82	82	–	–	–	82
–	–	–	–	80	80	–	–	–	80
–	–	–	–	197	197	–	–	–	197
22	–	–	–	–	22	–	–	–	22
58	–	–	–	–	58	–	–	–	58
208	–	–	–	–	208	–	–	–	208

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Entente Canada-Québec sur le St-Laurent	-	-	-	-	2 462
	-	-	-	-	2 423
	-	-	-	-	4 885
Exploitation de l'Alco Hatchery à Maple Ridge (Colombie-Britannique)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds de pêches de l'Atlantique (FPA)	274	11	698	149	-
	-	-	-	-	-
	274	11	698	149	-
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec (1990-2005)	-	-	-	-	33
	-	-	-	-	32
	-	-	-	-	954
Impacts cumulatifs de la régularisation de l'eau dans les rivières Columbia et	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Inventaire des ressources côtières du Nunavut	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Poissons et invertébrés marins côtiers	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard	-	155	-	-	-
	-	155	-	-	-
	-	3 034	-	-	-
Programme de surveillance de l'impact cumulatif	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Relevé plurispécifique de l'est de l'Arctique marin	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect de la planification du réseau de l'aire protégée marine (2016-2018)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2016-2018)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2016-2019)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2017-2019)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Services de diagnostic de la santé des poissons avec le Ministère de l'Aquaculture de la Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Structure de la population et identification du stock de truite arc-en-ciel de la rivière Skeena	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	274	166	698	164	2 495
	-	155	-	26	2 455
	274	3 045	698	241	5 839
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	-	-	567	-	-
	-	-	1 224	-	-
	-	-	43 371	-	-
Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers	1 962	-	-	-	-
	2 208	-	-	-	-
	86 056	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	1 962	-	567	-	-
	2 208	-	1 224	-	-
	86 056	-	43 371	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	2 462	-	-	-	2 462
-	-	-	-	-	2 423	-	-	-	2 423 (a)
-	-	-	-	-	4 885	-	-	-	4 885 (a)
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	50	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	1 132	-	-	-	1 132
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1 132	-	-	-	1 132
-	-	-	-	-	33	-	-	-	33
-	-	-	-	-	32	-	-	-	32
-	-	-	-	-	954	-	-	-	954
-	-	-	-	80	80	-	-	-	80
-	-	-	-	85	85	-	-	-	85 (a)
-	-	-	-	165	165	-	-	-	165 (a)
-	-	-	-	-	-	-	200	-	200
-	-	-	-	-	-	-	200	-	200
-	-	-	-	-	-	-	525	-	525
-	-	-	-	-	-	-	180	-	180
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	180	-	180 (f)
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	3 034	-	-	-	3 034
-	-	-	-	-	-	404	-	-	404
-	-	-	-	-	-	331	-	-	331
-	-	-	-	-	-	743	-	-	743
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	116	-	116
-	-	-	-	-	-	-	483	-	483 (f)
-	-	-	-	28	28	-	-	-	28
-	-	-	-	70	70	-	-	-	70
-	-	-	-	98	98	-	-	-	98 (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	215	215	-	-	-	215
-	-	-	-	215	215	-	-	-	215 (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161
-	-	-	-	216	216	-	-	-	216
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	216	216	-	-	-	216
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161
-	-	-	-	3	3	-	-	-	3
-	-	-	-	3	3	-	-	-	3
-	-	-	-	10	10	-	-	-	10
22	-	-	-	595	4 414	404	380	-	5 198
58	-	-	-	639	3 333	331	316	-	3 980
208	-	-	-	1 273	11 578	743	1 188	-	13 509
-	-	-	-	-	567	-	-	-	567
-	-	-	-	-	1 224	-	-	-	1 224
-	-	-	-	-	43 371	-	-	-	43 371
-	-	-	-	-	1 962	-	-	-	1 962
-	-	-	-	-	2 208	-	-	-	2 208
-	-	-	-	-	86 056	-	-	-	86 056
-	-	-	-	-	2 529	-	-	-	2 529
-	-	-	-	-	3 432	-	-	-	3 432
-	-	-	-	-	129 427	-	-	-	129 427

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Santé					
Ministère de la Santé					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	–	–	–	–	2
	–	–	–	–	4
	–	–	–	–	27
Agence de la santé publique du Canada					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	–	–	–	–	5
	–	–	–	–	12
	–	–	–	–	120
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	7
	–	–	–	–	16
	–	–	–	–	147
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC).....	–	9 594	10 478	–	173 463
	9 018	–	–	40 230	7 781
	172 923	21 243	74 860	135 224	1 249 607
Contributions pour Lac-Mégantic, Québec.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	38 281
	–	–	–	–	120 000
Programme de services de police des Premières nations.....	–	–	344	346	33 681
	–	–	340	272	38 208
	1 345	1 020	22 123	10 096	519 259
Subventions au Système national de repérage	57	52	63	61	167
	29	26	32	31	84
	345	312	379	364	975
Gendarmerie royale du Canada					
Programme canadien du contrôle des armes à feu	–	225	1 009	975	5 871
	–	225	1 009	975	5 871
	2 255	4 852	21 077	22 075	152 932
Total du portefeuille ministériel	57	9 871	11 894	1 382	213 182
	9 047	251	1 381	41 508	90 225
	176 868	27 427	118 439	167 759	2 042 773
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones Canada					
Aide à la gestion des urgences	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Procédés de vérification des réclamations finales sous le <i>Protocole d'entente</i> <i>concernant le programme d'assistance sociale pour les Indiens</i>	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Protection des forêts	–	–	–	–	556
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	556
Routes des réserves	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Services sociaux	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	556
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	556

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
-	-	-	-	-	4	-	-	-	4
-	-	-	-	-	27	-	-	-	27
-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
-	-	-	-	-	12	-	-	-	12
-	-	-	-	-	120	-	-	-	120
-	-	-	-	-	7	-	-	-	7
-	-	-	-	-	16	-	-	-	16
-	-	-	-	-	147	-	-	-	147
-	22	129 316	22 502	231 972	577 347	4 167	-	-	581 514
98 582	89 593	88 770	327 690	43 941	705 605	-	-	7 111	712 716
240 778	827 467	543 116	1 273 541	727 523	5 266 282	11 482	5 300	13 499	5 296 563
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	38 281	-	-	-	38 281
-	-	-	-	-	120 000	-	-	-	120 000
38 434	5 392	1 086	4 968	835	85 086	-	-	-	85 086
37 480	5 352	1 084	4 817	881	88 434	-	-	-	88 434
736 942	113 207	87 647	130 635	73 134	1 695 408	6 910	3 784	16 774	1 722 876
242	68	66	108	116	1 000	-	-	-	1 000
121	34	33	52	58	500	-	-	-	500
1 396	403	388	608	674	5 844	43	69	43	5 999
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
133 358	2 464	2 190	4 587	27 893	373 683	1 137	-	1 297	376 117
44 826	5 482	130 468	27 578	232 923	677 663	4 167	-	-	681 830
142 333	94 979	89 887	332 559	44 880	847 050	-	-	7 111	854 161
1 112 474	943 541	633 341	1 409 371	829 224	7 461 217	19 572	9 153	31 613	7 521 555
-	-	-	-	-	-	14	-	-	14
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	14	-	-	14
60	-	-	-	-	60	-	-	-	60
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
60	-	-	-	-	60	-	-	-	60
-	4 939	433	-	-	5 928	-	-	-	5 928
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	4 939	433	-	-	5 928	-	-	-	5 928
4 900	6 159	-	-	-	11 059	-	-	-	11 059
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4 900	6 159	-	-	-	11 059	-	-	-	11 059
96 491	-	-	-	-	96 491	-	-	-	96 491
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
96 491	-	-	-	-	96 491	-	-	-	96 491
101 451	11 098	433	-	-	113 538	14	-	-	113 552
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
101 451	11 098	433	-	-	113 538	14	-	-	113 552

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – fin

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Complexe des barrages Témiscamingue – Remplacement du barrage de l'Ontario	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier	-	-	-	-	171
	-	-	-	-	158
	-	-	-	-	11 519
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	10
	-	-	-	-	4
	-	-	-	-	124
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	181
	-	-	-	-	162
	-	-	-	-	11 643
Transports					
Ministère des Transports					
Code canadien de sécurité	189	161	220	207	-
	189	161	440	207	-
	4 186	3 531	6 185	4 888	14 423
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	5
Fonds d'infrastructure de transport de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	8 000	9 153	110 521	-
Initiative d'adaptation des transports dans le Nord.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme d'amélioration des passages à niveau approuvé aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	-	-	-	2 262	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	2 262	-
Rénovation des routes en Outaouais	-	-	-	-	686
	-	-	-	-	736
	-	-	-	-	143 758
Total du portefeuille ministériel	189	161	220	2 469	686
	189	161	440	207	736
	4 186	11 531	15 338	117 671	158 186
Total global.....	290 717	119 175	303 188	280 208	1 475 502
	199 123	105 368	213 988	253 098	1 435 956
	2 574 722	1 148 125	2 669 891	3 541 127	20 604 986

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
362	-	-	-	-	362	-	-	-	362
7 614	-	-	-	-	7 614	-	-	-	7 614
23 444	-	-	-	-	23 444	-	-	-	23 444
171	-	-	-	-	342	-	-	-	342
158	-	-	-	-	316	-	-	-	316
16 657	-	-	-	-	28 176	-	-	-	28 176
-	-	-	-	-	10	-	-	-	10
-	-	-	-	-	4	-	-	-	4
-	-	-	-	-	124	-	-	-	124
533	-	-	-	-	714	-	-	-	714
7 772	-	-	-	-	7 934	-	-	-	7 934
40 101	-	-	-	-	51 744	-	-	-	51 744
1 123	241	228	-	483	2 852	153	50	153	3 208
1 123	241	228	-	483	3 072	153	50	153	3 428
25 192	5 904	5 959	9 309	9 548	89 125	2 983	150	3 182	95 440
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
-	-	-	-	7 336	7 336	-	-	-	7 336
-	-	-	3 750	1 325	5 075	-	-	-	5 075
-	33 565	-	75 000	509 328	617 893	-	-	-	617 893
7 324	7 600	-	-	-	14 924	-	-	-	14 924
112 474	8 831	-	-	-	121 305	-	-	-	121 305
744 588	44 045	26 969	-	-	943 276	-	-	252	943 528
-	-	-	-	-	-	253	-	527	780
-	-	-	-	-	-	308	-	431	739 (a)
-	-	-	-	-	-	1 582	374	1 984	3 940 (a)
-	379	148	40	-	2 829	-	-	-	2 829
-	5	267	-	82	354	-	-	-	354
-	384	414	40	82	3 182	-	-	-	3 182
-	-	-	-	-	686	-	-	-	686
-	-	-	-	-	736	-	-	-	736
-	-	-	-	-	143 758	-	-	-	143 758 (a)
8 447	8 220	376	40	7 819	28 627	406	50	680	29 763
113 597	9 077	495	3 750	1 890	130 542	461	50	584	131 637
769 780	83 898	33 342	84 349	518 958	1 797 239	4 565	524	5 418	1 807 746
2 546 319	376 133	715 525	993 850	1 131 676	8 232 293	75 538	25 904	38 858	8 372 593
2 544 518	443 408	692 268	1 182 308	912 361	7 982 396	122 491	18 660	26 223	8 149 770
30 468 059	6 907 229	10 269 474	12 501 359	9 777 786	100 462 758	877 074	395 084	542 164	102 277 080

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 10

Comptes publics du Canada
2017-2018

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Table des matières

	<i>Page</i>
Commissions.....	270
Frais de déplacement et de séjour par commission.....	271
Frais d'études.....	272
Revenus de placements.....	274
Dépenses des cabinets des ministres.....	278
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires.....	288
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres.....	292

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

Information générale par commission

(en dollars)

Ministère et organisme	Membres		Autres salaires	Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour ¹			
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	946 999	268 880	6 624 869	10 797 573	18 638 321
Cette Commission a été instituée par décret (numéro Conseil privé (C.P.) 2016-0736 en date du 2 août 2016) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i> . La Commission est chargée de faire enquête pour identifier et examiner les causes systémiques de violence contre les femmes et les filles autochtones au Canada et de faire des recommandations de mesures efficaces.					

¹ Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figurent au tableau suivant intitulé « Frais de déplacement et de séjour par commission ».

Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commission.

Frais de déplacement et de séjour par commission

(en dollars)

Nom des membres	Montant
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	
Audette M T (Commissaire)	68 256
L'hon M R Buller (Commissaire en chef)	89 638
Eyolfson B (Commissaire)	53 650
Poitras M (Commissaire)	14 906
Robinson E Q (Commissaire)	42 430
	<u>268 880</u>

Frais d'études

Cet état fournit le détail des frais d'études encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, les frais d'études représentent le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le salaire).

Frais d'études

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Affaires autochtones et du Nord						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	6	24 936	–	114 267	217	139 420
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	4	29 301	12 521	56 000	–	97 822
Conseil du Trésor						
École de la fonction publique du Canada.....	2	47 615	–	18 000	–	65 615
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé.....	9	90 539	2 421	56 783	–	149 743
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale.....	486	28 704 863	2 415 873	12 701 398	916 965	44 739 099
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement.....	1	5 668	–	7 049	347	13 064
Agence Parcs Canada.....	2	42 873	–	9 820	230	52 923
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	10	44 578	18 560	193 792	2 304	259 234
Finances						
Bureau du vérificateur général.....	10	45 439	2 630	53 507	–	101 576
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	3	14 829	3 701	75 400	–	93 930
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie.....	12	131 841	10 932	120 113	3 451	266 337
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	4	4 565	–	6 064	–	10 629
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	1	16 019	–	15 000	–	31 019
Statistique Canada.....	6	19 824	3 824	24 640	394	48 682
Justice						
Ministère de la Justice.....	1	–	8 000	–	–	8 000
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	1	–	–	2 183	–	2 183
Commission canadienne des droits de la personne.....	1	4 842	–	2 500	–	7 342
Patrimoine Canadien						
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	1	4 148	–	12 272	300	16 720
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	5	119 422	–	55 231	978	175 631
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles.....	6	101 644	8 577	73 588	–	183 809
Revenu national						
Agence du revenu du Canada.....	7	–	–	33 913	–	33 913
Santé						
Ministère de la Santé.....	24	222 925	10 982	60 668	–	294 575
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	2	16 205	2 754	21 590	–	40 549
Agence de la santé publique du Canada.....	1	43 682	–	–	–	43 682
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1	–	–	10 000	–	10 000
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	7	122 567	–	5 516	–	128 083
Gendarmerie royale du Canada.....	7	127 826	17 798	101 812	300	247 736
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	32	339 782	19 739	58 082	–	417 603

Frais d'études – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	33	181 811	43 787	554 479	–	780 077
Transports						
Ministère des Transports	18	293 948	215 719	454 105	20 425	984 197
Total.....	703	30 801 692	2 797 818	14 897 772	945 911	49 443 193

¹ Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.² Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfiques, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

Revenus de placements

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2017-2018
Trésorerie et créances	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts des dépôts bancaires	154 304
Ministère des Finances	
Intérêts des dépôts bancaires	418 105 369
Service canadien du renseignement de sécurité	
Intérêts des dépôts bancaires	1 090
Total de la trésorerie et des créances	418 260 763
Comptes d'opérations de change	
Ministère des Finances	
Fonds monétaire international – virement des bénéfiques	
Prêts	6 120 683
Souscriptions	8 465 903
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	
Virement des bénéfiques	1 712 718 559
Total des comptes d'opérations de change	1 727 305 145
Prêts, placements et avances	
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	
Banque de développement du Canada	
Intérêts	147 578 808
Banque du Canada	
Virement des bénéfiques	950 670 227
Corporation de développement des investissements du Canada	
Dividendes	91 000 000
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Exportation et développement Canada – Dividendes	969 000 000
Financement agricole Canada	
Dividendes	308 300 000
Intérêts	221 297 568
	529 597 568
Monnaie royale canadienne	
Dividendes	64 200 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Dividendes	5 675 000 000
Intérêts	402 851 799
	6 077 851 799

Revenus de placements – suite

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2017-2018
Autres entreprises publiques	
Autres que des intérêts	
Administration portuaire de Belledune	172 623
Administration portuaire de Halifax	1 908 664
Administration portuaire de Hamilton	985 407
Administration portuaire de Montréal.....	4 259 086
Administration portuaire de Nanaimo.....	190 755
Administration portuaire d'Oshawa	32 257
Administration portuaire de Port Alberni.....	97 278
Administration portuaire de Prince Rupert	3 128 241
Administration portuaire de Québec	1 519 933
Administration portuaire de Saguenay.....	66 109
Administration portuaire de Saint John.....	768 423
Administration portuaire de Sept-Îles	188 691
Administration portuaire de St. John's	159 614
Administration portuaire de Thunder Bay	77 608
Administration portuaire de Toronto	3 483 363
Administration portuaire de Trois-Rivières	147 794
Administration portuaire de Windsor	31 359
Administration portuaire Vancouver Fraser	6 931 113
	24 148 318
Total des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	8 854 046 720
Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Aide au développement international	
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	218
Prêts aux pays en développement	3 945 413
Ministère des Finances	
Aide au développement international	
Gouvernements étrangers – Ukraine.....	6 959 726
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	10 905 357
Organisations internationales	
Fonds monétaire international	
Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance.....	1 545 694
Société financière internationale	
Programme du Canada sur les changements climatiques.....	3 140 622
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	866 526
Total des organisations internationales	5 552 842
Autres prêts, placements et avances	
Prêts, placements et avances	
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Dividendes sur investissements.....	7 432
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Employés affectés à l'étranger.....	164 661
	172 093

Revenus de placements – fin

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2017-2018
Autre	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Intérêts courus sur prêt à recevoir	3 416
Dividende relié à la dissolution de PPP Canada Inc	3 405 250
Commission canadienne du lait	
Intérêts	643 004
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Expansion du commerce d'exportation	22 134 310
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Intérêts sur les prêts d'aide et de transport	237 225
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	1 274 593
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts sur prêts canadiens aux apprentis	1 575 832
Intérêts sur prêts canadiens aux étudiants	727 892 816
Paievements reçus sur prêts escomptés	4 004 258
Ministère de l'Industrie	
Intérêts sur les prêts à recevoir	13 584 531
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Conseil des Premières nations du Yukon – Aïnés	23 108
Premières nations de la Colombie-Britannique	713 380
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens	7 049
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	722 002
Revendicateurs autochtones	669 552
Ministère des Anciens Combattants	
Caisse de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> – Avances	76
Ministère des Finances	
Agence de la consommation en matière financière du Canada	43 167
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944
Ministère des Services aux Autochtones Canada	
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens	5 282
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	66 185
	<u>777 075 668</u>
Total des autres prêts, placements et avances	777 247 761
Total des prêts, placements et avances	9 647 752 680
Autres comptes	
Ministère de la Défense nationale	
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	1 174
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	33 395
Intérêts sur prêts aux employés affectés à l'étranger	147 098
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger	8 565
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Intérêts sur les comptes de banque des missions	71 208
Total des autres comptes	261 440
Total des revenus de placements	11 793 580 028
Sommaire	
Dividendes	7 110 912 682
Intérêts	1 976 539 180
Virement des bénéficiaires	2 677 975 372
Autres	28 152 794
Total	11 793 580 028

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006, la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* afin d'exiger que le chef du ministère ou qu'un ministre d'État du gouvernement du Canada publie un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 62 841 833 \$) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. Ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Pour de plus amples directives sur les dépenses incluses dans les budgets des cabinets des ministres consultez l'annexe E des présentes politiques.

Dépenses des cabinets des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Affaires autochtones et du Nord					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministre des Relations Couronne-Autochtones					
L'hon C Bennett.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 265 442	220 241	–	8 640
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Ministre des Affaires étrangères					
L'hon C Freeland.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 771 377	132 904	–	3 457
Ministre du Commerce international					
L'hon F-P Champagne.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 239 876	114 988	2 291	4 349
Ministre du Développement international et de La Francophonie					
L'hon M-C Bibeau.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 092 845	50 708	1 525	10 400
		4 104 098	298 600	3 816	18 206
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
L'hon L MacAulay.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 149 438	216 247	540	2 669
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Ministres des Anciens Combattants					
L'hon S O'Regan.....	28 août 2017 au 31 mars 2018	553 655	131 001	1 530	2 298
L'hon K Hehr.....	1 avr 2017 au 28 août 2017	580 502	129 860	225	1 691
		1 134 157	260 861	1 755	3 989
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Président du Conseil du Trésor					
L'hon S Brison.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 303 983	54 661	1 123	10 105

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	9 746	-	-	3	1 504 072
-	-	2 845	-	1 535	-	1 912 118
-	-	3 113	-	1 000	-	1 365 617
-	-	1 267	-	200	-	1 156 945
-	-	7 225	-	2 735	-	4 434 680
-	-	611	-	708	-	1 370 213
1 278	-	1 131	-	676	-	691 569
928	-	831	-	855	2 420	717 312
2 206	-	1 962	-	1 531	2 420	1 408 881
-	-	2 019	-	788	13 001	1 385 680

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Premier ministre					
Le très hon J Trudeau	1 avr 2017 au 31 mars 2018	8 155 068	968 493	4 647	80 643
Leader du gouvernement à la Chambre des communes					
L'hon B Chagger	1 avr 2017 au 31 mars 2018	869 360	5 235	–	1 256
Ministre de la Jeunesse					
Le très hon J Trudeau	1 avr 2017 au 31 mars 2018	186 212	19 113	–	118
Ministre des Affaires intergouvernementales					
Le très hon J Trudeau	1 avr 2017 au 31 mars 2018	241 682	1 747	–	–
Ministre des Institutions démocratiques					
L'hon K Gould	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 306 580	73 856	2 817	16 756
		10 758 902	1 068 444	7 464	98 773
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Ministre de la Défense nationale					
L'hon H S Sajjan	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 338 745	185 857	–	6 602
Ministres associés de la Défense nationale					
L'hon S O'Regan	28 août 2017 au 31 mars 2018	70 000	1 650	–	–
L'hon K Hehr	1 avr 2017 au 28 août 2017	–	5 453	–	–
		1 408 745	192 960	–	6 602
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique					
L'hon C McKenna	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 693 021	270 138	416	10 916
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social					
L'hon J-Y Duclos	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 574 278	162 662	559	368
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail					
L'hon P Hajdu	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 290 337	173 359	735	400
Ministres des Sports et des Personnes handicapées					
L'hon K Duncan	29 janv 2018 au 31 mars 2018	31 549	–	–	–
L'hon K Hehr	28 août 2017 au 25 janv 2018	72 119	28 226	150	135
L'hon C Qualtrough	1 avr 2017 au 28 août 2017	87 393	10 637	157	–
		3 055 676	374 884	1 601	903
Finances					
Ministère des Finances					
Ministre des Finances					
L'hon B Morneau	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 832 406	258 029	1 741	5 116
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté					
L'hon A Hussen	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 460 351	176 390	1 289	342

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
24 308	250	70 852	–	8 055	17 162	9 329 478
–	–	72	–	190	1 982	878 095
–	–	–	–	–	1 216	206 659
–	–	–	–	–	–	243 429
350	–	–	–	456	9 050	1 409 865
24 658	250	70 924	–	8 701	29 410	12 067 526
251	–	21 192	–	–	(794)	1 551 853
–	–	–	–	–	–	71 650
–	–	–	–	–	–	5 453
251	–	21 192	–	–	(794)	1 628 956
500	1 063	4 348	–	426	42	1 980 870
121	–	9 323	–	1 008	–	1 748 319
–	689	8 078	–	255	–	1 473 853
–	–	112	–	–	–	31 661
–	15	70	–	–	34	100 749
–	–	130	–	–	–	98 317
121	704	17 713	–	1 263	34	3 452 899
552	–	8 766	–	–	683	2 107 293
485	377	1 735	–	–	1 148	1 642 117

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'hon A Sohi.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 331 574	131 669	–	273
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 669 262	161 476	1 124	2 548
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme					
L'hon B Chagger.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	828 327	59 370	2 217	–
Ministre des Sciences					
L'hon K Duncan.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	850 772	132 676	516	6 627
		3 348 361	353 522	3 857	9 175
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	75 000	–	–	10 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	75 000	10 000	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	75 000	10 000	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	75 000	10 000	–	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	75 000	10 000	–	–
		3 723 361	393 522	3 857	19 175
Justice					
Ministère de la Justice					
Ministre de la Justice et procureure générale du Canada					
L'hon J Wilson-Raybould.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 794 544	175 408	872	9 217

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	2 145	-	-	-	1 465 661
750	20	4 017	-	-	14	1 839 211
250	19	3 002	-	50	-	893 235
237	19	7 189	-	1 036	-	999 072
1 237	58	14 208	-	1 086	14	3 731 518
-	-	-	-	-	-	85 000
-	-	-	-	-	-	85 000
-	-	-	-	-	-	85 000
-	-	-	-	-	-	85 000
-	-	-	-	-	-	85 000
1 237	58	14 208	-	1 086	14	4 156 518
-	135	6 201	-	3 202	47	1 989 626

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Ministre du Patrimoine canadien					
L'hon M Joly.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 876 708	192 138	5 262	2 298
Ministres des Sports et des Personnes handicapées					
L'hon K Duncan.....	29 janv 2018 au 31 mars 2018	94 993	7 644	–	–
L'hon K Hehr.....	28 août 2017 au 25 janv 2018	219 397	53 153	54	135
L'hon C Qualtrough.....	1 avr 2017 au 28 août 2017	249 957	29 011	50	–
		2 441 055	281 946	5 366	2 433
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
Ministre de la Condition féminine					
L'hon M Monsef.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 031 397	97 667	670	15 042
		3 472 452	379 613	6 036	17 475
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne					
L'hon D LeBlanc.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 322 834	181 346	500	2 550
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Ministre des Ressources naturelles					
L'hon J Carr.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 119 990	186 312	–	9 954
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Ministre du Revenu national					
L'hon D LeBouthillier.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	888 353	70 562	–	7 006
Santé					
Ministère de la Santé					
Ministres de la Santé					
L'hon G Petitpas Taylor.....	28 août 2017 au 31 mars 2018	716 771	73 032	1 590	116
L'hon J Philpott.....	1 avr 2017 au 28 août 2017	603 467	64 120	258	2 387
		1 320 238	137 152	1 848	2 503
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile					
L'hon R Goodale.....	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 427 675	75 714	–	3 725

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
11 274	193	1 533	–	459	4 382	2 094 247
–	–	140	–	–	–	102 777
–	15	70	–	–	5 597	278 421
–	–	237	–	–	8 013	287 268
11 274	208	1 980	–	459	17 992	2 762 713
77	–	935	–	1 141	34	1 146 963
11 351	208	2 915	–	1 600	18 026	3 909 676
–	–	800	–	–	–	1 508 030
213	–	–	–	–	–	1 316 469
75	–	3 850	–	214	80	970 140
–	–	3 384	–	1 283	13 054	809 230
–	–	988	–	231	19 672	691 123
–	–	4 372	–	1 514	32 726	1 500 353
–	430	3 754	–	–	22	1 511 320

Dépenses des cabinets des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones Canada					
Ministre des Services aux Autochtones					
L'hon J Philpott	30 août 2017 au 31 mars 2018	756 660	57 262	388	4 926
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Ministres des Services publics et de l'Approvisionnement					
L'hon C Qualtrough.....	28 août 2017 au 31 mars 2018	1 004 628	66 135	581	3 704
L'hon J Carr.....	6 avr 2017 au 28 août 2017	580 396	36 143	88	225
L'hon J Foote	1 avr 2017 au 6 avr 2017	12 205	3 971	–	–
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement					
Bureaux régionaux des ministres ¹	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 503 986	85 084	1 121	4 905
		3 101 215	191 333	1 790	8 834
Transports					
Ministère des Transports					
Ministre des Transports					
L'hon M Garneau	1 avr 2017 au 31 mars 2018	1 290 298	138 372	–	360
Total.....		50 715 413	5 509 720	35 036	252 259

¹ Dans les années précédentes, les dépenses des cabinets des ministres comprenaient des montants liés aux bureaux régionaux des ministres (BRM) pour les ministres ayant la responsabilité de régions spécifiques. Dans l'année courante, la responsabilité de tous les BRM relève maintenant de la Ministre des Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Ainsi, toutes les dépenses relatives sont présentées sous le portefeuille de SPAC.

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
228	-	3 044	-	-	555	823 063
-	654	4 002	-	-	-	1 079 704
-	-	1 928	-	-	-	618 780
-	-	-	-	-	184	16 360
-	-	2 057	-	-	21	1 597 174
-	654	7 987	-	-	205	3 312 018
-	-	4 237	-	1 263	23	1 434 553
41 877	3 879	199 754	-	25 031	97 645	56 880 614

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationaux ou internationaux, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou à n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes – État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 »;
- les frais d'utilisation des avions de propriété de l'État par le ministère de la Défense nationale;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Affaires autochtones et du Nord		
Ministre des Relations Couronne – Autochtones		
L'hon C Bennett.....	1	85 940
Secrétaire parlementaire		
Y Jones.....	1	7 502
Affaires mondiales		
Ministre des Affaires étrangères		
L'hon C Freeland	1	132 929
Secrétaire parlementaire		
M DeCoursey.....	1	22 590
Secrétaire parlementaire (Affaires consulaires)		
O Alghabra.....	1	16 952
Secrétaire parlementaire (Relations canado – américaines)		
L'hon A Leslie	1	29 883
Ministre du Commerce international		
L'hon F-P Champagne	1	109 488
Secrétaire parlementaire		
P Goldsmith-Jones.....	1	22 411
Ministre du Développement international et de la Francophonie		
L'hon M-C Bibeau	1	67 021
Secrétaire parlementaire		
C Caesar-Chavannes.....	1	21 068
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
L'hon L MacAulay.....	1	109 637
Secrétaire parlementaire		
J-C Poissant.....	1	4 580

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Anciens Combattants		
Ministres des Anciens Combattants		
L'hon S O'Regan.....	1	26 455
L'hon K Hehr.....	1	30 389
Secrétaire parlementaire		
S Romanado.....	1	5 373
Conseil du Trésor		
Président du Conseil du Trésor		
L'hon S Brison.....	1	42 308
Secrétaire parlementaire		
J Murray.....	1	12 134
Conseil privé		
Premier ministre		
Le très hon J Trudeau.....	1	18 373
Secrétaire parlementaire (Jeunesse)		
P Schiefke.....	1	13 408
Leader du gouvernement à la Chambre des communes		
L'hon B Chagger.....	1	2 458
Ministre des Institutions démocratiques		
L'hon K Gould.....	1	21 439
Secrétaire parlementaire		
A Fillmore.....	1	2 292
Défense nationale		
Ministre de la Défense nationale		
L'hon H S Sajjan.....	1	159 259
Secrétaire parlementaire		
J Rioux.....	1	26 103
Ministre associé de la Défense nationale		
S Romanado.....	1	3 891
Environnement et Changement climatique		
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique		
L'hon C McKenna.....	1	127 401
Secrétaire parlementaire		
J Wilkinson.....	1	26 264
Famille, Enfants et Développement social		
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'hon J-Y Duclos.....	1	46 184
Secrétaire parlementaire		
A Vaughan.....	1	18 467
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail		
L'hon P Hajdu.....	1	67 268
Secrétaire parlementaire		
R Cuzner.....	1	7 528
Ministres des Sports et des Personnes handicapées		
L'hon K Hehr.....	1	9 598
L'hon C Qualtrough.....	1	7 773
Secrétaire parlementaire		
S Lauzon.....	1	230
Finances		
Ministre des Finances		
L'hon B Morneau.....	1	98 896
Secrétaires parlementaires		
J Lighthbound.....	1	12 758
G Petitpas Taylor.....	1	9 523

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
L'hon A Hussen	1	135 867
Secrétaire parlementaire		
S Cormier	1	10 060
Infrastructure et Collectivités		
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'hon A Sohi	1	41 385
Secrétaire parlementaire		
M Miller	1	4 407
Innovation, Sciences et Développement économique		
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique		
L'hon N Bains	1	100 208
Secrétaire parlementaire		
D Lametti	1	17 949
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme		
L'hon B Chagger	1	22 668
Secrétaire parlementaire		
A Lockhart	1	2 677
Ministre des Sciences		
L'hon K Duncan	1	47 504
Secrétaire parlementaire		
K Young	1	18 081
Justice		
Ministre de la Justice et procureure générale du Canada		
L'hon J Wilson-Raybould	1	87 687
Patrimoine canadien		
Ministre du Patrimoine canadien		
L'hon M Joly	1	86 429
Ministre de la Condition féminine		
L'hon M Monsef	1	96 154
Ministres des Sports et des Personnes handicapées		
L'hon K Duncan	1	28 596
L'hon K Hehr	1	23 534
L'hon C Qualtrough	1	38 625
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
L'hon D LeBlanc	1	33 034
Secrétaire parlementaire		
T Beech	1	12 561
Ressources naturelles		
Ministre des Ressources naturelles		
L'hon J Carr	1	71 788
Secrétaire parlementaire		
K Rudd	1	35 099
Revenu national		
Ministre du Revenu national		
L'hon D LeBouthillier	1	28 558
Secrétaire parlementaire		
K Khera	1	1 372
Santé		
Ministres de la Santé		
L'hon G Petitpas Taylor	1	34 564
L'hon J Philpott	1	29 810
Secrétaires parlementaires		
B Blair	1	1 202
J Lightbound	1	2 698

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Sécurité publique et Protection civile		
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile		
L'hon R Goodale.....	1	24 777
Secrétaire parlementaire		
M Holland.....	1	5 426
Services aux Autochtones		
Ministre des Services aux Autochtones		
L'hon J Philpott.....	3	19 344
Secrétaire parlementaire		
D Rusnak.....	3	1 855
Services publics et Approvisionnement		
Ministres des Services publics et de l'Approvisionnement		
L'hon C Qualtrough.....	1	10 648
L'hon J Carr.....	1	2 223
L'hon J Foote.....	1	22
Secrétaire parlementaire		
S MacKinnon.....	1	11 710
Transports		
Ministre des Transports		
L'hon M Gameau.....	1	64 560
Total.....		2 578 855

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Affaires autochtones et du Nord	
Ministre des Relations Couronne – Autochtones	
L'hon C Bennett.....	50 535
Affaires mondiales	
Ministre des Affaires étrangères	
L'hon C Freeland	329 901
Ministre du Commerce international	
L'hon F-P Champagne	279 422
Ministre du Développement international et de la Francophonie	
L'hon M-C Bibeau	239 957
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
L'hon L MacAulay.....	109 042
Anciens Combattants	
Ministres des Anciens combattants	
L'hon S O'Regan	8 231
L'hon K Hehr	30 945
Conseil du Trésor	
Président du Conseil du Trésor	
L'hon S Brison	62 692
Défense nationale	
Ministre de la Défense nationale	
L'hon H S Sajjan	338 888
Secrétaire parlementaire	
J Rioux	20 324
Environnement et Changement climatique	
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	
L'hon C McKenna.....	183 958
Secrétaire parlementaire	
J Wilkinson	4 331
Famille, Enfants et Développement social	
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social	
L'hon J-Y Duclos	44 381
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail	
L'hon P Hajdu	69 114
Ministre des Sports et des Personnes handicapées	
L'hon C Qualtrough	15 495
Finances	
Ministre des Finances	
L'hon B Morneau	237 653
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
L'hon A Hussien	227 941

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Innovation, Sciences et Développement économique	
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique	
L'hon N Bains	141 554
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme	
L'hon B Chagger	27 148
Ministre des Sciences	
L'hon K Duncan.....	81 185
Justice	
Ministre de la Justice et procureure générale du Canada	
L'hon J Wilson-Raybould	70 137
Patrimoine canadien	
Ministre du Patrimoine canadien	
L'hon M Joly.....	81 964
Ministre de la Condition féminine	
L'hon M Monsef	48 662
Ministres des Sports et des Personnes handicapées	
L'hon K Duncan.....	48 284
L'hon C Qualtrough	50 907
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	
L'hon D LeBlanc.....	114 067
Ressources naturelles	
Ministre des Ressources naturelles	
L'hon J Carr	167 197
Revenu national	
Ministre du Revenu national	
L'hon D Lebouthillier	4 279
Santé	
Ministres de la Santé	
L'hon G Petitpas Taylor	25 018
L'hon J Philpott	22 996
Sécurité publique et Protection civile	
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	
L'hon R Goodale.....	21 231
Secrétaire parlementaire	
M Holland	1 369
Transports	
Ministre des Transports	
L'hon M Gameau	87 931
Total.....	3 246 739

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 11

Comptes publics du Canada

2017-2018

Autres informations diverses

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires mondiales	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).	296
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).	299
Conseil du Trésor	
Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	309
Conseil privé	
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du directeur général des élections)	315
Détails des dépenses – Élections partielles d'avril 2017 (Bureau du directeur général des élections).....	315
Détails des dépenses – Élections partielles d'octobre 2017 (Bureau du directeur général des élections).....	315
Détails des dépenses – Élections partielles de décembre 2017 (Bureau du directeur général des élections)	316
Traitements et indemnités aux ministres d'État (Bureau du Conseil privé)	317
Famille, Enfants et Développement social	
Paievements d'indemnités et frais d'administration (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	318
Parlement	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2017-2018 (Sénat) .	319
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 (Chambre des communes).....	323
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2017-2018 (Chambre des communes).....	331
Sécurité publique et Protection civile	
État des dépenses par établissement (Service correctionnel du Canada)	332

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'affectation au titre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'affectation au titre des conférences internationales est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du premier ministre à Londres (Royaume-Uni) et à Malte – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) et à Paris (France) – Conférence sur les changements climatiques, novembre 2015	28
Visite du premier ministre à Hangzhou, Beijing, Shanghai et Hong Kong (Chine) – Sommet du G20, août 2016.....	465
Visite du premier ministre à Tel Aviv (Israël) – Funérailles d'État de l'ancien président Shimon Peres, octobre 2016	4
Visite bilatérale du premier ministre à Monrovia (Libéria) et Antananarivo (Madagascar) – Sommet de la Francophonie, novembre 2016	617
Visite bilatérale du premier ministre à la Havane (Cuba), Buenos Aires (Argentine) et Lima (Pérou) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), novembre 2016.....	32
Visite du premier ministre à Washington (États-Unis), février 2017	3 088
Visite bilatérale du premier ministre à Hambourg (Allemagne) et Strasbourg (France), février 2017.....	30 079
Visite du premier ministre à Houston (États-Unis), mars 2017.....	10 771
Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Come from Away, mars 2017.....	3 189
Visite du premier ministre à Lille – 100e anniversaire Vimy, Deauville (France), avril 2017	299 560
Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Les femmes dans le monde, avril 2017.....	61 674
Visite du premier ministre à Seattle (États-Unis), mai 2017	95 051
Visite du premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Taormina (G7), Amatrice, Rome, Saint-Siège (Italie), mai 2017	947 717
Participation canadienne aux funérailles de l'ex-chancelier Helmut Kohl, juin 2017.....	11 698
Visite du premier ministre à Dublin (Irlande), Édimbourg, Glasgow (Royaume-Uni), Hambourg (Allemagne) – G20, juillet 2017	918 998
Visite du premier ministre à Providence (États-Unis) – Assemblée d'été 2017 de la National Governors Association (NGAS), juillet 2017	111 604
Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), septembre 2017	186 268
Visite du premier ministre à Washington (États-Unis) et Mexico (Mexique), octobre 2017.....	284 624
Visite du premier ministre à Manille (Philippines) – Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Sommet de l'ANASE), Hanoi, Ho Chi Minh Ville, Da Nang – Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) (Vietnam), novembre 2017	730 611
Visite du premier ministre à Beijing, Guangzhou (Chine) – Fortune Global Forum, décembre 2017	418 751
Visite du premier ministre à Davos (Confédération suisse) – Forum économique mondial (FEM), janvier 2018.....	590 487
Visite du premier ministre à New Delhi, Agra, Ahmedabad, Mumbai, Amritsar (Inde), février 2018	772 095
Visite du premier ministre à Chicago, Los Angeles et San Francisco (États-Unis), février 2018.....	308 214
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Lima (Pérou) – Sommet des Amériques, Paris (France), Londres (Royaume-Uni) – Réunion du Chef de gouvernement du Commonwealth (RCGC), avril 2018	231 858
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Bruxelles (Belgique) (Sommet de l'OTAN), juillet 2018	4 998
Visite du gouverneur général en Israël et Jordanie, novembre 2016	936
Visite du gouverneur général en Suède, février 2017	943
Visite du gouverneur général à Vimy (France) – 100e anniversaire, avril 2017	140 428

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du gouverneur général à Londres (Royaume-Uni), juillet 2017.....	45 378
Visite du gouverneur général à Chongqing, Guiyang et Beijing (Chine), juillet 2017.....	314 678
Visite de la gouverneure générale en Lettonie et en Ukraine, janvier 2018.....	11 597
Visite de la gouverneure générale à PyeongChang (Corée du Sud) – Jeux olympiques, février 2018.....	118 093
Visite de la gouverneure générale à Bangkok (Thaïlande), octobre 2017.....	60 933
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites).....	117 456
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites).....	92 240
Ministre du Développement international et de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites).....	68 232
Ministre des Affaires étrangères – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique).....	27 652
Ministre des Affaires étrangères – Délégation à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, Lucca (Italie).....	48 601
Ministre des Affaires étrangères – 10e réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique, Fairbanks (États-Unis), 10-11 mai 2017.....	30 823
Ministre du Commerce international – Réunion des ministres responsables de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), Hanoi (Vietnam), 20-21 mai 2017.....	121 985
Ministre des Affaires étrangères – 47e Assemblée générale de l'Organisation des États américains, Cancún (Mexique), 19-21 juin 2017.....	53,989
Ministre du Commerce international – Réunion du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économique, Paris (France), 7-8 juin 2017.....	52 148
Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration en Serbie, juin 2017.....	3 174
Ministre des Affaires étrangères – Réunion ministérielle informelle de l'OSCE, Mauerbach (Autriche), 11 juillet 2017.....	14 299
Ministre du Développement international et de la Francophonie – Sommet de la planification familiale, Londres (Royaume-Uni), 10-11 juillet 2017.....	40 397
Ministre des Affaires étrangères – Conférence "Opportunity Ukraine", Londres (Royaume-Uni), 6 juillet 2017.....	24 894
Ministre des Affaires étrangères – Conférence ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) – Canada (PMC) et réunion ministérielle du Forum régional de l'ANASE (FRA), Manille (Philippines).....	49 942
Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne (Autriche).....	23 624
Ministre des Affaires étrangères et ministre du Développement international et de la Francophonie – Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 72), New York (États-Unis), 2017.....	473 963
Ministre du Développement international et de la Francophonie – La 34e Conférence ministérielle de la Francophonie, Paris (France), 25-26 novembre 2017.....	48 904
Ministre des Affaires étrangères – 31e Sommet de l'ANASE et événements associés, Manille (Philippines), 12-14 novembre 2017.....	32 125
Ministre des Affaires étrangères et ministre du Commerce international – Réunion ministérielle de l'APEC et réunion des dirigeants de l'APEC, Da Nang (Vietnam), 8-11 novembre 2017.....	156 874
Ministre du Commerce international – Onzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (MC11) (Argentine), 10-13 décembre 2017.....	143 622
Ministre des Affaires étrangères – Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE, Vienne (Autriche), 7-8 décembre 2017.....	19 496
Ministre des Affaires étrangères – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique), 5-6 décembre 2017.....	19 821
Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration au Chili, mars 2018.....	7 018
Ministre du Commerce international – 6e Consultation des ministres de l'économie de l'ANASE – Canada, Manille (Philippines), 8 septembre 2017.....	26 196

Comptes publics du Canada 2017-2018

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Participation canadienne au Forum des îles du Pacifique et réunions connexes, Apia (Samoa), septembre 2017.....	43 250
Ministre des Affaires étrangères – Déléation canadienne à la 39e session de la Conférence générale de l'UNESCO, Paris (France), 30 octobre - 14 novembre 2017.....	21 515
Ministre du Commercial international – Réunion ministérielle informelle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Marrakech (Maroc).....	43 256
Ministre des Affaires étrangères – Frais initiaux pour la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC), Londres (Royaume-Uni), 17-20 avril 2018.....	20 258
Ministre des Affaires étrangères – Frais initiaux au 8e Sommet des Amériques, Lima (Pérou), avril 2018.....	30 165
Total.....	8 571 386

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales. Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'Affectation au titre des conférences internationales ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales (ACI) par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'ACI font partie du budget de fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement, par conséquent, ils ne sont pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulés « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre à Hangzhou, Beijing, Shanghai et Hong Kong (Chine) – Sommet du G20, août 2016</i>	465
<i>Visite du premier ministre à Tel Aviv (Israël) – Funérailles d'État de l'ancien président Shimon Peres, octobre 2016</i>	4
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Monrovia (Libéria) et Antananarivo (Madagascar) – Sommet de la Francophonie, novembre 2016</i>	617
<i>Visite bilatérale du premier ministre à la Havane (Cuba), Buenos Aires (Argentine) et Lima (Pérou) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), novembre 2016</i>	32
<i>Visite du premier ministre à Washington (États-Unis), février 2017</i>	2 232
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Hambourg (Allemagne) et Strasbourg (France), février 2017</i>	17 381
<i>Visite du premier ministre à Houston (États-Unis), mars 2017</i>	9 483
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Come from Away, mars 2017</i>	3 189
<i>Visite du premier ministre à Lille – 100e anniversaire Vimy, Deauville (France), avril 2017</i>	68 364
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Leslie, hon. A., Sajjan, hon. H.	
Cabinet du Premier ministre Bernier, A., Bouchard, M., Caceres, D., Deagle, J., Desfossés, T., Guillon, T., Hallé, A-L., Julien, N., Purchase, K., Rettig, C., Scotti, A., Telford, K.	
Bureau du Conseil privé Adair, J., Bazinet, E., Cloutier, B., Elliott, J., Fox, C., Gaudreault, S., Hage, M., Hannaford, J., Kennedy, C., Lafleur, K., Larocque, D., Lemire, M., Prusakowski, T., Richard, W., Tremblay, E., Wernick, M., Ward, J.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Amegan, K., Bardou, M., Boucher, C., Brazeau, P., Brulé, R., Cannon, L., Collard, E., Currie, J., Dana-Yoblonski, A-J., Dumas, M., Gagnon, J-H., Gascon, V., Gimeno, F., Giroux, A-F., Hadjloum, H., Lambert, D., Landry, T., Mota, S., Nadeau, C., Requillard, M., Rivard, J., Robichaud, M., Roy, S., Salas-Ramirez, M., Sauvé, J., Sorel, C., Smith, N., Tremblay, R., Vasseur, L., Willemen, J., Wisniowski, B.	
Ministère de la Défense nationale Banham, E., Luloff, M., Richer, Dr. D., Seaby, B.	
Autres Chartrand, D., Eegeesiak, O., Horseman, S., Mcleod, B., Mitchelmore, C., Sigurdson, L., St-Pierre, C., Taptuna, P., Whalen, D.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Les femmes dans le monde, avril 2017</i>	7 999
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Desfossés, T., Hage-Moussa, V., Hallé, A-L., Menchini, S., Purchase, K., Scotti, A., Telford, K., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé Angell, D., Cotten, B., Galameau, S., Gaudreault, S., Madore, J., Pilon, T.	
Affaires mondiales Canada Guérin, M., Snider, C.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre à Seattle (États-Unis), mai 2017</i>	27 900
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Morneau, hon. B.	
Cabinet du Premier ministre Butts, G., Desfossés, T., Grech, A., Hallé, A-L., Scotti, A., Tatone, J., Telford, K.	
Bureau du Conseil privé Berz, K., Burns, J., Hannaford, J., Larocque, D., Maloley, J., Prusakowski, T., Robert, A., Soni, S-M., Wood, M-J.	
Affaires mondiales Canada Curtley, C., Hill, J., Lambert, D., MacNaughton, D., Rajasansi, H., Rempel, R., Schrock, B.	
<i>Visite du premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Taormina (G7), Amatrice, Rome, Saint-Siège (Italie), mai 2017</i>	404 903
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Di Iorio, N., Freeland, hon. C., Ramsey, T., Sajjan, hon. H., Sorbara, F., Van Kersteren, D.	
Cabinet du Premier ministre Bernier, A., Bouchard, M., Butts, G., Caceres, D., Desfossés, T., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Langer, D., Menchini, S., Purchase, K., Rumble, M., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Zerucelli, J.	
Bureau du Conseil privé Angell, D., Burata, F., Cloutier, B., Demers, A., Gascon, A., Gaudreault, S., Grecco, B., Gurstein, M., Hage, M., Hannaford, J., Jean, D., Kennedy, C., Lemire, M., Lepage, S., Lindblad, A., Madore, J., Maloley, J., Menard, D., Pilon, T., Prusakowski, T., Shouldice, M., Singh, A., Tremblay, E.	
Affaires mondiales Canada Abbate, E., Aggelopoulos, T., Barette, J., Benson, I., Bernier, K., Boehm, P., Boucher, C., Broadhurst, J., Bucalossi, P., Buck, K., Cliche, C., Connolly, S., Crew, D., D'Annunzio, A., Del Castello, S., Dion, Hon. S., Du, Q., Dumas, M., Ferrero, D., Finamore, F., Fusco, T., Gagliardi, C., Gervais, P., Geysen, C., Gosselin, C., Guerin, M., Harvey, B., Hemingway, S., Humphrey, G., Jacovella, D., Jasme, N., Kahalé, M., Koczarski, J., Lambert, D., Laporte, É., Lavarini, G., Lazzarini, C., Levesque, A., Marghella, A., McGovern, P., Montanari, D., Norton, R., Pistidda, E., Robert, C., Reckseidler, J., Roy, S., Ruffini, A., Saint-Arnaud, L., Sanetti, G., Strohan, A., Strussione, P.	
Ministère de la Défense nationale Brassard, D., Filiatrault, R., Richer, Dr. D.	
Autres Ceriello, E., Grégoire-Trudeau, S.	
<i>Participation canadienne aux funérailles de l'ex-chancelier Helmut Kohl, juin 2017</i>	11 698
Chambre des communes Chrétien Le très hon. J.	
Autre Hartley, B.	
<i>Visite du premier ministre à Dublin (Irlande), Édimbourg, Glasgow (Royaume-Uni), Hambourg (Allemagne) – G20, juillet 2017</i>	317 073
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Freeland, hon. C., Dion, hon. S., Maloney, J., Mcguinty, D., Mckenna, hon. C., O'Regan, S.	
Cabinet du Premier ministre Butts, G., Caceres, D., Desfossés, T., Guillon, T., Grech, A., Hallé, A-L., Langer, D., MacMillan, C., McNair, M., Menchini, S., Purchase, K., Scotti, A., Sommer, D., Telford, K., Zerucelli, J.	
Bureau du Conseil privé Bonneville-Mainville, R., Charrette, A., Clippingdale, R., Cloutier, B., Cotten, B., Doztater, N., Gagnon, M., Galarneau, S., Gaudreault, S., Grecco, B., Hannaford, J., Lemire, M., Lindblad, A., Madore, J., Pilon, T., Prentice, K.M., Prusakowski, T., Shouldice, M., Singh, A., Tremblay, E., Wittman, P.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Almond, L., Bacigalupo, G., Barrette, J., Beckermann, J., Bellos, T., Blackmore, A., Blister, M., Bolduc, C., Boucher, C., Broadbridge, J., Broadhurst, J., Byron, K., Charrette, J., Cichocka, E., Connelly, S., Cormier-Lassonde, E., Dale, T., Darwiche, A., Ehinger, D., Ellis, J., Gartshore, G., Glynn, M.T., Godog-Smirnova, D., Hall, M-C., Hemingway, S., Hemes, B., Hudson, A., Jacques, M-A., Janiak, K., Jerzyck, L., Jones, B., Kaulfersch, C., Lambert, D., Lavarini, G., Levesque, A., Mallan, C., Massoud, H., May, J., McGuinness, P., Miville-Deschenes, F., Mongeg, G., Murphy, S., Nadeau, M., Norton, R., O'Reilly, M., Perry, D., Puhlmann, A., Reid, P., Rigby, V., Rogan, D., Roy, S., Sanchez, C., Schlegel, D., Singh, D., Stewart, R., Storey, N., Süb, A., Tucker, C., White, J.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Ministère de la Défence nationale Richer, Dr. D.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Chawla, G.K., Gonzalez, A.	
Autres Grégoire-Trudeau, S., Trudeau, H.	
<i>Visite du premier ministre à Providence (États-Unis) – Assemblée d'été 2017 de la National Governors Association (NGAS), juillet 2017.....</i>	<i>42 902</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Astravas, Z., Catenaro, E., Clow, B., Grech, A., Hall, G., Scotti, A., Tatone, J.	
Bureau du Conseil privé Angell, D., Lanbro, J., Larocque, D., Lemire, M., Maloley, J., Pilon, T., Soni, S-M., Wittmann, P.	
Affaires mondiales Canada Abele, D., Alward, D., Austen, A., Barratt, A., Barrette, J., Constantin, C., Cohen, S., Coulter, A., Jones, J., Lefavour, S., MacNaughton, D., Snider, C., Steele, K., Suter, C.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), septembre 2017.....</i>	<i>37 202</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Caceres, D., Desfossés, T., Hage-Moussa, V., Hallé, A-L., Langer, D., Menchini, S., Proulx, P., Purchase, K., Savard-Shaw, J., Scotti, A., Sommer, D., Telford, K., Travers, P., Van Gerven, K.	
Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Gaudreault, S., Grecco, B., Hannaford, J., Kahn, Z., Legras, G., Lemire, M., Lynch, C., Lindblad, A., Madore, J., Wittman, P.	
Affaires mondiales Canada Boucher, C., Burlison, L., Lambert, D.	
<i>Visite du premier ministre à Washington (États-Unis), Mexico (Mexique), octobre 2017.....</i>	<i>73 619</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Amos, W., Champagne, hon. F-P., Dzerowicz, J., Freeland, hon. C., Leslie, hon. A.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Butts, G., Caceres, D., Clow, B., Desfossés, T., Gagnon, C., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Isinger, D., Mcnair, M., Menchini, S., Perreault, B., Proulx, P., Purchase, K., Savard-Shaw, J., Scotti, A., Simard, V., Sommer, D., Telford, K., Travers, P., Van Gervan, K., Zerucelli, J.	
Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Bourns, L., Brunette, L., Charrette, A., Cloutier, B., Gagnon, M., Gaudreault, S., Grecco, B., Hannaford, J., Lanbro, J., MacKay, C., Madore, J., Morshead, C., Moss, N., Robert, A.	
Affaires mondiales Canada Audet, T., Bailey, M., Bain Pugh, A., Barrette, J., Broadhurst, J., Constantin, C., Devenney, D., Dussault, M., Guerin, M., Grubka, G., Hager, J., Huot-Bolduc, F., Jones, J., Lambert, D., Lambo, P., Latorre, J., McGuire, F., Norton, R., Ovens, J., Prefontaine, C., Rivera, S., Rodriguez, Y., Roy, S., Somaweera, H., Thériault, M-C.	
Ministère de la Défence nationale Richer, Dr. D.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Gonzalez, A.	
<i>Visite du premier ministre à Manille (Philippines) – Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Sommet de l'ANASE), Hanoi, Ho Chi Minh Ville, Da Nang – Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) (Vietnam), novembre 2017.....</i>	<i>337 171</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Freeland, hon. C.	
Cabinet du Premier ministre Bernier, A., Butts, G., Catenaro, E., Desfossés, T., Gagnon, C., Grech, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Hallé, A-L., Harvey, L., McNair, M., Scotti, A., Shaw-Savard, J., Van Gervan, K., Zerucelli, J.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Black, G., Bonneville-Mainville, R., Bourns, L., Brunette, L., Cassis, V., Clippengdale, R., Cloutier, B., Cotten, B., Dean, K., Demers, A., Gaudreault, S., Grecco, B., Gurstein, M., Hannaford, J., Harms, C., Lanbro, J., Larocque, D., Leblanc, A., Lemire, M., Lepage, S., Lindblad, A., Lizotte, M., Madore, J., Maloley, J., Ménard, D., Morshead, C., Rae, B., Robert, A., Stadelbauer, L., Troy, R., Wagner, R.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Alcantara, A., Anh, T., Austen, A., Boucher, C., Broadhurst, J., Brulotte, M., Chiem, U., Drouin, N., Fan, R., Figueroa, C., Fong, J., Guerin, M., Hoa, D., Hoa, T.T., Hermann, L.-A., Huang, L.T.M., Huot-Bolduc, F., Insigne, M., Kimmel, E., Kitnikone, P., Lambert, D., Le, Q., McLaughlin, S., Mourand, C., Mowatt, M., Nadeau, B., Nguyen, C., Nguyen, H.C., Nguyen, K.C., Nguyen, Q., Nguyen, O., Nguyen, T., Norton, R., Nunas, K., Otton, M., Phan, T.T., Poirier, J., Pouliot, L., Reekie, K., Reki, A., Rodrigue, J., Roy, S., Sanchez, J., Saulis, K., Simard, M., Tram, B., Webb, R.	
Ministère de la Défense nationale Galbraith, H., Richer, Dr. D.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Ngoc, T., Redmond, I.M.	
Autres Rae, hon. B.	
<i>Visite du premier ministre à Beijing, Guangzhou (Chine) – Fortune Global Forum, décembre 2017</i>	181 303
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Bains, hon. N., Chagger, hon. B., Champagne, hon. F.-P., Chen, S., Eyking, M., Mckenna, hon. C., Ng, M.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Butts, G., Desfossés, T., Gagnon, C., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Kambo, H., Langer, D., Marques, E., Menchini, S., Scotti, A., Sommer, D., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Bender, M., Gascon, A., Gaudreault, S., Grecco, A., Gurstein, M., Hannaford, J., Khadija, A., Lauzon, L., Lemire, M., Lindblad, A., Madore, J., Maloley, J., Menard, D., Moss, N., Robert, A., Shouldice, M., Stadelbauer, L., Tremblay, E., Troy, R.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Bichara, N., Boucher, C., Chen, C., Chen, M., Currie, J., Dodd, M., Ho, T., Huot-Bolduc, F., Kwan, S., Laflamme, M., Liu, Y., Liu, Z., McCallum, J., McDonnell, D., Moniz, H., Norton, R., Poon, G., Rheault, P., Robitaille, A., Srivastava, R., St-Cyr Lachance, M., Termorshuizen, C., Thériault, M.-C., Wang, B., Wang, C., Yu, P., Zhang, J., Zhu, H., Zhu, X.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Dawrant, A.	
Ministère de la Défense nationale Richer, Dr. D.	
Innovation, Sciences et Développement économique Canada Cairo, G.	
Environnement et Changement climatique Canada Des Rosiers, M.-P.	
Ministère de la Petite Entreprise et du Tourisme Daigneault, J.-E.	
<i>Visite du premier ministre à Davos (Confédération suisse) – Forum économique mondial (FEM), janvier 2018</i>	117 680
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Bains, hon. N., Freeland, hon. C., Monsef, hon. M., Morneau, hon. B.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Butts, G., Catenaro, E., Guillon, T., Hussaini, S., Marques, E., McNair, M., Menchini, S., Proulx, P., Scotti, A., Telford, K., Zerucelli, J.	
Bureau du Conseil privé Berz, K., Brunette, L., Cloutier, B., Doxtater, N., Gaudreault, S., Hannaford, J., Jones, M., Lanbro, J., Lemire, M., Lepage, S., Madore, J., Mullings, K., Tremblay, E., Weetman, J.	
Affaires mondiales Canada Ambler, K., Barrette, J., Bincoletto, S., Broadhurst, J., Campbell, A., Chartrand, S., De Boer, S., Delaprée, F., Gauthier, S., Grossman, M., Guedeikian, N., Harms, H., Hay, P., Herod, N., Huot-Bolduc, F., Kats, R., Kern, L., Leuenberger, A., Lincourt, A., Mion, R., Normand, J., Oneill, J., Pisenti-Mion, D., Plüschke, E., Psota, A., Roy, S., Schindele, M., Schneider, V., Stadler, M.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Innovation, Sciences et Développement économique Canada Cairo, G.	
Ministère des Finances Canada Chin, B., To, J.	
Condition féminine Canada Lithwick, D.	
Ministère de la Défense nationale Galbraith, H.	
<i>Visite du premier ministre à New Delhi, Agra, Ahmedabad, Mumbai, Amritsar (Inde), février 2018</i>	222 662
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Bains, hon. N., Chagger, hon. B., Duncan, hon. K., Freeland, hon. C., Sajjan, hon. H., Sohi, hon. A.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Bernier, A., Bhullar, V., Caceres, D., Gagnon, C., Grech, A., Gregoire, S., Hallé, A-L., Kattar, V., Kaur, A., Kippen, J., Kristensen, E., Marques, E., Menchini, S., Proulx, P., Pueyo, M., Saini, S., Scotti, A., Sommer, D., Tatone, J., Telford, K., Travers, P., Zerucelli, J.	
Bureau du Conseil privé Angell, D., Bazinet, E., Brunette, L., Cassis, V., Cloutier, B., Cotten, B., Fitzgerald, R., Gaudreault, S., Grecco, B., Hage, M., Hannaford, J., Huot, P., Lanbro, J., Lemire, M., Levesque, S., Madore, J., Maloley, J., Ménard, D., Moss, N., Mullings, K., Robert, A., Stadelbauer, L., Sweet, S., Tremblay, E., Ward, J.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Babu, J., Barrette, J., Bhatia, M., Boucher, C., Chatt, M., Cheema, S., Currie, J., Feldman, V., Frederick, R., Gibbins, C., Gratton, B., Gross, S., Gupta, A., Hall, S., Hogan, M., Hudson, A., Huot-Bolduc, F., Jia, X-R., Kumar, A., Kumar, S., Kumar, S., Kupi, J., Lambert, E., Larocque, A., Lefebvre, E., Leger, J., Lingappa, M., Meester, D., Mirajkar, A., Noel, M., Norton, R., Ong, S., Palkliwalla, V., Patel, N., Pelletier, E., Phulsunge, J., Reeves, J., Robitaille, A., Roy, S., Sanyal, S., Saxena, S., Scheurwater, T., Sharma, P., Singh, J., Smriti, S., Sreemoyi, S., Unlusoy, A., Vaganov, D.	
Ministère de la Défense nationale Astravas, Z., Galbraith, H., Richer, Dr. D.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Chawla, G., Wickenheiser, H.	
Innovation, Sciences et Développement économique Canada Dawson, A., Sachdeva, P.	
Infrastructure Canada O'Leary, L.	
Ministère de la Petite Entreprises et du Tourisme Mccarger, M.	
<i>Visite du premier ministre à Chicago, Los Angeles et San Francisco (États-Unis), février 2018</i>	28 592
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Beauchemin, S., Butts, G., Catenaro, E., Clow, B., Den Tandt, M., Hage-Moussa, V., Isinger, D., Langer, D., Marques, E., Proulx, P., Robinson, J., Scotti, A., Simard, V., Telford, K., Van Gerven, K.	
Bureau du Conseil privé Angell, D., Bazinet, E., Cloutier, B., Cotten, B., Gaudreault, S., Grecco, B., Larocque, D., Lanbro, J., Lemire, M., Lindblad, A., Mackillop, K., Maisonneuve, J., Maloley, J., MacKay, C., Robert, A., Soni, S-M., Wagner, R.	
Affaires mondiales Canada Alstrup, D., Beaulieu, Y., Benson, I., Coulter, A., Cowl, T., Cunningham, P., Elliott, P., Evans, S., Gallegos, C-L., Giesbrecht, S., Glass, C., Huot-Bolduc, F., Jones, J., Kotrych, T., Lambert, D., Lambo, P., Macnaughton, D., Nardoccio-Jones, G., Pasquini, D., Robson, W., Sarkar, R., Shun, C., Unver, B., Walter, K., Wattie, E., Willows, R.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Lima (Pérou) – Sommet des Amériques, Paris (France), Londres (Royaume-Uni) – Réunion du Chef du gouvernement du Commonwealth (RCGC), avril 2018</i>	38 727
Affaires mondiales Canada Boucher, C., Huot-Bolduc, F., Roy, S., Thériault, M-C.	
<i>Visite du gouverneur général en Suède, février 2017</i>	2 899

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du gouverneur général à Vimy (France) – 100e anniversaire, avril 2017</i>	10 255
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon D., Johnston Son Excellence S., Wallace, S., MacIntyre, C., Cloutier, A., Anctil, N., Harrison, A., Létourneau, M-È., Benoit, K-A.	
Affaires mondiales Canada Clark, G., Lachance, A., Sanchez, C., Blanchard, J., Diakite, M.	
Ministère de la Défense nationale Cameron, LCol. E., Lanteigne-Voyer, Capt. A., Carboneau, MCpl. C.	
<i>Visite du gouverneur général à Londres (Royaume-Uni), juillet 2017</i>	14 071
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Johnston Son Excellence S., Wallace, S., Anctil, N., Cloutier, A., Benoit, K-A.	
Ministère de la Défense nationale St-Amant, Maj. N., Maheu, Sgt. J.	
<i>Visite du gouverneur général à Chongqing, Guiyang et Beijing (Chine), juillet 2017</i>	182 213
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Jaton, P., Mousseau, D., Burgess, I., Rocheleau, J., Laframboise, J., Berthelot, M., Bégin, N., Espallargas, E.	
Chambre des communes Chagger, B., député, Qualtrough, C., députée, Mulcair, T., député, Barlow, J., député, Tan, G., député.	
Affaires mondiales Canada McCallum, J., Norton, R., Hartman, D., Rheault, P., Lachance, A., Benson, I., Thériault, M-C., Tsui, P., Robertson, S., Zhu, H., Srivastava, R., Luan, X., Qian, R., Gan, A., Liu, Z., Kang, E., Ji, J., Chen, H., Wood, J., Cérat, A., Zhang, L., Wei, W., Wong, A., Ou, S., Liu, M., Hu, D., Sun, A., Li, B., Zhao, J., Gang, C., Houde, J-P., McLellan, R., Murphy, D., Nadeau, D., Sheng, S., Termorshuizen, C., Wang, C.	
Ministère de la Petite Entreprise et du Tourisme Duchesneau, O.	
Ministère des Sports et des Personnes handicapées Stickney, M.	
Ministère de la Défense nationale Montoya, Capt. C., Best, Capt. C., Galbraith, Lt(N) H., Maheu, Sgt. J., Carboneau, MCpl. V., Nacario, Cpl. C., Dufort, Capt. V., Eddy, Avr. J., Tard, WO J., Howell, MCpl. M., Fafard, Cpl. J.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Dawrant, A., Chi, J., Marchand, J.	
Délégation d'accompagnement Barbeau, M., Beck, S., Davidson, P., Goldstein, D., Shantz, G.	
<i>Visite de la gouverneure générale en Lettonie et en Ukraine, janvier 2018</i>	11 091
Résidence du Gouverneur général Payette Son Excellence la très hon. J., Cloutier, A.	
Ministère de la Défense nationale Cameron, LCol. E., Noël, Capt. M., Carboneau, MCpl. C.	
Affaires mondiales Canada Snider, C.	
<i>Visite de la gouverneure générale à PyeongChang (Corée du Sud) – Jeux olympiques, février 2018</i>	17 673
Résidence du Gouverneur général Payette Son Excellence la très hon. J., Sajous, E., Mousseau, D., Létourneau, M-È.	
Ministère de la Défense nationale Montoya, Capt. C., Maheu, Sgt. J.	
Affaires mondiales Canada Snider, C., Hébert, P., Kay, J., Kim, T-S., Son, Y-J., Cho, K., Seo, S., Walsh, E.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite de la gouverneure générale à Bangkok (Thaïlande), octobre 2017</i>	47 669
Résidence du Gouverneur général Payette Son Excellence la très hon. J., Mousseau, D.	
Ministère de la Défense nationale Best, Capt. C.	
Affaires mondiales Canada Snider, C., Laflamme, G., Promkaew, Y., Chavalitakul, P., Chambang, N., Jongoomklang, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	117 044
Affaires mondiales Canada Barrette, J., Benson, I., Thériault, M-C.	
<i>Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	91 174
Affaires mondiales Canada Thériault, M-C., Guérin, M., Huot-Bolduc, F.	
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	67 344
Affaires mondiales Canada Robitaille, A., Guérin, M., Carpentier-Proulx, R., Thériault, M-C., Berlanga, P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique)</i>	27 613
Chambre des communes Freeland, hon. C.	
Affaires mondiales Canada Deschamps-Laporte, L., Lawrence, A., Gwozdecky, M., Chan, J., Barrette, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, Lucca (Italie)</i>	47 239
Chambre des communes Freeland, hon. C.	
Affaires mondiales Canada Gwozdecky, M., Broadhurst, J., Paul, D., Lee, J., Barrette, J., McGovern, P., Dumas, M-A., Stussione, P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – 10e réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique, Fairbanks (États-Unis), 10-11 mai 2017</i>	30 813
Chambre des communes Freeland, hon. C.	
Affaires mondiales Canada Garneau, V., Barrette, J., LeClaire, A., Kadas, R., Sarraf, D., Hill, J.	
<i>Ministre du Commerce international – Réunion des ministres responsables de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), Hanoi (Vietnam), 20-21 mai 2017</i>	110 374
Chambre des communes Champagne, hon. F-P.	
Affaires mondiales Canada Gagnon, C., Ovens, J., Sargent, T., Hembroff, K., MacArthur, P., Wallace, J-L., Lee, G., Delic-Radovic, G., Huot-Bolduc, F., Kitnikone, P., Nadeau, B., Bale, R., Goerge, A., Giercke, A.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – 47e Assemblée générale de l'Organisation des États américains, Cancún (Mexique), 19-21 juin 2017</i>	40 403
Chambre des communes Freeland, hon. C.	
Affaires mondiales Canada Teo, O., Morrison, D., Loten, J., Alarie, P., Burnham, N., Sigouin, S., Panitcherska, E., Pilon, J-L., Klamon, A., D'Costa, P., Sandoval, A., Barrette, J.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre du Commerce international – Réunion du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques à Paris (France), 7-8 juin 2017</i>	52 148
Chambre des communes Champagne, hon. F-P. Affaires mondiales Canada Sargent, T., Mawji, S., Goodlet, C., Berzins, C., Gagnon, C., Huot-Bolduc, F.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration en Serbie, juin 2017</i>	3 174
Chambre des communes Leslie, A., député. Affaires mondiales Canada Thériault, M-C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Réunion ministérielle informelle de l'OSCE à Mauerbach (Autriche), 11 juillet 2017</i>	14 299
Chambre des communes DeCoursey, M., député. Affaires mondiales Canada Chick, A., Poulin, O., Barrette, J., Cayer, N.	
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – Sommet de la planification familiale, Londres (Royaume-Uni), 10-11 juillet 2017</i>	36 914
Chambre des communes Bibeau, hon. M-C. Affaires mondiales Canada Button, H., Belanger, L., Montpetit, G., Fountain Smith, S., Baker, A., Guérin, M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Conférence "Opportunity Ukraine", Londres (Royaume-Uni), 6 juillet 2017</i>	24 886
Chambre des communes Freeland, hon. C. Affaires mondiales Canada Broadhurst, J., LeClaire, A., Waschuk, R., Galadza, L., Barrette, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Conférence ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) – Canada (PMC) et réunion ministérielle du Forum régional de l'ASANE (FRA), Manille (Philippines)</i>	49 911
Chambre des communes Freeland, hon. C. Affaires mondiales Canada Teo, O., Kwan, R., Legault, G., Giles, N., Barrette, J., Seguin, W., Hannan, M-L., Shaw, S., Holmes, J., Apostol, A.	
<i>Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne (Autriche)</i>	23 624
Chambre des communes Rudd, K., députée. Affaires mondiales Canada Larose, M., Hinton, T., Tomlinson, B.	
<i>Ministre des Affaires étrangères et ministre du Développement international et de la Francophonie – Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 72), New York (États-Unis), 2017</i>	144 944
Chambre des communes Aboultaif, Z., député, Bibeau, hon. M-C., Freeland, hon. C. Affaires mondiales Canada Broadhurst, J., Lawrence, A., Benson, I., Bélanger, L., Button, H., Guérin, M., Jacovella, D., MacLennan, C., Gwozdecky, M., Kent, D., Gort, M., Smyth, N., Baker, A., Drake, D., Galadza, L., Mossison, D., Lulashnyk, T., Charette, J., Seguin, W., Dorion, P., Ayotte-Rivard, M-H., Holt, C., Cranfield, L., Hunter, S., Bryan, J., Piché, S., Gagnon, T., Gallant, V.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – La 34e Conférence ministérielle de la Francophonie, Paris (France), 25-26 novembre 2017</i>	48 897
Chambre des communes Bibeau, hon. M-C.	
Affaires mondiales Canada Belanger, L., Montpetit, G., Filiatrault, L., Gort, M., Gariépy, M., Carpentier-Proulx, R.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – 31e Sommet de l'ANASE et événements associés, Manille (Philippines), 12-14 novembre 2017</i>	24 283
Chambre des communes Freeland, hon. C.	
Affaires mondiales Canada Broadhurst, J., Austen, A., Bobiash, D., Kwan, R., Vicente, J., Barrette, J., Hannan, M-L., Shaw, S., Bernier, S., Silva, J., Holmes, J., Mucci, W.	
<i>Ministre des Affaires étrangères et ministre du Commerce international – Réunion ministérielle de l'APEC et réunion des dirigeants de l'APEC, Da Nang (Vietnam), 8-11 novembre 2017</i>	137 517
Chambre des communes Freeland, hon. C., Champagne, hon. F-P.	
Affaires mondiales Canada Ovens, J., Pickerill, J., Austen, A., Broadhurst, J., Sargent, T., MacArthur, P., Christie, B., Kwan, R., Bisset, R., DesRoches, C., Delic-Radovic, G., Vicente, J., Logies, R., Barrette, J., Thériault, M-C., Séguin, W.	
<i>Ministre du Commerce international – Onzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (MC11) (Argentine), 10-13 décembre 2017</i>	129 357
Chambre des communes Champagne, hon. F-P.	
Affaires mondiales Canada Champagne, hon. F-P., Teo, O., Herbert, P.O., Sargent, T., Thériault, M-C., Usher, D., de Boer, S., O'Neill, J., Cannon, M., McDougall, D., Vanderloo, C., Ellis-Cannon, K., Shaddick, S., Bergeron, M., Kobylnik, A., Vidovic, D.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE, Vienne (Autriche), 7-8 décembre 2017</i>	17 247
Chambre des communes Freeland, hon. C.	
Affaires mondiales Canada Lawrence, A., Garneau, V., Arbeiter, R., Nelson, D., Barrette, J., Cayer, N., Pepin-Hallé, V., Barbarie, D., Tan, J., Dadic, J.	
Ministère de la Défense nationale Houde, LCol. D.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique), 5-6 décembre 2017</i>	19 821
Chambre des communes Freeland, hon. C.	
Affaires mondiales Canada Lawrence, A., Garneau, V., Arbeiter, R., Nelson, D., Barrette, J.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration au Chili, mars 2018</i>	7 018
Chambre des communes DeCoursey, M., député.	
Affaires mondiales Canada Chick, A.	
<i>Ministre du Commerce international – 6e Consultation des ministres de l'économie de l'ANASE – Canada, Manille (Philippines), 8 septembre 2017</i>	24 970
Chambre des communes Goldsmith-Jones, P., députée.	
Affaires mondiales Canada Owen, T., Kapches, J., Usher, D., Guertin, M., Hannan, M-L., Bernier, S., Silva, J., Holmes, J., Laguerta, A.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Description	Montant
<i>Participation canadienne au Forum des îles du Pacifique et réunions connexes, Apia (Samoa), septembre 2017).....</i>	43 250
Chambre des communes DeCoursey, M., député.	
Affaires mondiales Canada Bobiash, D., Chick, A., Bot, M., Sabourin, N., Maddison, P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la 39e session de la Conférence générale de l'UNESCO, Paris (France), 30 octobre-14 novembre 2017.....</i>	21 515
Affaires mondiales Canada Dault, N.	
Commission canadienne pour l'UNESCO Goupil, S., Dugré, P.	
<i>Ministre du Commerce international – Réunion ministérielle informelle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Marrakech (Maroc).....</i>	39 885
Chambre des communes Champagne, hon. F-P.	
Affaires mondiales Canada Berzins, C., Pickerill, J., Thériault, M-C., de Boer, S., O'Neill, J., Dubé, N., Yatropoulos, Y., Flamand-Hubert, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Frais initiaux pour la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC), Londres (Royaume-Uni), 17-20 avril 2018.....</i>	20 258
Affaires mondiales Canada Foster, M., Babin, M., Gort, M., Sinha, P., MacLennan, C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Frais initiaux au 8e Sommet des Amériques, Lima (Pérou), avril 2018.....</i>	15 839
Affaires mondiales Canada Urban, C., Torres, V., Culham, A., Jubinville, F., Cesaratto, S.	

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Affaires autochtones et du Nord							
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	16 610 713	24 879 894	13 204 369	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	7 793 740
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique							
Dépenses du programme.....	1	–	–	38 608	456 110	–	–
Affaires mondiales							
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	16 497 507	74 658 771	24 476 878	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	27 029 549
Centre de recherches pour le développement international							
Paievements au Centre	1	–	–	1 246 261	–	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)							
Dépenses du programme.....	1	–	–	88 038	308 454	35 840	–
Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	21 821 935	29 241 383	12 761 768	–
Commission canadienne des grains							
Dépenses du programme.....	1	–	–	624 806	34 574	–	–
Commission canadienne du lait							
Dépenses du programme.....	1	–	–	239 560	–	94 983	–
Anciens Combattants							
Ministère des Anciens Combattants							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	9 896 385	12 127 119	4 660 264	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)							
Dépenses du programme.....	1	–	–	181 079	472 558	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Dépenses du programme.....	1	–	–	441 877	747 403	–	–
Conseil du Trésor							
Secrétariat du Conseil du Trésor							
Dépenses du programme.....	1	–	–	6 002 457	11 176 733	1 813 215	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public							
Dépenses du programme.....	1	–	–	76 735	244 821	–	–
Commissariat au lobbying							
Dépenses du programme.....	1	–	–	85 750	130 314	–	–
École de la fonction publique du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 953 469	2 878 301	–	–
Conseil privé							
Bureau du Conseil privé							
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 301 991	5 291 071	4 000 000	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 219 880	1 309 114	–	–
Bureau du directeur général des élections							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 588 291	1 460 637	–	–
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	123 870	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Commissariat aux langues officielles							
Dépenses du programme.....	1	–	–	548 970	927 970	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes							
Dépenses du programme.....	1	–	–	73 573	277 357	–	–
Défense nationale							
Ministère de la Défense nationale							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	92 730 747	308 030 068	402 642 318	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	3 246 182	80 035 373
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications							
Dépenses du programme.....	1	–	–	22 171	97 004	–	–
Centre de la sécurité des télécommunications							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	21 601 037	23 460 417	–
Comité externe d'examen des griefs militaires							
Dépenses du programme.....	1	–	–	121 619	307 054	–	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire							
Dépenses du programme.....	1	–	–	35 289	210 876	–	–
Environnement et Changement climatique							
Ministère de l'Environnement							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	25 123 098	34 695 457	26 484 201	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	2 081 508
Agence canadienne d'évaluation environnementale							
Dépenses du programme.....	1	–	–	646 145	1 539 929	1 175 678	–
Agence Parcs Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	–	4 442 999	–
Famille, Enfants et Développement social							
Ministère de l'Emploi et du Développement social							
Dépenses de fonctionnement	1	59 900 000	2 500 000	17 137 083	29 941 600	4 488 504	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail							
Dépenses du programme.....	1	–	–	231 974	–	135 038	–
Finances							
Ministère des Finances							
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 405 732	4 542 777	2 814 244	–
Bureau du vérificateur général							
Dépenses du programme.....	1	–	–	621 523	3 538 955	3 276 173	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 523 756	2 552 125	1 045 343	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté							
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	17 117 153	26 681 622	26 451 383	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié							
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 773 372	4 446 678	1 034 310	–
Infrastructure et Collectivités							
Bureau de l'infrastructure du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 019 500	5 502 039	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	24 563 828

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Innovation, Sciences et Développement économique							
Ministère de l'Industrie							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	14 645 996	22 093 146	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	915 536
Agence canadienne de développement économique du Nord							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	294 675	443 736	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 210 490	1 909 040	1 597 793	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	2 125 672	3 211 106	1 250 000	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	800 367	1 287 422	1 150 000	–
Agence spatiale canadienne							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	2 449 055	9 224 885	337 669	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	42 045 621
Commission canadienne du tourisme							
Paiements à la Commission	1	–	–	269 103	–	–	–
Commission du droit d'auteur							
Dépenses du programme.....	1	–	–	31 314	123 052	131 577	–
Conseil canadien des normes							
Paiements au Conseil.....	1	–	–	–	–	1 043 494	–
Conseil de recherches en sciences humaines							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	1 183 287	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 959 870	2 170 076	1 166 667	–
Conseil national de recherches du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	410 186	12 310 672	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	14 482 531
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 128 519	1 743 528	1 100 000	–
Statistique Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	17 486 665	39 627 349	27 886 171	–
Justice							
Ministère de la Justice							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	6 894 556	26 330 153	–	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	133 940	405 439	215 000	–
Conseil canadien de la magistrature							
Dépenses de fonctionnement	5	–	–	18 398	75 681	35 000	–
Bureau du directeur des poursuites pénales							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 464 733	8 761 182	2 642 235	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada							
Commissariat à l'information du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	238 560	496 368	148 247	–
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada							
Dépenses du programme	5	–	–	599 872	1 082 596	122 077	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Commission canadienne des droits de la personne							
Dépenses du programme.....	1	–	–	610 985	1 019 117	–	–
Registraire de la Cour suprême du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	625 945	1 168 135	1 177 863	–
Service administratif des tribunaux judiciaires							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 846 755	3 062 116	811 209	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 208 067	3 322 498	1 475 304	–
Patrimoine canadien							
Ministère du Patrimoine canadien							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	5 990 862	9 274 843	5 079 042	–
Bibliothèque et Archives du Canada							
Dépenses de fonctionnement.....	1	1 721	–	3 370 950	4 695 976	3 148 077	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	2 244 799
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	336 878	490 081	–	–
Commission de la capitale nationale							
Paielements à la Commission à l'égard des dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	–	775 978	–
Commission des champs de bataille nationaux							
Dépenses du programme.....	1	–	–	91 966	323 088	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes							
Dépenses du programme.....	1	–	–	52 680	2 637 884	–	–
Conseil des Arts du Canada							
Paielements au Conseil.....	1	–	–	725 919	–	–	–
Musée canadien de l'histoire							
Paielements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	1 262 858	–	337 684	–
Musée canadien de l'immigration du Quai 21							
Paielements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	142 724	–	–	–
Musée canadien de la nature							
Paielements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	535 439	–	218 057	–
Musée canadien des droits de la personne							
Paielements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	487 335	–	–	–
Musée des beaux-arts du Canada							
Paielements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	733 504	–	126 329	–
Musée national des sciences et de la technologie							
Paielements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	663 194	–	66 585	–
Office national du film							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	3 351 786	317 293	–
Société du Centre national des Arts							
Paielements à la Société à l'égard des dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	1 289 675	–	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Société Radio-Canada							
Paielements à la Société à l'égard des dépenses de fonctionnement	1	–	–	34 059 687	–	–	–
Téléfilm Canada							
Paielements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	1	–	–	618 484	–	–	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
Ministère des Pêches et des Océans							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	41 426 258	51 593 839	25 000 000	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	112 710 012
Ressources naturelles							
Ministère des Ressources naturelles							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	16 916 936	24 104 691	12 639 100	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	12 663 796
Commission canadienne de sûreté nucléaire							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	1 845 846	3 891 749	–
Office national de l'énergie							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	3 798 678	7 737 435	–
Revenu national							
Agence du revenu du Canada							
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance emploi</i>	1	–	–	1 843 579	8 903 205	393 186 767	–
Santé							
Ministère de la Santé							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	45 207 340	55 156 889	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	7 317 367
Agence canadienne d'inspection des aliments							
Dépenses de fonctionnement et contributions	1	–	–	–	24 582 004	5 793 298	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	14 577 435
Agence de la santé publique du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	8 721 932	16 531 029	624 768	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	548 224
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés							
Dépenses du programme.....	1	–	–	184 493	373 663	100 000	–
Instituts de recherche en santé du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	1 743 954	2 080 904	–
Sécurité publique et Protection civile							
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	4 296 151	3 934 452	2 188 073	–
Subventions et contributions	5	–	–	521 270	–	–	–
Agence des services frontaliers du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	12 644 800	–	19 464 313	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	123 641	183 214	46 919	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	7 248	32 152	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	202 598	451 290	–	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 300 761	2 315 795	–	–
Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	70 025 298	139 942 225	45 760 983	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	37 607 468
Service canadien du renseignement de sécurité							
Dépenses du programme.....	1	–	–	13 400 304	20 764 812	122 369	–
Service correctionnel du Canada							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	–	–	52 732 045	81 963 990	62 563 121	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	46 000 077
Services aux Autochtones							
Ministère des Services aux Autochtones Canada							
Dépenses de fonctionnement	3	69 588 068	–	–	–	–	–
Subventions et contributions	13	90 235 313	–	–	–	–	–
Services publics et Approvisionnement							
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	27 281 036	56 795 057	25 413 005	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	44 020 011
Commission de la fonction publique							
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 888 052	4 270 609	–	–
Services partagés Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	17 826 270	79 975 057	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	59 882 102
Transports							
Ministère des Transports							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	22 510 820	24 267 423	4 000 000	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	21 261 004
Office des transports du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	762 149	1 214 517	856 977	–
Total.....		219 725 102	2 500 000	690 685 906	1 377 002 308	1 225 573 239	557 779 981

Conseil Privé Bureau du directeur général des élections

Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

(en dollars)

Autorisation de financement	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Crédit 1 – Dépenses du programme					
Salaires des postes indéterminés	13 362 835	4 917 037	3 207 082	10 416 749	31 903 703
Dépenses législatives					
Élections partielles d'avril 2017	1 752 433	521 896	–	526	2 274 855
Élections partielles d'octobre 2017	1 931 848	239 388	–	–	2 171 236
Élections partielles de décembre 2017	2 851 228	300 692	–	–	3 151 920
42e élection générale (octobre 2015) et autres élections	7 875 672	1 909 402	–	–	9 785 074
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription	–	852 326	–	–	852 326
Autres dépenses conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	31 222 452	5 504 646	6 706 964	30 548 391	73 982 453
	45 633 633	9 328 350	6 706 964	30 548 917	92 217 864
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 299 623	950 701	879 846	2 233 984	7 364 154
Total	62 296 091	15 196 088	10 793 892	43 199 650	131 485 721

Détails des dépenses – Élections partielles d'avril 2017

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Calgary Heritage (Alberta)	223 980	83 797	–	–	307 777
Calgary Midnapore (Alberta)	253 947	92 101	–	–	346 048
Markham-Thornhill (Ontario)	286 750	118 897	–	–	405 647
Ottawa-Vanier (Ontario)	345 777	118 066	–	–	463 843
Saint-Laurent (Québec)	258 191	62 945	–	–	321 136
	1 368 645	475 806	–	–	1 844 451
Bureau chef d'Élections Canada ¹	383 788	46 090	–	526	430 404
Total	1 752 433	521 896	–	526	2 274 855

Détails des dépenses – Élections partielles d'octobre 2017

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Lac St-Jean (Québec)	569 702	80 272	–	–	649 974
Sturgeon River-Parkland (Alberta)	477 556	33 797	–	–	511 353
	1 047 258	114 069	–	–	1 161 327
Bureau chef d'Élections Canada ¹	884 590	125 319	–	–	1 009 909
Total	1 931 848	239 388	–	–	2 171 236

Conseil Privé Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses – Élections partielles de décembre 2017

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Battlefords-Lloydminster (Saskatchewan)	332 226	46 127	–	–	378 353
Bonavista-Burin-Trinity (Terre-Neuve-et-Labrador)	795 895	30 574	–	–	826 469
Scarborough-Agincourt (Ontario)	413 399	29 243	–	–	442 642
South Surrey-White Rock (Colombie-Britannique).....	462 408	30 885	–	–	493 293
	2 003 928	136 829	–	–	2 140 757
Bureau chef d'Élections Canada ¹	847 300	163 863	–	–	1 011 163
Total	2 851 228	300 692	–	–	3 151 920

¹ Inclus les dépenses encourues pour la conduite des élections partielles par Élections Canada à son bureau chef, ainsi que pour appuyer les directeurs de scrutin dans les circonscriptions électorales, ce qui comprend les coûts de la campagne de publicité.

Conseil privé
Bureau du Conseil privé

Traitements et indemnités aux ministres d'État

L'état suivant a pour but de présenter de l'information sur les traitements et indemnités aux ministres d'États. Cependant, il n'y a pas de traitements et indemnités aux ministres d'États pour l'exercice courant.

Famille, Enfants et Développement social Ministère de l'Emploi et du Développement social

Paiements d'indemnités et frais d'administration¹

(en dollars)

Description	Paiements d'indemnités ²	Frais d'administration ³	Total des paiements
Terre-Neuve-et-Labrador	3 079 415	1 050 393	4 129 808
Île-du-Prince-Édouard	578 553	162 993	741 546
Nouvelle-Écosse – Fédéral	10 773 946	2 654 300	13 428 246
Nouvelle-Écosse – Indemnité de présomption automatique de la Société d'expansion du Cap-Breton	2 956 005	633 180	3 589 185
Nouvelle-Écosse – Indemnité de silicose de la Société d'expansion du Cap-Breton	216 843	32 176	249 019
Nouvelle-Écosse – Autre indemnité de la Société d'expansion du Cap-Breton	9 962 220	1 971 568	11 933 788
Nouveau-Brunswick	6 670 748	1 662 817	8 333 565
Québec	21 787 086	5 105 394	26 892 480
Ontario	38 632 290	11 005 143	49 637 433
Manitoba	2 853 152	2 154 788	5 007 940
Saskatchewan	4 040 612	1 955 428	5 996 040
Alberta	11 585 667	3 389 383	14 975 050
Colombie-Britannique	17 082 205	6 420 036	23 502 241
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>	1 170	–	1 170
Paiements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (article 7)	29 947	–	29 947
	130 249 859	38 197 599	168 447 458
Moins: recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des sociétés d'État	32 803 387	11 888 513	44 691 900
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères gouvernementaux ..	69 759 583	20 204 890	89 964 473
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts de l'assurance-emploi	274 167	54 833	329 000
Recouvrements de tierces parties responsables (subrogation)	12 366	–	12 366
	102 849 503	32 148 236	134 997 739
Dépenses nettes⁴	27 400 356	6 049 363	33 449 719

¹ Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (se référer au Sommaire du portefeuille ministériel de la section 11 du volume II).

² Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

- a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
- b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et
- c) les employés des mines dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

³ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁴ Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2017-2018

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Andreychuk A R, Saskatchewan	147 700	64 261	120 888
<i>Présidente de comité</i>	22 422	–	–
Ataullahjan S, Ontario	147 700	56 684	171 205
<i>Vice-présidente de comité</i>	5 867	–	–
Baker G, Terre-Neuve-et-Labrador ²	62 773	31 514	45 355
<i>Vice-président de comité</i>	2 507	–	–
Batters D, Saskatchewan	147 700	77 886	151 227
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 114	–	–
Bellemare D, Québec ³	147 700	30 681	–
<i>Coordonnatrice législative du gouvernement au Sénat</i>	39 200	–	163 287
Bernard W E T, Nouvelle-Écosse	147 700	72 705	155 205
<i>Présidente de comité</i>	4 264	–	–
Beyak L, Ontario	147 700	68 894	191 392
Black D, Alberta	147 700	98 048	201 969
<i>Président de comité</i>	4 264	–	–
Black R, Ontario ²	18 463	3 200	4 173
Boisvenu P-H, Québec	147 700	43 928	167 811
<i>Vice-président de comité</i>	2 114	–	–
Boniface G, Ontario	147 700	34 666	164 471
<i>Présidente de comité</i>	4 264	–	–
Bovey P, Manitoba	147 700	70 139	167 002
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 114	–	–
Brazeau P, Québec	147 700	36 479	126 883
Campbell L W, Colombie-Britannique	147 700	67 524	160 465
<i>Vice-président de comité</i>	4 264	–	–
Carignan C, Québec	147 700	25 411	213 377
Christmas D, Nouvelle-Écosse	147 700	55 602	116 173
Cools A C, Ontario	147 700	35 478	174 535
<i>Vice-présidente de comité</i>	5 867	–	–
Cordy J, Nouvelle-Écosse	147 700	53 381	143 463
<i>Vice-présidente de comité</i>	5 867	–	–
Comier R, Nouveau-Brunswick	147 700	63 297	177 550
<i>Président de comité</i>	4 231	–	–
Coyle M, Nouvelle-Écosse ²	48 042	14 181	18 809
Dagenais J-G, Québec	147 700	36 872	–
<i>Whip adjoint de l'opposition</i>	3 100	–	177 590
<i>Vice-président de comité</i>	2 114	–	–
Dawson D, Québec	147 700	56 161	128 758
<i>Président de comité</i>	7 570	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 114	–	–
Day J A, Nouveau-Brunswick ³	147 700	64 488	–
<i>Leader des libéraux au Sénat</i>	–	–	725 694
<i>Président de comité</i>	11 735	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	3 753	–	–
Deacon M, Ontario ²	18 463	3 957	44
Dean T, Ontario	147 700	39 928	108 616
Demers J, Québec	147 700	3 919	107 943
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard	147 700	57 184	–
<i>Whip/Liaison des libéraux au Sénat</i>	–	–	173 407
<i>Vice-président de comité</i>	3 753	–	–
Doyle N E, Terre-Neuve-et-Labrador	147 700	65 218	140 330
Duffy M, Île-du-Prince-Édouard	147 700	36 706	160 605
Dupuis R, Québec	147 700	41 281	114 380
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 114	–	–
Dyck L E, Saskatchewan	147 700	78 776	143 417
<i>Présidente de comité</i>	11 834	–	–
Eaton N, Ontario	147 700	47 254	–
<i>Présidente Pro Tempore</i>	24 800	–	172 310
Eggleton A, Ontario	147 700	38 192	192 405
<i>Président de comité</i>	4 264	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	3 753	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Enverga T C, Ontario ²	98 467	41 653	98 452
Forest É, Québec.....	147 700	41 042	146 258
Fraser J, Québec ²	123 962	23 619	65 052
<i>Présidente de comité</i>	7 570	–	–
<i>Vice-présidente de comité</i>	1 068	–	–
Frum L, Ontario.....	147 700	53 435	191 541
Furey G J, Terre-Neuve-et-Labrador ³	147 700	79 236	–
<i>Président du Sénat</i>	60 300	–	721 897
Gagné R, Manitoba.....	147 700	48 825	143 166
Galvez R, Québec.....	147 700	64 445	122 963
<i>Présidente de comité</i>	4 066	–	–
Gold M, Québec.....	147 700	31 818	–
<i>Liaison du groupe des sénateurs indépendants</i>	–	–	182 854
<i>Vice-président de comité</i>	2 098	–	–
Greene S, Nouvelle-Écosse.....	147 700	64 894	185 591
<i>Président de comité</i>	4 264	–	–
Griffin D, Île-du-Prince-Édouard.....	147 700	61 138	180 917
<i>Présidente de comité</i>	4 231	–	–
Harder V P, Ontario ³	147 700	30 371	–
<i>Représentant du gouvernement (Leader du gouvernement)</i>	82 600	–	1 307 700
Hartling N, Nouveau-Brunswick.....	147 700	42 793	159 193
Housakos L, Québec.....	147 700	35 084	172 347
<i>Président de comité</i>	11 636	–	–
Hubley E, Île-du-Prince-Édouard ²	64 414	15 786	73 691
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 573	–	–
Jaffer M S B, Colombie-Britannique.....	147 700	57 187	213 055
<i>Vice-présidente de comité</i>	5 769	–	–
Joyal S, Québec.....	147 700	13 996	185 824
<i>Président de comité</i>	4 264	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	12 013	–	–
Kenny C, Ontario ²	123 962	25 449	180 941
<i>Vice-président de comité</i>	1 166	–	–
Lang D, Yukon ²	55 189	30 352	84 472
<i>Président de comité</i>	4 447	–	–
Lankin F, Ontario.....	147 700	47 175	138 172
Lovelace Nicholas S M, Nouveau-Brunswick.....	147 700	64 483	141 641
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse.....	147 700	84 555	179 919
<i>Vice-président de comité</i>	5 769	–	–
Maltais G, Québec.....	147 700	37 084	200 677
<i>Président de comité</i>	7 570	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 098	–	–
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador.....	147 700	89 365	216 409
<i>Président de comité</i>	11 801	–	–
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador.....	147 700	56 904	162 333
Martin Y, Colombie-Britannique ³	147 700	91 159	–
<i>Leader adjointe de l'opposition</i>	24 800	–	297 998
Marwah S, Ontario.....	147 700	34 116	123 481
Massicotte P J, Québec.....	147 700	20 960	100 195
<i>Vice-président de comité</i>	3 753	–	–
McCallum M J, Manitoba ²	48 042	17 106	19 284
McCoy E, Alberta ³	147 700	24 001	–
<i>Facilitatrice du groupe des sénateurs indépendants</i> ⁵	–	–	440 391
McInnis T J, Nouvelle-Écosse.....	147 700	59 075	161 851
<i>Président de comité</i>	7 570	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 114	–	–
McIntyre P E, Nouveau-Brunswick.....	147 700	25 629	98 844
McPhedran M, Manitoba.....	147 700	90 356	201 914
Mégie M-F, Québec.....	147 700	30 861	134 726

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Mercer T M, Nouvelle-Écosse	147 700	64 060	–
<i>Leader adjoint des libéraux au Sénat</i>	–	–	191 751
<i>Président de comité</i>	1 098	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	5 851	–	–
Meredith D, Ontario ²	16 990	3 226	21 559
Mitchell G, Alberta ³	147 700	84 821	–
<i>Liaison du gouvernement</i>	11 900	–	282 188
Mockler P, Nouveau-Brunswick	147 700	50 543	202 019
<i>Président de comité</i>	11 801	–	–
Moncion L, Ontario	147 700	37 986	108 365
Munson J, Ontario	147 700	26 408	133 850
<i>Président de comité</i>	7 570	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 663	–	–
Neufeld R, Colombie-Britannique	147 700	74 357	182 452
<i>Président de comité</i>	7 570	–	–
Ngo T H, Ontario	147 700	97 911	199 134
Ogilvie K K, Nouvelle-Écosse ²	88 210	39 326	87 897
<i>Président de comité</i>	7 107	–	–
Oh V, Ontario	147 700	62 735	163 307
Omidvar R, Ontario	147 700	51 635	–
<i>Responsable du plumeur du groupe des sénateurs indépendants</i>	–	–	199 001
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 642	–	–
Pate K, Ontario	147 700	43 100	169 170
Patterson D G, Nunavut	147 700	226 796	212 536
<i>Vice-président de comité</i>	5 529	–	–
Petitclerc C, Québec	147 700	22 270	120 408
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 114	–	–
Plett D N, Manitoba ³	147 700	98 995	–
<i>Whip de l'opposition</i>	6 900	–	297 866
<i>Président de comité</i>	4 231	–	–
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick	147 700	40 801	150 261
<i>Vice-présidente de comité</i>	5 851	–	–
Pratte A, Québec	147 700	25 357	174 764
<i>Vice-président de comité</i>	2 016	–	–
Raine N Greene, Colombie-Britannique	147 700	59 020	178 611
Richards D A, Nouveau-Brunswick ²	86 952	38 775	75 212
Ringuette P, Nouveau-Brunswick	147 700	44 368	142 673
Runciman B, Ontario ²	52 807	8 771	66 075
<i>Président de comité</i>	4 255	–	–
Saint-Germain R, Québec	147 700	46 666	–
<i>Facilitatrice adjointe du groupe des sénateurs indépendants</i>	–	–	194 813
Seidman J, Québec	147 700	33 154	156 565
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 114	–	–
Sibbeston N G, Territoires du Nord-Ouest ²	94 774	70 808	75 578
Sinclair M, Manitoba	147 700	80 340	195 782
<i>Vice-président de comité</i>	2 016	–	–
Smith L, Québec ^{3 4}	148 411	32 944	–
<i>Leader de l'opposition</i>	39 200	–	979 051
<i>Président de comité</i>	99	–	–
Stewart Olsen C, Nouveau-Brunswick	147 700	61 585	161 778
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 114	–	–
Tannas S, Alberta	147 700	98 031	165 372
<i>Vice-président de comité</i>	2 114	–	–
Tardif C, Alberta ²	123 962	73 865	114 588
<i>Présidente de comité</i>	7 570	–	–
Tkachuk D, Saskatchewan	147 700	90 506	177 867
<i>Président de comité</i>	11 834	–	–
Unger B E, Alberta	147 700	48 681	81 241
Verner J, Québec	147 700	39 694	183 888
Wallin P, Saskatchewan	147 700	73 070	162 550

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2017-2018 – fin

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Watt C, Québec ²	139 744	59 257	211 469
<i>Président de comité</i>	3 103	–	–
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador	147 700	111 339	–
<i>Président du Caucus de l'opposition</i>	5 900	–	187 064
Wetston H, Ontario	147 700	47 734	134 196
White V D, Ontario	147 700	4 528	101 867
<i>Vice-président de comité</i>	3 753	–	–
Woo Y P, Colombie-Britannique ³	147 700	103 454	–
<i>Facilitateur du groupe des sénateurs indépendants</i> ⁶	–	–	564 874
Total	14 748 545	5 384 764	19 422 130

¹ Incluant les frais de subsistance dans la Région du Parlement.

² Sénateurs et sénatrices qui ont été nommés, pris leur retraite, démissionnés ou sont décédés au cours de l'exercice financier 2017-2018.

³ À compter du 1er avril 2017, le budget de personnel de recherche, employés et autres dépenses des agents supérieurs et le budget du (de la) facilitateur(trice) du groupe des sénateurs indépendants ont été consolidés avec les dépenses de bureau de sénateur (et, le cas échéant, les dépenses du caucus).

⁴ L'indemnité de session inclut un rajustement d'indemnité de session de l'année précédente à la suite d'une révision rétroactive.

⁵ Sénatrice Elaine McCoy a été la Facilitatrice du groupe de sénateurs indépendants jusqu'au 24 septembre 2017.

⁶ Sénateur Yuen Pau Woo a été nommé à titre de Facilitateur du groupe des sénateurs indépendants à compter du 25 septembre 2017.

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Aboutaif Z	172 700	65 610
Albas D	172 700	86 608
Albrecht H	172 700	48 597
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Aldag J	172 700	121 029
Alghabra O	172 700	51 536
Alleslev L	172 700	60 291
Allison D	172 700	76 701
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 983	–
Ambrose L'hon R	45 032	45 343
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle</i>	12 878	–
Amos W	172 700	24 759
Anandasangaree G	172 700	63 086
Anderson D	172 700	106 949
Angus C	172 700	52 082
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 032	–
Arnold M	172 700	131 536
Arseneault R	172 700	87 426
Arya C	172 700	7 577
Ashton N	172 700	105 001
Aubin R	172 700	36 360
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Ayoub R	172 700	46 479
Badawey V	172 700	65 354
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Bagnell L'hon L	172 700	108 447
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Bains L'hon N	172 700	57 321
Barlow J	172 700	123 541
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Barsalou-Duval X	172 700	48 390
Baylis F	172 700	33 582
Beaulieu M	172 700	46 254
Beech T	172 700	121 062
Bennett L'hon C	172 700	49 545
Benson S	172 700	74 798
Benzen R	171 741	75 798
Bergen L'hon C	172 700	92 010
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	42 700	–
Bernier L'hon M	172 700	53 182
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 200	–
Berthold L	172 700	70 067
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Bezan J	172 700	112 158
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 984	–
Bibeau L'hon M-C	172 700	32 854
Bittle C	172 700	68 544
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement</i>	9 067	–
Blaikie D	172 700	73 553
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	5 250	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	516	–
Blair B	172 700	69 396
Blaney L'hon S	172 700	51 043
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 083	–
Blaney R	172 700	108 323
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	1 113	–
Block K	172 700	90 003
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 200	–
Boissonnault R	172 700	90 343
Bossio M	172 700	45 890

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Boucher S	172 700	53 789
Boudrias M	172 700	40 578
Boulerice A	172 700	49 238
Boutin-Sweet M	172 700	32 501
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition</i>	12 000	–
Brassard J	172 700	71 935
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle</i>	7 065	–
Bratina B	172 700	40 878
Breton P	172 700	55 573
Brisson L'hon S	172 700	91 205
Brosseau R E	172 700	51 911
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	3 153	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 968	–
Brown G	172 700	53 589
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i>	9 386	–
Caesar-Chavannes C	172 700	43 517
Calkins B	172 700	100 654
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 600	–
Cannings R	172 700	77 340
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Caron G	172 700	37 889
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i>	28 827	–
Carr L'hon J	172 700	71 711
Carrie C	172 700	62 935
Casey B	172 700	74 860
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Casey S	172 700	68 424
Chagger L'hon B	172 700	45 632
Champagne L'hon F-P	172 700	59 198
Chan A	78 674	30 968
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement</i>	7 744	–
Chen S	172 700	70 508
Chong L'hon M	172 700	64 318
Choquette F	172 700	44 009
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Christopherson D	172 700	61 776
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	11 919	–
Clarke A	172 700	49 731
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 200	–
Clement L'hon T	172 700	61 288
Cooper M	172 700	79 259
Cormier S	172 700	83 408
Cullen N	172 700	134 478
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 151	–
Cuzner R	172 700	83 078
Dabrusin J	172 700	64 925
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 821	–
Damoff P	172 700	52 539
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 000	–
Davies D	172 700	108 084
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
DeCoursey M	172 700	61 567
Deltell G	172 700	42 128
Dhaliwal S	172 700	116 310
Dhillon A	172 700	33 478
Di Iorio N	172 700	44 112
Diotte K	172 700	77 635
Doherty T	172 700	138 652
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 200	–
Donnelly F	172 700	64 220
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Dreeshen E.....	172 700	92 037
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Drouin F	172 700	24 274
Dubé M.....	172 700	35 701
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	4 903	–
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	768	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Dubourg E.....	172 700	38 937
Duclos L'hon J-Y	172 700	60 873
Duguid T.....	172 700	86 459
Duncan L'hon K.....	172 700	55 270
Duncan L.....	172 700	87 226
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 000	–
Dusseau P-L	172 700	42 843
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	10 968	–
Duvall S.....	172 700	70 878
Dzerowicz J	172 700	44 344
Easter L'hon W	172 700	78 888
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Egliński J	172 700	107 982
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Ehsassi A	172 700	50 701
El-Khoury F.....	172 700	39 136
Ellis N.....	172 700	46 290
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Erskine-Smith N	172 700	68 608
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Eyking L'hon M.....	172 700	74 277
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Eyolfson D.....	172 700	76 241
Falk R	52 924	34 516
Falk T	172 700	108 522
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Fast L'hon E.....	172 700	95 554
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 200	–
Fergus G	172 700	9 877
Fillmore A	172 700	71 805
Finley L'hon D.....	172 700	72 913
Finnigan P.....	172 700	77 081
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Fisher D.....	172 700	60 215
Fonseca P.....	172 700	56 652
Foote L'hon J	86 350	38 943
Fortier M.....	171 741	4 058
Fortin R.....	172 700	40 278
Fragiskatos P.....	172 700	74 264
Fraser C	172 700	84 437
Fraser S.....	172 700	84 630
Freeland L'hon C.....	172 700	47 939
Fry L'hon H.....	172 700	86 987
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	10 179	–
Fuhr S	172 700	79 180
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Gallant C.....	172 700	46 369
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 800	–
Garneau L'hon M.....	172 700	22 041
Garrison R	172 700	96 969
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Généreux B.....	172 700	66 317
Genuis G	172 700	86 467
Gerretsen M.....	172 700	45 524
Gill M.....	172 700	73 788

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Gladu M.....	172 700	64 815
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	5 600	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 167	–
Godin J	172 700	67 409
Goldsmith-Jones P	172 700	83 831
Goodale L'hon R	172 700	73 807
Gould L'hon K	172 700	52 326
Gourde J	172 700	54 600
Graham D	172 700	64 706
Grewal R.....	172 700	59 325
Hajdu L'hon P	172 700	58 017
Hardcastle C	172 700	50 043
Harder R	172 700	124 404
Hardie K	172 700	89 381
Harvey T.J	172 700	123 233
Hébert R	76 137	41 875
Hehr L'hon K	172 700	64 237
Hoback R	172 700	109 568
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Hogg G	52 924	28 934
Holland M.....	172 700	81 234
Housefather A.....	172 700	48 124
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Hughes C	172 700	91 213
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers</i>	17 000	–
Hussen L'hon A	172 700	49 292
Hutchings G	172 700	97 707
Iacono A	172 700	42 815
Jeneroux M	172 700	113 027
Johns G	172 700	97 180
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 032	–
Jolibois G	172 700	116 779
Joly L'hon M.....	172 700	33 377
Jones Y	172 700	177 141
Jordan B.....	172 700	73 593
Jowhari M	172 700	50 495
Julian P	172 700	64 897
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	4 341	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	804	–
Kang D S	172 700	76 856
Kelly P	172 700	60 089
Kent L'hon P	172 700	36 637
Khalid I	172 700	47 384
Khera K	172 700	51 485
Kitchen R.....	172 700	107 931
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Kmiec T	172 700	67 071
Kusie S	171 741	88 251
Kwan J	172 700	114 496
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 000	–
Lake L'hon M.....	172 700	82 151
Lambropoulos E.....	171 741	34 046
Lametti D.....	172 700	36 620
Lamoureux K.....	172 700	56 528
Lapointe L	172 700	50 183
Lauzon G	172 700	18 985
Lauzon S.....	172 700	16 986
Lavergnière H	172 700	40 577
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 000	–
Lebel L'hon D	61 745	37 098
LeBlanc L'hon D.....	172 700	68 696

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Lebouthillier L'hon D.....	172 700	63 007
Lefebvre P.....	172 700	52 796
Leitch L'hon K.....	172 700	72 562
Lemieux D.....	115 598	37 692
Leslie L'hon A.....	172 700	7 341
Levitt M.....	172 700	50 768
Liepert R.....	172 700	120 871
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Lightbound J.....	172 700	43 026
Lloyd D.....	76 137	35 815
Lobb B.....	172 700	80 596
Lockhart A.....	172 700	85 501
Long W.....	172 700	66 609
Longfield L.....	172 700	58 701
Ludwig K.....	172 700	94 429
Lukowski T.....	172 700	67 814
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
MacAulay L'hon L.....	172 700	75 692
MacGregor A.....	172 700	97 260
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 984	–
MacKenzie D.....	172 700	48 131
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle</i>	4 968	–
MacKinnon S.....	172 700	13 605
Maguire L.....	172 700	102 201
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Malcolmson S.....	172 700	99 638
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 000	–
Maloney J.....	172 700	56 531
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
Marcil S.....	172 700	52 031
Masse B.....	172 700	58 770
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Massé R.....	172 700	84 284
Mathysen I.....	172 700	57 611
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 968	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	5 000	–
May B.....	172 700	56 259
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 000	–
May E.....	172 700	62 435
McCauley K.....	172 700	73 457
McColeman P.....	172 700	63 648
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 083	–
McCrimmon K.....	172 700	9 981
McDonald K.....	172 700	95 896
McGuinty L'hon D.....	172 700	2 076
McKay L'hon J.....	172 700	57 977
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 333	–
McKenna L'hon C.....	172 700	5 456
McKinnon R.....	172 700	106 854
McLeod C.....	172 700	107 353
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 200	–
McLeod M.....	172 700	118 653
Mendès A.....	172 700	33 331
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 000	–
Mendicino M.....	172 700	66 293
Mihychuk L'hon M.....	172 700	66 146
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	12 000	–
Miller L.....	172 700	76 577
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Miller M.....	172 700	36 302

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Monsef L'hon M	172 700	34 351
Moore C.....	172 700	80 964
Morneau L'hon B.....	172 700	56 903
Morrissey R.....	172 700	92 960
Motz G.....	172 700	90 696
Mulcair L'hon T.....	172 700	30 563
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition.....</i>	29 930	–
Murray J.....	172 700	101 586
Nantel P.....	172 700	36 626
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Nassif E.....	172 700	40 378
Nater J.....	172 700	67 462
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 800	–
Nault L'hon R.....	172 700	174 385
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	12 000	–
Ng M.....	171 741	58 631
Nicholson L'hon R.....	172 700	62 210
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	3 200	–
Nuttall A.....	172 700	61 894
Obhrai L'hon D.....	172 700	96 977
O'Connell J.....	172 700	74 003
Oliphant R.....	172 700	63 109
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 933	–
Oliver J.....	172 700	69 287
O'Regan L'hon S.....	172 700	112 412
O'Toole L'hon E.....	172 700	50 246
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	3 167	–
Ouellette R-F.....	172 700	146 345
Paradis L'hon D.....	172 700	67 872
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	12 000	–
Paul-Hus P.....	172 700	58 124
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	3 167	–
Pauzé M.....	172 700	27 783
Pescholido J.....	172 700	76 773
Peterson K.....	172 700	50 882
Petitpas Taylor L'hon G.....	172 700	57 678
Philpott L'hon J.....	172 700	54 880
Picard M.....	172 700	36 685
Plamondon L.....	172 700	46 292
Poilievre L'hon P.....	172 700	28 672
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	3 200	–
Poissant J-C.....	172 700	47 816
Quach A M-T.....	172 700	42 198
Qualtrough L'hon C.....	172 700	111 821
Raitt L'hon L.....	172 700	91 287
Ramsey T.....	172 700	68 503
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Rankin M.....	172 700	80 338
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition.....</i>	9 597	–
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Autre parti d'opposition.....</i>	1 113	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 032	–
Ratansi Y.....	172 700	51 538
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Rayes A.....	172 700	61 542
Regan L'hon G.....	172 700	28 152
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes.....</i>	82 600	–
Reid S.....	172 700	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 167	–
Rempel L'hon M.....	172 700	93 244
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	3 167	–
Richards B.....	172 700	88 444
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	3 850	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Rioux J.....	172 700	47 348
Ritz L'hon G.....	87 279	57 595
Robillard Y.....	172 700	36 870
Rodriguez L'hon P.....	172 700	46 310
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement.....</i>	30 900	–
Rogers C.....	52 924	35 017
Romanado S.....	172 700	46 577
Rota A.....	172 700	62 355
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint de la Chambre et vice-président adjoint des comités pléniers.....</i>	17 000	–
Rudd K.....	172 700	55 431
Ruimy D.....	172 700	89 595
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	12 000	–
Rusnak D.....	172 700	75 345
Saganash R.....	172 700	99 653
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Sahota R.....	172 700	63 671
Saini R.....	172 700	45 034
Sajjan L'hon H S.....	172 700	94 307
Samson D.....	172 700	52 289
Sangha R.....	172 700	49 854
Sansoucy B.....	172 700	45 568
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Sarai R.....	172 700	108 264
Saroya B.....	172 700	45 333
Scarpaleggia F.....	172 700	46 414
<i>Indemnité à titre de président du caucus Gouvernement.....</i>	12 000	–
Scheer Hon A.....	172 700	98 538
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle.....</i>	69 944	–
Schiefke P.....	172 700	49 362
Schmale J.....	172 700	80 817
Schulte D.....	172 700	54 482
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	12 000	–
Serré M.....	172 700	66 771
Sgro L'hon J A.....	172 700	56 323
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	12 000	–
Shanahan B.....	172 700	36 836
Sheehan T.....	172 700	64 651
Shields M.....	172 700	103 494
Shipley B.....	172 700	62 617
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 800	–
Sidhu J.....	172 700	103 973
Sidhu S.....	172 700	60 570
Sikand G.....	172 700	59 307
Simms S.....	172 700	118 794
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	12 000	–
Sohi L'hon A.....	172 700	68 203
Sopuck R.....	172 700	119 103
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 800	–
Sorbara F.....	172 700	65 241
Sorenson L'hon K.....	172 700	129 189
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	12 000	–
Spengemann S.....	172 700	50 509
Stanton B.....	172 700	60 329
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités pléniers.....</i>	42 700	–
Ste-Marie G.....	172 700	40 623
Stetski W.....	172 700	108 983
Stewart K.....	172 700	101 659
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	48	–
Strahl M.....	172 700	106 830
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle.....</i>	21 597	–
Stubbs S.....	172 700	107 170
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	3 183	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018 – fin

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Sweet D	172 700	74 000
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle</i>	12 000	–
Tabbara M	172 700	67 618
Tan G	172 700	53 997
Tassi F	172 700	55 884
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement</i>	12 000	–
Thériault L.....	172 700	42 103
Tilson D.....	172 700	53 480
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Tootoo L'hon H.....	172 700	168 245
Trost B.....	172 700	95 918
Trudeau Le très hon J.....	172 700	2 400
Trudel K	172 700	55 344
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	388	–
Van Kesteren D.....	172 700	63 257
Van Loan L'hon P	172 700	55 714
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 183	–
Vandal D.....	172 700	83 565
Vandenbeld A.....	172 700	2 128
Vaughan A.....	172 700	60 617
Vecchio K.....	172 700	91 379
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	5 935	–
Viersen A.....	172 700	70 190
Virani A.....	172 700	59 083
Wagantall C	172 700	119 140
Warawa M.....	172 700	124 708
Warkentin C.....	172 700	110 143
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	17 000	–
Watts D L	85 870	33 512
Waugh K.....	172 700	78 194
Webber L.....	172 700	72 869
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 817	–
Weir E	172 700	60 477
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 000	–
Whalen N.....	172 700	104 529
Wilkinson J.....	172 700	88 076
Wilson-Raybould L'hon J.....	172 700	104 309
Wong L'hon A	172 700	108 767
Wrzesnewskyj B	172 700	59 176
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 600	–
Yip J.....	52 924	15 309
Young K.....	172 700	59 393
Yurdiga D.....	172 700	149 786
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Zahid S	172 700	55 004
Zimmer B.....	172 700	148 848
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 367	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 800	–
Anciens députés ²	931	2 651
Total	59 215 477	23 335 507

¹ Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct à la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »;
- les frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toute dépense du ministère de la Défense nationale liée à l'utilisation des avions de l'État;
- tous frais de déplacement des députés engagés pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de cette section intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

² Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement

Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2017-2018

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
Alghabra O	ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires).....	17 000
Beech T	ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne.....	17 000
Blair B	ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre de la Santé.....	17 000
Caesar-Chavannes C	ministre du Développement international.....	17 000
Casey S	ministre du Patrimoine canadien.....	17 000
Cormier S	ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté.....	17 000
Cuzner R	ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail.....	17 000
DeCoursey M	ministre des Affaires étrangères.....	17 000
Duguid T	pour la Condition féminine ¹	17 000
Fillmore A	ministre des Institutions démocratiques.....	17 000
Goldsmith-Jones P	ministre du Commerce international.....	17 000
Holland M	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	17 000
Hutchings G	pour la Petite Entreprise et le Tourisme ¹	7 981
Jones Y	ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	17 000
Khera K	ministre du Revenu national.....	17 000
Lametti D	ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.....	17 000
Lamoureux K	leader du gouvernement à la Chambre des communes.....	17 000
Lauzon S	pour les Sports et les Personnes handicapées ¹	17 000
Leslie L'hon A	ministre des Affaires étrangères (Relations canado-américaines).....	17 000
Lightbound J	ministre de la Santé.....	7 981
	ministre des Finances.....	9 019
Lockhart A	pour la Petite Entreprise et le Tourisme ¹	9 067
MacKinnon S	ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.....	17 000
McCrimmon K	ministre des Transports.....	17 000
Mendicino M	ministre de la Justice et procureur général du Canada.....	17 000
Miller M	ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.....	17 000
Murray J	président du Conseil du Trésor.....	17 000
Petitpas Taylor L'hon G	ministre des Finances.....	6 946
Poissant J-C	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	17 000
Rioux J	ministre de la Défense nationale.....	17 000
Romanado S	ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale.....	17 000
Rudd K	ministre des Ressources naturelles.....	17 000
Rusnak D	ministre des Services aux Autochtones.....	9 067
Schiefke P	premier ministre (Jeunesse).....	17 000
Vaughan A	ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (Logement et Affaires urbaines).....	17 000
Virani A	ministre du Patrimoine canadien (Multiculturalisme).....	17 000
Wilkinson J	ministre de l'Environnement et du Changement climatique.....	17 000
Young K	pour les Sciences ¹	17 000
	Total.....	594 061

¹ Portefeuille

Sécurité publique et Protection civile Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Administration centrale, Ottawa, Ontario	266 961 686	16 526 004	283 487 690
Administration régionale – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	27 573 181	492 741	28 065 922
Administration régionale – Ontario, Kingston, Ontario	32 957 228	1 457 137	34 414 365
Administration régionale – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	32 141 445	1 708 268	33 849 713
Administration régionale – Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	39 615 626	272 673	39 888 299
Administration régionale – Québec, Laval, Québec	29 478 279	3 256 907	32 735 186
Bureaux de district régionaux – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	31 483 272	1 977 843	33 461 115
Bureaux de district régionaux – Ontario, Kingston, Ontario	72 901 482	2 815 084	75 716 566
Bureaux de district régionaux – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	51 821 678	269 944	52 091 622
Bureaux de district régionaux – Prairies, Winnipeg, Manitoba	65 629 950	495 157	66 125 107
Bureaux de district régionaux – Québec, Montréal, Québec	69 523 599	3 567 761	73 091 360
Centre fédéral de formation, Laval, Québec	62 098 334	4 745 284	66 843 618
Centre Pê Sâkâstêw, Mâskwâcîs, Alberta	7 790 113	653 889	8 444 002
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan	44 934 735	2 313 178	47 247 913
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	45 844 725	1 447 899	47 292 624
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	7 405 991	–	7 405 991
Centre régional de traitement, Bath, Ontario	11 604 987	66 660	11 671 647
Collège régional de formation du personnel – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	2 310 408	–	2 310 408
Collège régional de formation du personnel – Ontario, Kingston, Ontario	4 240 357	7 529 048	11 769 405
Collège régional de formation du personnel – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	3 696 408	78 002	3 774 410
Collège régional de formation du personnel – Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	4 170 517	–	4 170 517
Collège régional de formation du personnel – Québec, Laval, Québec	4 493 399	84 951	4 578 350
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	59 917 023	14 983 261	74 900 284
Établissement de Bath, Bath, Ontario	46 064 289	1 971 204	48 035 493
Établissement de Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario	59 194 532	2 717 158	61 911 690
Établissement de Bowden, Innisfail, Alberta	57 038 241	2 574 547	59 612 788
Établissement de Collins Bay, Kingston, Ontario	69 159 825	4 546 201	73 706 026
Établissement de Cowansville, Cowansville, Québec	47 191 422	4 725 257	51 916 679
Établissement de Donnacona, Donnacona, Québec	48 198 018	5 470 488	53 668 506
Établissement de Drumheller, Drumheller, Alberta	56 528 284	1 801 325	58 329 609
Établissement de Grande Cache, Grande Cache, Alberta	36 977 278	1 046 917	38 024 195
Établissement de Joyceville, Kingston, Ontario	73 161 281	2 335 762	75 497 043
Établissement de Kent, Agassiz, Colombie-Britannique	49 313 790	4 917 253	54 231 043
Établissement de La Macaza, La Macaza, Québec	32 264 265	5 748 422	38 012 687
Établissement de la vallée du Fraser pour femmes, Abbotsford, Colombie-Britannique	21 808 703	369 833	22 178 536
Établissement de l'Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick	45 429 001	3 146 511	48 575 512
Établissement de Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique	39 000 724	4 212 469	43 213 193
Établissement de Mission, Mission, Colombie-Britannique	45 783 891	7 127 365	52 911 256
Établissement de Port-Cartier, Port-Cartier, Québec	37 570 505	2 170 155	39 740 660
Établissement de Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse	53 231 629	4 835 546	58 067 175
Établissement de Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba	68 681 355	11 117 175	79 798 530
Établissement de Warkworth, Campbellford, Ontario	48 796 456	2 637 529	51 433 985
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta	27 912 501	5 140 996	33 053 497
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta	49 301 554	3 041 199	52 342 753
Établissement Drummond, Drummondville, Québec	35 850 916	2 017 235	37 868 151
Établissement du Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique	58 209 904	725 143	58 935 047
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta	4 557 363	573 644	5 131 007
Établissement Joliette, Joliette, Québec	21 166 212	1 723 495	22 889 707
Établissement Millhaven, Bath, Ontario	45 463 554	8 417 647	53 881 201
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique	39 233 053	3 759 251	42 992 304
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse	23 035 055	1 014 383	24 049 438
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario	29 698 131	793 648	30 491 779
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique	16 382 821	4 262 290	20 645 111
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan	12 047 454	140 659	12 188 113
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan	7 420 678	302 653	7 723 331
Pénitencier de Dorchester (Centre de rétablissement Shepody), Dorchester, Nouveau-Brunswick	73 802 631	7 524 378	81 327 009

Sécurité publique et Protection civile Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement – fin

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario	1 614 884	153	1 615 037
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan	78 387 176	7 028 163	85 415 339
Village de guérison Kwikwèxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique.....	7 952 029	946 603	8 898 632
Total.....	2 446 023 828	185 624 348	2 631 648 176

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section **12**

Comptes publics du Canada
2017-2018

Index

Index

	Page	
	Français	Anglais
A		
Acquisition de machinerie et matériel	181	177
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	177	173
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l' (états financiers)	8	32
Autres informations diverses	295	289
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	269	263
Avances à justifier	136	134
B		
Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers)	18	112
C		
Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers)	29	8
Commissions	270	264
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers)	43	42
Créances – radiations ou renonciations	131	129
D		
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres	292	286
Dépenses des cabinets des ministres	278	272
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	296	291
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du Conseil privé)	315	317
Détails des dépenses – Élection partielle d'avril 2017 (Bureau du directeur général des élections)	315	317
Détails des dépenses – Élections partielles d'octobre 2017 (Bureau du directeur général des élections)	315	317
Détails des dépenses – Élections partielles de décembre 2017 (Bureau du directeur général des élections)	316	318
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Secrétariat)	309	321
E		
État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile)	332	319
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2017-2018, (Sénat)	319	312
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2017-2018, (Chambre des communes)	323	304
États financiers des fonds renouvelables	7	7
F		
Frais d'études	272	266
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	288	282
Frais de déplacement et de séjour par commission	271	265
Frais de la dette publique	199	195
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunion internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	299	293
G		
Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers)	56	57
I		
Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	125	123
M		
Montants adjugés par une cour	235	231

Index – fin

	Page	
	Français	Anglais
O		
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers).....	65	21
Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers).....	76	66
P		
Paiements à titre gracieux.....	232	228
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	318	290
Paiements de réclamation contre l'État.....	208	204
Paiements de réclamation contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	207	203
Paiements de transfert.....	191	187
Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers).....	92	91
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2017-2018.....	143	141
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2017-2018.....	148	146
Pertes de fonds et de biens publics.....	139	137
Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	155	153
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2017-2018.....	140	138
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2017-2018.....	139	137
Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers).....	103	55
Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés.....	249	245
R		
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes.....	126	124
Revenus de placements.....	274	268
S		
Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers).....	105	102
Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers).....	115	82
Services professionnels et spéciaux.....	167	163
T		
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2017-2018, (Chambre des communes).....	331	303
Traitement et indemnités aux ministres d'États (Bureau du Conseil privé).....	317	316